102e ANNÉE
VOL. 102

N° 33
4549

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 15 août 1970

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, August 15, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

André Antiques Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Max Bernfeld, 4635, avenue Clanranald, app. 104, Edward H. Bernfeld, 6240, avenue Westbury, tous deux avocats, de Montréal, et Anne Caesar, secrétaire, fille majeure, 1677, avenue Millar, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'antiquités de toutes sortes, sous le nom de « André Antiques Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2377-1970

Agence de voyages Ville-Marie inc. Ville Marie Travel Bureau Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: André Primeau, 1678, boulevard St-Joseph, Henri Serdongs, 3068, Lacombe, J.-François de Grandpré, 15, Glencoe, tous trois de Montréal, Brian Morris, 11, Ainslie, Outremont, Jean-Pierre Casavant, 733, Allard, Verdun, tous cinq étudiants, Jean-Pierre Mongeau, 426, avenue

Letters Patent

André Antiques Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bernfeld, 4635 Clanranald Avenue, apt. 104, Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury Avenue, both advocates, of Montreal, and Anne Caesar, secretary, spinster, 1677 Millar Avenue, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in antiques of all kinds, under the name of "André Antiques Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681-o 2377-1970

Agence de voyages Ville-Marie inc. Ville Marie Travel Bureau Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Primeau, 1678 St-Joseph Boulevard, Henri Serdongs, 3068 Lacombe, J.-François de Grandpré, 15 Glencoe, all three of Montreal, Brian Morris, 11 Ainslie, Outremont, Jean-Pierre Casavant, 733 Allard, Verdun, all five students, Jean-Pierre Mongeau, 426 Elm Avenue, Westmount, and J.-Édouard

Elm, Westmount, et J.-Édouard Labelle, 100, Gaspé, app. 711, Ile-aux-Soeurs, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Agence de voyages Ville-Marie inc.— Ville Marie Travel Bureau Inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4454, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2139-1970

Alimentation B.C.P. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Claude Proulx, gérant, 411B, Bruno, Pierre Tremblay, vendeur, 47, St-Frédéric, et Benoit Croteau, épicier, 85, Notre-Dame, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et bétail de toutes sortes, sous le nom de « Alimentation B.C.P. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2393-1970

Amafic inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Félicien Dion, Laurier Labonté, tous deux frères, de 2342, chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal, Joseph-Alphonse Charland, chiropraticien, 1880, Desroches, Jean Vézina, économiste, 930, avenue Ottawa, tous deux de Québec, Jean-Yves Perron, administrateur, 746, Cherbourg, Sainte-Foy, et Lorne Arsenault, chirurgien, 34, Pérusse, Amqui, pour les objets suivants:

Promouvoir par une éducation et une action locale et internationale l'entraide et l'amitié mondiale, sous le nom de « Amafic inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 2342, chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2789-1970

Les ameublements Métropole ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Labelle, 100 Gaspé, Apt. 711, Iles-aux-Soeurs, the latter two advocates, for the following purposes:

To operate in all their specialties ticket agencies and travel bureaus, under the name of "Agence de voyages Ville-Marie inc.— Ville Marie Travel Bureau Inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 20,000 common shares of $10 each and 20,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4454 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2139-1970

Alimentation B.C.P. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Proulx, manager, 411B, Bruno, Pierre Tremblay, salesman, 47 St-Frédéric, and Benoit Croteau, grocer, 85 Notre-Dame, all three of Drummondville, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meats, poultry and live-stock of all kinds, under the name of "Alimentation B.C.P. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2393-1970

Amafic inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Félicien Dion, Laurier Labonté, both brokers, 2342 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, Joseph-Alphonse Charland, chiropractor, 1880 Desroches, Jean Vézina, economist, 930 Ottawa Avenue, both of Québec, Jean-Yves Perron, administrator, 746 Cherbourg, Sainte-Foy, and Lorne Arsenault, surgeon, 34 Pérusse, Amqui, for the following purposes:

To promote world-wide mutual aid and friendship through local and international education and action, under the name of "Amafic inc.".

The amount to which is limited the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 2342 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2789-1970

Les ameublements Métropole ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation: Fernand Lévesque, Gilles-A. Denis, tous deux avocats, de 170, Dorchester est, et Yvon Perras junior, étudiant, 3130, Édouard-Montpetit, app. L-11, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les ameublements Métropole ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2414-1970

Association de Chasse et Pêche de Ste-Agathe-des-Monts inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Gaudet, commerçant, 92, rue Principale est, Fernand Mitron, agent d'assurances, 100A, rue Thibodeau, et Guy Lapointe, dentiste, 11, rue Principale est, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Promouvoir des campagnes d'éducation sur la flore et la faune du Québec, sous le nom de « Association de Chasse et Pêche de Ste-Agathe-des-Monts inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 92, rue Principale est, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1852-1970

Association d'escrime de l'Est du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Morin, ingénieur, 25, Duchesne, app. 10, Gustave LeBlanc, dentiste, 125, Évêché ouest, tous deux de Rimouski, et Bertrand Gagné, étudiant, Saint-Anaclet-de-Lessard, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique en général, et en particulier le sport de l'escrime, sous le nom de « Association d'escrime de l'Est du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2230-1970

4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lévesque, Gilles-A. Denis, both advocates of 170 Dorchester East, and Yvon Perras Jr., student, 3130 Édouard-Montpetit, Apt. L-11, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les ameublements Métropole ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and into 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2414-1970

Association de Chasse et Pêche de Ste-Agathe-des-Monts inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Gaudet, trader, 92 Main Street East, Fernand Mitron, insurance agent, 100A Thibodeau Street, and Guy Lapointe, dentist, 11 Main Street East, all three of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To organize education drives on the Québec fora and fauna, under the name of "Association de Chasse et Pêche de Ste-Agathe-des-Monts inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $40,000.

The head office of the corporation is at 92 Main Street East, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 1852-1970

Association d'escrime de l'Est du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis Morin, engineer, 25 Duchesne, Apt. 10, Gustave LeBlanc, dentist, 125 Évêché West, both of Rimouski, and Bertrand Gagné, student, Saint-Anaclet-de-Lessard, for the following purposes:

To promote sports and physical training in general, and fencing in particular, under the name of "Association d'escrime de l'Est du Québec inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2230-1970

Atelier Norive inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Armand Duchesneau, 210, Maisonneuve, André Grise, 4, St-Euzèbe, tous deux de Drummondville, Clarence Ellis, 7e rang, Wickham, tous trois machinistes, et Roger Castonguay, soudeur, Saint-Cyrille, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises, articles et pièces fabriqués totalement ou en partie d'aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granite, métal galvanisé, tôle, plastique, fibre de verre et caoutchouc sous le nom de « Atelier Norive inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2017-1970

Audiotronic ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat, 134, chemin Finchley, Hampstead, Yolande Mathieu, 1975, boulevard de Maisonneuve, et Leah Hendy, 666 ouest, Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'équipement de reproduction sonore et de communication et d'accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Audiotronic ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2121-1970

Autokeltic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1970, constituant en corporation: Roger Moride, réalisateur, 5169, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Guy Beaudoin, 2380, Laure Conan, tous deux de Montréal, et Jean St-Germain, 175, 17e Avenue, Drummondville, ces deux derniers industriels, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de prototypes de motos-neige pouvant se convertir et servir à d'autres usages sportifs, sous le nom de « Autokeltic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5169, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2226-1970

Atelier Norive inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Duchesneau, 210 Maisonneuve, André Grise, 4 St-Euzèbe, both of Drummondville, Clarence Ellis, 7th range, Wickham, all thre machinists, and Roger Castonguay, welder, Saint-Cyrille, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise, articles and parts manufactured totally or partially in aluminum, enamelled iron, tinplate, granit, galvanized metal, sheet-metal, plastic, fiber glass and rubber, under the name of "Atelier Norive inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 5,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2017-1970

Audiotronic ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julius Briskin, advocate, 134 Finchley Road, Hampstead, Yolande Mathieu, 1975 de Maisonneuve Boulevard, and Leath Hendy, 666 Sherbrooke West, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in audio reproduction, communication equipment and accessories of all kinds, under the name of "Audiotronic ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2121-1970

Autokeltic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Moride, realizer, 5169 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Guy Beaudoin, 2380 Laure Conan, both of Montreal, and Jean St-Germain, 175, 17th Avenue, Drummondville, the latter two industrialists, for the following purposes:

To manufacture and deal in snowmobile prototypes that may be transformed and used for other kinds of sports, under the name of "Autokeltic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 5169 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2226-1970

Aviation Gatineau inc.
Gatineau Aviation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roger Gravelle, barbier, Touraine, Wilfrid Bisson, boulanger, 24, Brady, Hull, et Claude Tremblay, fonctionnaire, boulevard Paiement, route rurale 1, Gatineau, pour les objets suivants:

Établir des écoles ayant pour but l'enseignement du vol, l'entretien et la réparation des appareils aériens de toutes sortes, sous le nom de « Aviation Gatineau inc. — Gatineau Aviation Inc. », avec un capital total divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 7,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Touraine, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1789-1970

Aviation Gatineau inc.
Gatineau Aviation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Gravelle, barber, Touraine, Wilfrid Bisson, baker, 24 Brady, Hull, and Claude Tremblay, functionary, Paiement Boulevard, Rural Route 1, Gatineau, for the following purposes:

To establish schools for teaching of flying, maintenance and repairing of aircrafts of all kinds purposes, under the name of "Aviation Gatineau inc. — Gatineau Aviation Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and into 7,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Touraine, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1789-1970

Aylmer Road Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, 200, Willowdale, Outremont, Jack Shayne, 5781, Melling, Laurence M. Tanny, 7925, Kingsley, app. 612, tous deux de Côte Saint-Luc, et Jack Greenstein, 4830, Fulton, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Aylmer Road Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 700 actions de catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 550 actions de catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 38,750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2243-1970

Aylmer Road Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollicier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, Jack Shayne, 5781 Melling, Laurence M. Tanny, 7925 Kingsley, Apt. 612, both of Côte Saint-Luc, and Jack Greenstein, 4830 Fulton, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of "Aylmer Road Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 700 class "A" shares of the par value of $1 each, 550 class "B" shares of the par value of $1 each and 38,750 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2243-1970

Balam's Bakery & Fine Foods Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Amram André Ruimy, marchand, Jacqueline Ruimy, commis, épouse dudit Amram André Ruimy, tous deux de 5829, Coolbrooke, Montréal, et Sam Ruimy, gérant, 769, Algonquin, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du pain, gâteaux, pâtisseries et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Balam's Bakery & Fine Foods Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Balam's Bakery & Fine Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Amram André Ruimy, trader, Jacqueline Ruimy, clerk, wife of said Amram André Ruimy, both of 5829 Coolbrooke, Montreal, and Sam Ruimy, manager, 769 Algonquin, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in bread, cakes, pastries and other baked foods, under the name of "Balam's Bakery & Fine Foods Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 6715, avenue Darlington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2006-1970

The head office of the company is at 6715 Darlington Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2006-1970

René Beaulieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: René Beaulieu, rentier, Simone Legendre, ménagère, épouse dudit René Beaulieu, tous deux de 8, Stratford, Hampstead, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « René Beaulieu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4 actions ordinaires de $100 chacune, 3,959 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 10 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, rue Stratford, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2188-1970

René Beaulieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Beaulieu, annuitant, Simone Legendre, housewife, wife of said René Beaulieu, both of 8 Stratford, Hampstead, and Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "René Beaulieu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4 common shares of $100 each, 3,959 class "A" preferred shares of $10 each and 10 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 8 Stratford Street, Hampstead, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2188-1970

Becoies inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 12e jour de juin 1970, constituant en corporation: Léon Gaumond, commis-voyageur, Lucille Dumais, ménagère, épouse dudit Léon Gaumond, tous deux de 6917, 19e avenue, et Paul Gaumond, prêtre-curé, 6500, boulevard Gouin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fermiers, charcutiers et bouchers, sous le nom de « Becoies inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1707-1970

Becoies inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léon Gaumond, commercial traveller, Lucille Dumais, housewife, wife of said Léon Gaumond, both of 6917, 19th Avenue, and Paul Gaumond, pastor, 6500 Gouin Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as farmers, pork-butchers and butchers, under the name of "Becoies inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1707-1970

Benlef inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 13e jour de mai 1970, constituant en corporation: Robert-M. Benoît, 9260, rue Bastogne, Réjean-R. Lefrançois, 5325, rue Jean-Talon est, suite 202, tous deux avocats, de Saint-Léonard, et Claudette Gagné, secrétaire, épouse de Gilles Fleurent, 6138, rue Houde, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Benlef inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Benlef inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert-M. Benoît, 9260 Bastogne Street, Réjean-R. Lefrançois, 5325 Jean-Talon Street East, suite 202, both advocates, of Saint-Léonard, and Claudette Gagné, secretary, wife of Gilles Fleurent, 6138 Houde Street, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Benlef inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2065-1970

Claude Blanchard construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Claude Blanchard, entrepreneur, Yolande Gadbois, ménagère, épouse dudit Claude Blanchard, tous deux de 4325, de Lanaudière, et Réjane Gadbois, secrétaire, fille majeure, 4055, Jacques-Cartier, tous trois de Douville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Claude Blanchard construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1253-1970

H. G. Bleher Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Ellen Décary, épouse divorcée de Leo Kowal, 64, avenue Saint-Louis, Margaret Power, épouse de John Pinder, 45, Cedar Crescent, toutes deux secrétaires, et Jean Mackenzie, comptable, épouse d'Edgar Gillis, 80, Beaconsfield, tous trois de Beaconsfield, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes d'équipement, de machinerie et d'outils industriels, sous le nom de « H. G. Bleher Co. Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13269, rue Regent, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1842-1970

Bon Air sport ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Denis Lanoue, marchand, 165, Courtemanche, Étienne Gravel, mécanicien, boulevard d'Iberville, tous deux d'Iberville, et Jean-Louis Lanoue, courtier, rue Pale, Bedford, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'autos-neige, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2065-1970

Claude Blanchard construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Blanchard, contractor, Yolande Gadbois, housewife, wife of said Claude Blanchard, both of 4325 de Lanaudière, and Réjane Gadbois, secretary, spinster of the full age of majority, 4055 Jacques-Cartier, all three of Douville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Claude Blanchard construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Douville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1253-1970

H. G. Bleher Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ellen Décary, divorced wife of Leo Kowal, 64 Saint-Louis Avenue, Margueret Power, wife of John Pinder, 45 Cedar Crescent, both secretaries, and Jean Mackenzie, accountant, wife of Edgar Gillis, 80 Beaconsfield, all three of Beaconsfield, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of industrial equipment, machinery and tools, under the name of "H. G. Bleher Co. Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 13269 Regent Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1842-1970

Bon Air sport ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Lanoue, merchant, 165 Courtemanche, Étienne Gravel, mechanic, d'Iberville Boulevard, both of d'Iberville, and Jean-Louis Lanoue, broker, Pale Street, Bedford, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in snowmobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of

« Bon Air sport ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 40 actions ordinaires de $1,000 chacune et en 20 actions privilégiées de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est 865, boulevard d'Iberville, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1858-1970

Boulangerie Champlain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 13e jour de mai 1970, constituant en corporation: Joseph Imbleau, agent d'affaires, Claudette Imbleau, secrétaire, épouse de Giovanni Cianci, tous deux de 12534, Parent, et Justin Labranche, vendeur, 450, de Normandie, tous trois de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pains, gâteaux, pâtisseries et autres articles d'alimentation, sous le nom de « Boulangerie Champlain inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2358, rue Bourbonnière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2081-1970

Jean-Guy Bourcier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Bourcier, tenancier de bar, Mercier, Jean-Pierre Sylvestre, courtier en valeurs mobilières, et Claude Bergevin, notaire, ces deux derniers de Sainte-Martine, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Jean-Guy Bourcier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mercier, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2134-1970

Boutique de lingerie Amour inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marc Joncas, professeur, Micheline Viens, administratrice, épouse dudit Marc Joncas, tous deux de 157, boulevard Marie-Victorin, Verchères, et Aimée Simard, gérante, épouse de Léo Viens, 5824, Madore, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de robes et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Boutique de lingerie Amour inc. », avec un

"Bon Air sport ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 40 common shares of $1,000 and 20 preferred shares of $1,000 each.

The head office of the company is at 865 d'Iberville Boulevard, Iberville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1858-1970

Boulangerie Champlain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Imbleau, business agent, Claudette Imbleau, secretary, wife of Giovanni Cianci, both of 12534 Parent, and Justin Labranche, salesman, 450 de Normandie, all three of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To deal in bread, cakes, pastries and other food products, under the name of "Boulangerie Champlain inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2358 Bourbonnière Street, Montreal, judicial district ot Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2081-1970

Jean-Guy Bourcier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Bourcier, bar tender, Mercier, Jean-Pierre Sylvestre, securities broker, and Claude Bergevin, notary, the latter two of Sainte-Martine, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Jean-Guy Bourcier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Mercier, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2134-1970

Boutique de lingerie Amour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Joncas, professor, Micheline Viens, administrator, wife of said Marc Joncas, both of 157 Marie-Victorin Boulevard, Verchères, and Aimée Simard, manager, wife of Léo Viens, 5824 Madore, Montréal, for the following purposes:

To operate dress and other women's clothing stores and shops, under the name of "Boutique de lingerie Amour inc.", with a total capital stock

capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2113-1970

G.T.C. Cadieux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Thérèse St-Louis, ménagère, épouse de Warren Colley, 350, Côte Vertu, Noëlla Cadieux, secrétaire, épouse divorcée de Gérard Bruneau, 8565, Lacordaire, toutes deux de Montréal, et Bertrand Doyon, administrateur, 5531, Verneuil, Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs pièces et accessoires ou autres instruments et appareils, outils et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « G.T.C. Cadieux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 action ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2032, rue Bord-du-Lac, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1960-1970

CUOQ construction ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation: Georges-Alexandre Lebel, notaire, 418, St-Jérôme, Eudore Forbers, épouse de Clément Desjardins, 218, St-Christophe, et Réjeanne Boulay, fille majeure, 487, D'Amours, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « CUOQ construction ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2391-1970

Can-Am Equity Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Guy-F. Gervais, 223, Lazard, tous deux de Mont-Royal, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Can-Am Equity Corporation »,

of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2113-1970

G.T.C. Cadieux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse St-Louis, housewife, wife of Warren Colley, 350 Côte Vertu, Noëlla Cadieux, secretary, divorced wife of Gérard Bruneau, 8565 Lacordaire, both of Montreal, and Bertrand Doyon, administrator, 5531 Verneuil, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines, their parts and accessories or other instruments and appliances, tools and hardware of all kinds, under the name of "G.T.C. Cadieux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2032 Bord-du-Lac Street, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1960-1970

CUOQ construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Alexandre Lebel, notary, 418 Saint-Jérôme, Eudora Forbers, wife of Clément Desjardins, 218 Saint-Christophe, and Réjeanne Boulay, spinster of the full age of majority, 487 D'Amours, the latter two secretaries, all three of Matane, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "CUOQ construction ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2391-1970

Can-Am Equity Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Guy-F. Gervais, 223 Lazard, both of Mount Royal, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Can-Am Equity

avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1376, Franklin Drive, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2018-1970

Le Carré d'Art inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour de mai 1970, constituant en corporation: Michel Faubert, « designer », 980, Crémazie ouest, Louis Hébert, réalisateur, 10400, Terrasse Fleury, Jude Parent, avocat, 3025, Linton, tous trois de Montréal, et Jean-Yves Dufour, écrivain, 5045, d'Allet, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Promouvoir et entreprendre la création et la production dans tous les arts et domaines d'artisanat, sous le nom de « Le Carré d'Art inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2041-1970

Centaur Sales & Promotions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Leon Maliniak, marchand, Anna Maliniak, secrétaire, épouse dudit Leon Maliniak, tous deux du 4770, Courtrai, #106, et Melvin Kronish, avocat, 1255, Carré Phillips, bureau 701, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de pièces d'art ainsi que de produits ménagers et commerciaux, sous le nom de « Centaur Sales & Promotions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 2222-1970

Centre d'Accueil pour Alcooliques de Sherbrooke

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Letendre, prêtre, 130, Cathédrale, Roland Olivier, 848, Larocque, Osylva Bouchard, 912, Woodward, tous deux operateurs, Roger Boucher, entrepreneur, 27, 7e Avenue, Paul Cloutier, rentier, 926, King ouest, tous cinq de Sherbrooke, Eugène Leclerc, Windsor Mills, et Georges Girouard, Saint-

Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1376 Franklin Drive, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2018-1970

Le Carré d'Art inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Faubert, designer, 980 Crémazie West, Louis Hébert, producer, 10400 Fleury Terrace, Jude Parent, advocate, 3025 Linton, all three of Montreal, and Jean-Yves Dufour, writer, 5045 d'Allet, Saint-Léonard, for the following purposes:

To promote and undertake creation and production in all handicraft arts and fields, under the name of "Le Carré d'Art inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2041-1970

Centaur Sales & Promotions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leon Maliniak, merchant, Anna Maliniak, secretary, wife of the said Leon Maliniak, both of 4770 Courtrai, #106, and Melvin Kronish, advocate, 1255 Phillips Square, Room 701, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in artistic products as well as household and commercial products, under the name of "Centaur Sales & Promotions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2222-1970

Centre d'Accueil pour Alcooliques de Sherbrooke

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Letendre, priest, 130 Cathédrale, Roland Olivier, 848 Larocque, Osylva Bouchard, 912 Woodward, both operators, Roger Boucher, contractor, 27, 7th Avenue, Paul Cloutier, annuitant, 926 King West, all five of Sherbrooke, Eugène Leclerc, Windsor Mills, and Georges Girouard, Saint-Grégoire-de-Greenlay,

Grégoire-de-Greenlay, ces deux derniers journaliers, pour les objets suivants:

Recevoir les alcooliques pour un traitement physique et mental à long terme, sous le nom de « Centre d'Accueil pour Alcooliques de Sherbrooke ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 154, boulevard Queen nord, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 3347-69

Centre de danse de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1970, constituant en corporation: Anne-Marie Hébert, ménagère, veuve non remariée d'Arger Barbeau, 7690, 7e avenue, Ruth Lavoie, 1635, Dudemaine, et Nicole Vidal, 3260, Jean-Talon est, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques, tapis imprimés avec numéro, et volume explicatif, ayant pour but la danse, sous le nom de « Centre de danse de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7690, 7e avenue, suite 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2827-1970

Centre de recherche et de médiation pour le développement inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation: Lambert Toupin, 194, Melbourne, Mont-Royal, Robert-P. Godin, 4222, Beaconsfield, Montréal, Michael P. Carroll, 254, Metcalfe, Westmount, et Claude Lachance, 30, Place Côte Vertu, app. 105, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter sous toutes ses formes, la science de l'information, de l'informatique et de la cybernétique, sous le nom de « Centre de recherche et de médiation pour le développement inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,900 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100 actions classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2061-1970

Le Chaudiere Sportswear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

the latter two labourers, for the following purposes:

To admit alcoholics for long-term physical and mental treatment, under the name of "Centre d'Accueil pour Alcooliques de Sherbrooke".

The amount to which is limited the value of immovables which may be acquired and owned by the corporation is $200,000.

The head office of the corporation is at 154 Queen Boulevard North, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 3347-69

Centre de danse de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Anne-Marie Hébert, housewife, unremarried widow of Arger Barbeau, 7690, 7th Avenue, Ruth Lavoie, 1635 Dudemaine, and Nicole Vidal, 3260 Jean-Talon East, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in records, printed carpets with numbers and explanatory volumes for dancing purposes, under the name of "Centre de danse de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7690, 7th Avenue, Suite 2, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2827-1970

Centre de recherche et de médiation pour le développement inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lambert Toupin, 194 Melbourne, Mount-Royal, Robert-P. Godin, 4222 Beaconsfield, Montreal, Michael P. Carroll, 254 Metcalfe, Westmount, and Claude Lachance, 30 Côte Vertu Place, Apt. 105, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To operate in all its aspects information, informatic, cybernetics sciences, under the name of "Centre de recherche et de médiation pour le développement inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,900 class "A" shares of a nominal value of $10 each and 100 class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2061-1970

Le Chaudiere Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilles Jacques, contremaître, Raymond Boisvert, industriel, et Lisette Jacques, gérante, fille majeure, tous trois de Saint-Ludger, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus et vêtements de toutes sortes, sous le nom de « La Chaudiere Sportswear Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ludger, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1510-1970

Clinique médicale Adam & Charette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gaëtan Adam, Gilles Charette et Bernard Richer, tous trois médecins, de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Administrer une ou plusieurs cliniques médicales et chirurgicales, sous le nom de « Clinique médicale Adam & Charette inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1955-1970

Club de l'Age d'Or de Weedon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Fortier, Philippe Gravel et Lucien Gosselin, tous trois rentiers, de Weedon, pour les objets suivants:

Procurer aux personnes âgées des amusements sains, récréatifs, artistiques et un support moral, sous le nom de « Club de l'Age d'Or de Weedon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Weedon, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2445-1970

Le club des amateurs de golf de Plessisville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jean Moisan, 55, Laurier, Arthabaska, Jules

15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Jacques, foreman, Raymond Boisvert, industrialist, and Lisette Jacques, manager, spinster of the full age of majority, all three of Saint-Ludger, for the following purposes:

To deal in woven material and clothing of all kinds, under the name of "La Chaudiere Sportswear Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Ludger, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 1510-1970

Clinique médicale Adam & Charette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaëtan Adam, Gilles Charette et Bernard Richer, all three physicians, of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To administer one or several medical or surgical clinics, under the name of "Clinique médicale Adam & Charette inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each and 1,500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 1955-1970

Club de l'Age d'Or de Weedon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lionel Fortier, Philippe Gravel and Lucien Gosselin, all three annuitants, of Weedon, for the following purposes:

To give old people moral support and to procure them sound recreational and artistic activities, under the name of "Club de l'Age d'Or de Weedon inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $50,000.

The head office of the corporation is at Weedon, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2445-1970

Le club des amateurs de golf de Plessisville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Moisan, 55 Laurier, Arthabaska, Jules Bellavance, 1810

Bellavance, 1810, St-Calixte, Plessisville, et Claude Aubert, 3, avenue Roux, Victoriaville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement afin de promouvoir le golf à Plessisville, sous le nom de « Le club des amateurs de golf de Plessisville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1781-1970

Club de ski Alpin de Malartic

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Tremblay, professeur, Malartic, Colette Bouffard, secrétaire, fille majeure, Sullivan, et Philippe Germain, notaire, Val d'Or, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport du ski sous toutes ses formes, sous le nom de « Club de ski Alpin de Malartic ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1593-1970

Club du chien Retriever de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Rouillard, agent manufacturier, 2997, de la Retraite, Roch Côté, vétérinaire, 3164, de la Concorde, app. 11, tous deux de Sainte-Foy, et Victor Bouchard, médecin, Les Éboulements, pour les objets suivants:

Promouvoir l'entraînement de chiens de chasse en général et de retrievers en particulier, sous le nom de « Club du chien Retriever de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 2520, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2355-1970

Club le Jacob inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Moisan, 55, Laurier, Claude Aubert, 49, Laurier, tous deux d'Arthabaska, St-Calixte, Plessisville, and Claude Aubert, 3 Roux Avenue, Victoriaville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company in order to promote golf in Plessisville, under the name of "Le club des amateurs de golf de Plessisville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1781-1970

Club de ski Alpin de Malartic

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Tremblay, professor, Malartic, Colette Bouffard, secretary, spinster of the full age of majority, Sullivan, and Philippe Germain, notary, Val d'Or, for the following purposes:

To administer a sports club and to promote particularly skiing as a sport, under the name of "Club de ski Alpin de Malartic.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $30,000.

The head office of the corporation is at Malartic, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1593-1970

Club du chien Retriever de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Rouillard, manufacturer's agent, 2997 de la Retraite, Roch Côté, veterinary, 3164 de la Concorde, Apt. 11, both of St. Foy, and Victor Bouchard, physician, Les Éboulements, for the following purposes:

To promote the training of hunting dogs generally and more particularly of retrievers, under the name of "Club de chien Retriever de Québec inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $500,000.

The head office of the corporation is at 2520 St. Foy Road, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2355-1970

Club le Jacob inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Moisan, 55 Laurier, Claude Aubert, 49 Laurier, both of Arthabaska,

baska, et Jules Bellavance, 1810, St-Calixte, Plessisville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un club social, sous le nom de « Club le Jacod inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2404-1970

Club sportif Albo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Courtois, administrateur, 90, Civil, Roger Thuot, comptable, 412, Desjardins, et René Langlois, agent de liaison, 210, Scarson, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Club sportif Albo inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 11639, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2413-1970

Club sportif de St-Herménégilde

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Tremblay, Marcel Tremblay, Adrien Langevin, Henri Tremblay, Roger Langevin, Rolland Lavigne, Félicien Crête, tous sept cultivateurs, Pierre Gosselin, journalier, Gérald Simard, musicien, tous neuf de Saint-Herménégilde, Victor Langevin, distributeur d'huile à chauffage, et André Dionne, commerçant, ces deux derniers de Coaticook, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'équitation et de l'auto-neige, sous le nom de « Club sportif de St-Herménégilde ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Herménégilde, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-minitre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2452-1970

Club vacances 2001 inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation:

and Jules Bellavance, 1810 Saint-Calixte, Plessisville, all three advocates, for the following purposes:

To operate a cosial club, under the name of "Club le Jacod inc.".

The amount to which is limited the value of immovables which may be acquired and owned by the corporation is $100,000.

The head office of the corporation is at Princeville, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2404-1970

Club sportif Albo inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Albert Courtois, administrator, 90 Civil, Roger Thuot, accountant, 412 Desjardins, and René Langlois, liaison agent, 210 Scarson, all three of Laval, for the following purposes:

To operate a sports and social club, under the name of "Club sportif Albo inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 11639 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2413-1970

Club sportif de St-Herménégilde

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Tremblay, Marcel Tremblay, Adrien Langevin, Henri Tremblay, Roger Langevin, Rolland Lavigne, Félicien Crête, all seven farmers, Pierre Gosselin, labourer, Gérald Simard, musician, all nine of Saint-Herménégilde, Victor Langevin, heating oil distributor, and André Dionne, trader, the latter two of Coaticook, for the following purposes:

To administer a sports club and to promote particularly horse back riding and snowmobiling, under the name of "Club sportif de St-Herménégilde".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Herménégilde, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2452-1970

Club vacances 2001 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Allard,

Yves Allard, homme d'affaires, 630, Querbes, app. 6, Montréal, Robert Viau, agent de voyages, 464, Woodlea, Mont-Royal, et Roger Roy, comptable, 454, Place de Sillery, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter dans leur spécialité des agences de réserve de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Club vacances 2001 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $2 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3430, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2047-1970

businessman, 630 Querbes, Apt. 6, Montreal, Robert Viau, travelling agent, 464 Woodlea, Mount Royal, and Roger Roy, accountant, 454 Place de Sillery, Laval, for the following purposes:

To operate as their specialty ticket reservation agencies and tourist offices, under the name of "Club vacances 2001 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $2 each.

The head office of the company is at 3430 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2047-1970

Compagnie technique F.A.B.F. inc.
F.A.B.F. Technical Company Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation: Arnaldo Giardini, ingénieur, Biancamaria Camilli, ménagère, épouse dudit Arnaldo Giardini, tous deux de 7093, Du Layon, Anjou, Fleurette Laporte, secrétaire, épouse de René Boudreau, 1066, Violette, Laval, et Albert Bélanger, notaire, 2275, Jean Talon est, suite 312, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils et accessoires électriques et électroniques, leurs parties et accessoires et autres instruments connexes, sous le nom de « Compagnie technique F.A.B.F. inc.— F.A.B.F. Technical Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1728-1970

Compagnie technique F.A.B.F. inc.
F.A.B.F. Technical Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arnaldo Giardini, engineer, Biancamaria Camilli, housewife, wife of said Arnaldo Giardini, both of 7093 Du Layon, Anjou, Fleurette Laporte, secretary, wife of René Boudreau, 1066 Violette, Laval, and Albert Bélanger, notary, 2275 Jean Talon East, suite 312, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and electronical apparatus accessories, as well as parts, accessories and other instruments related thereto, under the name of "Compagnie technique F.A.B.F. inc. — F.A.B.F. Technical Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1728-1970

Cosmos Food & Poultry Distributors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Mary Eleanor White, secrétaire, fille majeure, 4850, boulevard Édouard-Montpetit, # 18, Montréal, Anthony Cardasilaris, 15555, Cabot, Pierrefonds, Constantim Simakis, et Anastasios Tsoukalas, ces deux derniers de 459, rue Dalhousie, Laval, ces trois derniers marchands, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Cosmos Food & Poultry Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1787-1970

Cosmos Food & Poultry Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mary Eleanor White, secretary, spinster, 4850 Édouard-Montpetit Boulevard, # 18, Montreal, Anthony Cardasilaris, 15555 Cabot, Pierrefonds, Constantim Simakis, and Anastasios Tsoukalas, the latter two of 459 Dalhousie Street, Laval, the latter three merchants, for the following purposes:

To deal in food products of every kind and description, under the name of "Cosmos Food & Poultry Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1787-1970

J. Léonard Côté & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Léonard Côté, 765, Champlain, Pierre Côté, 372, St-Pierre, tous deux entrepreneurs, de Magog, et André Bachand, arpenteur-géomètre, 43, boulevard Jacques-Cartier, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux et exploiter des entreprises de camionnage, sous le nom de « J. Léonard Côté & fils inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune, 600 actions classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1325-1970

J. Léonard Côté & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Côté, 765 Champlain, Pierre Côté, 372 St-Pierre, both contractors of Magog, and André Bachand, land-surveyor, 43 Jacques-Cartier Boulevard, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials and to operate trucking businesses, under the name of "J. Léonard Côté & fils inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of $100 each, 600 class "B" shares of a nominal value of $100 each and into 400 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 1325-1970

Couvreurs de l'Est (Montréal) ltée
Eastern Roofers (Montreal) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roger Perron, couvreur, 5711, Paul-Pau, Thérèse D. Perron, ménagère, épouse dudit Roger Perron, 9105, Rousseau, et Yolande Provencher, ménagère, épouse d'Armand Provencher, 5997, Louis Hébert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-couvreurs et ferblantiers et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Couvreurs de l'Est (Montréal) ltée — Eastern Roofers (Montreal) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1944-1970

Couvreurs de l'Est (Montréal) ltée
Eastern Roofers (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Perron, roofer, 5711 Paul-Pau, Thérèse D. Perron, housewife, wife of said Roger Perron, 9105 Rousseau, and Yolande Provencher, housewife, wife of Armand Provencher, 5997 Louis Hébert, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as roofing contractors and tinsmiths and to deal in all kinds of materials, under the name of "Couvreurs de l'Est (Montréal) ltée — Eastern Roofers (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 1944-1970

D.I.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corporation: René Talbot, 799, boulevard Houde, Auguste Vincent, 266, Montrose, tous deux de Saint-Lambert, et Gilles Chiquette, 849, Honfleur, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « D.I.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

D.I.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Talbot, 799 Houde Boulevard, Auguste Vincent, 266 Montrose, both of Saint-Lambert, and Gilles Chiquette, 849 Honfleur, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To deal in medical specialties and pharmaceutical and patent medicines of all kinds, under the name of "D.I.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 800, Place Victoria, suite 1015, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2075-1970

Delec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juin 1970, constituant en corporation: Armand-J. Leclerc, rentier, 42, Queen, Gérard Dessert, hôtelier, case postale 801, tous deux de Lennoxville, et Robert Morin, comptable, 2820, Messy, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Delec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2367-1970

Dickson Holdings Inc.
Gestion Dickson inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation: Fernand Lévesque, Gilles-A. Denis et Maurice-A. Mercier, tous trois avocats, de 170, Dorchester est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Dickson Holdings Inc. — Gestion Dickson inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 15,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1506-1970

Les distributions Tony inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 1er jour de mai 1970, constituant en corporation: Mathieu Bachelard, restaurateur, 147, Savard, Neufchatel, Rachel Devost, restauratrice, fille majeure, 36, Témiscouata, app. 4, et Yvon Dubé, cuisinier, 420, Lafontaine, ces deux derniers de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viande, volailles et bétail de toutes sortes, sous le nom de « Les distributions Tony inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1899-1970

The head office of the company is at 800 Victoria Place, suite 1015, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2075-1970

Delec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand-J. Leclerc, annuitant, 42 Queen, Gérard Dessert, hotel-keeper, P.O. Box 801, both of Lennoxville, and Robert Morin, accountant, 2820 Messy, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Delec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2367-1970

Dickson Holdings Inc.
Gestion Dickson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lévesque, Gille-A. Denis and Maurice-A. Mercier, all three advocates, of 170 Dorchester East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Dickson Holdings Inc. — Gestion Dickson inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $5 each and 15,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1506-1970

Les distributions Tony inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mathieu Bachelard, restaurant-keeper, 147 Savard, Neufchatel, Rachel Devost, restaurant-keeper, spinster of the full age of majority, 36 Témiscouata, Apt. 4, and Yvon Dubé, cook, 420 Lafontaine, the latter two of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meats, poultry and livestock of all kinds, under the name of "Les distributions Tony inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1899-1970

Domaine Préfontaine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Pierre Préfontaine, constructeur, Manon Halda, secrétaire, épouse dudit Pierre Préfontaine, tous deux de 301, rue Dupré, Beloeil, et Pierre Larue, avocat, 227, Monseigneur Charbonneau, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Domaine Préfontaine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301, rue Dupré, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2107-1970

Domaine Préfontaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Préfontaine, builder, Manon Halda, secretary, wife of said Pierre Préfontaine, both of 301 Dupré Street, Beloeil, and Pierre Larue, advocate, 227 Monseigneur Charbonneau, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Domaine Préfontaine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 301 Dupré Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2107-1970

Dubuc & Lefebvre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Maurice Lefebvre, homme d'affaires, 215, Clément, LaSalle, Noël Dubuc, vendeur, et Lucien-U. Dubuc, garagiste, ces deux derniers de Saint-Isidore, pour les objets suivants:

Faire affaires comme jardiniers-paysagistes, fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs, sous le nom de « Dubuc & Lefebvre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 616, rue St-Régis, Saint-Isidore, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2403-1970

Dubuc & Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Lefebvre, businessman, 215 Clément, LaSalle, Noël Dubuc, salesman, and Lucien-U. Dubuc, garagekeeper, the latter two of Saint-Isidore, for the following purposes:

To carry on business as landscape gardeners, florists, nurserymen and cultivators, under the name of "Dubuc & Lefebvre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 616 St-Régis Street, Saint-Isidore, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2403-1970

E. & M. Promotion Sales Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1970, constituant en corporation: Ernest Martineau, administrateur, 6961, Lemay, Montréal, René Tougas, acheteur, 185, Vienne, Longueuil, et Harold Eaton, gérant, 13711, Léo, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce de nouveautés, articles de variétés (smallware), jouets, produits, accessoires et articles de toutes sortes, sous le nom de « E. & M. Promotion Sales Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2295, rue Métropole, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2159-1970

E. & M. Promotion Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Martineau, administrator, 6961 Lemay, Montreal, René Tougas, purchaser, 185 Vienne, Longueuil, and Harold Eaton, manager, 13711 Léo, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in novelties, smallware, toys, products, accessories and articles of all kinds, under the name of "E. & M. Promotion Sales Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2295 Métropole Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2159-1970

Les Éditions Proga ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation: André Gagnon, journaliste, Jeanne D'Arc Tissot, ménagère, épouse dudit André Gagnon, tous deux de 15, rue Haldimand, app. 4, et Guy Bertrand, avocat, 51, rue Desjardins, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Les Éditions Proga ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15, rue Haldimand, app. 4, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2055-1970

Les Entreprises Claude Grégoire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation: Claude Grégoire, commerçant, Gaétane Gougeon, ménagère, épouse dudit Claude Grégoire, et Simon Grégoire, garagiste, tous trois de 550, Principale, Saint-Ambroise-de-Kildare, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Les Entreprises Claude Grégoire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ambroise-de-Kildare, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1993-1970

Entreprises de villégiature J-P-R-S ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Sylva-R. Gagnon, courtier en douane, 109, Davis, Raymond Desjardins, commis, 395, Sacré-Coeur, Philippe Voyer, contremaître, 500, de la Gare, et Jean-Marie Duchesne, entrepreneur, 245, boulevard Auger ouest, tous quatre d'Alma, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain de camping et de caravaning, sous le nom de « Entreprises de villégiature J-P-R-S ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1831-1970

Les Éditions Proga ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gagnon, journalist, Jeanne D'Arc Tissot, housewife, wife of said André Gagnon, both of 15 Haldimand Street, Apt. 4, and Guy Bertrand, advocate, 51 Desjardins Street, all three of Québec, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications and to operate an advertising agency, under the name of "Les Éditions Proga ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 15 Haldimand Street, Apt. 4, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2055-1970

Les Entreprises Claude Grégoire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Grégoire, trader, Gaétane Gougeon, housewife, wife of said Claude Grégoire, and Simon Grégoire garage-keeper, all three of 550 Main, Saint-Ambroise-de-Kildare, for the following purposes:

To deal in oils, greases, petroleum and all their products, and natural gas, under the name of "Les Entreprises Claude Grégoire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Ambroise-de-Kildare, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1993-1970

Entreprises de villégiature J-P-R-S ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sylva-R. Gagnon, customs broker, 109 Davis, Raymond Desjardins, clerk, 395 Sacré-Coeur, Philippe Voyer, foreman, 500 de la Gare, and Jean-Marie Duchesne, contractor, 245 Auger Boulevard West, all four of Alma, for the following purposes:

To operate a camping and caravaning ground, under the name of "Entreprises de villégiature J-P-R-S ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1831-1970

Les entreprises Lynda Lopez ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Lynda Lopez, fille majeure, 88358, Aeterna, Saint-Léonard, Albert Gauthier, 1276 est, Sherbrooke, et Earle Cale, 3527, avenue Lorne, ces deux derniers de Montréal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes et de tous genres de biens mobiliers, sous le nom de « Les entreprises Lynda Lopez ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1740-1970

Les Équipements L.B.M. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Louis Beaulieu, commerçant, Amanda Pelletier, ménagère, épouse dudit Louis Beaulieu, tous deux de 828, Notre-Dame, Repentigny, Victor Mailloux, commerçant, et Jeanne Telmosse, ménagère, épouse dudit Victor Mailloux, ces deux derniers de 5727, 4e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Les Équipements L.B.M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 828, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2111-1970

Les fabricants de piscines et de vinyl Eau-Claire limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roger Doucet, 85, Goupil, Georges Chabot, 52, 4e Rue, tous deux administrateurs, Gaétane Gagnon, secrétaire, et Danielle Matteau, employée de bureau, ces deux dernières filles majeures, de 1750, Rochefort, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de piscines, accessoires de piscines, toiles de recouvrement de piscines faites en vinyl et en toute autre matière, sous le nom de « Les fabricants de piscines et de vinyl Eau-Claire limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11, St-Hubert, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2297-1970

Les entreprises Lynda Lopez ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lynda Lopez, fille majeure, 88358 Aeterna, Saint-Léonard, Albert Gauthier, 1276 Sherbrooke East, and Earle Cale, 3527 Lorne Avenue, the latter two of Montreal, all three executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of movable effects, under the name of "Les entreprises Lynda Lopez ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1740-1970

Les Équipements L.B.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Beaulieu, trader, Amanda Pelletier, housewife, wife of said Louis Beaulieu, both of 828 Notre-Dame, Repentigny, Victor Mailloux, trader, and Jeanne Telmosse, housewife, wife of said Victor Mailloux, the latter two of 5727, 4th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods and articles in whole or in part made from metal or wood, under the name of "Les Équipements L.B.M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 828 Notre-Dame Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2111-1970

Les fabricants de piscines et de vinyl Eau-Claire limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Doucet, 85 Goupil, Georges Chabot, 52, 4th Street, both administrators, Gaétane Gagnon, secretary, and Danielle Matteau, office employee, the latter two spinsters of the full age of majority, of 1750 Rochefort, all four of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in swimming pools, swimming pool accessories, swimming pool covering canvas made out of vinyl or any other material, under the name of "Les fabricants de piscines et de vinyl Eau-Claire limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 11 Saint-Hubert, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2297-1970

La Fédération nationale des anciens combattants volontaires alliés, section du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Léo-Paul Lamontagne, comptable, 3836, St-Zotique est, Ernest Pallascio Morin, 4251, Marcil, app. 15. tous deux de Montréal, et Ambroise Helary, 10777, Drapeau, Montréal-Nord, ces deux derniers fonctionnaires, pour les objets suivants:

Assurer à tous les membres les avantages qui peuvent en découler, sous le nom de « La Fédération nationale des anciens combattants volontaires alliés, section du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 429, avenue Viger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2180-1970

La Fédération nationale des anciens combattants volontaires alliés, section du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léo-Paul Lamontagne, accountant, 3836 St-Zotique East, Ernest Palascio Morin, 4251 Marcil, Apt. 15, both of Montreal, and Ambroise Helary, 10777 Drapeau, Montreal-North, the latter two functionaries, for the following purposes:

To assure all the members of the advantages that may derive therefrom, under the name of "La Fédération nationale des anciens combattants volontaires alliés, section du Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 429 Viger Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2180-1970

Fermes Mathers inc.
Mathers Farms Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de juin 1970, constituant en corporation: Richard La Charité, avocat, 2, 2e avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Marguerite Houle, veuve d'Aldéric Trudelle, 173, rue Les Saules, et Agathe Beausoleil, épouse de Jean-Pierre Robinet, 22, rue Marcel, ces deux dernières secrétaires, de Sainte-Eustache, pour les objets suivants:

Posséder une écurie de chevaux, sous le nom de « Fermes Mathers inc.— Mathers Farms Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 877, Grande Fresnière, paroisse de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2389-1970

Fermes Mathers inc.
Mathers Farms Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard La Charité, advocate, 2, 2nd Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Marguerite Houle, widow of Aldéric Trudelle, 173 Les Saules Street, and Agathe Beausoleil, wife of Jean-Pierre Robinet, 22 Marcel Street, the latter two secretaries of Saint-Eustache, for the following purposes:

To own horse stables, under the name of "Fermes Mathers inc.— Mathers Farms Inc.", with a total capital tock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 877 Grande Fresnière, Parish of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Coopratives.

35681 2389-1970

Festivals de Nicolet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: François Mercier, hôtelier, Jacques-René de Cotret, comptable agréé, et Paul Beaumier, épicier, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Organiser des festivals et autres activités de nature à promouvoir le développement industriel, touristique et économique de Nicolet, sous le nom de « Festivals de Nicolet inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Festivals de Nicolet inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François Mercier, hotel-keeper, Jacques-René de Cotret, chartered accountant, and Paul Beaumier, grocer, all three of Nicolet, for the following purposes:

To organize festivals and other activities of a nature to promote industrial, touristic and economic development in Nicolet, under the name of "Festivals de Nicolet inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $200,000.

Le siège social de la corporation est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2422-1970

The head office of the corporation is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2422-1970

Foisy & Roy limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation: Alfred Desrochers, comptable, 585, Papineau, Georges Roy, 456, Précieux-Sang, tous deux de Joliette, et Lucien-Anthime Foisy, 422, Grande Allée, Saint-Jérôme, ces deux derniers agents, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Foisy & Roy limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2411-1970

Foisy & Roy limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Desrochers, accountant, 585 Papineau, Georges Roy, 456 Précieux-Sang, both of Joliette, and Lucien-Anthime Foisy, 422 Grande Allée, Saint-Jérôme, the latter two agents, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Foisy & Roy limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and into 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2411-1970

C.A. Frigon & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Julien Gagnon, comptable agréé, 93, Courcelles, Charles-Auguste Frigon, 69, St-Pascal, tous deux de Jonquière, et Gilles Paquet, 46, Lamarche, Kénogami, ces deux derniers courtiers d'assurances agréés, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « C.A. Frigon & associés inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 735, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1834-1970

C.A. Frigon & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julien Gagnon, chartered accountant, 93 Courcelles, Charles-Auguste Frigon, 69 Saint-Pascal, both of Jonquière, and Gilles Paquet, 46 Lamarche, Kénogami, the latter two accredited insurance brokers, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "C.A. Frigon & associés inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 735 St-Hubert Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1834-1970

Garage Villeray inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Fernand Poitras, garagiste, Ola Deschamps, ménagère, épouse dudit Fernand Poitras, tous deux de 7680, Verdier, Saint-Léonard, Alfred Long, garagiste, et Yvette Plamondon, ménagère, épouse dudit Alfred Long, ces deux derniers de 2335, Oram, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Villeray inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Garage Villeray inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Poitras, garage-keeper, Ola Deschamps, housewife, wife of said Fernand Poitras, both of 7680 Verdier, Saint-Léonard, Alfred Long, garage-keeper, and Yvette Plamondon, housewife, wife of said Alfred Long, the latter two of 2335 Oram, Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage Villeray inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 2,600 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 3830, rue Villeray est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2250-1970

Garceau & Martel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Émilien Martel, courtier en assurance, Hélène L. Martel, secrétaire, épouse dudit Émilien Martel, tous deux de 99, 9e rue, et Gaston Garceau, courtier en assurance, 683, 6e avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Garceau & Martel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2094-1970

Gariépy & Grenier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation: Marcel Gariépy, chauffeur, 4433, des Lierres, Orsainville, Jean-Claude Grenier, entrepreneur général, 80, St-Jules, Beauport, et Paul Lafrenière, comptable, 247, Place Montmartre, Neufchatel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de matériaux de toutes sortes, sous le nom de « Gariépy & Grenier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 80, St-Jules, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2283-1970

Gaspésie sports inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1970, constituant en corporation: Guy Pelletier, Georges-Édouard Côté, tous deux professeurs, et Bernard St-Pierre, avocat, tous trois de Sainte-Anne-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, véhicules automobiles, bateaux, autos-neige, roulottes, tentes-roulottes, articles de sports de tout genre ainsi que toutes leurs parties et accessoires, sous le nom de « Gaspésie sports inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 3830 Villeray Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2250-1970

Garceau & Martel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émilien Martel, insurance broker, Hélène L. Martel, secretary, wife of said Émilien Martel, both of 99, 9th Street, and Gaston Garceau, insurance broker, 683, 6th Avenue, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Garceau & Martel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand'-Mère, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2094-1970

Gariépy & Grenier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Gariépy, driver, 4433 des Lierres, Orsainville, Jean-Claude Grenier, general contractor, 80 St-Jules Beauport, and Paul Lafrenière, accountant, 247 Montmartre Place, Neufchatel, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Gariépy & Grenier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 80 St-Jules, Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2283-1970

Gaspésie sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Pelletier, Georges-Édouard Côté, both professors, and Bernard St-Pierre, advocate, all three of Sainte-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines, motor vehicles, boats, snowmobiles, trailers, trailer-tents, sports articles of all kinds as well as all their parts and accessories, under the name of "Gaspésie sports inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1133-1970

M. Giroux tuiles et terrazzo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marc Chénard, 3721, avenue Coronet, Montréal, Jacques Léger, 555, des Érables, tous deux avocats, et Diane Varin, secrétaire, épouse de Pierre-Paul Varin, 679, 69e avenue, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « M. Giroux tuiles et terrazzo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1977-1970

Glenwood Residents Association
L'Association des résidents de Glenwood

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Lalonde, membre des Forces Armées canadiennes, 43, Belmont Drive, Werner Osmers, technicien, 2, avenue Talon, et Roger Aessie, ingénieur, 34, Glenwood Drive, tous trois de Lucerne, pour les objets suivants:

Promouvoir de toutes les manières les intérêts civiques, culturels, sociaux, sportifs et récréatifs des membres de l'association, sous le nom de « Glenwood Residents Association — L'Association des résidents de Glenwood ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $300,000.

Le siège social de la corporation est établi à Lucerne, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1708-1970

Golden Fried Chicken (Magog) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: George F. Lengvari fils, avocat, 59, Banstead, Montréal-Ouest, Louise Forget, secrétaire, fille majeure, 10245, Esplanade, et Pierre-R. Gagnon, courtier, 3508, Bordeaux, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Golden Fried Chicken (Magog) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions

The head office of the company is at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1133-1970

M. Giroux tuiles et terrazzo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies Cooperatives, incorporating: Marc Chénard, 3721 Coronet Avenue, Montreal, Jacques Léger, 555 des Érables, both advocates, and Diane Varin, secretary, wife of Pierre-Paul Varin, 679, 69th Avenue, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "M. Giroux tuiles et terrazzo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1977-1970

Glenwood Residents Association
L'Association des résidents de Glenwood

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Lalonde, member of the Canadian Armed Forces, 43 Belmont Drive, Werner Osmers, technician, 2 Talon Avenue, and Roger Aessie, engineer, 34 Glenwood Drive, all three of Lucerne, for the following purposes:

To advance in any manner the civic, cultural, social, sporting and recreational interests of the members of the association, under the name of "Glenwood Residents Association — L'Association des résidents de Glenwood".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at Lucerne, judicial district of Hull.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1708-1970

Golden Fried Chicken (Magog) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George F. Lengvari, son, advocate, 59 Banstead, Montreal-West, Louise Forget, secretary, spinster of the full age of majority, 10245 Esplanade, and Pierre-R. Gagnon, broker, 3508 Bordeaux, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Golden Fried Chicken (Magog) Inc.", with a total capital stock of $40,000,

ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2333-1970

Guillemey Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gilles Guillemet, Guy Guillemet et Lionel Guillemet, tous trois dessinateurs, de 10767, Ste-Gertrude, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Guillemey Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2074-1970

Habitations Thibodo et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Pamphile Thibodeau, entrepreneur, 4209, Isabella, Montréal, Jules Dupré, 165, Pagnuelo, Outremont, et Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toute sorte de matériaux, sous le nom de « Habitations Thibodo et associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2277-1970

Les Immeubles Cinquante-Cinquante ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour de juin 1970, constituant en corporation: Roland Robillard, 446, Landsdowne, Rosemère, Daniel Boivin, 517, Lartigue, Laval, tous deux avocats, et Francine Trudeau, secrétaire, fille majeure, 11927, James Morrice, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Les Immeubles Cinquante-Cinquante ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2333-1970

Guillemey Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Guillemet, Guy Guillemet and Lionel Guillemet, all three draftsmen, of 10767 Ste-Gertrude, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Guillemey Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2074-1970

Habitations Thibodo et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pamphile Thibodeau, contractor, 4209 Isabella, Montreal, Jules Dupré, 165 Pagnuelo, Outremont, and Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials, under the name of "Habitations Thibodo et associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2277-1970

Les Immeubles Cinquante-Cinquante ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Robillard, 446 Lansdowne, Rosemère, Daniel Boivin, 517 Lartigue, Laval, both advocates, and Francine Trudeau, secretary, spinster of the full age of majority 11927 James Morrice, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction and investment company, under the name of "Les Immeubles Cinquante-Cinquante ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2686-1970

Les Immeubles Hardell inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1970, constituant en corporation: André Harbour, 2015, boulevard Laurier, Sainte-Foy, Henri Logie Tweddell, 1273, Place de Mérici, Sillery, tous deux industriels, et Gilles Harbour, gérant, route du Lac Nord, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Hardell inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2817-1970

Imprimerie Le Guide inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean Carette, typographe, Louisette Maheux, ménagère, épouse dudit Jean Carette, André Carette, gérant d'imprimerie, et Ursula Thomae, secrétaire, épouse dudit André Carette, tous quatre de Sainte-Marie, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Imprimerie Le Guide inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2091-1970

Installations électriques M. Beaudoin inc. M. Beaudoin Electrical Installations Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roméo Beaudoin, électricien, Alda Roy, ménagère, épouse dudit Roméo Beaudoin, tous deux de 929, Fédérale, et Marcel Beaudoin, électricien, 945, Fédérale, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Installations électriques M. Beaudoin inc.— M. Beaudoin Electrical Installations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,960 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2686-1970

Les Immeubles Hardell inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Harbour, 2015 Laurier Boulevard, St. Foy, Henri Logie Tweddell, 1273 Place de Mérici, Sillery, both industrialists, and Gilles Harbour, manager, Lac Nord Route, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Hardell inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2817-1970

Imprimerie Le Guide inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Carette, typograph, Louisette Maheux, housewife, wife of said Jean Carette, André Carette, printing manager, and Ursula Thomae, secretary, wife of said André Carette, all four of Sainte-Marie, for the following purposes:

To publish newspapers, and other publications and to operate a publicity agency, under the name of "Imprimerie Le Guide inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Marie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2091-1970

Installations électriques M. Beaudoin inc. M. Beaudoin Electrical Installations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roméo Beaudoin, electrician, Alda Roy, housewife, wife of said Roméo Beaudoin, both of 929 Fédérale, and Marcel Beaudoin, electrician, 945 Fédérale, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in the maintenance of all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Installations électriques M. Beaudoin inc.— M. Beaudoin Electrical Installations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $1 each and into 3,960 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 945, rue Fédérale, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2315-1970

Institut de beauté Paulette Hiriart inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1970, constituant en corporation: Serge Desrochers, 4635, Clanranald, Montréal, Jean Legault, 8151, Y. Prévost, Anjou, Gilles St-Pierre, 230, Guillerm, Longueuil, et John-K. Archambault, 5724, Déom, Outremont, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de beauté, établissements de coiffure, de manucure et autres établissements de services personnels, sous le nom de « Institut de beauté Paulette Hiriart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4932, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2409-1970

J.P.J. Import Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Jodoin, homme d'affaires, Mariette Desnoyers, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Jodoin, tous deux de 707, Cabana, Granby, et Michel Desnoyers, comptable, 10346, Place Prieur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, appareils, articles, meubles, merchandises et accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « J.P.J. Import Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 154, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1720-1970

Jamal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation: Armand Genest, électricien, 96, des Lilas ouest, app. 3, André Bourdeau, facteur, 511, 8e avenue, tous deux de Québec, et Jean-Claude Pelletier, tailleur, 3257, Val Ombreuse, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Jamal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires

The head office of the company is at 945 Fédérale Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2315-1970

Institut de beauté Paulette Hiriart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Desrochers, 4635 Clanranald, Montreal, Jean Legault, 8151 Y. Prévost, Anjou, Gilles St-Pierre, 230 Guillerm, Longueuil, and John-K. Archambault, 5724 Déom, Outremont, all four advocates, for the following purposes:

To operate beauty parlors, hairdressing establishments, manicure and other personal services establishments, under the name of "Institut de beauté Paulette Hiriart inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4932 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2409-1970

J.P.J. Import Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Jodoin, businessman, Mariette Desnoyers, housewife, wife of said Jean-Paul Jodoin, both of 707 Cabana, Granby, and Michel Desnoyers, accountant 10346 Prieur Place, Montreal, for the following purposes:

To deal in all products, apparatus, articles furniture, goods and accessories, for domestic or commercial purposes, under the name of "J.P.J. Import Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 154 Main Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1720-1970

Jamal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Genest, electrician, 96 des Lilas West, Apt. 3, André Bourdeau, mailman, 511, 8th Avenue, both of Québec, and Jean-Claude Pelletier, tailor, 3257 Val Ombreuse, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Jamal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100

de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3257, Val Ombreuse, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2147-1970

common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3257 Val Ombreuse, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2147-1970

Jaric ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Michel Lamontagne, comptable, 2560, Hertel, Micheline Barabé, épouse de Bertrand Fortier, 4065, Montjoie, tous deux de Sherbrooke, et Jocelyne Laflèche, fille majeure, 190, Monseigneur Durant, Coaticook, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jaric ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2309-1970

Jaric ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Lamontagne, accountant, 2560 Hertel, Micheline Barabé, wife of Bertrand Fortier, 4065 Montjoie, both of Sherbrooke, and Jocelyne Laflèche, spinster of the full age of majority, 190 Monseigneur Durant, Coaticook, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jaric ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2309-1970

La jeune chambre de Neuville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Martin Robitaille, étudiant, 690, des Érables, Paul-André Beaudry, conseiller en orientation, 680, des Érables, et Jules Jobin, camionneur, 25, Route Nationale, tous trois de Neuville, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La jeune chambre de Neuville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 690, des Érables, Neuville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopérative,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2172-1970

La jeune chambre de Neuville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Martin Robitaille, student, 690 des Érables, Paul-André Beaudry, guidance counsellor, 680 des Érables, and Jules Jobin, trucker, 25 National Route, all three of Neuville, for the following purposes:

To interest youth in the economical, social and civic progress of their surroundings, under the name of "La jeune chambre de Neuville inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at 690 des Érables, Neuville, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2172-1970

Juderton Distributors Ltd.
Les distributeurs Juderton ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Tony Pajaczkowski, administrateur, 8006, rue Bonnier, LaSalle, Micheline D. Lamarche, épouse divorcée de Victor Desjatnyk, 12, avenue Coolbreeze, Pointe-Claire, et Irene Rajewski, épouse d'Alexander Stielow, 90, rue Crépeau, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Juderton Distributors Ltd.
Les distributeurs Juderton ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Tony Pajaczkowski, executive, 8006 Bonnier Street, LaSalle, Micheline D. Lamarche, wife divorced of Victor Desjatnyk, 12 Coolbreeze Avenue, Pointe Claire, and Irene Rajewski, wife of Alexander Stielow, 90 Crépeau Street, Saint-Laurent, the latter two secretaries, for the following purposes:

L'industrie et le commerce de vêtements sport, vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Juderton Distributors Ltd.— Les distributeurs Juderton ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montreal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1755-1970

Jyr inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Yvan Canuel, metteur en scène, 4137, Northcliffe, Jean Duceppe, comédien, 2685, boulevard Pie IX, tous deux de Montréal, et Roger Garand, producteur, 1780, rue Van Horne, Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de spectacles et de publicité, sous le nom de « Jyr inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1139-1970

K.D. Kiosks Ltd.
Kiosques K.D. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Martin Cutler, vendeur, 6647, Mountain Sights, Montréal, Allan Aberback, gérant, 1239, 100e avenue, et Barbara Wallerstein, ménagère, épouse de David Kolitinsky, 715, Drummond, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et assembler des meubles et de petites bâtisses de métal et de plastique, sous le nom de « K.D. Kiosks Ltd.— Kiosques K.D. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hudson Heights, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2221-1970

Kokiri inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marcel Plante, analyste, 147, Chabanel, Marie Arpin, secrétaire, fille majeure, 139B, Charlotte, tous deux de Sorel, et Yolande Joyal, secrétaire, épouse de Jacques Guévremont, 2805, Laplume, Tracy, pour les objets suivants:

To manufacture and deal in sportswear, clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Juderton Distributors Ltd.— Les distributeurs Juderton ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1755-1970

Jyr inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Canuel, producer, 4137 Northcliffe, Jean Duceppe, comedian, 2685 Pie IX Boulevard, both of Montreal, and Roger Garand, producer, 1780 Van Horne Street, Outremont, for the following purposes:

To operate a theatre and publicity company, under the name of "Jyr inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1139-1970

K.D. Kiosks Ltd.
Kiosques K.D. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Cutler, salesman, 6647 Mountain Sights, Montreal, Allan Aberback, manager, 1239, 100th Avenue, and Barbara Wallerstein, housewife, wife of David Kolitinsky, 715 Drummond, the latter two of Laval, for the following purposes:

To manufacture and assemble cabinets and small buildings out of metals and plastics, under the name of "K.D. Kiosks Ltd.— Kiosques K.D. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Hudson Heights, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2221-1970

Kokiri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Plante, analyst, 147 Chabanel, Marie Arpin, secretary, spinster of the full age of majority, 139B Charlotte, both of Sorel, and Yolande Joyal, secretary, wife of Jacques Guévremont, 2805 Laplume, Tracy, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Kokiri inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2375-1970

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Kokiri inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2375-1970

Lafontaine et Mantha inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1970, constituant en corporation: G.-André Primeau, avocat, 95, Chartwell, Beaconsfield, Bernard Lafontaine, 78, Auguste Lacaille, Boucherville, et Bernard Mantha, 10421, Tanguay, app. 1, Montréal, ces deux derniers agents de réclamations, pour les objets suivants:

Exploiter pour autrui une entreprise d'agent de réclamation, sous le nom de « Lafontaine et Mantha inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2052-1970

Lafontaine et Mantha inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G.-André Primeau, advocate, 95 Chartwell, Beaconsfield, Bernard Lafontaine, 78 Auguste Lacaille, Boucherville, and Bernard Mantha, 10421 Tanguay, Apt. 1, Montreal, the latter two claims agents, for the following purposes:

To operate for others a claims agents business, under the name of "Lafontaine et Mantha inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2052-1970

Lettrex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Germain Tremblay, lettreur, Jean Tremblay, ébéniste, tous deux de 1594, Chopin, et Yvan Guerin, comptable, 715, Hocquart, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme lettreurs, agents publicitaires et dessinateurs commerciaux, sous le nom de « Lettrex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1777-1970

Lettrex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Tremblay, letterer, Jean Tremblay, cabinetmaker, both of 1594 Chopin, and Yvan Guerin, accountant, 715 Hocquart, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as letterers, advertising agents and commercial artists, under the name of "Lettrex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montréal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1777-1970

Ligue de balle-molle des Bois-Francs inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Besmargian, agent d'assurance, 180, rue St-Louis, Warwick, Paul Allard, vendeur, 274, rue Émile et Michel Gagné, industriel, 16, rue Gagné, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Ligue de balle-molle des Bois-Francs inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Besmargian, insurance agent, 180 Saint-Louis Street, Warwick, Paul Allard, salesman, 274 Émile Street, and Michel Gagné, industrialist, 16 Gagné Street, the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

Promouvoir le sport et la culture physique en général et plus particulièrement le sport de la balle-molle, sous le nom de « Ligue de balle-molle des Bois-Francs inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2366-1970

Linc One Knits Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, tous deux avocats, et Madeleine Mueller, secrétaire, épouse de Julian Huven, 2345, bord du lac, Saint-Raphaël-de l'Ile-Bizard, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements, tissus et produits et sous-produits du textile, sous le nom de « Line One Knits Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 357, place Louvain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2070-1970

Louis Foods Ltd.
Aliments Louis ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1970, constituant en corporation: Allen Lackstone, administrateur, 36, avenue Griggsden, Weston, Jean MacArthur, épouse de Peter A. MacArthur, 7448, chemin Kingsley, app. 109, et Anne Goldenberg, fille majeure, 6815 ouest, rue Sherbrooke, app. 8, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes d'aliments, sous le nom de « Louis Foods Ltd. — Aliments Louis ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Weedon, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1405-1970

M J B litho inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corporation: George-E. Jobel, imprimeur, 336, Moore, Guy Marois, homme d'affaires, 460, Albanel, et Char-

To promote sports and physical training generally, and more particularly softball, under the name of "Ligue de balle-molle des Bois-Francs inc.".

The amount to which is limited the annual revenue from the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $5,000.

The head office of the corporation is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2366-1970

Linc One Knits Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, both advocates, and Madeleine Mueller, secretary, wife of Julian Huven, 2345 Bord du Lac, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, for the following purposes:

To manufacture and deal in garments, textiles and textile products, and by-products of all kinds, under the name of "Line One Knits Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 357 Place Louvain, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2070-1970

Louis Foods Ltd.
Aliments Louis ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allen Lackstone, executive, 36 Griggsden Avenue, Weston, Jean MacArthur, wife of Peter A. MacArthur, 7448 Kingsley Road, Apt. 109, and Anne Goldenberg, spinster, 6815 Sherbrooke Street West, Apt. 8, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of food products, under the name of "Louis Foods Ltd. — Aliments Louis ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Weedon, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1405-1970

M J B litho inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George-E. Jobel, printer, 336 Moore, Guy Marois, businessman, 460 Albanel, and Charles-B. Bélanger, manufac-

les-B. Bélanger, agent manufacturier, 1489, Backett, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « M J B litho inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2354-1970

Maison mobile de Thetford inc.
Thetford Mobile Home Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Normand Bonneville, André Bonneville, tous deux marchands, de rue Johnson ouest, et Huguette Nadeau, secrétaire, épouse de Dalma Lessard, rue St-Alphonse ouest, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de maisons mobiles, roulottes, tentes roulottes et accessoires de camping de toutes sortes, sous le nom de « Maison mobile de Thetford inc.— Thetford Mobile Home Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1660-1970

Maison mobile du Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, hypothéquer, louer des terrains pour l'établissement de maisons mobiles, sous le nom de « Maison mobile du Richelieu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Montrée Daigneault, Richelieu, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2357-1970

Manex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour de mai 1970, constituant en corporation: Peter C. Casey, 370, Clarke, Westmount, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Jean Lefrançois, 41,

turing agent, 1489 Backett, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders, publicists and other similar business, under the name of "M J B litho inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2354-1970

Maison mobile de Thetford inc.
Thetford Mobile Home Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Bonneville, André Bonneville, both merchants, from Johnson Street West, and Huguette Nadeau, secretary, wife of Dalma Lessard, Saint-Alphonse Street West, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in mobile homes, trailers, trailer tents and camping accessories of all kinds, under the name of "Maison mobile de Thetford inc.— Thetford Mobile Home Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $10 each and 4,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1660-1970

Maison mobile du Richelieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To purchase, sell, mortgage, rent lots of land for establishment of Mobile Houses, under the name of "Maison mobile du Richelieu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 50 Daigneault Montée, Richelieu, judicial district of St-Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2357-1970

Manex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter C. Casey, 370 Clarke, Westmount, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both of

Morrison, tous deux de Mont-Royal, tous trois avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, fille majeure, 6550, 19e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration, sous le nom de « Manex inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1067, avenue Dijon, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2002-1970

Manic aviation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean Fournier, entrepreneur, 28, avenue Vaudreuil, Baie-Comeau, Réal Poulin, pilote, 1025, avenue Morain, et Roger Gauthier, mécanicien, 1423, avenue Pascal, ces deux derniers de Hauterive, pour les objets suivants:

Exploiter des aéroports et des lignes aériennes et faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, moteurs, bateaux, instruments de navigation aérienne, appareils et accessoires, sous le nom de « Manic aviation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2259-1970

Manic sanitation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1970, constituant en corporation: Cyrice Dubé, homme d'affaires, Jeannette Simard, ménagère, épouse dudit Cyrice Dubé, tous deux de 43, St-Marc, et Roger Malenfant, percepteur, 104, Alexandre, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits de nettoyage, sous le nom de « Manic sanitation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1794-1970

Marquis Mines Limited
(No Personal Liability)
Les Mines Marquis limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation:

Mont-Royal, all three advocates, and Mariette Dupré, secretary, spinster of the full age of majority, 6550, 19th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, under the name of "Mannex inc.", with a capital divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1067 Dijon Avenue, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2002-1970

Manic aviation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Fournier, contractor, 28 Vaudreuil Avenue, Baie Comeau, Réal Poulin, pilote, 1025 Morain Avenue, and Roger Gauthier, mechanic, 1423 Pascal Avenue, the latter two of Hauterive, for the following purposes:

To operate airports and aerial routes and to deal in aircraft of all kinds, motors, boats, aeronautical navigation instruments, apparatus and accessories, under the name of "Manic aviation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2259-1970

Manic sanitation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cyrice Dubé, businessman, Jeannette Simard, housewife, wife of the said Cyrice Dubé, both of 43 Saint-Marc, and Roger Malenfant, tax collector, 104 Alexandre, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To manufacture and deal in cleaning products, under the name of "Manic sanitation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1794-1970

Marquis Mines Limited
(No Personal Liability)
Les Mines Marquis limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpora-

Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, G. Harold Pickel, 47, Arlington, tous trois avocats, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7425, Querbes, ces deux dernières filles majeures, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Marquis Mines Limited » (No personal liability) — « Les Mines Marquis limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital actions divisé en 3,000,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1564-1970

Menuiserie Côte-Nord (Baie-Comeau) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Louis-Marie Bérubé, 41, Donald Smith, Elias Gaudreau, 45, Donald Smith, tous deux hommes d'affaires, et Yvan Fillion, gérant, 9, Hébert, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Menuiserie Côte-Nord (Baie-Comeau) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2233-1970

Messageries nationales du Livre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation: Raymond Beaudoin, pédagogue, Reine Beauchemin, ménagère, épouse dudit Raymond Beaudoin, tous deux de 774, rue Daniel, Laval, et Pierrette Bergeron, ménagère, fille majeure, 6738, rue Molson, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme grossistes en livres, matériel didactique et matériel audio-visuel, sous le nom de « Messageries nationales du Livre inc. », avec un capital total d $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 222, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2126-1970

Métallisation du Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

ing: Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, G. Harold Pickel, 47 Arlington, all three advocates, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Poliseno, receptionist, 7425 Querbes, the latter two spinsters, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Marquis Mines Limited" (No personal liability) — "Les Mines Marquis limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a capital stock divided into 3,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1564-1970

Menuiserie Côte-Nord (Baie-Comeau) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Marie Bérubé, 41 Donald Smith, Elias Gaudreau, 45 Donald Smith, both businessmen, and Yvan Fillion, manager, 9 Hébert, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and deal ina ll kinds of materials, under the name of "Menuiserie Côte-Nord (Baie-Comeau) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial ditrict of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2233-1970

Messageries nationales du Livre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Beaudoin, pedagogue, Reine Beauchemin, housewife, wife of said Raymond Beaudoin, both of 774 Daniel Street, Laval, and Pierrette Bergeron, housewife, spinster of the full age of majority, 6738 Molson Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wholesalers in books, didactic and audio-visual materials, under the name of "Messageries nationales du Livre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 222 Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2126-1970

Métallisation du Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the th6 day of May, 1970, have been issued by the

il a accordé des lettres patentes en date du 6e jour de mai 1970, constituant en corporation: Guy Lessard, analyste, 153, chemin Merrill, Philippe Lessard, gérant, et Gisèle Lessard, caissière, fille majeure, ces deux derniers de 114, rue Caron, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forges, fondeurs et ouvriers en métaux, sous le nom de « Métallisation du Nord inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1942-1970

Montreal General Combustion Electric Corporation
La Corporation de combustion générale électrique de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gérard de Maisonneuve, mécanicien, 1865, Sun Valley, Maurice de Maisonneuve, 52, Saint-Florent, app. 4, tous deux de Laval, et Joseph de Maisonneuve, 26 ouest, Legendre, Montréal, ces deux derniers électriciens, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement de combustion et de chauffage, de commandes pour chaudières et appareils de chauffage, de combustible et sous-produits de combustible, sous le nom de « Montreal General Combustion Electric Corporation — La Corporation de combustion générale électrique de Montréal », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la corporation est établi 271 ouest, rue Saint-Zotique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 2252-1970

Nu-Clo Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Edward Epstein, marchand, 331, rue Principale, Belleville, Judith Lecker, secrétaire, épouse de Kenneth Dollinger, 5615, Emerald, Côte Saint-Luc, et Valorie Orland, comptable, épouse de Howard Mayoff, 5153, Langevin Crescent, Laval, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de matériel ou substance utilisés pour l'emballage, l'empaquetage, la mise en boîte, la conservation ou la mise en marché, sous le nom de « Nu-Clo Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions de catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions de catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Lessard, analyst, 153 Merrill Road, Philippe Lessard, manager, and Gisèle Lessard, cashier, spinster of the full age of majority, 114 Caron Street, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as ironmasters, founders and metal workers, under the name of "Métallisation du Nord inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1942-1970

Montreal General Combustion Electric Corporation
La Corporation de combustion générale électrique de Montréal

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard de Maisonneuve, mechanic, 1865 Sun Valley, Maurice de Maisonneuve, 52 St-Florent, Apt. 4, both of Laval, and Joseph de Maisonneuve, 26 Legendre West, Montreal, the latter two electricians, for the following purposes:

To deal in combustion and heating equipment, boilers and heating controls, fuel and fuel by-products, under the name of "Montreal General Combustion Electric Corporation — La Corporation de combustion générale électrique de Montréal", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 271 St-Zotique Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2252-1970

Nu-Clo Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Epstein, merchant, 331 Main Street, Belleville, Judith Lecker, secretary, wife of Kenneth Dollinger, 5615 Emerald, Côte Saint-Luc, and Valorie Orland, bookkeeper, wife of Howard Mayoff, 5153 Langevin Crescent, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in materials or substances used in the packing, wrapping, boxing, preserving or marketing, under the name of "Nu-Clo Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of the par value of $1 each, 10,000 class "B" shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la corporation est établi à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1958-1970

Oded Realty Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1970, constituant en corporation: Arnold Isaacson, 2087, Bonin, Saint-Laurent, Norman Levy, 5722, Melling, Côte Saint-Luc, et David Abrams, 102, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Oded Realty Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2245-1970

P.A.K. Packaging Films Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Barry Biberman, avocat, 2296, Fulton Road, Mont-Royal, Monique Tardif, 612, Françoise Loisel, Boucherville, et Susan Parr, 2045, Elmhurst, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits, articles et marchandises indispensables ou accessoires au commerce d'emballage, sous le nom de « P.A.K. Packaging Films Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6982, 10e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1642-1970

Papeterie sociale et commerciale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jacques Boutin, commerçant, 89, Dorval, Lévis, René Amyot, 1407, avenue Oak, Sillery, et Bruno Bernard, 3408, Carré-Rolland, Sainte-Foy, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et des articles de bureau en général, sous le nom de « Papeterie sociale et commerciale inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1958-1970

Oded Realty Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arnold Isaacson: 2087 Bonin, Saint-Laurent, Norman Levy, 5722 Melling, Côte Saint-Luc, and David Abrams, 102 Sheraton Drive, Montreal West, all three notaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Oded Realty Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2245-1970

P.A.K. Packaging Films Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Barry Biberman, lawyer, 2296 Fulton Road, Mount Royal, Monique Tardif, 612 Françoise Loisel, Boucherville, and Susan Parr, 2045 Elmhurst, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise necessary or incidental to the packaging business, under the name of "P.A.K. Packaging Films Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6982, 10th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1642-1970

Papeterie sociale et commerciale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Boutin, trader, 89 Dorval, Lévis, René Amyot, 1407 Oak Avenue, Sillery, and Bruno Bernard, 3408 Carré-Rolland, St. Foy, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in sound reproduction and communication apparatus, and in general office items, under the name of "Papeterie sociale et commerciale inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1897-1970

Les pétroles Hotte & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour de mai 1970, constituant en corporation: Yseult Hotte, commerçant, 5435, Lévesque, Jacques Hotte, industriel, 5405, Lévesque, tous deux de Laval, Guimond Hotte, 12226, De Serres, Hertel Hotte, 12337, Grenet, tous deux hommes d'affaires, et Louis de Gonzague Hotte, chirurgien-dentiste, 7180, Jean Bourdon, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations d'essence et d'huile et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Les pétroles Hotte & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5780, boulevard Gouin ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2218-1970

Placements Gobast ltée
Gobast Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Richard S. Gottlieb. 5626, Eldridge, Lawrence Glazer, 7920, Kingsley, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Marion Wasserman, secrétaire, fille majeure, 260, Alexis Nihon, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Placements Gobast ltée — Gobast Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 1430-1970

Planiconcept inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jacques Proteau, décorateur, 3357, Gaspareau, Sainte-Foy, Jean-Claude Pouliot, vendeur, Jacqueline Ménard, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Pouliot, tous deux de 1595, Marivaux, Les Saules, et Charles E. Boily, avocat, 580, Grande-Allée est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme consultants en aménagement intérieur d'immeubles, sous le nom de

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1897-1970

Les pétroles Hotte & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yseult Hotte, trader, 5435 Lévesque, Jacques Hotte, industrialist, 5405 Lévesque, both of Laval, Guimond Hotte, 12226 De Serres, Hertel Hotte, 12337 Grenet, both businessmen, and Louis de Gonzague Hotte, surgical dentist, 7180 Jean Bourdon, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To operate oil and gas stations and to deal in all kinds of heating appliances or systems, under the name of "Les pétroles Hotte & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 5780 Gouin Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2218-1970

Placements Gobast ltée
Gobast Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard S. Gottlieb, 5626 Eldridge, Lawrence Glazer, 7920 Kingsley, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Marion Wasserman, secretary, spinster, 260 Alexis Nihon, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Placements Gobast ltée — Gobast Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1430-1970

Planiconcept inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Proteau, decorator, 3357 Gaspareau, Sainte-Foy, Jean-Claude Pouliot, salesman, Jacqueline Ménard, housewife, wife of said Jean-Claude Pouliot, both of 1595 Marivaux, Les Saules, and Charles E. Boily, advocate, 580 Grande-Allée East, Québec, for the following purposes:

To carry on business as consultants in immovable interior accomodation, under the

« Planiconcept inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions priviliégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2136, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2316-1970

Jacques Poirier et fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jacques Poirier, marchand, Marie Noël, ménagère, épouse dudit Jacques Poirier, tous deux du 174, rue Georges, Masson, et Suzanne Prévost, institutrice, épouse de Fernand Prévost, 103, boulevard Gamelin, Hull, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de pièces, accessoires, outils, articles se rapportant à l'industrie automobile, sous le nom de « Jacques Poirier et fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 174, rue Georges, Masson, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681 2399-1970

Prestin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1970, constituant en corporation: J.-Robert Breton, vérificateur, 2725, rue Prévert, Benoit Leclerc, imprimeur, 1766, Labonté, et Jean-Luc Cartier, maître-plombier, 2715, rue Prévert, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Prestin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2077-1970

Les productions Le Nordet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gilles Vigneault, chansonnier, route rurale no 8, Saint-Hermas, Jean Bisonnette, réalisateur conseil, 663, Wiseman, Outremont, et Gaston Rochon, chef d'orchestre, 545, 67e rue, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de disques, rubans d'enregistrements et autres appareils de

name of "Planiconcept inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2136 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2316-1970

Jacques Poirier et fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Poirier, merchant, Marie Noël, housewife, wife of the said Jacques Poirier, both of 174 Georges Street, Masson, and Suzanne Prévost, teacher, wife of Fernand Prévost, 103 Gamelin Boulevard, Hull, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of parts, accessories, utensils, goods, relating to the automobile industry, under the name of "Jacques Poirier et fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 174 Georges Street, Masson, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2399-1970

Prestin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Robert Breton, verifier, 2725 Prévert Street, Benoit Leclerc, printer, 1766 Labonté, and Jean-Luc Cartier, master plumber, 2715 Prévert Street, all three of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Prestin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2077-1970

Les productions Le Nordet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Vigneault, chansonnier, Rural Route No. 8, Saint-Hermas, Jean Bissonnette, counselling producer, 663 Wiseman, Outremont, and Gaston Rochon, orchestra conductor, 545, 67th Street, Charlesbourg, for the following purposes:

To manufacture and deal in records, registering tapes and other sound or picture reproduction

reproduction de sons ou d'images, sous le nom de « Les productions Le Nordet inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2176-1970

Produits alimentaires Figaro ltée
Figaro Food Products Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de mars 1970, constituant en corporation: Roland Amyot, homme d'affaires, Mariette Fournier, ménagère, épouse dudit Roland Amyot, tous deux de 5932, Mazarin, Montréal, et Louis-Philippe Dupuy, marchand, 426, Mercille, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'aliments et de provisions de toute nature, sous le nom de « Produits alimentaires Figaro ltée — Figaro Food Products Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5940, rue Jogues, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1321-1970

Quepat inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: André Paquet, chauffeur de camion, Jean-Guy Paquet, voyageur, et Jean-Marie Paquet, menuisier, tous trois de Saint-Octave-de-Dosquet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Quepat inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Octave-de-Dosquet, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2112-1970

R.G.H. Industrial Linen Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1970, constituant en corporation: Georges Gauthier, vendeur, 5330, rue Clark, Abraham Rapaport, 2226, rue Noël, et Herbert Herschorn, 5821, avenue Notre-Dame de Grâce, ces deux derniers administrateurs, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une blanchisserie générale, sous le nom de « R.G.H. Industrial Linen Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000

appliances, under the name of "Les productions Le Nordet inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2176-1970

Produits alimentaires Figaro ltée
Figaro Food Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Amyot, businessman, Mariette Fournier, housewife, wife of said Roland Amyot, both of 5932 Mazarin, Montreal, and Louis-Philippe Dupuy, trader, 426 Mercille, Saint-Lambert, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products and provisions of all kinds, under the name of "Produits alimentaires Figaro ltée — Figaro Food Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5940 Jogues Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1321-1970

Quepat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Paquet, truck driver, Jean-Guy Paquet, traveller, and Jean-Marie Paquet, carpenter, all three of Saint-Octave-de-Dosquet, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Quepat inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Octave-de-Dosquet, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2112-1970

R.G.H. Industrial Linen Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Gauthier, salesman, 5330 Clark Street, Abraham Rapaport, 2226 Noël Street, and Herbert Herschorn, 5821 Notre-Dame de Grâce Avenue, the latter two executives, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a general laundry, under the name of "R.G.H. Industrial Linen Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000

actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1080, avenue de l'Hôtel de Ville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 593-1970

R.J.B. Productions Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gilles Renaud, avocat, 3405, avenue Linton, Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, tous deux de Montréal, et Marie-Édith Lebrun, 6635, boulevard de Bruxelles, Brossard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Administrer et promouvoir les affaires de firmes, sociétés et de corporations ou aider dans l'administration et la promotion desdites affaires, sous le nom de « R.J.B. Productions Ltd. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 528, de Gaspé, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2219-1970

Ray-Luc auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Raymond Tremblay, 1, rue Verreault, Luc Lavoie, 10, 9e Rue, tous deux vendeurs, de Forestville, et Christian Bélanger, avocat, 21, Place LaSalle, suite 207, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Ray-Luc auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2129-1970

Reliure Impériale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilles Vaillancourt, relieur, Lise Côté, ménagère, épouse dudit Gilles Vaillancourt, tous deux de 11388, Edger, Montréal-Nord, André Bourbonnais, relieur, et Claire Latour, ménagère, épouse dudit André Bourbonnais, ces deux derniers de 4024, Ross, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, lithograveurs, relieurs et libraires, sous le nom de « Reliure Impériale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et en 340 actions privilégiées de $100 chacune.

common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1080 City Hall Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 593-1970

R.J.B. Productions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Renaud, advocate, 3405 Linton Avenue, Céline Trudeau, 2132 Bossuet Street, both of Montreal, and Marie-Édith Lebrun, 6635 de Bruxelles Boulevard, Brossard, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To administer and promote or assist in administering and promoting firms, partnerships and corporations, under the name of "R.J.B. Productions Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 528 de Gaspé, Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2219-1970

Ray-Luc auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Tremblay, 1 Verreault Street, Luc Lavoie, 10, 9th Street, both salesmen, of Forestville, and Christian Bélanger, advocate, 21 LaSalle Place, suite 207, Baie-Comeau, for the following purposes:

To deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Ray-Luc auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Forestville, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2129-1970

Reliure Impériale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Vaillancourt, bookbinder, Lise Côté, housewife, wife of said Gilles Vaillancourt, both of 11388 Edger, Montreal North, André Bourbonnais, bookbinder, and Claire Latour, housewife, wife of said André Bourbonnais, the latter two of 4024 Ross, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, lithographers, bookbinders and booksellers, under the name of "Reliure Impériale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of $10 each and into 340 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 4335, rue Bellechasse est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2381-1970

The head office of the company is at 4335 Bellechasse Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2381-1970

Rely Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 13e jour de mai 1970, constituant en corporation: Laurent Simard, 1220, Preston, Sillery, Réal L'Heureux, 2760, de l'Anse, et Yves Simard, 2956, de la Promenade, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Rely Construction Inc. », avec un capital total de $550,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2170-1970

Rely Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Simard, 1220 Preston, Sillery, Réal L'Heureux, 2760 de l'Anse, and Yves Simard, 2956 de la Promenade, the latter two of St. Foy, all three administrators, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials, under the name of "Rely Construction Inc.", with a total capital stock of $550,000, divided into 30,000 common shares of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of $100 each and into 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2170-1970

Revêtements Castor ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Louis-Roch Garneau, Marcel Laroche, tous deux agriculteurs, de Saint-Prime, et Jean-Eudes Senneville, commerçant, Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Faire le commerce de revêtements et placages de tous genres, sous le nom de « Revêtements Castor ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Prime, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2340-1970

Revêtements Castor ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Roch Garneau, Marcel Laroche, both farmers, of Saint-Prime, and Jean-Eudes Senneville, trader, Saint-Félicien, for the following purposes:

To deal in coverings and veneerings of all kinds, under the name of "Revêtements Castor ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Prime, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2340-1970

Robot magique G.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Claude-F. Archambault, Pierre Théorêt, tous deux avocats, de 31, rue St-Jacques, et Béatrice Harvey, secrétaire, fille majeure, 12229, Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires et sanitaires de toutes sortes, sous le nom de « Robot magique G.B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Robot magique G.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-F. Archambault, Pierre Théorêt, both advocates, of 31 St-James Street, and Béatrice Harvey, secretary, spinster of the full age of majority, 12229 Ste-Catherine, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food and sanitary products of all kinds, under the name of "Robot magique G.B. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2396-1970

Jean Rouillard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-L. Rouillard, industriel, Pauline Roy, ménagère, épouse dudit Jean-L. Rouillard, et Marc Rouillard, étudiant, tous trois de 2563, chemin St-Louis, Sillery, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques et en faire l'entretien, sous le nom de « Jean Rouillard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2349-1970

Royal Mining Corporation
(No Personal Liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Royal Mining Corporation » (No personal liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 173-1970

Saint Brigid's Home Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Frederick M. Quinn, fonctionnaire à la retraite, 540 ouest, Saint-Cyrille, Henry J. Hannon, comptable agréé, 580, chemin Saint-Louis, William E. O'Reilly, retraité, 485, Fraser, tous trois de Québec, James H. Monaghan, éditeur, 868, Rochette, Dermot I. O'Gallagher, arpenteur-géomètre, 3077, chemin Saint-Louis, tous deux de Sainte-Foy, Thomas J. Byrne, courtier en assurances, 1540, chemin Gomin, et Percy Auger, comptable agréé, 1341, Lemoine, ces deux derniers de Sillery, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées et autres adultes des deux sexes, sans préjudice de race, nationalité, langue ou religion, un foyer leur permettant de vivre en toute

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2396-1970

Jean Rouillard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-L. Rouillard, industrialist, Pauline Roy, housewife, wife of said Jean-L. Rouillard, and Marc Rouillard, student, all three of 2563 St-Louis Road, Sillery, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories and to maintain them, under the name of "Jean Rouillard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2349-1970

Royal Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Royal Mining Corporation" (No personal liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 173-1970

Saint Brigid's Home Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Frederick M. Quinn, retired civic servant, 540 St-Cyrille West, Henry J. Hannon, chartered accountant, 580 St. Louis Road, William E. O'Reilly, retired, 485 Fraser, all three of Québec, James H. Monaghan, publisher, 868 Rochette, Dermot I. O'Gallagher, land surveyor, 3077 St. Louis Road, both of Sainte-Foy, Thomas J. Byrne, insurance broker, 1540 Gomin Road, and Percy Auger, chartered accountant, 1341 Lemoine, the latter two of Sillery, for the following purposes:

To furnish aged couples and aged persons and other adults of both sexes, without respect to race, nationality, language or religion, a home that will allow them to live in full security and

sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Saint Brigid's Home Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $6,000,000.

Le siège social de la corporation est établi à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1733-1970

Senk Company Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, 5911, Dolbeau, J.-Paul Dufour, 3445, Drummond, app. 302, tous deux de Montréal, et Jon Kosorwich, 2100, Guertin, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures et appareils électriques, sous le nom de « Senk Company Inc. », avec un capital total de $90,000, divisé en 900 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2125, avenue Ward, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1949-1970

Sidiac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation: André Martineau, comptable, Gisèle Duguay, mannequin, épouse dudit André Martineau, et Marcel Martineau, commis, tous trois de 590, Gervais, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électroniques, optiques ou autres servant à la compilation, analyse ou transformation de données comptables ou de statistiques, sous le nom de « Sidiac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1761-1970

La Société Venise inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Ronald Létourneau, tavernier, 1361, 12e Avenue, Gilles Matteau, courtier d'assurances, 763, 3e Avenue, tous deux de Grand'Mère, et Richard Pellerin, rembourreur, 354, rang St-Olivier, Sainte-Flore, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, cabarets, bar-salon, auberges, clubs et restaurants, sous le nom de « La Société Venise inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune.

in a real family spirit, under the name of "Saint Brigid's Home Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own is to be limited, is $6,000,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1733-1970

Senk Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold W. Ashenmil, 5911 Dolbeau, J.-Paul Dufour, 3445 Drummond, Apt. 302, both of Montreal, and Jon Kosorwich, 2100 Guertin, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in electrical supplies and apparatus, under the name of "Senk Company Inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into 900 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2125 Ward Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1949-1970

Sidiac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Martineau, accountant, Gisèle Duguay, model, wife of said André Martineau, and Marcel Martineau, clerk, all three of 590 Gervais, Laval, for the following purposes:

To deal in electronical, optical or other appliances used in the compiling, analysis or transformation of accounting data or statistics, under the name of "Sidiac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1761-1970

La Société Venise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Létourneau, tavern-keeper, 1361, 12th Avenue, Gilles Matteau, insurance broker, 763, 3rd Avenue, both of Grand'Mère, and Richard Pellerin, upholsterer, 354 St-Olivier range, Sainte-Flore, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, cabarets, bar-salons, inns, clubs and restaurants, under the name of "La Société Venise inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 6,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Théophile, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 1603-1970

Sorel Mfg Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, 1100, McGregor, app. 1101, Sandor J. Klein, 6300, Lennox, app. 807, et David H. Kauffman, 5510, place Beaminster, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Sorel Mfg Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2032-1970

Spera Foundation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Reford MacDougall, 4670, avenue Roslyn, Richard Gariépy, 1537, Summerhill, app. 607, tous deux agents de change, Kenneth Cambridge, comptable, 3421, rue Peel, Donald MacKay, médecin, 4458, Sherbrooke, Giacomo Georgio Sand, avocat, 211, avenue Dresden, tous les cinq de Montréal, Winston Wells, gérant, 298, Pine Beach, Dorval, Charles Kelly, gérant, 3, Dumont, Saint-Eustache, Karl Witthoeft, gentilhomme, 71, Anselme Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, et Ruth Gunner, secrétaire, épouse de Kenneth White, 311, chemin Golfridge, Rosemère, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager, protéger et voir au developpement, l'amélioration, la conservation et l'entretien des personnes intoxiquées par les narcotiques, les stupéfiants et/ou l'alcool, sous le nom de « Spera Foundation Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $75,000.

Le siège social de la corporation est établi à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1822-1970

Stations de service G. Gilbert inc.
G. Gilbert Service Stations Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gaston Gilbert, peintre, Monique Gamache, ménagère, épouse dudit Gaston Gilbert, tous deux de

The head office of the company is at Saint-Théophile, judicial district of Saint-Maurice.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1603-1970

Sorel Mfg Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur I. Bronstein, 1100 McGregor, Apt. 1101, Sandor J. Klein, 6300 Lennox, Apt. 807, and David H. Kauffman, 5510 Beaminster Place, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Sorel Mfg Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2032-1970

Spera Foundation Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Reford MacDougall, 4670 Roslyn Avenue, Richard Gariépy, 1537 Summerhill, Apt. 607, both stockbrokers, Kenneth Cambridge, accountant, 3421 Peel Street, Donald MacKay, medical doctor, 4458 Sherbrooke, Giacomo Georgio Sand, advocate, 211 Dresden Avenue, all five of Montreal, Winston Wells, manager, 298 Pine Beach, Dorval, Charles Kelly, manager, 3 Dumont, Saint-Eustache, Karl Witthoeft, gentleman, 71, Anselme Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, and Ruth Gunner, secretary, wife of Kenneth White, 311 Golfridge Road, Rosemère, for the following purposes:

To promote, foster, encourage and procure the development, improvement, preservation, maintenance and upkeep of those persons addicted to narcotics, drugs and/or alcohol, under the name of "Spera Foundation Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

35681-o 1822-1970

Stations de service G. Gilbert inc.
G. Gilbert Service Stations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Gilbert, painter, Monique Gamache, housewife, wife of said Gaston Gilbert, both of Sainte-Catherine

Sainte-Catherine d'Alexandrie-de-Laprairie, et Normand Perron, comptable industriel, Candiac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire la réparation et le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Stations de service G. Gilbert inc. — G. Gilbert Service Stations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 184, rue Union, Sainte-Catherine d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2345-1970

Su-Ed Fabrics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Zaki Soued, homme d'affaires, Maggi Levi, ménagère, épouse dudit Zaki Soued, et Regina Soued, secrétaire, fille majeure, tous trois de 5600, avenue Alpine, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Le commerce et l'industrie de ressorts et de montages de ressorts, de tapisserie et de commerce connexes, sous le nom de « Su-Ed Fabrics Inc. »,avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5600, avenue Alpine, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 2320-1970

Jean-Luc Surprenant inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jean-Luc Surprenant, entrepreneur, Saint-Alexandre, Jean-Noël Bourret, comptable, et Henriette Bourret, ménagère, épouse dudit Jean-Noël Bourret, ces deux derniers de 3, Ste-Hélène, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Jean-Luc Surprenant inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,560 actions privilégiées d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1613-1970

Trefico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roland Bourret, 279, Gouin ouest, Montréal, Jean-Jacques L'Heureux, 1684, Du Verger, Laval,

d'Alexandrie-de-Laprairie, and Normand Perron, industrial accountant, Candiac, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to repair and deal in all kinds of vehicles, and means of transport, under the name of "Stations de service G. Gilbert inc. — G. Gilbert Service Stations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 184 Union Street, Sainte-Catherine d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2345-1970

Su-Ed Fabrics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Zaki Soued, businessman, Maggi Levi, housewife, wife of the said Zaki Soued, and Regina Soued, secretary, spinster, all three of 5600 Alpine Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in springs and spring assemblies, upholstery and all kindred industries, under the name of "Su-Ed Fabrics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5600 Alpine Avenue, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 2320-1970

Jean-Luc Surprenant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Luc Surprenant, contractor, Saint-Alexandre, Jean-Noël Bourret, accountant, and Henriette Bourret, housewife, wife of said Jean-Noël Bourret, the latter two of 3 Ste-Hélène, Saint John's, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Jean-Luc Surprenant inc.", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value and into 1,560 preferred shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company is at Saint John's, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1613-1970

Trefico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Bourret, 279 Gouin West, Montreal, Jean-Jacques L'Heureux, 1684 Du Verger, Laval, and Bernard

et Bernard Gratton, 1740, Boucherville, Saint-Bruno, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Trefico inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2312-1970

Unisteel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Unisteel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2347-1970

V & C Decor Lighting Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jacques Lemaître-Auger, 8464, Drolet, Montréal, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, et Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, ces deux derniers de Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'enseignes et réclames électriques, au néon, ou autres, sous le nom de « V & C Decor Lighting Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5486, Côte St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2453-1970

Valcide ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1970, constituant en corporation: André Provost, Normand Provost, tous deux de Baie-Msisisquoi, et Joseph Provost, Varennes, tous trois cultivateurs, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes et des ranches, sous le nom de « Valcide ltée », avec un capital total

Gratton, 1740 Boucherville, Saint-Bruno, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Trefico inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2312-1970

Unisteel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Unisteel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2347-1970

V & C Decor Lighting Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lemaître-Auger, 8464 Drolet, Montreal, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette and Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, the latter two of Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of signs, electric or neon advertising ensigns or others, under the name of "V & C Decor Lighting Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5486 Côte Saint-Luc, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2453-1970

Valcide ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Provost, Normand Provost, both of Baie-Missisquoi, and Joseph Provost, Varennes, all three farmers, for the following purposes:

To operate farms and ranches, under the name of "Valcide ltée", with a total capital stock of

de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Venise-en-Québec, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2305-1970

Valcourt variétés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gérard Ruel, commerçant, Solange Morneau, maîtresse de maison, épouse dudit Gérard Ruel, tous deux de 1200, Montcalm, et Paul-Armand Giguère, notaire, 688, des Érables, tous trois de Valcourt, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, sous le nom de « Valcourt variétés inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1224, rue St-Joseph, Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1941-1970

Variétés Jacques & Robert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jacques Chagnon, plâtrier, Olivette Laramée, ménagère, épouse dudit Jacques Chagnon, tous deux de 12173, rue de Montigny, Pointe-aux-Trembles, Robert Chagnon, plâtrier, et Francine Bourbonnais, ménagère, épouse dudit Robert Chagnon, ces deux derniers de 10570, Lille, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, bois et toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Variétés Jacques & Robert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1906-1970

Veptec Ltd.
Veptec ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, 7783, de Marillac, Bernard Beaudry, 4801, avenue Montclair, tous deux avocats, et Marie-Paule Kennedy, secrétaire, fille majeure, 3537, rue Joliette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Veptec Ltd.— Veptec ltée », avec un

$60,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Venise-en-Québec, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2305-1970

Valcourt variétés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Ruel, trader, Solange Morneau, housewife, wife of said Gérard Ruel, both of 1200 Montcalm, and Paul-Armand Giguère, notary, 688 des Érables, all three of Valcourt, for the following purposes:

To deal in dry goods, under the name of "Valcourt variétés inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1224 St-Joseph Street, Valcourt, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1941-1970

Variétés Jacques & Robert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Chagnon, plasterer, Olivette Laramée, housewife, wife of said Jacques Chagnon, both 12173 de Montigny Street, Pointe-aux-Trembles, Robert Chagnon, plasterer, and Francine Bourbonnais, housewife, wife of said Robert Chagnon, the latter two of 10570 Lille, Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all kinds of related specialties, under the name of "Variétés Jacques & Robert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1906-1970

Veptec Ltd.
Veptec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Dansereau, 7783 de Marillac, Bernard Beaudry, 4801 Montclair Avenue, both advocates, and Marie-Paule Kennedy, secretary, spinster, 3537 Joliette Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Veptec Ltd.—

capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681 1933-1970

XL-Bec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis; qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 5e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, route rurale 1, Lennoxville, Jean Rouillard, 1301, Russell, Sherbrooke, et Roger Durand, 29, 3e avenue, Windsor, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de produits, articles ou marchandises, sous le nom de « XL-Bec inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,250 actions classe « A » de $1 chacune, 8,750 actions classe « B » de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $99 chacune.

Le siège social de la compagnie est 108, rue St-Louis, Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35681-o 2012-1970

Veptec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681-o 1933-1970

XL-Bec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, Rural Route 1, Lennoxville, Jean Rouillard, 1301 Russell, Sherbrooke, and Roger Durand, 29, 3rd Avenue, Windsor, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, goods and merchandises, under the name of "XL-Bec inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,250 class "A" shares of $1 each, 8,750 class "B" shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $99 each.

The head office of the company is at 108 Saint-Louis Street, Warwick, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2012-1970

Compagnies dissoutes

Automotive Associates Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Automotive Associates Ltd. », constituée en corporation le 30 mars 1960, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 11438-60

Bel-Mo ltée
Bel-Mo Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bel-Mo ltée — Bel-Mo Ltd. », constituée en corporation le 20 mai 1960, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 11697-60

Canardière Estate Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Canardière Estate Limited », constituée en corporation le 30 juin 1956, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 12098-56

Companies Dissolved

Automotive Associates Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Automotive Associates Ltd.", incorporated on March 30, 1960, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 11438-60

Bel-Mo ltée
Bel-Mo Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bel-Mo ltée — Bel-Mo Ltd.", incorporated on May 20, 1960, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 11697-60

Canardière Estate Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canardière Estate Limited", incorporate on June 30, 1956, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 12098-56

Paul Cimon Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Paul Cimon Inc. », constituée en corporation le 29 décembre 1965, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 5761-65

Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel incorporé

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel incorporé », constituée en corporation le 4 juillet 1962, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 12604-62

Continental Acceptance Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Continental Acceptance Corp. », constituée en corporation le 16 février 1962, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 10088-62

Cummings Continental Cars Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cummings Continental Cars Corporation », constituée en corporation le 10 mai 1961, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 12465-61

Ell Clothing Contracting Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ell Clothing Contracting Inc. », constituée en corporation le 30 décembre 1969, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 6275-69

Les Entreprises Beauharnois ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Beauharnois ltée », constituée en corporation le 23 mars 1954, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 10747-54

Paul Cimon Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Paul Cimon Inc.", incorporated on December 29, 1965, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 5761-65

Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel incorporé

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel incorporé", incorporated on July 4, 1962, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 12604-62

Continental Acceptance Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Continental Acceptance Corp.", incorporated on February 16, 1962, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 10088-62

Cummings Continental Cars Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cummings Continental Cars Corporation", incorporated on May 10, 1961, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 12465-61

Ell Clothing Contracting Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ell Clothing Contracting Inc.", incorporated on December 30, 1969, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 6275-69

Les Entreprises Beauharnois ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Beauharnois ltée", incorporated on March 23, 1954, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 10747-54

Les Entreprises Ménard & Navarro ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Ménard & Navarro ltée », constituée en corporation le 13 avril 1965, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1499-65

Les Entreprises Ménard & Navarro ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Ménard & Navarro ltée", incorporated on April 13, 1965, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 1499-65

Garage J. M. Lortie, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Garage J. M. Lortie, limitée », constituée en corporation le 22 juin 1955, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 11619-55

Garage J. M. Lortie, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garage J. M. Lortie, limitée", incorporated on June 22, 1955, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 11619-55

Gelber Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gelber Development Corp. », constituée en corporation le 19 octobre 1953, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 45566-53

Gelber Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gelber Development Corp.", incorporated on October 19, 1953, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 45566-53

Gleneldon Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gleneldon Investment Corp. », constituée en corporation le 8 avril 1957, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 11059-57

Gleneldon Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gleneldon Investment Corp.", incorporated on April 8, 1957, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 11059-57

W. Guertin Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « W. Guertin Inc. », constituée en corporation le 6 septembre 1966, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 3643-66

W. Guertin Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "W. Guertin Inc.", incorporated on September 6, 1966, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 3643-66

Hersey (essentials) of Canada Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hersey (essentials) of Canada Inc. », constituée en corporation le 9 juin 1965, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2748-65

Hersey (essentials) of Canada Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hersey (essentials) of Canada Inc.", incorporated on June 9, 1965, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35681 2748-65

Hôpital Ste-Claire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hôpital Ste-Claire inc. », constituée en corporation le 31 août 1966, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 4965-65

Hôpital Ste-Claire inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hôpital Ste-Claire inc.", incorporated on August 31, 1966, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 4965-65

Institut de Recherches Appliquées en Thérapeutique
Institute for Research in Applied Therapeutics

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Institut de Recherches Appliquées en Thérapeutique — Institute for Research in Applied Therapeutics », constituée en corporation le 6 mai 1963, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 15201-62

Institut de Recherches Appliquées en Thérapeutique
Institute for Research in Applied Therapeutics

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Institut de Recherches Appliquées en Thérapeutique — Institute for Research in Applied Therapeutics", incorporated on May 6, 1963, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 15201-62

Kosher Salad Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Kosher Salad Corp. », constituée en corporation le 23 juin 1964, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2850-64

Kosher Salad Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Kosher Salad Corp.", incorporated on June 23, 1964, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2850-64

J. A. Lévesque inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. A. Lévesque inc. », constituée en corporation le 30 décembre 1958, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 14966-58

J. A. Lévesque inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "J. A. Lévesque inc.", incorporated on December 30, 1958, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 14966-58

Logexpo

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Logexpo », constituée en corporation le 27 janvier 1966, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 734-66

Logexpo

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Logexpo", incorporated on January 27, 1966, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 734-66

Manchester Importers Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Manchester Importers Limited »,

Manchester Importers Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Manches-

constituée en corporation le 1er avril 1936, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 767-36

Metropolitan Builders Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Metropolitan Builders Development Corp. », constituée en corporation le 17 juillet 1956, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 12254-56

Monda Sales (1963) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Monda Sales (1963) Inc. », constituée en corporation le 4 novembre 1960, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 14590-60

Penn Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Penn Investment Corp. », constituée en corporation le 29 avril 1959, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 12558-59

Le Théâtre Rialto limitée
Rialto Theatre Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Théâtre Rialto limitée — Rialto Theatre Co. Ltd. », constituée en corporation le 4 août 1949, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 6297-49

Riverview Gardens Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Riverview Gardens Inc. », constituée en corporation le 10 avril 1964, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1599-64

Rollon Co. Ltd.
Rollon Cie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon

ter Importers Limited", incorporated on April 1, 1936, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 767-36

Metropolitan Builders Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Metropolitan Builders Development Corp.", incorporated on July 17, 1956, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 12254-56

Monda Sales (1963) Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Monda Sales (1963) Inc.", incorporated on November 4, 1960, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 14590-60

Penn Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Penn Investment Corp.", incorporated on April 29, 1959, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 12558-59

Le Théâtre Rialto limitée
Rialto Theatre Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Théâtre Rialto limitée — Rialto Theatre Co. Ltd.", incorporated on August 4, 1949, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 6297-49

Riverview Gardens Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Riverview Gardens Inc.", incorporated on April 10, 1964, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1599-64

Rollon Co. Ltd.
Rollon Cie ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the

de charte de « Rollon Co. Ltd.—Rollon Cie ltée », constituée en corporation le 17 décembre 1965, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 5540-65

Rudberg Bros. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rudberg Bros. Inc. », constituée en corporation le 30 novembre 1954, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 12932-54

Ernest Sarrazin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ernest Sarrazin ltée », constituée en corporation le 18 juin 1964, à compter du 15 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 2754-64

Téléphone St-Bonaventure-d'Upton (1966) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Téléphone St-Bonaventure-d'Upton (1966) inc. », constituée en corporation le 14 novembre 1966, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 3163-66

Tri-Nol Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tri-Nol Inc. », constituée en corporation le 16 juillet 1965, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 3278-65

University Tower Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « University Tower Corporation », constituée en corporation le 21 mars 1929, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 598-29

Victoria Clothing Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

surrender of the charter of "Rollon Co. Ltd.—Rollon Cie ltée", incorporated on December 17, 1965, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 5540-65

Rudberg Bros. Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rudberg Bros. Inc.", incorporated on November 30, 1954, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 12932-54

Ernest Sarrazin ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ernest Sarrazin ltée", incorporated on June 18, 1964, on and from July 15, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 2754-64

Téléphone St-Bonaventure-d'Upton (1966) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Téléphone St-Bonaventure-d'Upton (1966) inc.", incorporated on November 14, 1966, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 3163-66

Tri-Nol Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Tri-Nol Inc.", incorporated on July 16, 1965, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 3278-65

University Tower Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "University Tower Corporation", incorporated on March 21, 1929, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 598-29

Victoria Clothing Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Com-

de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Victoria Clothing Limited », constituée en corporation le 18 août 1920, à compter du 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 1254-20

panies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Victoria Clothing Limited", incorporated on August 18, 1920, on and from July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 1254-20

Avis divers

Underberg et Boonkamp

Les produits suivants: Underberg et Boonekamp ne sont ni des vins médicamenteux, ni des médicaments au sens du paragraphe *b* de l'article 119 de la Loi de la Régie des alcools du Québec, mais ils sont des boissons alcooliques auxquelles la présente Loi s'applique.

Service des permis industriels,
ODULE BRETON.

35714-o

Miscellaneous Notice

Underberg and Boonekamp

The following products: Underberg and Boonekamp are not medicinal wines nor medecine in the meaning of paragraph *b* of section 119 of the Québec Liquor Board Act, but are alcoholic beverages to which this Act applies.

ODULE BRETON,
Industrial Permits Service.

35714

Ventes pour taxes

Ville de St-Eustache

Avis est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite ville, que: L'immeuble ci-dessous désigné sera vendu à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, situé au 235, rue St-Eustache, dans la ville de St-Eustache, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970 à QUINZE heures, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et autres dépenses ne soient payés avant ladite vente.

André Mireault, cadastre No P280. Taxes municipales: $152.40; taxes scolaires: $22.20.

L'immeuble susdit apparaît aux plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Eustache et est situé dans la ville de St-Eustache.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Cette partie de lot connue sous le numéro de cadastre P280 mesure 50′ (pieds) de largeur par 90′ (pieds) de profondeur, soit une superficie de 4,500 pieds carrés plus ou moins. Cette partie de lot est bornée au nord par une partie du lot 280, à l'est par la rue Villeneuve, à l'ouest par une autre partie du lot 280 et au sud par le lot portant le numéro de cadastre 280-144.

Donné à St-Eustache, ce 30e jour de juillet mil neuf cent soixante-dix.

(Sceau)

Le greffier,
HENRI HÉMOND.

35665-32-2-o

Sales for Taxes

Town of St-Eustache

Notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the aforesaid town, that: The immovable property as hereby designated shall be sold at a public auction which will be held at the Town Hall of the town of St-Eustache, located at 235, St-Eustache Street, on WEDNESDAY, THIRTIETH day of SEPTEMBER 1970 at FIFTEEN hours. This auction sale will take place in order to meet the payment of municipal and school taxes, plus interests and the legal fees, unless all expenses, that is, taxes, interests and legal fees are paid before the date of the sale.

André Mireault, cadastral No. P280. Municipal taxes: $152.40; school taxes: $22.20.

The immovable property as described above is shown on the official cadastral record of the parish of St-Eustache, and is located within the limits of the town of St-Eustache.

Such auction sale will be made including all servitudes active or passive, apparent or occult attached to said immovable property.

The measurements of this part of lot known as known as P280 are 50′ (feet) in width by 90′ (feet) in depth for a total surface of 4,500 square feet more or less.

Said part of lot is bounded on its north side by part of 280 on its east side by Villeneuve Street, on its west side by another part of 280 and on its south side by lot bearing cadastral No. 280-144.

Given at St-Eustache, this 30th day of July one thousand nine hundred and seventy.

(Seal)

HENRI HÉMOND,
Town Clerk.

35665-32-2-o

Ville de Vaudreuil

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Vaudreuil, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 19 rue du Bois-Vert, dans ladite Ville, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi

Town of Vaudreuil

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Vaudreuil, that the immovables hereunder designated will be sold by public auction, in the Town Hall, 19 Bois-Vert Street, in the said town, on the THIRD day of SEPTEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of municipal and school taxes as well as the interest

que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. La Commission Municipale de Québec par décision en date du 25 juin 1970 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes article 550, (S.R.Q. 1964, c. 193).

incurred and the costs, unless these taxes, interest and costs are paid before the sale. The Québec Municipal Commission by a decision dated June 25, 1970, authorized an abrogated enumeration of the cadastral numbers of the immovables nuder the authority of the Cities and Towns Act, section 550, (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
1-111	Harry I. Morris *et al*.....	P. 111, 112.....	$1,371.84	$1,517.32	$ 516.52

Une partie du lot originaire numéro cent onze (P. 111), borné au nord-est par le chemin des Cascades, au sud-est par le lot numéro 110, au sud-ouest par la Route No 2, au nord-ouest par une partie du lot numéro 112, mesurant deux cent quatre-vingts pieds (280′) sur sa ligne nord-est, deux cent trente-cinq pieds et cinq dixièmes de pied (235.5′) sur sa ligne sud-ouest, quatre cent quarante pieds (440′) sur sa ligne nord-ouest, quatre cent quarante-six pieds (446′) sur sa ligne sud-est.

Comprenant une superficie de cent vingt-deux mille deux cent soixante-huit pieds carrés (122,268 pi. ca.), ce qui équivaut à trois arpents trois cent vingt-deux millièmes d'un arpent (3.322 arpents).

Une partie du lot originaire numéro cent onze (P. 111), bornée au nord-est par la Route No 2, au sud-est par le lot numéro 110, au sud-ouest par la ligne de séparation entre le comté de Vaudreuil et le comté de Soulanges; au nord-ouest par une partie du lot numéro 112; partant du point d'intersection de la ligne de division entre les lots du cadastre originaire numéros 111 et 112 et le côté sud-ouest de la Route No 2; de là en direction sud-est une distance de deux cent trente-cinq pieds et cinq dixièmes (235.5′) le long de la Route No 2; de là en direction sud-ouest une distance de trois mille huit cent quarante-huit pieds et quarante-cinq centièmes de pied (3,848.45′) le long de la ligne de division entre les lots numéros 111 et 110; de là en direction sud-ouest une distance de deux cent quatre-vingts pieds (280′) le long de ladite ligne de division; de là, en direction sud-ouest, une distance de deux mille six cent soixante-dix pieds (2,670′) le long de ladite ligne de division; de là, en direction nord-ouest, une distance de deux cent quatre-vingt-six pieds et cinquante-trois centièmes de pied (286.53′) le long de la ligne de division entre le comté de Vaudreuil et le comté de Soulanges; de là, en direction nord-est, une distance de sept mille quatorze pieds (7014′) le long de la ligne de division entre les lots numéros 111 et 112 jusqu'au point de départ.

Comprenant une superficie d'un million huit cent huit mille deux cent seize pieds carrés (1,808,216 pi. ca.), ce qui équivaut à quarante-neuf arpents cent trente-cinq millièmes d'un arpent (49.135 arpents).

Une partie du lot originaire numéro cent douze (P. 112), bornée au nord-est par le chemin des Cascades, au sud-est par une partie du lot numéro 111, au sud-ouest par la Route No 2; au nord-ouest par le lot numéro 113, mesurant deux cent quarante pieds (240′) sur la ligne nord-est, deux cent trente-six pieds et cinq dixièmes (236.5′) sur sa ligne sud-ouest, quatre cent quarante-huit pieds (448′) sur sa ligne nord-ouest, quatre cent quarante pieds (440′) sur sa ligne sud-est.

Comprenant une superficie de cent trois mille quatre cent cinquante-deux pieds carrés (103,452 pi. ca.), ce qui équivaut à deux arpents huit cent onze centièmes d'arpent (2.811 arpents).

Une partie du lot originaire numéro cent douze (P. 112), bornée au nord-est par la Route No 2, au sud-est par une partie du lot numéro 111, au sud-ouest par une autre partie dudit lot numéro 112 et au nord-ouest au nord-est par le lot numéro 113; partant d'un point d'intersection de la ligne de division entre les lots originaux de cadastre numéros 112 et 113 avec le côté sud-ouest de la Route No 2; de là, en direction sud-est, une distance de deux cent trente-six pieds et cinq dixièmes de pied (236.5′) le long de la Route No 2; de là, en direction sud-ouest, une distance de sept mille quatorze pieds (7,014′) le long de la ligne de division entre les lots numéros 112 et 111; de là, en direction nord-ouest, une distance de deux cent soixante-six pieds (266′).

Part of original lot number one hundred and eleven (pt. 111) bounded to the northeast by Cascades Road, to the southeast by lot number 110, to the southwest by the Highway No. 2, to the northwest by a part of lot number 112, measuring two hundred and eighty feet (280′) in the northeast line, two hundred and thirty-five feet and five tenths (235.5′) in the southwest line, four hundred and forty feet (440′) in the northwest line, four hundred and forty-six feet (446′) in the southeast line.

Containing in superficies one hundred twenty-two thousand two hundred and sixty-eight square feet (122,268 sq. ft.) equivalent to three arpents three hundred and twenty-two thousandths of an arpent (3,322 arp.).

Part of original lot number one hundred and eleven (pt. 111) bounded to the northeast by the Highway No. 2 to the southeast by lot number 110, to the southwest by the separative line between the county of Vaudreuil and the county of Soulanges; to the northwest by a part of lot number 112; commencing at the point of intersection of the division line between original cadastre lots numbers 111 and 112 with the southwesterly side of the Highway No. 2; thence in a southeasterly direction a distance of two hundred and thirty-five feet and five tenths (235.5′) along the Highway No. 2; thence in a southwesterly direction, a distance of three thousand eight hundred and forty-eight feet and forty-five hundredths (3,848.45′) along the division line between lots numbers 111 and 110; thence in a southwesterly direction a distance of two hundred and eighty feet (280′) along said division line; thence in a southwesterly direction, a distance of two thousand six hundred and seventy feet (2,670′) along said division line; thence in a northwesterly direction, a distance of two hundred and eighty-six feet and fifty-three hundredths (286.53′) along the separative line between the county of Vaudreuil and the county of Soulanges; thence in a northeasterly direction, a distance of seven thousand and fourteen feet (7,014′) alont the division line between lots numbers 111 and 112 to the point of commencement.

Containing in superficies one million eight hundred eight thousand two hundred and sixteen square feet (1,808,216 sq. ft.) equivalent to forty-nine arpents one hundred and thirty-five thousandths of an arpent (49.135 arp.).

Part of original lot number one hundred and twelve (pt. 112) bounded to the northeast by Cascades Road, to the southeast by a part of lot number 111, to the southeast by the Highway No. 2; the northwest by lot number 113; measuring two hundred and forty feet (240′) in the northeast line, two hundred and thirty-six feet and five tenths (236.5′) in the southwest line, four hundred and forty-eight feet (448′) in the northwest line, four hundred and forty feet (440′) in the southeast line.

Containing in superficies one hundred three thousand four hundred and fifty-two square feet (103,452 sq. ft.) equivalent to two arpents eight hundred and eleven hundredths of an arpent (2.811 arp.).

Part of original lot number one hundred and twelve (pt. 112) bounded to the northeast by the Highway No. 2 to the southeast by a part of lot number 111, to the southwest by another part of said lot number 112 and to the northwest and northeast by lot number 113; commencing at the point of intersection of the division line between original cadastre lots numbers 112 and 113 with the southwesterly side of the Highway No. 2; thence in a southeasterly direction, a distance of two hundred and thirty-six feet and five tenths (236.5′) along the Highway No. 2; thence in a southwesterly direction, a distance of seven thousand and fourteen feet (7,014′) along the division line between lots Nos. 112 and 111; thence in a northwesterly direction, a distance of two hundred and sixty-six feet (266′);

De là, en direction nord-est, une distance de deux mille huit cent quatre-vingt-quatre pieds (2,884') le long de la ligne de division entre les lots numéros 112 et 113; de là, en direction sud-est, une distance de trente-sept pieds (37') le long de ladite ligne de division; de là, en direction nord-est, une distance de trois mille huit cent trente-cinq pieds (3,835') le long de ladite ligne de division jusqu'au point de départ.

Comprenant une superficie d'un million cinq cent soixante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf pieds carrés (1,569,989 pi. ca.), ce qui équivaut à quarante-deux arpents six cent soixante et un millièmes d'arpents (42.661 arpents).

Thence in a northeasterly direction, a distance of two thousand eight hundred and eighty-four feet (2,884') along the division line between lots numbers 112 and 113; thence in a southeasterly direction, a distance of thirty-seven feet (37') along said division line; thence in a northeasterly direction, a distance of three thousand eight hundred and thirty-five feet (3,835') along said division line to the point of commencement.

Containing in superficies one million five hundred sixty-nine thousand nine hundred and ninety-nine square feet (1,569,989 sq. ft.) equivalent to forty-two arpents six hundred and sixty-one thousandths of an arpent (42.661 arp.).

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
	Vaudreuil Holdings Corp.				
1-237	Mescar Holdings Corp.	P. 127, P. 128.			
1-287	Vaudland Corp.	P. 1612, 1614,			
1-290	a/s B.A.P. Inv. Corp.	1616	$1,131.85	$6,559.64	$ 246.01

Une ferme située dans la paroisse de Vaudreuil avec les bâtisses y érigées et désignées comme étant les lots numéros cent vingt-sept et vingt-huit, seize cent douze, seize cent quatorze et seize cent seize (127, 128, 1612, 1614 et 1616) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil et qui se trouve être la partie complète de ladite ferme qui se situe au sud-ouest de la route Montréal-Toronto, moins et à distraire ces parties du lot numéro cent vingt-sept (127) vendues à P.E. Arsenault en vertu des actes de vente enregistrés à Vaudreuil sous les numéros 65465 et 78068 et des parties vendues à Charles Duhaime (partie du lot 128) et à Guy Robillard en vertu des actes de vente enregistrés à Vaudreuil sous les numéros 70315, 77038 et 78070.

A farm situated in the parish of Vaudreuil with buildings thereon erected and designated as being lots numbers one hundred and twenty-seven and twenty-eight, sixteen hundred and twelve, sixteen hundred and fourteen and sixteen hundred and sixteen (127, 128, 1612, 1614 and 1616) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil and being the whole part of the said farm which is situated to the southwest of the Montréal – Toronto Highway, less and to be deducted therefrom those parts of lot number one hundred and twenty-seven (127) sold to P. E. Arsenault in virtue of deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 65465 and 78068 and the parts sold to Charles Duhaime (part of lot 128) and to Guy Robillard in virtue of deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 70315, 77038 and 78070.

Telle que la propriété existe présentement avec tous les droits, membres et appartenances qui s'y rattachent et avec toutes les servitudes actives et passives qui s'y rattachent.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging and with all active and passive servitudes thereto attached.

1-251	Vaudreuil Investment Corp.	P. 130, P. 132,			
1-256	Vaudland Corp.	P. 1609,			
1-280	a/s B.A.P. Inv. Corp.	P. 1610	1,319.56	3,485.71	326.08

Le lot numéro cent trente (130) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, ayant une superficie de quarante et un arpents et trois cent quatre-vingt-un millièmes d'arpent, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et à déduire ces parties qui ont été vendues en vertu des actes de vente enregistrées à Vaudreuil sous les numéros 57819, 66857 et 67993.

Lot number one hundred and thirty (130) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, having an area of forty-one arpents and three hundred and eighty-one thousandths of an arpent, the whole English measure and more or less, and to be deducted therefrom those parts thereof sold under deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 57819, 66857 and 67993.

Le lot numéro cent trente-deux (132) aux plan et livre de renvoi officiels, comprenant une superficie de quatorze arpents et neuf cent trente-quatre millièmes d'arpent, mesure anglaise et plus ou moins et à déduire les parties de ce lot qui ont été vendues en vertu des actes de vente enregistrées à Vaudreuil sous les numéros 57819 et 74172.

Partie du lot numéro seize cent neuf (P. 1609) aux plan et livre de renvoi officiels comprenant une superficie de dix arpents et six cent vingt-cinq millièmes d'arpent, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-est par le lot numéro 132, au sud-ouest par une autre partie du lot 1609, au nord-ouest par le lot 1608 et au sud-est par le lot 1610.

Le lot numéro seize cent dix (1610) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, ayant une superficie de trente-six arpents, et huit cent dix millièmes d'arpent, mesure anglaise et plus ou moins, et duquel il faut déduire la partie vendue à T. Sauriol en vertu d'un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 77876. Avec toutes les bâtisses y érigées.

Lot number one hundred and thirty-two (132) on the said official plan and book of reference, containing an area of fourteen arpents and nine hundred and thirty-four thousandths of an arpent, English measure and more or less and to be deducted therefrom are those parts thereof sold under deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 57819 and 74172.

Part of lot number sixteen hundred and nine (pt. 1609) on said official plan and book of reference, containing an area of ten arpents and six hundred and twenty-five thousandths of an arpent, English measure and more or less, and bounded as follows: to the northeast by lot number 132, to the southwest by another part of lot 1609, to the northwest by lot 1608 and to the southeast by lot 1610.

Lot number sixteen hundred and ten (1610) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, having an area of thirty-six arpents and eight hundred and ten thousandths of an arpent, English measure and more or less, from which is to be deducted that part sold to T. Sauriol in virtue of deed registered at Vaudreuil under the number 77876. With all the buildings thereon erected.

3-18	Merritt Holdings Ltd.	P. 1866, P. 1867...	2,433.57	1,499.71	480.83

Le terrain qui se trouve être le lot de cadastre numéro mil huit cent soixante-sept (No 1867) tel qu'il apparaît aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, comprenant approximativement quinze arpents et borné comme suit: vers le nord-est par le lot numéro 1966, vers le sud-ouest par la ligne de division de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil et de la paroisse Saint-Lazare, vers le nord-ouest par le lot numéro 1865 et vers le sud-est par le lot numéro 1869 dudit cadastre.

The land being cadastral lot number one thousand eight hundred and sixty-seven (number 1867) as is shown on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, containing approximately fifteen arpents and bounded as follows: toward the northeast by lot number 1966, toward the southwest, by the line of division of the parish of St-Michel de Vaudreuil and of the parish of St-Lazare, toward the northwest, by lot number 1865 and toward the southeast by lot number 1869 of said cadastre

Le terrain qui se trouve être une partie du lot de cadastre numéro mil huit cent soixante-six (P. No 1866) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, situé en front sur la Route No 17 sur une distance approximativement de cinq cent soixante-dix-neuf pieds (579′) et comprenant seize arpents et demi, plus ou moins, borné comme suit: en front, vers le nord-est, par la Route No 17, d'un côté vers le nord-ouest par une partie du lot numéro 1864 et une partie du lot numero 1865 dudit cadastre, d'un autre côté vers le sud-est par une partie du lot numéro 1868 et à l'arrière vers le sud-ouest par le lot numéro 1867, tous lots dudit cadastre; à distraire dudit lot numéro 1866 la partie vendu au ministre de la Voirie de Québec en vertu d'un acte de vente passé devant J. Robert Besner, notaire, le quatre avril mil neuf cent trente et un (1931) et enregistré à Vaudreuil sous le numéro 49074.

The land being a part of cadastral lot number one thousand eight hundred and sixty-six (pt. No. 1866) upon the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, located and fronting Highway No. 17 for a distance of approximately five hundred and seventy-nine (579) feet and containing sixteen and a half arpents more or less, bounded as follows: in front toward the northeast, by Highway No. 17, on one side toward the northwest, by part of lot number 1864 and part of lot number 1865 of said cadastre, on the other side toward the southeast, by part of lot number 1868 and at the rear toward the southwest, by lot number 1867, all lots of said cadastre; to substract from said lot number 1866 the part sold to the Minister of Roads of Québec, in virtue of a deed of sale passed before J. Robert Besner, notary, on the fourth of April nineteen hundred and thirty-one (1931) and registered at Vaudreuil under number 49704.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol, School taxes	Intérêts Interest
4–56	Mme-Mrs. Jacob Mukamal *& al*..... Isaac Mukamal, Joseph Mukamal, Sassoon Mukamal, Ernest Mukamal, Steven Mukamal, Dame Mary Murad, Filler Manufacturing Company Ltd.....	P. 1751, P. 1752...	$4,409.61	$2,380.41	$ 796.19

Une certaine étendue de terrain, faisant partie du lot numéro mille sept cent cinquante et un (Ptie 1751) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de forme irrégulière et bornée comme suit:

En front au sud-est par le chemin public (Chemin de la Petite Rivière) d'un côté au sud-ouest par le lot numéro mille sept cent quarante-neuf, en arrière, au nord-ouest par une partie du lot numéro mille sept cent cinquante-deux et de l'autre côté au nord-est par le lot numéro mille sept cent cinquante-quatre et de nouveau au sud-est et de nouveau au nord-est par une autre partie dudit lot numéro mille sept cent cinquante et un (Ptie 1751) réservée par le vendeur;

Mesurant trois cent quatorze pieds et quatre dixièmes de pied (314.4′) mesurée le long de la limite nord-ouest du chemin public dans sa ligne sud-est; quatre mille cent trente deux pieds (4,132.0′) dans sa ligne sud-ouest; cinq cent quatre-vingt-six pieds (586′) en arrière dans sa ligne nord-ouest; trois mille huit cent quatorze pieds et huit dixièmes de pied (3,814.8′) dans une ligne nord-est; deux cent quatre-vingt-un pieds et cinq dixièmes de pied (281.5′) et quatre cent cinquante pieds (450.0) mesurés le long des limites nord-ouest et sud-ouest de ladite partie du lot numéro mille sept cent cinquante et un (Ptie 1751) réservée par le vendeur dans ses lignes sud-est et nord-est respectivement; Contenant une superficie de deux millions, trois cent trente quatre mille deux cent cinquante-cinq pieds carrés (2,334,255.0) mesures anglaises ou soixante-trois arpents carrés et quarante-trois centièmes d'arpent carré (63.43 arp. car.);

Une certaine étendue de terrain faisant partie du lot numéro mille sept cent cinquante deux (P. 1752) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de figure irrégulière, et bornée comme suit:

Au sud-est par la partie du lot numéro mille sept cent cinquante et un ci-haut décrite; au sud-ouest par le lot numéro mille sept cent quarante-neuf et une autre partie dudit lot numéro mille sept cent cinquante-deux, au nord-est, par les lots numéros mille sept cent cinquante-cinq et mille sept cent cinquante-quatre. Mesurant cinq cent quatre-vingt-six pieds (586.0′) dans sa ligne sud-est; deux cent dix-sept pieds (217′) six cent soixante-dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (679.5′) et mille cent quatre pieds et un dixième de pied (1,104.1′) dans ses lignes sud-ouest et mille huit cent soixante-dix-huit pieds (1,878.0) dans sa ligne nord-est; Contenant une superficie de sept cent quarante-huit mille huit cent quatre-vingt-douze pieds carrés (748,892.0) mesures anglaises ou vingt arpents carrés et trente cinq centièmes d'arpent carré (20.35 arp. cra.) La superficie totale des parties des lots ci-haut décrites est de quatre-vingt-trois arpents carrés et soixante-dix-huit centièmes d'arpent carré (83.78 arp. car.);

Un certain emplacement faisant partie du lot originaire numéro dix-sept cent cinquante et un (P. 1751) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

A certain piece of land, being part of lot number one thousand seven hundred and fifty-one (P. 1751) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular form and bounded as follows:

In front on the southeast by the public road (Petite Rivière Road) on one side on the southwest by lot number one thousand seven hundred and forty-nine, in the rear on the northwest by a part of lot number one thousand seven hundred and fifty-two and on the other side on the northeast by lot number one thousand seven hundred and fifty-four and again on the southeast and northeast by another part of said lot number one thousand seven hundred and fifty-one (P. 1751) reserved by the vendor;

Measuring three hundred and fourteen feet and four tenths of a foot (314.4′) measured along the northwest limit of the public road on its southeast line; four thousand one hundred and thirty-two feet (4,132.0′) on its southwest line; five hundred and eighty-six feet (586′) in the rear on its northwest line; three thousand eight hundred and fourteen feet and eight tenths of a foot (3,814.8′) on a northeast line; two hundred and eighty-one feet and five hundredths of a foot (281.5′) and four hundred and fifty feet (450.0) measured along the northwest and southwest limits of the said part of lot number one thousand seven hundred and fifty-one (P. 1751) reserved by the vendor on its southeast and northeast lines respectively; Containing an area of two million, three hundred and thirty-four thousand two hundred and fifty-five square feet (2,334,255.0) English measure or sixty-three square arpents and forty-three hundredths of a square arpent (63.43 sq. arpents);

A certain strip of land being part of lot number one thousand seven hundred and fifty-two (P. 1752) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular figure, and bounded as follows:

On the southeast by the part of lot number one thousand seven hundred and fifty-one hereabove described; on the southwest by lot number one thousand seven hundred and forty-nine and another part of said lot number one thousand seven hundred and fifty-two, on the northeast, by lots numbers one thousand seven hundred and fifty-five and one thousand seven hundred and fifty-four. Measuring five hundred and eighty-six feet (586.0′) on its southeast line; two hundred and seventeen feet (217′) six hundred and seventy-nine feet and five tenths of a foot (679.5′) and one thousand one hundred and four feet and one tenth of a foot (1,104.1′) on its southwest lines and one thousand eight hundred and seventy-eight feet (1,878.0) on its northeast line; Containing an area of seven hundred and forty-eight thousand eight hundred and ninety-two square feet (748,892.0) English measure or twenty square arpents and thirty-five hundredths of a square arpent (20.35 sq. arpents). The total area of the parts of lots hereabove described is of eighty-three square arpents and seventy-eight hundredths of a square arpent (83.78 sq. arpents).

That certain emplacement forming part of original lot number seventeen hundred and fifty-one (P. 1751) on the official plan and book of reference of the parish

Vaudreuil, de forme irrégulière et borné en front au sud-est par le chemin public, d'un côté au sud-ouest par le lot numéro 1749, à l'arrière au nord-ouest par une partie du lot numéro 1752 d'un autre côté au nord-est par le lot numéro 1754, et encore au sud-est et au nord-est par une autre partie dudit lot numéro 1751 réservé par l'auteur du cédant, et mesurant trois cent quatorze pieds et quatre dixièmes de pied le long de la limite nord-ouest du chemin public sur sa ligne sud-est, quatre mille cent trente-deux pieds sur sa ligne sud-ouest, cinq cent quatre-vingt-six pieds à l'arrière sur sa ligne nord-ouest, trois mille huit cent quatorze pieds et huit dixièmes de pied sur sa ligne nord-est, deux cent quatre-vingt-un pieds et cinq dixièmes de pied et quatre cent cinquante pieds mesure prise le long des limites nord-ouest et sud-ouest des parties du lot 1751 réservées par l'auteur du cédant, sur ses lignes sud-est et nord-est et nord-est respectivement, et comprenant une superficie totale de deux millions trois cent trente-quatre mille deux cent cinquante-cinq pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, ce qui équivaut à soixante-trois arpents et quarante-trois centièmes d'un arpent carré; et

Un certain emplacement faisant partie du lot originaire numéro dix-sept cent cinquante-deux (P. 1752) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de forme irrégulière et borné au sud-est par une partie du lot 1751 décrit ci-dessus, au sud-ouest par le lot numéro 1749 et une autre partie dudit lot numéro 1752, au nord-est par les lots numéros 1755 et 1754.

Mesurant cinq cent quatre-vingt-six pieds sur sa ligne sud-est, deux cent dix-sept pieds six cent soixante-dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied, et mille cent quatre pieds et un dixième de pied sur ses lignes sud-ouest, et mille huit cent soixante-dix-huit pieds sur sa ligne nord-est, et comprenant une superficie totale de sept cent quarante-huit mille huit cent quatre-vingt-douze pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, ce qui équivaut à vingt arpents et trente-cinq centièmes d'un arpent.

La superficie totale desdites parties des lots 1751 et 1752 est de quatre-vingt-trois arpents et soixante-dix-huit centièmes d'un arpent.

À distraire: partie du lot 1752 vendue par expropriation au Ministère de la Voirie enrégistrement numéro 111401.

of Vaudreuil, of irregular figure, and bounded in front to the southeast by the public road, one one side to the southwest by lot number 1749, in rear to the northwest by a part of lot number 1752 and on the other side to the northeast by lot number 1754, and again to the southeast and again to the northeast by another part of said lot number 1751 reserved by the auteur of the transferor, and measuring three hundred and fourteen feet and four tenths of a foot along the northwest limit of the public road in its southeast line, four thousand one hundred and thirty-two feet in its southwest line, five hundred and eighty-six feet in rear in its northwest line, three thousand eight hundred and fourteen feet and eight tenths of a foot in its northeast line, two hundred and eighty-one feet and five-tenths of a foot and four hundred and fifty feet measured along the northwest and southwest limits of the parts of lot 1751 reserved by the auteur of the transferor, in its southeast and northeast and northeast lines respectively, and containing a total superficial area of two million three hundred and thirty-four thousand two hundred and fifty-five square feet, English measure and more or less being equivalent to sixty-three arpents and forty-three hundredths of a square arpent; and

That certain emplacement forming part of original lot number seventeen hundred and fifty-two (P. 1752) on the said official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of irregular figure and bounded to the southeast by part of lot 1751 hereinabove described, to the southeast by lot number 1749 and another part of said lot number 1752, to the northeast by lot numbers 1755 and 1754.

Measuring five hundred and eighty-six feet in its southeast line, two hundred and seventeen feet, six hundred and seventy-nine feet and five tenths of a foot, and one thousand one hundred and four feet and one-tenth of a foot, in its southwest lines, and one thousand eight hundred and seventy-eight feet in its northeast line, and containing a total superficial area of seven hundred and forty-eight thousand eight hundred ninety-two square feet English measure and more or less, being equivalent to twenty arpents and thirty-five hundredths of an arpent.

The total superficial area of the said parts of lots 1751 and 1752 being eighty-three arpents and seventy-eight hundredths of an arpent.

To withdraw: part of lot 1752 sold under expropriation to the Department of Roads, registered under number 111401.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-59	Mme-Mrs. Jacob Mukamal & *al*..... Mike Barzel, Joseph Mukamal, Sasson Mukamal, Ernest Mukamal, Steven Mukamal, Dame Murad, Saleh Shoret, Sulim Barzel, Isaac Mukamal, Dame Yvonne Rejwan....	P. 1754, P. 1755...	$4,952.23	$1,982.43	$ 930.40

Une certaine partie de terrain, faisant partie du lot numéro dix-sept cent cinquante-quatre (P. 1754) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de figure irrégulière, et bornée comme suit: En front vers le sud-est par un chemin public, d'un côté vers le nord-est par le terrain du Chemin de Fer Canadien Pacifique, en arrière vers le nord-ouest par le lot numéro 1755 ci-après décrit et de l'autre côté vers le sud-ouest par parties des lots 1751 et 1752, mesurant en front sur le chemin public cinq cent quatre-vingt-six pieds et cinq dixièmes de pied (586.5′); cinq mille trois cent quatre-vingt-huit pieds et un dixième de pied (5,388.1′) dans sa ligne nord-est; cinq cent soixante-dix-sept pieds et six dixièmes de pied (577.6′) en arrière dans sa ligne nord-ouest et cinq mille cent trente-trois pieds et huit dixièmes de pied (5,133.8′) dans sa ligne sud-ouest, contenant une superficie de deux millions huit cent quatre-vingt-treize mille six cent sept pieds carrés (2,893,607.0′) mesures anglaises ou soixante-dix-huit arpents carrés et soixante-trois centièmes d'arpent carré (78.63);

Le lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de figure irrégulière et borné comme suit: vers le sud-est par une partie du lot 1754, vers le sud-ouest par une partie du lot numéro 1752, vers le nord-ouest par le lot numéro 1877, vers le nord-est par les lots 1798, 1797 et 1796. Mesurant cinq cent soixante-dix-sept pieds et six dixièmes de pied (577.6′) dans sa ligne sud-est, mille cent cinquante deux pieds (1,152.0′) dans sa ligne sud-ouest, six cent trente-quatre pieds

A certain piece of land being part of lot number one thousand seven hundred and fifty-four (P. 1754) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular figure, and bounded as follows: In front on the southeast by a public road, on one side on the northeast by the land of the Canadian Pacific Railway, in the rear on the northwest by lot number 1755 hereafter described and on the other side on the southwest by parts of lots 1751 and 1752, measuring in front on the public road five hundred and eighty-six feet and five tenths of a foot (586.5′); five thousand three hundred and eighty-eight feet and one tenth of a foot (5,388.1′) on its northeast line; five hundred and seventy-seven feet and six tenths of a foot (577.6′) in the rear on its northwest line and five thousand one hundred and thirty-three feet and eight tenths of a foot (5,133.8′) on its southwest line, containing an area of two million eight hundred and ninety-three thousand six hundred and seven square feet (2,893,607.0′) English measure or seventy-eight square arpents and sixty-three hundredths of a square arpent (78.63);

Lot number one thousand seven hundred and fifty-five (1755) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular figure and bounded as follows: on the southeast by a part of lot 1754, on the southwest by a part of lot number 1752, on the northwest by lot number 1877, on the northeast by lots 1798, 1797 and 1796. Measuring five hundred and seventy-seven feet and six tenths of a foot (577.6′) on its southeast line, one thousand one hundred and fifty-two feet (1,152.0′) on its southwest line, six

et six dixièmes de pied (634.6′) dans sa ligne nord-ouest et neuf cent trente-cinq pieds et neuf dixièmes de pied (935.9′) dans sa ligne nord-est, contenant en superficie six cent huit mille deux cent soixante-dix-neuf pieds carrés (608,279.0′) mesures anglaises ou seize arpents et cinquante-trois centièmes d'arpent carré (16.53′);

La superficie totale des lots numéros P. 1754 et 1755 est de quatre-vingt-quinze arpents et seize centièmes d'arpent carré (95.16) mesures anglaises.

À distraire: partie du lot originaire 1754 et partie du lot origniaire 1755; enregistrement numéro 113246.

hundred and thirty-four feet and six tenths of a foot (634.6′) on its northwest line and nine hundred and thirty-five feet and nine tenths of a foot (935.9′) on its northeast line, containing in area six hundred and eight thousand two hundred and seventy-nine square feet (608,279.0′) English measure or sixteen arpents and fifty-three hundredths of a square arpent (16.53′);

The total area of lots numbers P. 1754 and lot number 1755 is of ninety-five arpents and sixteen hundredths of a square arpent (95.16) English measure.

To withdraw: part of original lot 1754 and part of original lot 1755: registration number 113246.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-66	Beroute Vaitkunaire & *Uxor*	1759-11, 1757-5	$ 22.72	$ 26.66	$ 5.96
4-76	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-16	22.30	46.15	5.95
4-77	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-17	23.39	48.34	6.18
4-83	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-23	22.72	44.16	5.99
4-93	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-33 1759-46	22.72	44.17	5.99
4-132	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-72	37.20	79.87	9.46
4-133	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-73	34.23	73.90	8.81
4-156	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-97	24.97	48.34	6.47
4-157	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-98	25.09	48.34	6.51
4-181	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-122	23.78	46.15	6.24
4-182	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-123	23.79	46.15	6.24
4-183	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-124	23.91	46.15	6.24
4-188	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-129	23.97	46.15	6.27
4-213	Guy Guenot	1757-154 1759-134	18.17	44.04	4.38
4-216	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-157, 1759-143	22.72	43.83	5.99
4-222	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-163	22.72	43.82	5.99
4-223	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-164, 1759-162	22.72	43.83	5.99
4-227	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-168, 1759-172	22.72	43.83	5.99
4-228	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-169	22.72	43.83	5.99
4-229	Vgudreuil Dev. Corp.	1757-170	22.72	43.83	5.99
4-230	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-171, 1759-181	22.72	43.83	5.99
4-234	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-175, 1759-210	22.72	43.83	5.99
4-237	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-178, 1759-222	22.72	43.83	5.99
4-240	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-181	22.72	43.93	5.99
4-247	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-188	24.00	46.04	6.28
4-248	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-189	22.72	43.83	5.99
4-249	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-190, 1759-254	22.72	43.83	5.99
4-250	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-191	23.85	46.04	6.24
4-251	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-192	22.72	43.83	5.99
4-252	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-193, 1759-263	22.72	43.83	5.99
4-254	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-195	22.94	43.83	6.04
4-262	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-202	22.76	43.83	5.99
4-262	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-203	22.72	43.83	5.99
4-263	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-204, 1759-306	22.72	43.83	5.99
4-265	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-206	22.72	43.83	5.99
4-266	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-207, 1759-318	22.72	43.83	5.99
4-268	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-209	22.72	43.83	5.99
4-273	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-214	22.68	43.83	5.98
4-274	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-215	22.67	43.83	5.97
4-275	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-216	22.64	43.83	5.97
4-276	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-217	22.61	43.83	5.96
4-283	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-224	22.79	43.83	6.01
4-284	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-225	22.80	43.83	6.01
4-285	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-226	22.78	43.83	6.00
4-286	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-227	22.74	43.83	6.00
4-289	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-230	26.08	50.36	6.74
4-290	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-231	37.73	70.94	9.41
4-292	Mme-Mrs. Demitri Lazorou	1757-233	34.60	26.66	13.02
4-293	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-234, 1759-332	25.98	50.39	6.70
4-301	Oswald O'Reilly	P. 1759	389.85	539.67	78.85

Une terre située en la paroisse de Vaudreuil, dans le rang de la Petite Rivière, connue et désignée sous le numéro dix-sept cent cinquante-neuf (No 1759) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Michel de Vaudreuil, avec maison et autres bâtisses y érigées.

Cette terre de forme irrégulière, contient environ soixante arpents en superficie, et est bornée vers le sud-est par la Petite Rivière Quinchien, vers le nord-ouest par le lot numéro 1760 appartenant à J. Boileau, vers le sud-ouest par le lot numéro 1757 ci-après décrit, et vers le nord-est par le numéro 1761 appartenant à la succession Liboire Constant.

À distraire: partie de lot 1759 à Bonne Terre Limited, suivant le contrat numéro 81898.

À distraire: partie de lot 1759 à la Corporation de la ville de Vaudreuil, suivant le contrat numéro 109102.

A piece of land situated in the parish of Vaudreuil, in the Petite Rivière Range, known and designated under number one thousand seven hundred and fifty-nine (No. 1759) on the official plan and book of reference of the said parish of St-Michel de Vaudreuil, with a house and other buildings erected thereon.

This piece of land is of an irregular form, contains about sixty arpents in area, and is bounded on the southeast by Petite Quinchien River, on the northwest by lot number 1760 belonging to J. Boileau, on the southwest by lot number 1757 hereafter described, and on the northeast by number 1761 belonging to the Liboire Constant Estate.

To withdraw: Part of lot 1759 belonging to Bonne Terre Limited, according to contract number 81898.

To withdraw: Part of lot 1759 belonging to the corporation of the town of Vaudreuil, according to contract number 109102.

4-312	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-16	23.84	46.03	6.24
4-320	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-24	22.72	43.83	5.99
4-322	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-26	22.72	43.83	5.99
4-332	Tibor Rigo & Martha Fraknoy	1759-p. 44, 1759-45	51.88	78.20	19.48

Un terrain vague situé dans la municipalité de Saint-Michel de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, se composant de:

A vacant piece of land situated in the municipality of St-Michel de Vaudreuil, county of Vaudreuil, composed of:

a) la moitié sud-ouest du lot numéro quarante-quatre de la subdivision du lot originaire mille sept cent cinquante-neuf (1759-s.o. ½ p. 44) au cadastre officiel de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: en front au nord-ouest par une rue projetée (lot numéro 1759-47), à l'arrière au sud-est par le lot numéro 1759-30, d'un côté au nord-est par le résidu ou partie nord-est dudit lot numéro 1759-44 et de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro 1759-45 décrit ci-après au paragraphe *b*); le tout audit cadastre officiel; et

b) le lot numéro quarante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro mille sept cent cinquante-neuf (1759-45). audit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil.

Le tout ayant une superficie totale d'environ sept mille cinq cents pieds carrés (7,500 pi. ca.), mesure anglaise.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur.

(*a*) The southwest half of lot number forty-four of the subdivision of original lot number one thousand seven hundred and fifty-nine (1759-S. W. ½ P. 44), on the official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring twenty-five feet (25′) in width by one hundred feet (100′) in depth, English measure and more or less and being bounded as follows: in front to the northwest by a proposed street (lot number 1759-47), in rear to the southeast by lot number 1759-30, on one side to the northeast by the remainder or northeast part of said lot number 1759-44 and on the other side to the southwest by lot number 1759-45 hereinafter described under paragraph "*b*"; all on the said official cadastre; and

(*b*) Lot number forty-five of the subdivision of original lot number one thousand seven hundred and fifty-nine (1759-45), on the said official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil.

The whole having a total superficial area of approximately seven thousand and five hundred square feet (7,500 sq. ft), English measure.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the vendor.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-334	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-48	$ 22.72	$ 43.83	$ 5.99
4-335	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-49	22.72	43.83	5.99
4-342	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-57	22.72	43.83	5.99
4-343	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-58	22.72	43.83	5.99
4-353	Camille Roussy	1759-69	22.72	35.62	5.99
4-354	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-70	22.72	43.83	5.99
4-387	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-105	22.72	43.83	5.99
4-399	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-118	22.72	43.83	5.99
4-400	Vgudreuil Dev. Corp.	1759-119	22.72	43.83	5.99
4-413	Guy Guenot	1759-133	18.17	42.11	4.38
4-416	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-137	22.72	43.83	5.99
4-417	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-138	22.72	43.83	5.99
4-418	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-139	22.72	43.83	5.99
4-420	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-141	22.72	43.83	5.99
4-421	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-142	22.72	43.83	5.99
4-434	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-157	22.72	43.83	5.99
4-435	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-158	22.72	43.83	5.99
4-436	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-159	22.72	43.83	5.99
4-440	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-164	22.72	43.83	5.99
4-441	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-165	22.72	43.83	5.99
4-442	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-166	22.72	43.83	5.99
4-443	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-167	22.72	43.83	5.99
4-444	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-168	22.72	43.83	5.99
4-445	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-169	22.72	43.83	5.99
4-446	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-170	22.72	43.83	5.99
4-447	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-171	22.72	43.83	5.99
4-448	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-173	22.72	43.83	5.99
4-449	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-174	22.72	43.83	5.99
4-450	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-175	22.72	43.83	5.99
4-451	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-176	22.72	43.83	5.99
4-452	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-179	22.72	43.83	5.99
4-453	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-177	22.72	43.83	5.99
4-454	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-178	22.72	43.83	5.99
4-455	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-180	22.72	43.83	5.99
4-460	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-186	22.51	43.83	5.93
4-461	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-187	22.55	43.83	5.94
4-466	Bento Delphino Casteliero	1759-192	21.89	12.46	5.70
4-468	Manuel Sabino de Sousa	1759-194	18.28	37.70	4.40
4-471	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-197	22.74	43.83	5.99
4-474	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-200	46.61	89.87	11.45
4-475	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-201	47.62	92.07	11.96
4-478	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-204	22.72	43.83	5.99
4-479	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-205	22.72	43.83	5.99
4-480	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-206	23.12	43.83	6.09
4-481	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-207	22.72	43.73	5.99
4-282	Vaudreuil Dev. Corp.	1750-208	22.72	43.83	5.99
4-483	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-209	22.72	43.83	5.99
4-486	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-213	22.72	43.83	5.99
4-487	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-214	22.72	43.83	5.99
4-488	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-215	22.72	43.83	5.99
4-489	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-216	22.72	43.83	5.99
4-490	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-217	22.72	43.83	5.99
4-493	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-220	22.72	43.83	5.99
4-494	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-221	22.72	43.83	5.99
4-496	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-224	23.80	46.04	6.22
4-497	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-225	22.72	43.83	5.99
4-498	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-226	22.72	43.83	5.99
4-499	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-227	22.72	43.83	5.99
4-507	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-236	22.72	43.83	5.99
4-511	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-240	22.72	43.83	5.99
4-512	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-241	22.72	43.83	5.99
4-513	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-242	22.72	43.83	5.99
4-514	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-243	22.72	43.83	5.99

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-517	René Cardinal	1759-247	$ 34.57	$ 52.12	$ 13.02
4-518	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-248	22.72	43.83	5.99
4-519	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-249	22.72	43.83	5.99
4-531	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-262	22.72	43.83	5.99
4-547	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-280	22.72	43.83	5.99
4-548	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-281	22.72	43.83	5.99
4-555	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-289	22.59	43.83	5.95
4-560	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-294	22.70	43.83	5.98
4-562	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-296	45.27	87.85	11.15
4-563	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-297	41.98	81.10	10.37
4-565	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-299	22.72	43.83	5.99
4-566	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-300	22.72	43.83	5.99
4-567	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-301	22.72	43.83	5.99
4-568	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-302	22.72	43.83	5.99
4-569	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-303	22.72	43.83	5.99
4-570	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-304	22.72	43.83	5.99
4-571	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-305	22.72	43.83	5.99
4-572	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-307	22.68	43.83	5.95
4-573	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-308	22.72	43.83	5.99
4-574	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-309	22.72	43.83	5.99
4-575	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-310	22.72	43.83	5.99
4-577	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-312	22.72	43.83	5.99
4-578	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-313	22.72	43.83	5.99
4-581	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-316	22.72	43.83	5.99
4-582	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-317	22.72	43.83	5.99
4-585	Werner A. Hellmut	1759-321	39.77	44.76	14.70
4-586	Werner A. Hellmut	1759-322	69.46	81.65	24.28
4-587	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-323	27.48	52.38	7.06
4-588	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-324	26.27	50.39	6.78
4-589	Werner A. Hellmut	1759-325	38.96	44.76	14.25
4-590	Werner A. Hellmut	1759-326	38.94	44.76	14.24
4-591	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-327	25.13	48.25	6.51
4-592	Vgudreuil Dev. Corp.	1759-328	25.98	48.25	6.47
4-593	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-329	24.91	48.25	6.44
4-594	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-330	24.91	48.25	6.44
4-595	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-331	24.96	48.25	6.47
4-598	Vaudreuil Dev. Corp.	1761-p. 2	1,070.52	1,935.34	250.03

Un emplacement, avec maison et autres bâtisses y érigées, situé sur le côté sud-est du Boulevard de la Cité des Jeunes, en la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille sept cent soixante et un (1761-2).

À distraire: partie de lot 1761-2 vendu à M. Aurèle Lafrance enregistrée sous le numéro 99717.

An emplacement with a house and other buildings erected thereon, situated on the southeast side of Cité des Jeunes Boulevard, in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil under number two of the official subdivision of original lot number one thousand seven hundred and sixty-one (1761-2);

To withdraw: part of lot 1761-2 sold to Mr. Aurèle Lafrance registered under number 99717.

4-604	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-2	27.16	52.58	7.01
4-605	Vaudreuil Dev. Corp.	1763 p. 2, 1762 p...	9,602.91	12,480.02	2,101.91

Un terrain faisant partie des lots dix-sept cent soixante-deux et du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent soixante-trois (P. 1762 et 1763-P. 2) et comprenant les subdivisions deux, trois, quatre, cinq et six dudit lot numéro 1763-2 (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2-3, 1763-2-5, 1763-2-6) du cadastre de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, ledit terrain se décrivant comme suit:

Partant du point « A » situé sur la ligne de division des lots 1759 et 1762 à une distance de 190 pieds au nord-ouest du chemin public de là vers le nord-ouest une distance de 3374 pieds en suivant ladite ligne de division jusqu'au point « B », de là vers l'est une distance de 637.9′ pieds en suivant la ligne de division des lots 1794 et 1762 jusqu'au point « C », de là vers le sud-est une distance de 1736.9 pieds en suivant la ligne de division des lots 1793 et 1763-3 d'une part et 1762 d'autre part, jusqu'au point « D », de là vers l'est une distance de 1,400.7 pieds en suivant la ligne de division des lots 1763-3 et 1763-2 jusqu'au point « E », de là vers le sud en suivant la limite est du lot numéro 1763-2 une distance de 917 pieds jusqu'au point « F », de là vers l'ouest une distance de 100 pieds en suivant la limite nord de la propriété Sabourin jusqu'au point « G », de là vers le sud une distance de 100 pieds en suivant la limite ouest de ladite propriété Sabourin, jusqu'au point « H », de là vers l'est une distance de 100 pieds en suivant la limite sud de la propriété Sabourin, jusqu'au point « I », de là vers le sud une distance de 40 pieds en suivant la limite est du lot 1763-3 jusqu'au point « J », de là, vers l'ouest une distance de 413 pieds en suivant la limite nord du terrain réservé à la commission scolaire jusqu'au point « K », de là vers le sud en suivant la limite ouest de la commission scolaire jusqu'au point « L » une distance de 814.9 pieds, de là, vers l'ouest en suivant la limite nord de la propriété d'Anjou, une distance de 114 pieds

A piece of land being part of lots one thousand seven hundred and sixty-two and lot number two of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and sixty-three (P. 1762 and 1763-P 2) and including subdivisions, two, three, four, five and six of said lot number 1763-2 (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2-3, 1763-2-5, 1763-2-6) of the cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, the said land described as follows:

Starting from point "A" situated on the division line of lots 1759 and 1762 a distance of 190 feet on the northwest of the public road thence to the northwest a distance of 3374 feet following the said division line to point "B", thence east a distance of 637.9′ feet following the division line of lots 1794 and 1762 to point "C", thence southeast a distance of 1736.9 feet following the division line of lots 1793 and 1763-3 on one part and 1762 on the other, to point "D", thence east a distance of 1,400.7 feet following the division line of lots 1763-3 and 1763-2 to point "E", thence south following the east limit of lot number 1763-2 a distance of 917 feet to point "F", thence, west a distance of 100 feet following the north limit of the property of Sabourin to point "G", thence south a distance of 100 feet following the west limit of the said Sabourin property, to point "H", thence east a distance of 100 feet following the south limit of the Sabourin property, to point "I", thence south a distance of 40 feet following the east limit of lot 1763-3 to point "J", thence, west a distance of 413 feet following the north limit of the land reserved by the School Commission to point "K", thence south following the west limit of the School Commission to point "L" a distance of 814.9 feet, thence, west following the north limit of the property of Anjou, a distance of 114 feet to point "M" thence, south a distance of 100 feet following the west limit of the said Anjou property, to point "N" thence west following the north limit of the public road, a distance

jusqu'au point « M » de là, vers le sud une distance de 100 pieds en suivant la limite ouest de ladite propriété d'Anjou, jusqu'au point « N » de là, vers l'ouest en suivant la limite nord du chemin public, une distance de 304.9 pieds jusqu'au point « O », de là, vers le nord en suivant la limite est de la propriété O. Ménard une distance de 99.3 pieds jusqu'au point « P », de là, vers l'ouest en suivant la ligne nord de la propriété O. Ménard une distance de 90 pieds jusqu'au point « Q », de là, vers le nord en suivant la limite est de la propriété A. Charlebois, une distance de 66 pieds jusqu'au point « R », de là, vers l'ouest en suivant la limite nord de la propriété A. Charlebois, une distance de 148 pieds jusqu'au point « S », de là, vers le nord en suivant la limite est de la propriété R. Liboiron, une distance de 69 pieds jusqu'au point « T », de là, vers l'ouest en suivant la limite de la propriété R. Liboiron une distance de 178 pieds jusqu'au point « A » départ.

Correction numéro 1514, enregistré sous le numéro 98606, se lit comme suit:

Un terrain faisant partie des lots dix-sept cent soixante-deux et du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent soixante-trois (P. 1762 et 1763 P. 2) et comprenant les subdivisions deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit et neuf (1762-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9) et les subdivisions un, deux, trois, cinq et six dudit lot 1763-2 (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2 3, 1763-2-5, 1763-2-6) du cadastre de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil.

À distraire:

partie vendue à Mlle Judith Legault suivant le numéro d'enregistrement 89080;

partie vendue à Donat Rhéaume suivant le numéro d'enregistrement 89178;

partie vendue à M. Lionel Comtois suivant le numéro d'enregistrement 91779;

partie vendue à M. Paul Lalonde suivant le numéro d'enregistrement 91780;

partie vendue à la municipalité du village de Vaudreuil suivant le numéro d'enregistrement 92703;

partie vendue à la corporation municipale de la ville de Vaudreuil suivant le numéro d'enregistrement 108714;

partie vendue à Gelimo Construction Inc. suivant le numéro d'enregistrement 115015.

of 304.9 feet to point "O", thence, north following the east limit of the property of O. Ménard a distance of 99.3 feet to point "P", thence, west following the north line of the property of O. Ménard a distance of 90 feet to point "Q", thence, north following the east limit of the property of A. Charlebois a distance of 66 feet to point "R", thence, west following the north limit of the property of A. Charlebois, a distance of 148 feet to point "S", thence, north following the east limit of the property of R. Liboiron, a distance of 69 feet to point "T", thence, west following the limit of the property of R. Liboiron a distance of 178 feet to point "A" of departure.

Correction number 1514, registered under number 98606, reads as follows:

A piece of land being part of lots one thousand seven hundred and sixty-two and of lot number two of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and sixty-three (P. 1762 and 1763-P. 2) and including subdivisions two, three, four, five, six, seven, eight and nine (1762-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9) and subdivisions one, two, three, five and six of said lot 1763-2, (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2-3, 1763-2-5, 1763-2-6) of the cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil.

To withdraw:

the part sold to Miss Judith Legault according to registration number 89080;

the part sold to Donat Rhéaume according to registration number 89178;

the part sold to Mr. Lionel Comtois according to registration number 91779;

the part sold to Mr. Paul Lalonde according to registration number 91780;

the part sold to she municipality of the village of Vaudreuil according to registration number 92703;

the part sold to the municipal corporation of the town of Vaudreuil according to registration number 108714;

the part sold to Gelimo Construction Inc. according to registration number 115015.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-612	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-5	$ 33.02	$ 63.57	$ 8.32
À distraire: partie vendue à Gélimo Construction Inc. en vertu du numéro de contrat 115015.		To withsraw: the part sold to Gelimo Construction pursuant to contract number 115015.			
4-613	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-7	51.89	122.72	13.03
4-615	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-9, 1763-2-2	36.36	81.10	9.27
4-637	Jean-Louis Lauzon	1763-2-21 p. 2, 1763-2-22-1	398.85	552.56	95.54
Un emplacement ayant front sur la rue Abbé Groulx, (1763-2-27) en la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, mesurant en totalité soixante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur (60x100), et contenant en superficie six mille pieds carrés (6,000 p.c.) connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, comme étant: La subdivision numéro deux de la resubdivision numéro vingt et un de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro mille sept cent soixante-trois (1763-2-21-2) mesurant quarante-quatre pieds et neuf dixièmes de pieds de largeur sur cent pieds de profondeur (44.9 x 100): À distraire: partie vendue à monsieur Donat Laplante en vertu du numéro de contrat 111007.		An emplacement fronting on Abbé Groulx Street (1763-2-27) in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, measuring in totality sixty feet in width by one hundred feet in depth (60′ x 100′), and containing in area six thousand square feet (6,000 sq. ft.) known and designated on the official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, as being: Subdivision number two of resubdivision number twenty-one of subdivision number two of original lot number one thousand seven hundred and sixty-three (1763-2-21-2) measuring forty-four feet and nine tenths of a foot in width by one hundred feet in depth (44.9 x 100): To withdraw: the part sold to Mr. Donat Laplante pursuant to contract number 111007.			
4-659	Gelimo Construction Inc.	1763-2-46	31.99	61.34	8.09
Quarante-six de la resubdivision du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille sept cent soixante-trois (1763-2-46); À distraire: partie vendue à monsieur Hervé Côté sous le numéro d'enregistrement 114640.		Forty-six of resubdivision of lot number two of the official subdivision of original lot number one thousand seven hundred and sixty-three (1763-2-46); To withdraw: the part sold to Mr. Hervé Côté under registration number 114640.			
4-660	Gelimo Construction Inc.	1763-2-47	31.99	61.34	8.09
4-661	Gélimo Construction Inc.	1763-2-48	31.99	61.34	8.09
4-662	Gelimo Construction Inc.	1763-2-49	31.99	61.34	8.09
4-663	Gelimo Construction Inc.	1763-2-50	31.99	61.34	8.09
4-664	Gelimo Construction Inc.	1763-2-51	31.99	61.34	8.09
4-665	Gelimo Construction Inc.	1763-2-52	31.99	61.34	8.09
4-667	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-54	2.27	4.34	1.31

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-668	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-55	$ 30.46	$ 59.15	$ 7.74
4-669	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-56	30.45	59.15	7.74
4-670	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-57	23.68	46.04	6.20
4-671	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-58	49.34	95.09	12.06
4-672	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-59	36.38	70.11	8.06
4-673	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-60	44.53	85.43	9.11
4-674	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-61	2.45	4.34	1.33
4-675	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-62	14.99	28.51	4.20
4-676	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-63	29.76	57.00	7.57
4-677	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-64	27.44	52.58	7.06
4-678	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-65	29.50	57.00	7.52
4-579	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-66	30.64	59.15	7.78
4-680	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-67	29.33	57.00	7.49
4-681	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-68	29.31	57.00	7.47
4-682	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-2-69	29.48	57.00	7.53
4-683	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-70	28.61	54.81	7.32
4-684	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-71	30.53	59.15	6.93
4-688	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-75	31.76	63.57	8.04
4-689	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-76	29.33	57.00	7.47
4-690	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-77	32.96	63.57	8.32
4-691	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-78	31.88	61.34	8.09
4-692	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-79	30.72	59.15	7.80
4-693	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-80	28.26	54.81	7.26
4-694	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-81	28.26	54.81	7.26
4-695	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-2-82	28.26	54.81	7.26
4-696	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-83	29.38	57.00	7.51
4-697	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-84	27.27	52.58	7.03
4-698	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-85	29.38	57.00	7.26
4-699	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-86	26.04	50.39	6.74
4-700	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-87	26.04	50.39	6.74
4-701	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-88	26.04	50.39	6.74
4-702	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-89	26.04	50.39	6.74
4-703	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-90	26.37	50.39	6.78
4-704	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-91	28.50	54.81	7.29
4-705	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-92	30.76	59.15	7.80
4-706	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-93	27.40	52.58	7.05
4-707	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-94	31.85	61.34	8.05
4-710	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-97	49.81	61.34	14.33
4-719	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-106	31.84	61.34	8.05
4-726	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-113	33.94	75.78	8.55
4-727	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-114	30.80	59.15	7.82
4-728	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-115	27.13	52.58	7.01
4-729	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-116	27.23	52.58	7.03
4-730	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-117	27.50	52.58	7.09
4-731	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-118	26.02	50.52	6.73
5-29	Mme-Mrs. Clara L. McCubbin	34	41.73	41.52	8.92
5-34	Mme-Mrs. J.H. Finnerty	P. 41, p. 51, 93 à-to 96, p. 101 à-to 104	506.75	838.31	112.19

Un emplacement situé à Vaudreuil, et formé des lots numéros cinquante et un, cinquante-deux, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, cent un, cent deux, cent trois, partie de quatre-vingt-dix-huit, partie de quarante et un ,partie de cinquante-trois, partie de quatre-vingt-treize et partie de cent quatre (51, 52, 93, 94, 95, 101, 102, 103, P. 98, P. 41, P. 53, P. 93 et P. 104), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, avec une maison dessus:

Moins et à distraire des lots 51, 95 et 96, les parties vendues par feu Roméo St-Amour à J. Arthur Martin en vertu du contrat enregistré sous le numéro 61785; vendu à Médéric Hébert suivant acte enregistré sous le numéro 65122.

Moins et à distraire des lots 52, 53, 93 et 94 les parties vendues à Gaston Castonguay en vertu du contrat numéro 66856;

Moinset à distraire des lots 51, 52, 94 et 95 les parties vendues à J. U. Maisonneuve suivant acte enregistré sous le numéro 67885.

Ledit emplacement est borné en front, pour la partie où se trouve le chemin de communication du chemin public au résidu dudit emplacement, par la rivière Ottawa, partie par le terrain de M. Hébert, partie par le terrain de G. Castonguay & J. U. Maisonneuve, en arrière par les lots numéros deux, trois, quatre et cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent du même cadastre, d'un côté au nord-est par les lots numéros cinquante, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-neuf et cent du même cadastre et de l'autre côté au sud-ouest par les propriétés de G. Lafleur, H. Perras et Dame Ev. Sauvé.

An emplacement situated in Vaudreuil, and formed by lots numbers fifty-one, fifty-two, ninety-three, ninety-four, ninety-five, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, part of ninety-eight, part of forty-one, part of fifty-three, part of ninety-three and part of one hundred and four (51, 52, 93, 94, 95, 101, 102, 103, P. 98, P. 41, P. 53, P. 93 and P. 104), on official plan and book of reference for the village of Vaudreuil, with a house thereon:

Less and to withdraw from lots 51, 95 and 96 the parts sold by late Roméo St-Amour to J.-Arthur Martin pursuant to contract registered under number 61785; sold to Médéric Hébert pursuant to deed registered under number 65122.

Less and to withdraw from lots 52, 53, 93 and 94, the parts sold to Gaston Castonguay pursuant to contract number 66856;

Less and to withdraw from lots 51, 52, 94 and 95, the parts sold to J.-U. Maisonneuve, pursuant to a deed registered under number 67885.

The said emplacement is bounded in front, for the part where is the communication road from the public road to the residue of said emplacement, by the Ottawa River, partly by the lot of land of G. Castonguay and J.-U. Maisonneuve, in rear by lots numbers two, three, four and five of the official subdivision of lot number one hundred of same cadastre, on a side on the north-east by lots numbers fifty, ninety-seven, ninety-nine and one hundred of the same cadastre and on the other side, on the southwest by the properties of G. Lafleur, H. Perras and Dame Ev. Sauvé.

5-50	Dame Zénon Dalfond, ½ ind. Madeleine, Andrée, Murielle, Monique, Gérard et-and Louise, ½ ind.	P. 44	35.95	40.79	7.93

Un terrain vague situé à l'intersection de la rue Ste-Angélique et de la rue Julienne-Gauthier-Besner dans la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil connu et désigné comme étant une partie du lot numéro

A vacant lot situated at the intersection of Ste-Angélique Street and Julienne-Gauthier-Besner Street in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, known and designated as forming part of lot number forty-

quarante-quatre (P. 44) au cadastre officiel du village de St-Michel de Vaudreuil, de figure irrégulière mesurant soixante-quinze (75′) pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′) dans sa ligne sud-est et d'environ quatre-vingt-dix-pieds (90′) dans sa ligne nord-ouest; les lignes nord-ouest et sud-est sont à angle droit avec la ligne sud-ouest; et borné comme suit:

En front vers le sud-ouest par une partie du lot 44 appartenant à Roma Besner, formant l'intersection des rues Ste-Angélique et Julienne-Gauthier-Besner, d'un côté vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot 44 appartenant à Roma Besner ou représentants, en arrière vers le nord-est par une partie du lot 43 du même cadastre appartenant à A. A. St-Aubin suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 57251 et de l'autre côté vers le sud-est par une autre partie dudit lot 44 appartenant à William Dooley suivant acte enregistré sous le numéro 55094.

four (P. 44) on the official cadastre for the village of St-Michel de Vaudreuil, of irregular figure measuring seventy-five (75′) feet in width by a depth of ninety feet (90′) in its southeast line and about ninety feet (90′) in its northwest line; the northwest and southeast lines are at right angle with the southwest line; and bounded as follows:

In front towards southwest by part of lot 44 belonging to Roma Besner, forming the intersection of Ste-Angélique and Julienne-Gauthier-Besner streets, on a side towards northwest by another part of said lot 44 belonging to a Roma Besner or representatives, in rear towards northeast by part of lot 43 of same cadastre belonging to A. A. St-Aubin, pursuant to deed registered in Vaudreuil under number 57251 and on the other side towards southeast by another part of said lot 44 belonging to William Dooley, pursuant to a deed registered under number 55094.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
5-59	Bernard Taylor	P. 44, P. 99, P. 100	$ 100.75	$ 84.54	$ 24.00

Un terrain faisant partie du lot quarante-quatre (P. 44) desdits plan et livre de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil, renfermé dans les bornes suivantes: en front par le lot 47 et par partie du lot 97, d'un côté par le lot 99 et par partie du lot numéro 100, ci-après décrite et vendue, en arrière par une partie de la terre numéro 44 appartenant à Jos Besner, et d'autre côté, par la partie dudit lot 44 sus-décrite et vendue; ladite lisière de terrain ayant une profondeur de cent vingt pieds, plus ou moins, mesure anglaise, par la largeur s'étendant jusqu'au numéros 99 et 100.

Moins et à distraire la partie de 44 vendu à Pierre Déry en vertu de l'enregistrement numéro 92227, et corrigée par l'enregistrement 94387.

Un terrain portant le numéro quatre-vingt-six-neuf (P. 99) des plan et livre de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil, contenant six perches en superficie, borné en front par partie du lot numéro 97 et par partie du lot numéro 96 d'un côté par le numéro 98 en arrière, par partie du lot numéro cent ci-après décrite et vendue et d'autre côté, par partie du lot numéro 44 sus-décrite et vendue. Moins et à distraire la partie vendue à Pierre Déry en vertu de l'enrégistrement Numéro 92227 et corrigée par l'enregistrement 94387.

Un terrain faisant partie du lot numéro cent (P. 100) des plan et livre de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur par quatre vingt-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, mesure française, le plus ou le moins devant tourner au profit ou à la perte dudit acquéreur: Laquelle partie de lot est bornée comme suit: En front par le lot 99 sus-décrit et vendu d'un côté par le lot numéro 101 en arrière, par une autre partie du lot numéro 100 et d'autre côté par la partie du lot numéro 44 sus-décrite et vendue.

Moins et à distraire partie vendue à Pierre Déry en vertu de l'enregistrement numéro 92227 et corrigé par l'enregistrement numéro 94387.

A lot of land forming part of lot forty-four (P. 44) on said official plan and book of reference for the village of St-Michel de Vaudreuil, enclosed in the following boundaries: In front by lot 47 and by part of lot 97, on a side by lot 99 and by part of lot number 100, hereinafter described and sold, in rear by part of far number 44 belonging to Jos. Besner, and on the other side by part of said lot 44 hereinabove described and sold; the said strip of land having a depth of one hundred and twenty feet, more or less, English measure, by the width extending as far as numbers 99 and 100.

Less and to withdraw the part of 44 sold to Pierre Déry pursuant to registry number 92227, and corrected by registration 94387.

A lot of land bearing number ninety-nine (P. 99) on official plan and book of reference for the village of St-Michel de Vaudreuil, containing six perches in area; bounded in front by part of lot number 97 and by part of lot number 96, on a side by lot number 98 in rear, by part of lot number one hundred hereinafter described and sold and on the other side, by part of lot number 44 hereinabove described and sold. Less and to withdraw the part sold to Pierre Déry pursuant to registration number 92227 and corrected by registration 94387.

A lot of land forming part of lot number one hundred (P. 100) on official plan and book of reference for the village of St-Michel de Vaudreuil, measuring fifty-four feet in width by eighty-four feet in depth, more or less, French measure, the more or the less having to turn into the profit or loss of the said purchaser: Which said part of lot is bounded as follows: In front by lot 99 hereinabove describe and sold, on a side by lot number 101, in rear, by another part of lot number 100 and on the other side by part of lot number 44 hereinabove described and sold.

Less and to withdraw a part sold to Pierre Déry pursuant to registration number 92227 and corrected by registration number 94387.

5-161	Albert Jasmin	156, 157	420.97	739.21	84.78
5-170	La Société Historique de Vaudreuil-Soulanges	164, 165	190.21	.....	37.31
6-132	Gilles Daoust	P. 1840. P. 1831	462.60	1,117.79	148.15

Un emplacement, situé en la paroisse de Vaudreuil, et connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix-huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, mesurant quatre-vingt-quinze pieds de largeur en front sur une profondeur de cent cinquante pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par le chemin public, d'un côté par le terrain de la Commission Scolaire de Vaudreuil et de l'autre côté et en arrière par le résidu dudit lot 1840.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent trente et un (P. No 1831) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil formant un losange, mesurant neuf cent soixante pieds dans la ligne est, cinq cent soixante-quinze pieds dans la ligne ouest, trois cent trente-trois pieds dans la ligne sud, et environ trois cent soixante pieds dans la ligne nord, le tout mesure anglaise plus ou moins, borné au nord par la Trans-Canada, au sud par le lot numéro 1840, à l'est par le lot numéro 1841 et à l'ouest par le lot numéro 1831, sans bâtisse.

An emplacement, situated in the parish of Vaudreuil and known and designated as forming part of lot number eighteen hundred and forty (1840 P.), on official plan and book of reference for the parish of Vaudreuil, measuring ninety-five feet in width in front by a depth of one hundred and fifty feet, English measure and more or less, and bounded in front by the Public Road, on a side by the lot of land belonging to the School Commission of Vaudreuil and on the other side and in rear by the residue of the said lot 1840.

A part of the original lot number one thousand eight hundred and thirty-one (P. No. 1831) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil forming a lozenge, measuring nine hundred and sixty feet in its east line five hundred and seventy-five in its west line, three hundred and thirty-three in its south line, and about three hundred and sixty feet in its north line, the whole English measure and more or less; bounded on the north by Trans-Canada, on the south by lot number 1840 on the east by lot number 1841 and on the west by lot number 1831, without building.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil mesurant deux mille quatre cent pieds dans les lignes est et ouest par trois cent soixante pieds de profondeur de l'est à l'ouest, le tout mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord par le lot numéro 1831, au sud par la route No 17 à l'est par le lot numéro 1841 et à l'ouest par le lot numéro 1840;

Moins et à distraire une résidence et une partie de terrain mesurant deux cent trente pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur propriété de Dame Anette Labelle.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil, mesurant trente-cinq pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord par le lot numéro 1840 et au sud par la route No 17.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil, mesurant cent cinquante pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins bornée au nord par la route numéro 17 au sud, à l'est et à l'ouest par le lot numéro 1840, avec bâtisse dessus érigée.

A part of original lot number one thousand eight hundred and forty (P. 1840) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring two thousand four hundred feet in its east and west lines by three hundred sixty feet in depth from east to west, the whole English measure and more or less; bounded on the north by lot number 1831, on the south by Route 17, on the east by lot number 1841 and on the west by lot number 1840.

Less and to withdraw a dwelling house and a part of land measuring two hundred and thirty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, property of Dame Annette Labelle.

A part of original lot number one thousand eight hundred and forty (P. 1840) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring thirty-five feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measure more or less; bounded on the north by lot number 1840 and on the south by Route No. 17.

A part of original lot number one thousand eight hundred and forty (P. 1840) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring one hundred and fifty feet in width by two hundred feet in depth, English measure more or less; bounded on the north by Route No. 17, on the south, east and west by lot number 1840, with building thereon erected.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
6–158	Mme-Mrs. Armand Favreau.....	1857, 1859.....	$ 794.55	$ 879.10	$ 148.35

Un terrain vague ayant front sur la route No 17 dans la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil comme étant:

Partie du lot numéro mille huit cent cinquante-sept (P. 1857), mesurant cent quatre-vingt-douze pieds de largeur sur sept cent vingt-huit pieds de profondeur (192 x 728) et contenant en superficie cent trente-neuf mille sept cent soixante-seize pieds carrés (139,776 pi. ca.) bornée comme suit: en front vers le nord-est par la route No 17 telle qu'actuellement élargie, suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 48677, d'un côté vers le sud-est par la partie ci-après décrite du lot numéro 1859, en arrière vers le sud-ouest et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro 1855 du même cadastre.

Partie du lot numéro mille huit cent cinquante-neuf (P. 1859), mesurant cent quatre-vingt-douze pieds (192′) de largeur sur une profondeur de sept cent vingt-huit pieds (728′) dans sa ligne nord-est et de sept cent quarante-trois pieds sans sa ligne sud-est, contenant en superficie cent quarante et un mille deux cent seize pieds carrés (141,216 pi. ca.) et bornée comme suit: en front vers le nord-est par la route No 17 telle qu'actuellement élargie, d'un côté vers le nord-ouest par la partie ci-haut décrite du lot No 1857, en arrière vers le sud-ouest et de l'autre côté vers le sud-est par le lot numéro 1860 du même cadastre.

A vacant lot fronting on Route No. 17 in the parish of Vaudreuil, county of Vaudreuil, known and designated on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil as being: Part of lot number one thousand eight hundred and fifty-seven (P. 1857), measuring one hundred and ninety-two feet in width by seven hundred and twenty-eight feet in depth (192 x 728) and containing in area one hundred thirty-nine thousand seven hundred and seventy-six square feet (139,776 sq ft), bounded as follows: In front towards northeast by Route No. 17 as actually widened, pursuant to deed registered at Vaudreuil, under number 48677, on a side towards southeast by the hereafter described part of lot number 1859, in reat towards southwest and on the other side towards norshwest by lot number 1855 on same cadastre.

Part of lot number one thousand eight hundred and fifty-nine (P. 1859), measuring one hundred ninety-two feet (192′) in width by a depth of seven hundred and twenty-eight feet (728′) in its northeast line and of seven hundred and forty-three feet in its southeast line, containing in area one hundred and forty-one thousand two hundred and sixteen square feet (141,216 sq. ft), and bounded as follows: In front towards northeast by Route No. 17 as actually widened, on a side towards northwest by the hereinabove described part of lot number 1857, in rear towards the southwest and on the other side towards southeast by lot number 1860 on same cadastre.

6–287	Peter Grieve.....	1924-19.....	463.01	.....	97.83
6–310	Richard A. Rosenberg.....	1924-41.....	56.20	155.37	24.56
6–335	Hugh Jeffries.....	1925-P. 19.....	31.50	40.93	10.27

Un certain emplacement vague situé dans le village de Hudson Heights, comté de Vaudreuil, connu et désigné comme étant la partie nord-est de la subdivision numéro dix-neuf du lot originaire numéro mille neuf cent vingt-cinq (1925-P. n.e. 19) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant cent pieds (100′) de largeur sur toute la profondeur dudit lot, à savoir cent quatre-vingts (180′) pieds sur sa ligne nord-est, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-est par la rue connue comme étant le lot 1925-37, à l'arrière vers le nord-ouest par une partie non subdivisé du lot originaire numéro 1927, d'un côté vers le sud-ouest par la partie résiduelle dudit lot 1925-19 appartenant au vendeur, et de l'autre côté vers le nord-est par le lot 1925-7, tous du même cadastre.

That certain vacant emplacement situated in the village of Hudson Heights, county of Vaudreuil, known and designated as the northeast part of the subdivision number nineteen of original lot number one thousand nine hundred and twenty-five (1925-n.e. P. 19) on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring one hundred (100′) feet in width by all the depth of the said lot, namely one hundred eighty (180′) feet in its northeast line, English measure, more or less, and bounded as follows: in front towards the southeast by the street known as lot 1925-37, in rear towards the northwest by an unsubdivided part of original lot number 1927, on one side towards the southwest by the remaining part of said lot 1925-19 belonging to the vendor, and on the other side towards the northeast by lot 1925-7, all of the same cadastre.

6–425	Ann Kew Inc.....	P. 2136.....	25.05	.....	7.58

Un certain emplacement vague situé à Hudson Heights, comté de Vaudreuil, sur le côté nord-est de la Route Montréal-Rigaud-Ottawa, faisant partie du lot connu et désigné comme étant le numéro deux mille

That certain vacant emplacement situated at Hudson Heights, county of Vaudreuil, on the northeast side of the Highway Montreal-Rigaud-Ottawa, forming part of the lot known and designated as number two

trente-six (P. 2036) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant trois cent dix-neuf pieds de largeur en front sur environ trois cent pieds de profondeur (319 x 300), mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-ouest par la Route No 17 Montréal-Ottawa, à l'arrière vers le nord-est par le lot numéro deux mille trente-sept (2037) du même cadastre, d'un côté vers le sud-est par une autre partie dudit lot 2036 appartenant à D. Duquette ou représentants, en vertu d'un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 70319, et de l'autre côté vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot 2036 appartenant à John S. Brown ou représentants en vertu d'un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 66815.

thousand and thirty-six (P. 2036) on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring three hundred and nineteen feet in width in front by about three hundred feet in depth (319 x 300) English measure, more or less, and bounded as follows: in front towards the southwest by the Highway 17 Montreal-Ottawa, in rear towards the northeast by lot number two thousand and thirty-seven (2037) of the same cadastre, on one side towards the southeast by another part of said lot 2036 belonging to D. Duquette or representatives, by deed registered at Vaudreuil under number 70319, and on the other side towards the northwest by another part of said lot 2036 belonging to John S. Brown or representatives by deed registered at Vaudreuil under number 66815.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
6-493	Ann Kew Inc.	P. 2042	48.20	354.86	14.12

Un certain lot vague situé dans la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, du côté nord-est de la Route Montréal-Rigaud-Ottawa, faisant partie d'un lot connu et désigné comme étant le numéro deux mille quarante-deux (P. 2042) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant deux cents pieds de largeur sur trois cents pieds de profondeur (200 x 300), mesure anglaise et borné comme suit: vers le nord-est par une partie du lot 2041, vers le sud-est par une partie du lot 1952, vers le sud-ouest et vers le nord-ouest par d'autres parties dudit lot 2042 appartenant à Melina Lauzon ou représentants. Avec un droit de passage à pied et en voiture sur une lisière de terrain de trente pieds de largeur (30′) pour communiquer de la propriété présentement en vente et la Route Montréal-Ottawa, tel qu'établi à un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 73571.

That certain vacant lot situated in the parish of Vaudreuil, county of Vaudreuil, on the northeast side of the highway Montreal-Rigaud-Ottawa, forming part of the lot known and designated as number two thousand and forty-two (P. 2042) on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring two hundred feet in width by three hundred feet in depth (200 x 300), English measure, and bounded as follows: towards the northeast by part of lot 2041, towards the southeast by part of lot 1952, towards the southwest and towards the northwest by other parts of said lot 2042 belonging to Melina Lauzon or representatives. With a right of way on foot and with vehicles on a strip of land of thirty feet of width (30′) to communicate from the presently sold property of the Highway Montreal-Ottawa, as established by deed registered at Vaudreuil under number 73571.

6-431	Mme-Mrs. Paul Legault	.....	28.72	103.91	6.56

Un terrain vague situé à Hudson Heights comté de Vaudreuil, faisant partie du lot sous le numéro deux mille trente-six (P. 2036) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil;

Cet emplacement mesure deux cent huit pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre la route Montréal-Rigaud-Ottawa et le lot deux mille trente-sept (2037) du même cadastre et est borné comme suit: en front vers le sud-ouest par la route Montréal-Rigaud-Ottawa, en arrière vers le nord-est par le lot 2037 du même cadastre, d'un côté vers le nord-ouest par l'emplacement appartenant à Charles-Émile Giroux et décrit au paragraphe 10 de l'acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 71219, et de l'autre côté vers le sud-est par une partie dudit lot 2036 appartenant à Dame Mélina Lauzon. Le tout sans bâtisse.

A vacant lot of land situated in Hudson Heights, county of Vaudreuil, forming part of a lot under number two thousand and thirty-six (P. 2036) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil; this emplacement measures two hundred and eight feet in width, English measure, more or less, by all the depth that may exist between Montreal-Rigaud-Ottawa Route and the lot two thousand and thirty-seven (2037) on same cadastre and it is bounded as follows: In front, towards southwest by the Montreal-Rigaud-Ottawa Route, in rear towards northeast by lot 2037 on same cadastre, on a side towards northwest by the emplacement belonging to Charles-Emile Giroux and described in paragraph 10 of the deed registered at Vaudreuil under number 71219, and on the other side towards southeast by a part of said lot 2036 belonging to Dame Mélina Lauzon, the whole without building.

6-450	Chs-Auguste Giroux	P. 2036	286.68	642.46	55.09

Un terrain vague ayant front sur la route No 17 à Hudson Heights, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux mille trente-six (P. 2036) au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, mesurant cent pieds de largeur (100′) sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre la route No 17 et la terre de Clifford Hodgson, et borné comme suit: en front vers le nord-est par la route No 17, Montréal-Rigaud-Ottawa, en arrière vers le sud-ouest par le lot numéro deux mille trente-cinq (2035) appartenant à Clifford Hodgson, ou représentants,d'un côté vers le sud-est par une partie dudit lot deux mille trente-six (2036) appartenant à Gordon Mielke suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 73901, et de l'autre côté vers le nord-ouest par une autre partie du même lot deux mille trente-six (2036) appartenant au vendeur.

A vacant lot of land fronting on Route 17 to Hudson Heights, county of Vaudreuil, forming part of the lot known and designated under number two thousand and thirty-six (P. 2036) on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring one hundred feet in width (100′) by all the depth that may exist between Route No. 17 and the farm of Clifford Hodgson, and bounded as follows: In front towards the northeast by Montreal-Rigaud-Ottawa Route 17, in rear towards southwest by lot number two thousand and thirty-five (2035) belonging to Clifford Hodgson, or representatives, on a side towards southeast by a part of said lot two thousand and thirty-six (2036) belonging to Gordon Mielke, pursuant to a deed registered at Vaudreuil under number 73901, and on the other side towards northwest by another part of same lot two thousand and thirty-six (2036) belonging to the vendor.

1-218	Veterans' Land Act. a/s-c/o M.-Mr Lawrence Robertson	P. 125	153.57	346.36	36.98

Une certaine partie de terrain situé dans la province de Québec, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent vingt-cinq (P. 125) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, mesurant en front et en arrière deux cents pieds de largeur sur une profondeur de quatre cent trente-six pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par la route Montréal-Toronto, en arrière et

A certain part of land situated in the Province of Québec, known and designated as forming part of lot number one hundred and twenty-five (125) on official plan and book of reference for the parish of Vaudreuil, measuring in front and in rear two hundred feet in width by a depth of four hundred and thirty-six feet, the whole English measure and more or less, and bounded in front by the Montreal-Toronto Route, in rear

d'un côté par le résidu du terrain appartenant au vendeur et étant une autre partie dudit lot numéro125 et de l'autre côté par le chemin public ou chemin de la montée, le tout sans bâtisse.

and on one side by the residue of the lot of land belonging to the vendor and being another part of said lot number 125 and on the other side by the Public Road or Montée Road, the whole without building.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
1-233	Ernest Ménard: (Dame Berthe Bourbonnais épouse-wife Willie Ménard et-and Ernest Ménard)	P. 1706B	$ 38.39	$ 93.82	$ 15.32

Les deux tiers (2/3) indivis d'une terre à bois située dans la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro mille sept cent six B (1706B) au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, mesurant quatre-vingt-seize pieds (96') anglais de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et la paroisse de St-Lazare; bornée comme suit: en front, vers le sud-est par le chemin public, en arrière, vers le nord-ouest par la Rivière Quinchien, d'un côté vers le nord-est par le lot 1706A du même cadastre et de l'autre côté vers le sud-ouest par le résidu dudit lot 1706B.

The undivided two thirds (2/3) of a wooded land situated in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, forming part of lot known and designated under number one thousand seven hundred and six B (1760B) on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring ninety-six English feet, (96') in width by all the depth that may exist between the Public Road and the parish of St-Lazare; bounded as follows: In front, towards southeast by the Public Road, in rear, towards northwest by Quinchien River, on a side towards northeast by lot 1706A on same cadastre and on the other side towards southwest by the residue of said lot 1706B

3-67	Willmor Discount Corp.	P. 1898	1,469.10	458.69	290.38

Une terre à bois située dans la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro mille huit cent quatre-vingt-dix-huit (P. 1898) au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, contenant en superficie vingt arpents, plus ou moins, sans garantie de mesures précises, le plus ou le moins, devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur de part et d'autre, et bornée comme suit: en front vers le nord et nord-est, par une coulée séparant cette terre à bois du terrain de Prosper Proulx, ou représentants, vers le sud et sud-ouest par les emplacements de Avila Denis et Alcide Pilon, ou représentats, et au sud-est par la rivière Quinchien en suivant les sinuosités de cette rivière.

A wooded land situated in the parish of Vaudreuil, county of Vaudreuil, forming part of the lot known and designated under number one thousand eight hundred ninety-eight (P. 1898) on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil, containing in area twenty arpents, more or less, without guarantee as precise measurement, the more or less having to turn into the profit or loss of the purchaser on both parts and bounded as follows: in front towards north and northeast, by a running flow dividing this wooded land from the lot of land of Prosper Proulx or representatives, towards the south and southwest by the emplacements of Avila Denis and Alcide Pilon, or representatives, and on the southeast by Quinchien River by following the sinuosities of this river.

Vaudreuil, ce 31 juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,

35668-32-2-o J. A. YVON LAVOIE, O.M.A.

Vaudreuil, July 31, 1970.

J. A. YVON LAVOIE, O.M.A.,

35668-32-2 *Secretary-Treasurer.*

Divers
Compagnies

The Art Institute of Hairdressing Inc.
Institut de l'Art de la Coiffure inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23 de la compagnie « The Art Institute of Hairdressing Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de novembre 1947, changeant son nom en celui de « The Art Institute of Hairdressing Inc.— Institut de l'Art de la Coiffure inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35686-o 6892-47

Association du Hockey Mineur de St-Hyacinthe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 juin 1970, il a approuvé le règlement No 1 (règlements généraux) de l'« Association du Hockey Mineur de St-Hyacinthe inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

35687-o 4172-68

Miscellaneous
Companies

The Art Institute of Hairdressing Inc.
Institut de l'Art de la Coiffure inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 23 of the company "The Art Institute of Hairdressing Incorporated", incorporated by letters patent dated the 21st day of November, 1947, changing its name into that of "The Art Institute of Hairdressing Inc.— Institut de l'Art de la Coiffure inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35686-o 6892-47

Association du Hockey Mineur de St-Hyacinthe inc.

Notice is given that, on June 5, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law No. 1 (general by-laws) of the "Association du Hockey Mineur de St-Hyacinthe inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

35687 4172-68

Association des Moniteurs en conduite automobile de l'Estrie (A.M.C.A.E.) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 mars 1970, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 de l'« Association des Moniteurs en conduite automobile de l'Estrie (A.M.C.A.E.) inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35688-o 575-69

The Belmont Park Co. Ltd.
Parc Belmont Cie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 63 de la compagnie «The Belmont Park Company, Limited », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1923, changeant son nom en celui de « The Belmont Park Co. Ltd.— Parc Belmont Cie ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35689-o 734-23

Centre Monchanin

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre Monchanin », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35690-o 3874-1968

Adrien Grégoire ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro III de la compagnie « Club de Golf de Plessisville ltée », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de janvier 1970, changeant son nom en celui de « Adrien Grégoire ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35691-o 5846-69

Harmonie de Matane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Harmonie de Matane inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35692-o 1418-1970

Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 juin 1970, il a approuvé le règlement numéro 14 de la corporation « Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35693-o 9751-52

Association des Moniteurs en conduite automobile de l'Estrie (A.M.C.A.E.) inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 13, 1970, he approved general by-laws number 1 of "Association des Moniteurs en conduite automobile de l'Estrie (A.M.C.A.E.) inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35688 575-69

The Belmont Park Co. Ltd.
Parc Belmont Cie ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 63 of the company "The Belmont Park Company, Limited", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1923, changing its name into that of "The Belmont Park Co. Ltd.— Parc Belmont Cie ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35689-o 734-23

Centre Monchanin

Notice is given that, on June 30, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, approved the general by-laws of "Centre Monchanin", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35690 3874-1968

Adrien Grégoire ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number III of the company "Club de Golf de Plessisville ltée", incorporated by letters patent dated the 13th day of January, 1970, changing its name into that of "Adrien Grégoire ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35691-o 5846-69

Harmonie de Matane inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 23, 1970 he approved the general by-laws of "Harmonie de Matane inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35692 1418-1970

Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus

Notice is given that, on June 30, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, approved the by-law number 14 of "Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35693 9751-52.

KDI Mobilab Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 49 de la compagnie « Blier Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1959, changeant son nom en celui de « KDI Mobilab Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35694-o 13125-59

KDI Mobilab Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 49 of the company "Blier Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1959, changing its name into that of "KDI Mobilab Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35694-o 13125-59

Les Produits de papier St-Jean ltée
St. Johns Paper Products Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4 de la compagnie « St. Johns Paper Products Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1959, changeant son nom en celui de « Les Produits de papier St-Jean ltée — St. Johns Paper Products Co. Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35695-o 16988-59

Les Produits de papier St-Jean ltée
St. Johns Paper Products Co. Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4 of the company "St. Johns Paper Products Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1959, changing its name into that of "Les Produits de papier St-Jean ltée — St. Johns Paper Products Co. Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35695-o 16988-59

RJR Foods, Ltd.
Aliments RJR, ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25 de la compagnie « R.J. Reynolds Foods, Ltd. — Aliments R.J. Reynolds, ltée », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de septembre 1951, changeant son som en celui de « RJR Foods, Ltd. — Aliments RJR, ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35696-o 11820-51

RJR Foods, Ltd.
Aliments RJR, ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 25 of the company "R.J. Reynolds Foods, Ltd. — Aliments R.J. Reynolds, ltée", incorporated by letters patent dated the 6th day of September, 1951, changing its name into that of "RJR Foods, Ltd. — Aliments RJR, ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35696-o 11820-51

Waterloo TV Cable Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'ils a approuvé le règlement numéro A de la compagnie « Beloeil Transvision Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de mai 1962, changeant son nom en celui de « Waterloo TV Cable Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35697-o 12022-62

Waterloo TV Cable Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number A of the company "Beloeil Transvision Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of May, 1962, changing its name into that of "Waterloo TV Cable Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35697-o 12022-62

Kenny Wong (South Shore) Inn Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4 de la compagnie « Chez Wong (South Shore) Inn, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « Kenny Wong (South Shore) Inn Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35698-o 1910-66

Kenny Wong (South Shore) Inn Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4 of the company "Chez Wong (South Shore) Inn, Inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of May, 1966, changing its name into that of "Kenny Wong (South Shore) Inn Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35698-o 1910-66

Association des loisirs du Lac Rond inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de l'« Association des loisirs du Lac Rond inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35720-o 2345-69

Association des loisirs du Lac Rond inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on July 22, 1970 approved the general by-laws of the "Association des loisirs du Lac Rond inc.", and this, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35720 2345-69

Association of Catholic Principals of Montreal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 juillet 1970, il a approuvé les amendements aux règlements de l'« Association of Catholic Principals of Montreal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35721-o 11278-62

Association of Catholic Principals of Montreal

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on July 27, 1970 approved the amendments to the by-laws of the "Association of Catholic Principals of Montreal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35721 11278-62

Bernard Specialty Shop Inc.

La compagnie « Bernard Specialty Shop Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
SYLVIA MENDELSOHN.

35722 151-63

Bernard Specialty Shop Inc.

Notice is given that "Bernard Specialty Shop Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

SYLVIA MENDELSOHN,
Secretary.

35722-o 151-63

The Canadian Psychoanalytic Society Société Canadienne de Psychanalyse

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 juin 1970, il a approuvé les amendements aux règlements 1, 2, 3, 5 et 7 de la corporation « The Canadian Psychoanalytic Society — Société Canadienne de Psychanalyse », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35723-o 13032-54

The Canadian Psychoanalytic Society Société Canadienne de Psychanalyse

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on June 10, 1970 the amendments to by-laws 1, 2, 3, 5, and 7 of "The Canadian Psychoanalytic Society — Société Canadienne de Psychanalyse" corporation and this, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35723 13032-54

Centre Professionnel St-Jean inc.

La compagnie « Centre Professionnel St-Jean inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
JEAN-MARIE FOURNIER, M.D.

35724-o 4097-66

Centre Professionnel St-Jean inc.

Notice is given that "Centre Professionnel St-Jean inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

JEAN-MARIE FOURNIER, M.D.,
Secretary.

35724 4097-66

Clinique Domrémy (Kénogami)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Clinique Domrémy (Kénogami), et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35725-o 3991-1964

Clinique Domrémy (Kénogami)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on June 30, 1970, he approved the general by-laws of "Clinique Domrémy (Kénogami)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35725 3991-1964

The Montreal Retriever Club Inc.
Club du chien rapporteur de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 juillet 1970, il a approuvé les règlements numéros 1 et 2 de la corporation « The Montreal Retriever Club Inc.— Club du chien rapporteur de Montréal inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35726-o 629-70

Copel Inc.

La compagnie « Copel Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 16 à 18.

Le secrétaire,
J. G. ARCHAMBAULT.

35727 4780-69

Foyer de Bromptonville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 juillet 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Foyer de Bromptonville inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35728-o 1516-68

Foyer Dorval

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Foyer Dorval », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35729-o 164-70

The Macdonald College Faculty Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « The Macdonald College Faculty Club », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35730-o 1916-69

Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 juillet 1970, il a approuvé les règlements de la corporation « Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated", et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35731-o 4692-67

The Montreal Retriever Club Inc.
Club du chien rapporteur de Montréal inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on July 13, 1970 approved by-laws 1 and 2 of "The Montreal Retriever Club Inc.— Club du chien rapporteur de Montréal inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35726 629-70

Copel Inc.

Notice is given that "Copel Inc." has changed the number of its directors from 16 to 18.

J. G. ARCHAMBAULT,
Secretary.

35727-o 4780-69

Foyer de Bromptonville inc.

Notice is given that on July 23, 1970 the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 (general by-laws) of the "Foyer de Bromptonville inc." corporation, and such pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35728 1516-68

Foyer Dorval

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on July 13, 1970, approved general by-laws of "Foyer Dorval", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35729 164-70

The Macdonald College Faculty Club

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on July 22, 1970 approved the general by-laws of "The Macdonald College Faculty Club", and this, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35730 1916-69

Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on July 15, 1970, approved the by-laws of the "Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated" corporation and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35731 4692-67

Mister Steakburger Inc.

La compagnie « Mister Steakburger Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
JAMES GASPAR.

35732 3359-66

Mister Steakburger Inc.

Notice is given that "Mister Steakburger Inc.", has changed the number of its directors from from 4 to 3.

JAMES GASPAR,
Secretary.

35732-o 3359-66

Montreal Motor Racing Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Montreal Motor Racing Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35733-o 10030-55

Montreal Motor Racing Club Inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the general by-laws on July 24, 1970 of the "Montreal Motor Racing Club Inc.", and this, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35733 10030-55

Montreal Newsdealers Supply Company Limited

La compagnie « Montreal Newsdealers Supply Company Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MURIEL ETTLINGER.

35734 9408-52

Montreal Newsdealers Supply Company Limited

Notice is given that "Montreal Newsdealers Supply Company Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MURIEL ETTLINGER,
Secretary.

35734-o 9408-52

Fernand Rousseau Sport inc.

La compagnie « Fernand Rousseau Sport inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GILBERTE CHOUINARD ROUSSEAU.

35735-o 3884-67

Fernand Rousseau Sport inc.

"Fernand Rousseau Sport inc." gives notice that it has changed the number of its directors from 3 to 4.

GILBERTE CHOUINARD ROUSSEAU,
Secretary.

35735 3884-67

Sambo inc.

La compagnie « Sambo inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
CLAUDE TREMBLAY.

35736-o 8597-49

Sambo inc.

Notice is given that "Sambo inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

CLAUDE TREMBLAY,
Secretary.

35736 8597-49

Le Sanatorium Saint-Georges

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 juillet 1970, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Le Sanatorium Saint-Georges », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35737-o 996-38

Le Sanatorium Saint-Georges

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on July 2, 1970 approved the amendments to the general by-laws of "Le Sanatorium Saint-Georges" corporation and this, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35737 996-38

Service des loisirs St-Bruno-de-Laval

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des loisirs St-Bruno-de-Laval », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35738-o 1192-67

Service des loisirs St-Bruno-de-Laval

Notice is hereby given that, on July 20, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the corporation "Service des loisirs St-Bruno-de-Laval", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35738 1192-67

Service des loisirs St-Philippe de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 à 41 de la corporation « Service des loisirs St-Philippe de Montréal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35739-o 1633-68

Stansbury Advertising Limited

La compagnie « Stansbury Advertising Limited », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MME PHYLLIS STANSBURY.

35740 10663-58

J. E. Tremblay limitée

La compagnie « J. E. Tremblay limitée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
FLORENT MANSEAU.

35741-o 2395-51

Wray-Walton-Wray Inc.

La compagnie « Wray-Walton-Wray Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
WILLIAM O. WALTON.

35742 1455-68

Centre des ressources institutionnelles Côte Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3 de la corporation « Centre de l'Enfance de la Côte Nord inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour d'octobre 1967, changeant son nom en celui de « Centre des ressources institutionnelles Côte Nord inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35754-o 3430-67

Luvlines Communicators Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23 de la compagnie « Pulse Publications Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Luvlines Communicators Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35755-o 1525-65

Carina Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Carina Hosiery Mills Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

L'assistant secrétaire-trésorier,
PETER HUMBY.

35758 11147-58

Service des loisirs St-Philippe de Montréal

Notice is given that on June 8, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-laws numbers 1 to 41 of the corporation "Service des loisirs St-Philippe de Montréal", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35739 1633-68

Stansbury Advertising Limited

Notice is given that "Stansbury Advertising Limited", has changed the number of its directors from 5 to 3.

MRS. PHYLLIS STANSBURY,
Secretary.

35740-o 10663-58

J. E. Tremblay limitée

Notice is given that the company "J. E. Tremblay limitée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

FLORENT MANSEAU,
Secretary.

35741 2395-51

Wray-Walton-Wray Inc.

Notice is given that "Wray-Walton-Wray Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

WILLIAM O. WALTON,
Secretary.

35742-o 1455-68

Centre des ressources institutionnelles Côte Nord inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3 of the corporation "Centre de l'Enfance de la Côte Nord inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of October, 1967, changing its name into that of "Centre des ressources institutionnelles Côte Nord inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35754-o 3430-67

Luvlines Communicators Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 23 of the company "Pulse Publications Inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of April, 1965, changing its name into that of "Luvlines Communicators Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35755-o 1525-65

Carina Hosiery Mills Ltd.

Notice is given that "Carina Hosiery Mills Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 3.

PETER HUMBY,
Assistant-Secretary-Treasurer.

35758-o 11147-58

Beaumanoir de Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 juillet 1970, il a approuvé un amendement au règlement numéro 1 de la corporation « Beaumanoir de Chicoutimi inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35757-o 5165-1964

Beaumanoir de Chicoutimi inc.

Notice is given that, on July 2, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, approved an amendment to the by-law number 1 of "Beaumanoir de Chicoutimi inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35757 5165-1964

Clarke Funeral Home Inc.

Avis est donné que la compagnie « Clarke Funeral Home Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
MICHAEL ROBERT CLARKE.

35759 4281-52

Clarke Funeral Home Inc.

Notice is given that "Clarke Funeral Home Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

MICHAEL ROBERT CLARKE,
Secretary.

35759-0 4281-52

J. Eliosoff & Sons Co.

La compagnie « J. Eliosoff & Sons Co. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
SAUL ELIOSOFF.

35760 4589-39

J. Eliosoff & Sons Co.

Notice is given that "J. Eliosoff & Sons Co.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

SAUL ELIOSOFF,
Secretary-Treasurer.

35760-o 4589-39

Encore Incorporated

La compagnie « Encore Incorporated », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
SYLVIA KRUPP.

35761 12566-60

Encore Incorporated

Notice is given that "Encore Incorporated" has changed the number of its directors from 3 to 4.

SYLVIA KRUPP,
Secretary.

35761-o 12566-60

Etienne Creative Inc.

La compagnie « Etienne Creative Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
J. K. HUGESSEN.

35762 1008-70

Etienne Creative Inc.

Notice is given that "Etienne Creative Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

J. K. HUGESSEN,
Secretary.

35762-o 1008-70

Geekaydee Corp.

Avis est donné que la compagnie « Geekaydee Corp. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
FREDA KRAMER.

35763 16166-59

Geekaydee Corp.

Notice is given that "Geekaydee Corp." has changed the number of its directors from 4 to 3.

FREDA KRAMER,
Secretary.

35763-o 16166-59

Gleneagles Investment Company Limited

La compagnie « Gleneagles Investment Company Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le secrétaire,
E. M. CROSBY.

35764 260-29

Gleneagles Investment Company Limited

Notice is given that "Gleneagles Investment Company Limited" has changed the number of its directors from 5 to 9.

E. M. CROSBY,
Secretary.

35764-o 260-29

International Machinery (Québec) Limited

Avis est donné que la compagnie « International Machinery (Québec) Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
MARVIN E. GOLDBLATT.

35765 12367-59

International Machinery (Québec) Limited

Notice is given that "International Machinery (Québec) Limited" has changed the number of its directors from 5 to 4.

MARVIN E. GOLDBLATT,
Secretary.

35765-o 12367-59

Lady Dundee Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lady Dundee Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

L'assistant secrétaire-trésorier,
PETER HUMBY.

35766 5830-50

Landreville automobiles inc.

La compagnie « Landreville automobiles inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
FERNANDE LANDREVILLE.

35767-o 14537-60

Looms of Trico Inc.

Avis est donné que la compagnie « Looms of Trico Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

L'assistant secrétaire-trésorier,
PETER HUMBY.

35768 14166-57

Les Pavillons Laforest inc.

La corporation « Les Pavillons Laforest inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 13.

Le secrétaire,
GILLES BLANCHARD.

35769-o 5070-68

Quincaillerie Durand limitée
Durand Hardware Limited

La compagnie « Quincaillerie Durand limitée — Durand Hardware Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de de 5 à 6.

Le secrétaire,
PIERRE MERCIER.

35770-o 2436-27

Tioxide of Canada Limited
Tioxide du Canada limitée

Avis est donné que la compagnie « Tioxide of Canada Limited — Tioxide du Canada limitée » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire-trésorier,
J. MARC TURCOTTE.

35771 14397-59

Tricosport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tricosport Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

L'Assistant secrétaire-trésorier,
PETER HUMBY.

35772 4397-66

Whitewear Mfg. Co. Ltd.

La compagnie « Whitewear Mfg. Co. Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

L'Assistant-secrétaire,
M. STERN.

35773 4074-44

Lady Dundee Inc.

Notice is given that "Lady Dundee Inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

PETER HUMBY,
Assistant-Secretary-Treasurer.

35766-o 5830-50

Landreville automobiles inc.

Notice is given that "Landreville automobiles inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

FERNANDE LANDREVILLE,
Secretary.

35767 14537-60

Looms of Trico Inc.

Notice is given that "Looms of Trico Inc." has changed the number of its directors from 6 to 3.

PETER HUMBY,
Assistant-Secretary-Treasurer.

35768-o 14166-57

Les Pavillons Laforest inc.

Notice is given that "Les Pavillons Laforest inc.", has changed the number of its directors from 3 to 13.

GILLES BLANCHARD,
Secretary.

35769 5070-68

Quincaillerie Durand limitée
Durand Hardware Limited

Notice is given that "Quincaillerie Durand limitée — Durand Hardware Limited", has changed the number of its directors from 5 to 6.

PIERRE MERCIER,
Secretary.

35770-o 2436-27

Tioxide of Canada Limited
Tioxide du Canada limitée

Notice is given that "Tioxide of Canada Limited — Tioxide du Canada limitée" has changed the number of its directors from 5 to 7.

J. MARC TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

35771-o 14397-59

Tricosport Inc.

Notice is given that "Tricosport Inc." has changed the number of its directors from 6 to 3.

PETER HUMBY,
Assistant-Secretary-Treasurer.

35772-o 4397-66

Whitewear Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that "Whitewear Mfg. Co. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 5.

M. STERN,
Assistant-Secretary.

35773-o 4074-44

Pièces d'auto Ranger inc.
Ranger Auto Parts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement special « A » de la compagnie « United Auto Parts (Dorion) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'avril 1944, changeant son nom en celui de « Pièces d'auto Ranger inc.— Ranger Auto Parts Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35795-o 2737-44

Pièces d'auto Ranger inc.
Ranger Auto Parts Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "A" of the company "United Auto Parts (Dorion) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1944, changing its name into that of "Pièces d'auto Ranger inc.— Ranger Auto Parts Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35795-o 2737-44

Hôpital de l'Enfant-Jésus

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital de l'Enfant-Jésus », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35816-o 3309-1963

Hôpital de l'Enfant-Jésus

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 26, 1970, he approved the general by-laws of "Hôpital de l'Enfant-Jésus", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35816 3309-1963

Hôpital Notre-Dame de l'Espérance de St-Laurent

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 juillet 1970, il a approuvé le règlement numéro 6 de la corporation « Hôpital Notre-Dame de l'Espérance de St-Laurent », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35817-o 792-1963

Hôpital Notre-Dame de l'Espérance de St-Laurent

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 28, 1970, he approved by-law number 6 of "Hôpital Notre-Dame de l'Espérance de St-Laurent", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35817 792-1963

La Corporation de l'hôpital Champlain de Verdun

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 août 1970, il a approuvé le règlement numéro III de « La Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35822-o 2614-68

La Corporation de l'hôpital Champlain de Verdun

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 12, 1970, he approved by-law number III of "La Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35822 2614-68

Chartes — demandes d'abandon de

Thruway Holdings Inc.

Avis est donné par les présentes que « Thruway Holdings Inc. », une compagnie dûment constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montreal, ce 15e jour de juin 1970.

Les procureurs de la compagnie,
GLISERMAN, ACKMAN,
CUTLER & BOIDMAN.

35719-o

Charters — Application for Surrender of

Thruway Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Thruway Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1970.

GLISERMAN, ACKMAN,
CUTLER & BOIDMAN,
Attorneys for the company.

35719-o

Les Développements J.A. St-Louis & Fils ltée

Avis est donné que « Les Développements J.A. St-Louis & Fils ltée », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Val-David, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
35683-o LEMAY, PAQUIN & CORBEIL.

Les Développements J.A. St-Louis & Fils ltée

Notice is hereby given that "Les Developpements J.A. St-Louis & Fils ltée", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in Val David, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

LEMAY, PAQUIN & CORBEIL,
35683-o *Attorneys of the company.*

Les Entreprises Dalco ltée

Avis est donné que « Les Entreprises Dalco ltée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 15 juillet 1970.

Le procureur de la requérante,
35684-o RICHARD HÉBERT, *notaire.*

Les Entreprises Dalco ltée

Notice is hereby given that "Les Entreprises Dalco ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter,

Dated at Montreal, on July 15, 1970.

RICHARD HÉBERT, *notary,*
35684-o *Attorney for the applicant.*

Stade Richard Desmeules limitée

Avis est donné que la compagnie « Stade Richard Desmeules limitée », ayant son siège social au 116, chemin St-Georges, à Jonquière, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, ce 28 juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
CHOUINARD, PRÉVOST, CASGRAIN,
35685-o ANGERS & VAILLANCOURT.

Stade Richard Desmeules limitée

Notice is given that "Stade Richard Desmeules limitée", having its head office at 116 St-Georges Road, in Jonquière, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Jonquière, on July 28, 1970.

CHOUINARD, PRÉVOST, CASGRAIN,
ANGERS & VAILLANCOURT,
35685 *Attorneys for the company.*

Berida Investment Corporation

Avis est donné que « Berida Investment Corporation », ayant son siège social et principale place d'affaires dans la cité de Montréal, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin, 1970.

Le président,
35716-o PETER ELBLING.

Berida Investment Corporation

Notice is hereby given that "Berida Investment Corporation", having its head office in the city and district of Montreal, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of June 1970.

PETER ELBLING,
35716-o *President.*

Motel Promotions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Motel Promotions Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
35717-o ROLAND TREMBLAY.

Motel Promotions Inc.

Notice is given that "Motel Promotions Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

ROLAND TREMBLAY,
35717 *Attorney for the Company.*

Restaurant Skyway (1963) inc.

Avis est par les présentes donné que « Restaurant Skyway (1963) inc. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 3e jour d'août 1970.

Les procureurs de la compagnie,
LACOSTE, SAVOIE,
35718-o JONCAS & SMITH.

Skyway Restaurant (1963) Inc.

Notice is hereby given that "Skyway Restaurant (1963) Inc.", company incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of August 1970.

LACOSTE, SAVOIE,
JONCAS & SMITH,
35718-o *Attorneys for the company.*

Centre civique de Victoriaville inc.

Prenez avis que la compagnie « Centre civique de Victoriaville inc. », une compagnie incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au procureur général de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Victoriaville, ce 7 juillet 1970.

Le procureur de la requérante,
PIERRE LAMBERT.

35781-o

Le Motel Joliette limitée

« Le Motel Joliette limitée », donne avis qu'il adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, une demande d'abandon de charte et son annulation à une date qui sera déterminée par lui.

Joliette, district de Joliette, le 22 juillet 1970.

Le procureur de la compagnie,
ME CLÉMENT TRUDEL.

35785-o

J. Roland Racine inc.

Avis est donné que la compagnie « J. Roland Racine inc. » ayant son siège social dans les cité et district de Joliette, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Joliette, ce 23 juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
LANDRY & DUVAL.

35786-o

Centre civique de Victoriaville inc.

Take notice that "Centre civique de Victoriaville inc.", a company incorporated under Part III of the Companies Act of the Province of Québec, shall apply to the General Attorney, for leave to surrender its charter.

Victoriaville, July 7, 1970.

PIERRE LAMBERT,
Attorney for the company.

35781-o

Joliette Motel Limited

"Joliette Motel Limited" gives notice that it will apply to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter and its cancellation at and from a date to be fixed by him.

Joliette, district of Joliette, July 22, 1970.

ME CLÉMENT TRUDEL,
Attorney for the company.

35785-o

J. Roland Racine inc.

Notice is given that "J. Roland Racine inc.", having its head office at Joliette will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Joliette, July 23, 1970.

LANDRY & DUVAL,
Attorneys for the company.

35786-o

Lettre patentes

Canadian Reynolds Metals Company, Limited
Société canadienne de métaux Reynolds, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1970, autorisant la fusion de la compagnie « Canadian British Aluminium Company Limited » et de la compagnie « CRM Capital Limited », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 24 octobre 1955 et du 9 janvier 1970, pour les objets suivants:

Acquérir soit par achat, location ou autrement tous minerais, argiles, bauxite ou autres substances, propres ou applicables à la production ou fabrication de l'aluminium, du sodium, fer ou autres métaux, avec un capital de 1,088,999 actions privilégiées d'une valeur au pair de $12.78 chacune et 3,502,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair. La valeur maximum pour laquelle les actions sans valeur au pair peuvent être considérées ne devra pas excéder le montant de $35,040,000.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Canadian Reynolds Metals Company, Limited — Société canadienne de métaux Reynolds, limitée ».

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35779 3273-70

Letter Patents

Canadian Reynolds Metals Company, Limited
Société canadienne de métaux Reynolds, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Canadian British Aluminium Company Limited" and "CRM Capital Limited", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, October 24, 1955, and January 9, 1970, for the following purposes:

To acquire, whether by purchase, lease or otherwise any minerals, clays, bauxite or other substances, suitable or convenient for the production or manufacture of aluminium, sodium, iron or other metals, with a capital of 1,088,999 preferred shares of the par value of $12.78 each and 3,502,000 common shares without nominal or par value. The maximum consideration for which the no par value shares may be issued shall not exceed the amount of $35,040,000.

The name of the new company is "Canadian Reynolds Metals Company, Limited — Société canadienne de métaux Reynolds, limitée".

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montraél.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35779-o 3273-70

Sièges sociaux

Agence de sécurité de Montréal ltée Montreal Security Agency Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Agence de sécurité de Montréal ltée — Montreal Security Agency Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour de janvier 1970, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1180, de la rue St-Antoine.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29e jour de juin 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT MORIN.

35699-o 4298-69

Auto Performance Sport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Auto Performance Sport Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 27 octobre 1969 et ayant son siège social à Ville de Laval, où elle avait son bureau situé jusqu'à ce jour au 3032, boulevard Cartier, l'a transporté au 1470, boulevard Labelle.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai 1970.

Le président,
DENIS DAYER.

35700-o 5233-69

Benlef Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Benlef Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 13 mai 1970, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à St-Léonard, a établi son bureau au 5325 est, rue Jean-Talon, suite 202, St-Léonard, district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social et sa principale place d'affaires.

Donné à St-Léonard, ce 14 mai 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
RÉJEAN-R. LEFRANÇOIS.

35701-o 2065-70

Centres Citadelle limitée Citadel Centres Limited

La compagnie « Centres Citadelle limitée — Citadel Centres Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes accordées le 26e jour de juin 1964, donne avis qu'elle a transporté son siège social de 3440, boulevard St-Laurent en les ville et district de Montréal au bureau 1300, place Victoria, en les ville et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 24e jour d'avril 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MARC E. BERNARD.

35702 2944-64

Head Offices

Agence de sécurité de Montréal ltée Montreal Security Agency Ltd.

Notice is hereby given that the "Agence de sécurité de Montréal ltée — Montreal Security Agency Ltd.", company, incorporated by letters patent on the 2nd day of January, 1970 and having its head office in Montreal, has established its office at number 1180 St-Antoine Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 29th day of June, 1970.

ROBERT MORIN,
Secretary-Treasurer.

35699-o 4298-69

Auto Performance Sport Inc.

Notice is given that "Auto Performance Sport Inc.", incorporated by letters patent dated October 27, 1969 and having its head office in the town of Laval, where it had its office situated until today at 3032 Cartier Boulevard, has transferred it to 1470 Labelle Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 1st day of May, 1970.

DENIS DAYER,
President.

35700-o 5233-69

Benlef Inc.

Notice is hereby given that "Benlef Inc.", a company incorporated by letters patent issued on May 13, 1970, under the provisions of Part I of the Québec Companies Act, and having its head office in St-Léonard, has established its office at 5325 Jean-Talon Street, East, St. Léonard, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principal place of business of said company.

Given at St. Léonard, this May 14, 1970.

(Seal) RÉJEAN-R. LEFRANÇOIS,
Secretary.

35701-o 2065-70

Centres Citadelle limitée Citadel Centres Limited

Notice is given that "Centres Citadelle limitée — Citadel Centres Limited", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent granted on the 26th day of June, 1964, has changed its head office from 3440 St. Laurent Boulevard in the city and district of Montreal to suite 1300, Place Victoria, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considerd by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 24th day of April, 1970.

MARC E. BERNARD,
Secretary-Treasurer.

35702-o 2944-64

Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska

La corporation « Chambre d'Immeubles Richelieu Yamaska », donne avis qu'elle a changé son siège social de Granby, au numéro 160, rue Longueuil, Saint-Jean.

Le secrétaire,
MICHEL THIBODEAU.

35703-o 2520-63

Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska

Notice is hereby given that the corporation "Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska", has moved its head office from Granby to 160 Longueuil Street, Saint-Jean.

MICHEL THIBODEAU,
Secretary.

35703 2520-63

CUOQ Construction ltée

Avis est donné que la compagnie « CUOQ Construction ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1970 et ayant son siège social dans la ville de Matane, a établi son siège social au No 255, de la rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Matane, ce 5 juin 1970.

Le président,
G. THIBAULT.

35704-o 2391-70

CUOQ Construction ltée

Notice is given that "CUOQ Construction ltée", incorporated by letters patent dated the June 2, 1970 and having its head office in the town of Matane, has established its head office at 255 St-Pierre Street.

From and after the date of this notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Matane, this June 5, 1970.

G. THIBAULT,
President.

35704 2391-70

Jean Lussier Marine ltée

Avis est donné que la compagnie « Jean Lussier Marine ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 septembre 1969, et ayant son siège social dans le canton de Granby, a établi son bureau à R.R. #4, dans le canton de Granby.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 27e jour de mai 1970.

Le président,
JEAN LUSSIER.

35705-o 3908-69

Jean Lussier Marine ltée

Notice is given that "Jean Lussier Marine ltée", company incorporated by letters patent on September 29, 1969 and having its head office in the town of Granby, has established its office at rural road #4 in the township of Granby, district of Bedford, where its office is situated.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given in Granby, this 27th day of May 1970.

JEAN LUSSIER,
President.

35705-o 3908-69

Park Lane Clothes Limited

La compagnie « Park Lane Clothes Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 21e jour de janvier 1958, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a transporté son bureau de 3655, boulevard St-Laurent à 4836, rue Dornal, en la ville de Montréal.

Montréal, 13 juillet 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
JACK ROITMAN.

35706 14214-57

Park Lane Clothes Limited

Notice is hereby given that "Park Lane Clothes Limited", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 21st day of January 21, 1958 and having its head office in Montreal has moved its office from 3655 St. Lawrence Boulevard to 4836 Dornal Street, in the City of Montreal.

Montreal, July 13, 1970.

(Seal) JACK ROITMAN,
Secretary.

35706-o 14214-57

Les publications Cousin-Poupart inc.

Avis est donné que la compagnie « Les publications Cousin-Poupart inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 janvier 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 50, Place Crémazie, suite 21, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 14 juillet 1970.

Le président,
GUY COUSIN.

35707-o 423-70

Les publications Cousin-Poupart inc.

Notice is hereby given that "Les publications Cousin-Poupart inc.", company incorporated by letters patent on the 28th day of January 1970, and having its head office at Montreal, has established its office at 50 Place Crémazie, suite 21, judicial district of Montreal.

From and after the date of this notice, this office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, July 14, 1970.

GUY COUSIN,
President.

35707 423-70

La Société d'édition et de production Iris inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société d'édition et de production Iris inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 mai 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 2015, rue Drummond, chambre 750.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montreal, ce 22 mai, 1970.

Le président,
BENOIT DE MARGERIE.

35708-o 2023-70

Stera Development Corpn.

La compagnie « Stera Development Corpn. » constituée en corporation par lettres patentes, le 4e jour de décembre 1957, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 120 ouest, rue Louvain, l'a transporté à 1500, rue Stanley, bureau 405, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,
BERTHA LIPPER.

35709 13859-57

United Aviation Services Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « United Aviation Services Limited », constituée par lettres patentes le 19e jour de mai 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 1515, rue Mazurette.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour de juin 1970.

Le président,
ROBERT PIERSON.

35710 2171-70

Wiskan Incorporated

Avis est donné que « Wiskan Incorporated », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 1er décembre 1961 a transféré son siège social de 360 rue St. James ouest, dans la ville de Montréal, a/s Phillips, Vineberg, Goodman, Phillips & Rothman, 1 Place Ville Marie, Suite 930, Montréal 113, Québec.

Montréal, le 14 juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MISS H. E. MCDONALD.

35711-o 15542-61

Les Fourrures Lemieux inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Fourrures Lemieux inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies, le 3 juillet 1970 et ayant son siège social en la cité de Shawinigan, a établi son bureau au 1652, St-Marc à Shawinigan, district de St-Maurice, dans la province de Québec.

Daté à Grand'Mère, ce 10e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,
DAME LUCILLE LEMIEUX.

35744-o 2566-70

La Société d'édition et de production Iris inc.

Notice is hereby given that the company "La Société d'édition et de production Iris inc.", incorporated by letters patent on the 7th day of May 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at 2015 Drummond Street, Room 750.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office.

Montreal, May 22, 1970.

BENOIT DE MARGERIE,
President.

35708 2023-70

Stera Development Corpn.

Notice is hereby given that "Stera Development Corpn.", incorporated by letters patent on the 4th day of December , 1957, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 120 Louvain Street West, has moved it to 1500 Stanley Street, Suite 405, city and district of Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1970.

BERTHA LIPPER,
Secretary-Treasurer.

35709-o 13859-57

United Aviation Services Limited

Notice is hereby given that "United Aviation Services Limited", incorporated by letters patent on the 19th day of May 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 1515 Mazurette Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 30th day of June, 1970.

ROBERT PIERSON,
President.

35710-o 2171-70

Wiskan Incorporated

Notice is given that "Wiskan Incorporated", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated December 1, 1961, has moved its head office from 360 St. James Street West, in the city of Montreal, to c/o Phillips, Vineberg, Goodman, Phillips & Rothman, 1 Place Ville Marie, Suite 930, Montreal 113, Québec.

Montreal, July 14, 1970.

MISS H. E. MCDONALD,
Secretary-Treasurer.

35711 15542-61

Les Fourrures Lemieux inc.

Notice is given that "Les Fourrures Lemieux inc." incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on the July 3, 1970 and having its head office in the city of Shawinigan, has established its office at 1652 St-Marc, in Shawinigan, district of St-Maurice, Province of Québec.

Dated at Grand'Mère, this 10th day of July 1970.

DAME LUCILLE LEMIEUX,
Secretary.

35744-o 2566-70

Les Entreprises Yvon Fournier inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Yvon Fournier inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 avril 1970, et ayant son siège social dans la cité de Sherbrooke, a établi son bureau d'affaires au numéro 417 de la rue Galt ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sherbrooke, ce 10e jour d'avril 1970.

Le président,
ANDRÉ RODRIGUE.

35743-o 1492-70

Les Entreprises Yvon Fournier inc.

Notice is given that "Les Entreprises Yvon Fournier inc.", incorporated by letters patent dated April 7, 1970, and having its head office in the City of Sherbrooke, has established its place of business at 417 Galt Street West.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sherbrooke, this 10th day of April, 1970.

ANDRÉ RODRIGUE,
President.

35743 1492-70

Seven-Up Trois-Rivières (1963) inc.

Avis est donné que « Seven-Up Trois-Rivières (1963) inc. », compagnie constituée en corporation par lettres patentes, le 4 septembre 1963 et ayant son siège social à Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 2925, rue Royale, Trois-Rivières, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Trois-Rivières, ce 13e jour de juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
GIROUARD, BEAUMIER, HUARD & GEVREMONT.

35745-o 3664-63

Seven-Up Trois-Rivières (1963) inc.

Notice is hereby given that "Seven-Up Trois-Rivières (1963) inc.", company incorporated by letters patent, on the September 4th, 1963, and having its head office in Trois-Rivières, has established its office at 2925, Royale, Trois-Rivières, Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Trois-Rivières, this 13th day of July, 1970.

GIROUARD, BEAUMIER, HUARD & GEVREMONT,
Attorneys for the company.

35745-o 3664-63

Thetford Diesel Inc.

Avis est donné que « Thetford Diesel Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises le vingt-sept avril mil neuf cent soixante-dix en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la municipalité de Thetford Sud, comté de Mégantic, a établi son bureau à 2257 nord, rue Notre-Dame.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Thetford Mines, ce 25e jour de juillet 1970.

Le président,
NORMAND BISSON.

35746-o 1839-70

Thetford Diesel Inc.

Notice is given that "Thetford Diesel Inc.", incorporated by letters patent dated April 27, 1970 under Part I of the Companies Act and having its head office in the municipality of Thetford South, has established its office at 2257 Notre-Dame Street North.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this 25th day of July, 1970.

NORMAND BISSON,
President.

35746-o 1839-70

Clinique Urologique du Nord inc.

La compagnie « Clinique Urologique du Nord inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Rosemère, au numéro 294, rue Labelle, Saint-Jérôme.

Le secrétaire,
LISE MAUFETTE.

35782-o 5804-69

Clinique Urologique du Nord inc.

Notice is hereby given that "Clinique Urologique du Nord inc.", has moved its head office from Rosemère, to 294 Labelle Street, Saint-Jérôme.

LISE MAUFETTE,
Secretary.

35782 5804-69

Les Galeries Jacques Cartier inc.

La compagnie « Les Galeries Jacques Cartier inc. », donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2360, chemin Lucerne, Mont-Royal, à 1, place Ville Marie, bureau 3635, Montréal.

Le secrétaire,
PIERRETTE FLOOKES.

35783 4758-69

Les Galeries Jacques Cartier inc.

Notice is given that "Les Galeries Jacques Cartier inc.", has transferred its head office from 2360 Lucerne Road, Mount Royal, to 1 Place Ville Marie, suite 3635, Montreal.

PIERRETTE FLOOKES,
Secretary.

35783-o 4758-69

Ameublements d'Aquila inc.

Avis est donné que la compagnie « Ameublements d'Aquila inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 28 janvier 1970, et ayant son siège social dans la cité de St-Léonard, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 8275, boulevard Lacordaire à St-Léonard, l'a transporté au numéro 9275, boulevard Lacordaire, St-Léonard.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 11e jour de mai 1970.

Le secrétaire,
PIETRO D'AQUILA.

35780-o 377-70

Ameublements d'Aquila inc.

Notice is hereby given that "Ameublements d'Aquila inc.", company incorporated by letters patent dated January 28, 1970, and having its head office in St-Léonard, at 8275 Lacordaire Blvd; has established its head office at 9275 Lacordaire Blvd; St-Léonard.

From and after the date of this notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of May 1970.

PIETRO D'AQUILA,
Secretary.

35780-o 377-70

Landreville automobiles inc.

La compagnie « Landreville automobiles inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 4745, rue Ontario est, Montréal, au numéro 7152, rue Verdier, Saint-Léonard.

Le secrétaire,
FERNANDE LANDREVILLE.

35767-o 14537-60

Landreville automobiles inc.

Notice is given that "Landreville automobiles inc.", has changed its head office from number 4745 Ontario Street East, Montreal, to number 7152 Verdier Street, Saint-Léonard.

FERNANDE LANDREVILLE,
Secretary.

35767 14537-60

Midway Industries Ltd.

La compagnie « Midway Industries Ltd. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 9699, rue Foucher, Montréal, au numéro 10740, rue Racette, Montréal-Nord.

Le secrétaire,
GARY BROMBERG.

35784 7619-50

Midway Industries Ltd.

Notice is given that "Midway Industries Ltd.", has transferred its head office from 9699 Foucher Street, Montreal to 10740 Racette Street, Montreal North.

GARY BROMBERG,
Secretary.

35784-o 7619-50

Société coopérative agricole

Société Coopérative Agricole de St-Narcisse

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que la « Société Coopérative Agricole de St-Narcisse », dont le siège social était situé à St-Narcisse, dans le district électoral de Champlain, a été dissoute le 14 juillet 1970, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35747-o

Cooperative Agricultural Association

Société Coopérative Agricole de St-Narcisse

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that "Société Coopérative Agricole de St-Narcisse", the head office of which was situated at St-Narcisse, in the electoral district of Champlain, was dissolved on July 14, 1970, and such in conformity with the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35747

Lettres patentes annulées

La Compagnie Olida limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que la charte de « La Compagnie Olida limitée », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 30 janvier 1964, est annulée conformément aux dispositions des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35681-o 108-64

Letters Patents Annulleds

La Compagnie Olida limitée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that the charter of "La Compagnie Olida limitée" incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on January 30, 1964, is annulled in conformity with the provisions of sections 24 and 25 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35681 108-64

Changement de nom — Loi du
Demande

Abie Abramovitch

Avis est donné que Abie Abramovitch, boucher, domicilié et résidant de la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, province de Québec, et résidant au numéro civique 4850, Côte St-Luc Road, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Al Abrams.

Montreal, July 27, 1970.

Les procureurs du requérant,
TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK
35649-32-2-o & MOSCOWITZ.

Change of name — Act
Application

Abie Abramovitch

Notice is given that Abie Abramovitch, butcher, of the city of Côte St-Luc, district of Montreal, in the Province of Québec, and therein residing and domiciled at 4850 Côte St-Luc Road, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to Al Abrams.

Montreal, July 27, 1970.

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK
& MOSCOWITZ,
35649-32-2-o *Attorneys for the Applicant.*

Changement de nom — Loi du
Accordés

Claudette Brunet

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2842, du 29 juillet 1970, d'effectuer le changement de nom de Marie Claudette Landriault en celui de Claudette Brunet.

Québec, le 7 août 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Jean-Pierre Dréan

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2844, du 29 juillet 1970, d'effectuer le changement de nom de Jean-Pierre Camille Desire André en celui de Jean-Pierre Dréan.

Québec, le 7 août 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Jules Hearn's

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2845, du 29 juillet 1970, d'effectuer le changement de nom de François Xavier Jules Gagné en celui de Jules Hearn's.

Québec, le 7 août 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Leonard Scott

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2843, du 29 juillet 1970, d'effectuer le changement de nom de Leonard Scutelsky en celui de Leonard Scott.

Québec, le 7 août 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Changement de nom — Loi du
Granted

Claudette Brunet

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order number 2842 of July 29, 1970 to effect the change of name of Marie Claudette Landriault to that of Claudette Brunet.

Québec, August 7, 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Jean-Pierre Dréan

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to effect, by order number 2844 of July 29, 1970, the change of name of Jean-Pierre Camille Desire André en celui de Jean-Pierre Dréan.

Québec, August 7, 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Jules Hearn's

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order number 2845 of July 29, 1970 to effect the change of name of François Xavier Jules Gagné to that of Jules Hearn's.

Québec, August 7, 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Leonard Scott

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to effect, by order number 2843 of July 29, 1970, the change of name of Leonard Scutelsky to that of Leonard Scott.

Québec, August 7, 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
35778 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

CIM Insurance Corporation

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « CIM Insurance Corporation », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

CIM Insurance Corporation

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "CIM Insurance Corporation", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, which company was duly authorized to do business

dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Motors Insurance Corporation », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 26 mai 1970, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er juin 1970;

Attendu que « Motors Insurance Corporation » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « CIM Insurance Corporation » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « CIM Insurance Corporation » sont annulés à compter du 2 juillet 1970.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1970.

Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,

35796-33-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Gamble Alden Life Insurance Company

Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Gamble Alden Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 727, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 014, qui l'autorise à compter du 5 juin 1970, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 5000 ouest, chemin Roosevelt, Chicago, état de l'Illinois, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé maître Michael Sheehan, LL. L., 55, rue d'Auteuil, Québec, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1970.

Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,

35662-3 2-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Principal Life Insurance Company of Canada La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Principal Life Insurance Company of Canada — La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie », enregistrée sous le numéro 728, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 015, qui l'autorise à compter du 17 juin 1970, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance sur la Vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 10024, avenue Jasper, Edmonton, province de l'Alberta.

La compagnie a nommé monsieur John G. Kirkpatrick, 1, Place Ville-Marie, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1970.

Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,

35663-32-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "Motors Insurance Corporation", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 26th of May 1970, with effect from the 1st of June 1970;

Whereas "Motors Insurance Corporation" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "CIM Insurance Corporation" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "CIM Insurance Corporation" are cancelled as from the 2nd of July 1970.

Given at the Office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 2nd of July 1970.

For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,

35796-33-2-o *Superintendent of Insurance.*

Gamble Alden Life Insurance Company

Notice of Issue of License
and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Gamble Alden Life Insurance Company", registered under number 727, has obtained the license and certificate of registry number 014, authorizing it, as from the 5th of June 1970, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at 5000, West Roosevelt Road, Chicago, State of Illinois, United States of America.

The company has appointed Mr. Michael Sheehan, LL. L., 55, d'Auteuil Street, Québec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 2nd of July 1970.

For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,

35662-32-2-o *Superintendent of Insurance.*

Principal Life Insurance Company of Canada La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of Issue of License
and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Principal Life Insurance Company of Canada — La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie", registered under number 728, has obtained the license and certificate of registry number 015, authorizing it, as from the 17th of June 1970, to undertake in the Province contracts of Life insurance.

The head office of the company is situated at 10024, Jasper Avenue, Edmonton, Province of Alberta.

The company has appointed Mr. John G. Kirkpatrick, 1, Place Ville-Marie, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 2nd of July 1970.

For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,

35663-32-2-o *Superintendent of Insurance.*

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 8 août 1970.

Aujourd'hui, à six heures et quarante-cinq minutes du soir, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner le bill suivant:

38 Loi concernant l'industrie de la construction.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill. »

35811-o

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 8th of August 1970.

This day, at forty-five minutes past six o'clock in the evening, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bill:

38 An Act respecting the construction industry.

To this bill the Royal assent was pronounced by the Secretary of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to this bill."

35811-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de St-Marcellin

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse Populaire de St-Marcellin », a été dissoute le 4 août 1970, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 7 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

35812-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse Populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière », a été dissoute le 4 août 1970, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 7 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

35813-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire du Séminaire de Trois-Rivières

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse Populaire du Séminaire de Trois-Rivières », a été dissoute le 4 août 1970, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 7 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

35814-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de St-Marcellin

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse Populaire de St-Marcellin", was dissolved on August 4, 1970, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

Québec, August 7, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35812 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse Populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse Populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière", was sound-up on August 4, 1970, and such, in pursuance of the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

Québec, August 7, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35813 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse Populaire du Séminaire de Trois-Rivières

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse Populaire du Séminaire de Trois-Rivières", was dissolved on August 4, 1970, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

Québec, August 7, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35814 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska », a été dissoute le 4 août 1970, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 7 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

35815-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska", was dissolved on August 4, 1970, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

Québec, August 7, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35815

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Kénogami

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière, Saint-Ambroise et Saint-Jean-l'Évangéliste dans le comté de Dubuc, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Kénogami, dans les comtés de Dubuc et Jonquière.

Québec, le 4 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,

35673-32-2-o GUY SAINT-PIERRE.

Kénogami

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of the city of Kénogami, in the county of Jonquière, Saint-Ambroise and Saint-Jean-l'Évangéliste in the county of Dubuc and to erect it into a new school municipality under the name of Kénogami, in the counties of Dubuc and Jonquière.

Québec, August 4, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35673-32-2

Saint-Cléophas

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Cléophas, dans le comté de Matapédia à la municipalité scolaire de Sayabec, dans le comté de Matapédia.

Québec, le 4 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35674-32-2-o 505-03

Saint-Cléophas

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Cléophas, in the county of Matapédia to the school municipality of Sayabec, in the county of Matapédia.

Québec, August 4, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35674-32-2 505-03

La Commission Scolaire Régionale Maisonneuve

Copie d'une résolution adoptée par le Bureau des délégués lors de la session annuelle statutaire tenue le 6 juillet 1970 étant le premier lundi juridique du mois de juillet, ladite session ayant été tenue à 20.00 heures au 3650, boulevard Lévesque (Chomedey), ville de Laval, Québec, et à laquelle étaient présents MM. Gaétan Amyot, Roger Barbeau, Rosaire Desnoyers, Claude Duckett, Pierre-Claude Fortin, Yves Girard, Marcel Hurtubise, J.-B. Jaillet, Bernard Lafortune, Julien Lambert, Jean-Louis Léger, Jacques Renaud et Marcel Tiphane, tous délégués. L'absence des délégués Norman Tartre et Antonio Vielfaure était motivée. M. Ludovic Lapointe, secrétaire-trésorier, était aussi présent.

Heure, date et lieu des assemblées statutaires:

93 D'un commun accord messieurs les délégués déclarent que les assemblées statutaires seront tenues le deuxième lundi de chaque mois à 20.00 heures au 3650, boul. Lévesque, (Chomedey), ville de Laval.

Adopté.

Copie conforme au livre des minutes
Ce 8e jour de juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,

35748-o L. LAPOINTE.

The Maisonneuve Regional School Board

A copy of a resolution adopted by the board of delegates at the annual statutory meeting held on July 6, 1970, being the first juridical Monday of the month of July, the said meeting having been held at 20:00 o'clock, p.m., at 3650 Lévesque Blvd. (Chomedey), town of Laval, Québec, and at which Messrs. Gaétan Amyot, Roger Barbeau, Rosaire Desnoyers, Claude Duckett, Pierre-Claude Fortin, Yves Girard, Marcel Hurtubise, J.-B. Jaillet, Bernard Lafortune, Julien Lambert, Jean-Louis Léger, Jacques Renaud and Marcel Tiphane, all delegates, were present. The absence of the delegates Norman Tartre and Antonio Vielfaure was motivated. Mr. Ludovic Lapointe, Secretary-Treasurer, was also present.

Hour, date and place of the statutory Meetings:

93 By common consent, the delegates declare that the statutory meetings will be held on the second Monday of each month at 20:00 o'clock, p.m., at 3650 Lévesque Blvd., (Chomedey), town of Laval.

Adopted.

True copy of the records.
This 8th day of July, 1970.

L. LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

35748

Clarke City

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil no 2728, en date du 15 juillet 1970, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Clarke City, dans le comté de Saguenay, à la municipalité scolaire de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay.

Ce changement a pris effet le 1er juillet 1970.

Québec, le 6 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35756-o 175-02

East Angus (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil no 2728, en date du 15 juillet 1970, de détacher les lots 6, 7A, 7B et 7C du rang II, 6 à 11B inclusivement du rang III et 8 à 11B inclusivement du rang IV, du territoire sous la juridiction de la Commission des Écoles catholiques de Sherbrooke, pour les annexer à la municipalité de la ville d'East Angus (cath.), dans le comté de Compton.

Ce changement a pris effet à compter du 1er juillet 1970.

Québec, le 6 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35756-o 164-01-06

Roberval

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil no 2728, en date du 15 juillet 1970, d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Chambord et Lac-Bouchette (cath.), dans le comté de Roberval, à la municipalité scolaire de Roberval, dans le comté de Roberval.

Le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de Roberval, dans le comté de Roberval, soit porté à neuf (9).

Ce changement prendra effet pour fins d'élection le 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 6 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35756-o 495-01

Commission des écoles catholiques de Sherbrooke

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil no 2728, en date du 15 juillet 1970, de détacher les lots 27 et 28 du rang VII du canton Eaton, 3, 4 et 5A-D du rang II du canton Westbury de la municipalité scolaire de la ville d'East Angus (cath.), dans le comté de Compton et de les annexer au territoire sous la juridiction de la Commission des Écoles catholiques de Sherbrooke.

Ce changement a pris effet à compter du 1er juillet 1970.

Québec, le 6 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35756-o 165-01-06

Manicouagan

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1646, en date du 8 avril 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Baie-Comeau, Baie-Trinité, du village de Chute-aux-Outardes, village de Godbout, Hauterive, Pointe-Level et Ragueneau, dans le

Clarke City

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 2728 of July 15, 1970, to annex the present territory of the school municipality of Clarke City, in the county of Saguenay, to the school municipality of Sept-Iles, in the county of Saguenay.

This change took effect on July 1, 1970.

Québec, August 6, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35756 175-02

East Angus (Cath.)

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 2728 of July 15, 1970, to detach lots 6, 7A, 7B and 7C of Range II, 6 to 11B inclusively of range III and 8 to 11B inclusively of range IV, from the territory under the jurisdiction of the Sherbrooke Catholic School Commission, to annex them to the municipality of the Town of East Angus (Cath.), in the county of Compton.

This change took effect from and after July 1, 1970.

Québec, August 6, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35756 164-01-06

Roberval

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 2728 of July 15, 1970, to annex the present territory of the school municipalities of Chambord and Lac-Bouchette (Cath.), in the county of Roberval, to the school municipality of Roberval, in the county of Roberval.

The number of school commissioners for the municipality of Roberval, in the county of Roberval, be brought to nine (9).

This change will take effect for election purposes on June 1, 1971 and for any other purposes on July 1, 1971.

Québec, August 6, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35756 495-01

The Sherbrooke Catholic School Commission

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 2728 of July 15, 1970, to detach lots 27 and 28 of range VII of the Township of Eaton, 3, 4 and 5A-D of range II of the Township of Westbury from the school municipality of the town of East Angus (Cath.), in the county of Compton and to annex them to the territory under the jurisdiction of the Sherbrooke Catholic School Commission.

This change took effect from and after July 1, 1970.

Québec, August 6, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35756 165-01-06

Manicouagan

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 1646, dated April 8, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Baie-Comeau, Baie-Trinité, the village of Chute-aux-Outardes, village of Godbout, Hauterive, Pointe-Level and Ragueneau, in

comté de Saguenay, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Manicouagan, dans le comté de Saguenay.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Son territoire est divisé en cinq quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ragueneau;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires de Chute-aux-Outardes et Pointe-Lebel;

Le quartier numéro 3, représenté par trois commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Hauterive;

Le quartier numéro 4, représenté par trois commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Baie-Comeau;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des municipalités scolaires du village de Godbout et Baie-Trinité.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 7 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35756-o 140-05

Saint-Élie-d'Orford

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 2728, en date du 15 juillet 1970, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, à la Commission des Écoles catholiques de Sherbrooke.

Ce changement a pris effet à compter du 1er juillet 1970.

Québec, le 7 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35756-o

Vallée-de-la-Lièvre

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1646, en date du 8 avril 1970, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Buckingham, L'Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Garde, Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson (cath), Notre-Dame-de-la-Salette, Notre-Dame-du-Laus et Thurso (cath.), dans le comté de Papineau, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Vallée-de-la-Lièvre, dans le comté de Papineau.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Son territoire est divisé en sept quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Thurso (cath.);

Le quartier numéro 2, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Buckingham;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson (cath.);

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de L'Ange-Gardien;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette;

the county of Saguenay, and to erect it into a new school municipality under the name of Manicouagan, in the county of Saguenay.

The number of school commissioners for this new municipality is fixed at nine (9).

The territory is divided into five wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipality of Ragueneau;

Ward number 2, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipalities of Chute-aux-Outardes and Pointe-Lebel;

Ward number 3, represented by three commissioners, includes the present territory of the school municipality of Hauterive;

Ward number 4, represented by three commissioners, includes the present territory of the school municipality of Baie-Comeau;

Ward number 5, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipalities of village of Godbout and Baie-Trinité.

These changes take effect for election purposes from and after June 1, 1971 and for all other purposes on July 1, 1971.

Québec, August 7, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35756 140-05

Saint-Élie-d'Orford

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 2728, dated July 15, 1970, to annex the present territory of the school municipality of Saint-Élie-d'Orford, in the county of Sherbrooke, to the Sherbrooke Catholic School Commission.

This change took effect from and after July 1, 1970.

Québec, August 7, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35756

Vallée-de-la-Lièvre

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 1646, dated April 8, 1970, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Buckingham, Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Garde, Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson (Cath.), Notre-Dame-de-la-Salette, Notre-Dame-du-Laus and Thurso (Cath.), in the county of Papineau, and to erect it into a new school municipality under the name of Vallée-de-la-Lièvre, in the county of Papineau.

The number of school commissioners for this new municipality is fixed at nine (9).

The territory is divided into seven wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by two commissioners, includes the present territory of the school municipality of Thurso (Cath.);

Ward number 2, represented by two commissioners, includes the present territory of the school municipality of Buckingham;

Ward number 3, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipality of Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson (Cath.);

Ward number 4, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipality of L'Ange-Gardien;

Ward number 5, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipality of Notre-Dame-de-la-Salette;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Garde;

Le quartier numéro 7, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Laus.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 11 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35756-o 640-02

Ward number 6, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipality of Notre-Dame-de-la-Garde;

Ward number 7, represented by a commissioner, includes the present territory of the school municipality of Notre-Dame-du-Laus.

These changes take effect for election purposes from and after June 1, 1971 and for all other purposes on July 1, 1971.

Québec, August 11, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35756 640-02

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux de la cité d'Arvida et du village de Saint-Jean-Eudes, comté de Chicoutimi, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

ATTENDU QUE les publications requises par l'article 6 de la loi précitée ont été faites;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 21 octobre 1969, a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU QU'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale de Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2525, en date du 24 juin 1970, nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées, fusionnant la cité d'Arvida et le village de Saint-Jean-Eudes, comté de Chicoutimi, et créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de « ville d'Arvida », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1° Le nom de la nouvelle municipalité est « ville d'Arvida »;

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des terres et forêts le 10 juin 1970; cette description apparaît dans l'annexe « A » du décret ci-haut mentionné;

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS each of the Municipal Councils of the city of Arvida and of the village of Saint-Jean-Eudes, county of Chicoutimi, passed by an absolute majority of its members a by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying for the granting of letters patent amalgamating the said municipalities and creating a new municipality, under the authority of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

WHEREAS the publications required by section 6 of the aforementioned Act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition, dated October 21, 1969, was sent to the Minister of Municipal Affairs and to the Québec Municipal Commission;

WHEREAS no request for an inquiry was made to the Québec Municipal Commission, and that no public hearing was held by the latter;

WHEREAS it is expedient that the joint petition be granted;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order bearing number 2525 dated June 24, 1970, We have decreed and ordered and, hereby decree and order that letters patent be issued, amalgamating the city of Arvida and the village of Saint-Jean-Eudes, county of Chicoutimi, and creating a new town municipality, under the name of "City of Arvida", according to the conditions mentioned in the joint petition.

These conditions are as follows:

1. The name of the new municipality is "City of Arvida".

2. The territory of the new city is that which was officially described by the Department of Lands and Forests on June 10, 1970, said description appears in Annex "A" of the abovementioned order;

3° La nouvelle ville est régie par les dispositions de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), sauf en tant qu'elles sont incompatibles aux conditions de la fusion telles qu'énoncées aux présentes;

4° Les dispositions législatives suivantes s'appliqueront à la nouvelle ville d'Arvida (annexe « B »):

a) Les articles 43, 44, 48, 55, 57, 58, 59, 60, 66, 67 et 68 du chapitre 78 des lois de 1926;

b) L'article 5 du chapitre 99 des lois de 1950;

5° Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de messieurs Francis Dufour, Paul-Émile Lamirande, Georges-L. Potvin, Albert Tremblay, Gérard Pelletier et Alcide Théberge, tous membres du conseil de la cité d'Arvida, et d'un membre du conseil du village de Saint-Jean-Eudes;

6° Le maire du conseil provisoire de la nouvelle ville sera monsieur Francis Dufour, maire de la cité d'Arvida;

7° À la première séance du mois de décembre 1969 du conseil du village de Saint-Jean-Eudes, les personnes composant ledit conseil municipal, ont choisi parmi elles une personne qui remplira la fonction de conseiller du quartier nord-est jusqu'à la première élection générale de la nouvelle ville;

8° La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu en la salle civique de l'Hôtel de Ville de la cité d'Arvida, à huit (8) heures du soir et sans autre convocation;

9° Les listes électorales seront préparées et rédigées en temps utile pour la première élection générale et en conformité avec les dipositions de la Loi des cités et villes;

10° La date de la première élection générale est fixée au premier dimanche de novembre 1970 et la présentation des candidats aura lieu conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes;

11° Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de novembre;

12° À compter de la première élection générale, le conseil municipal de la nouvelle ville est composé du maire et six conseillers élus, dont un pour chacun des quartiers indiqués à l'article 13;

13° Le territoire de la nouvelle municipalité de la ville d'Arvida est divisé en six quartiers nommés comme suit:

Quartiers nord, nord-est, centre, ouest, sud et est.

La description technique de chaque quartier correspond à celle préparée et signée par l'arpenteur-géomètre, monsieur Jean-Marie Lamarre, de la cité de Chicoutimi, en date du 14 octobre 1969, et il est référé à ladite description pour valoir comme si elle était ici récitée au long et elle forme partie intégrante comme annexe « C » du décret ci-haut mentionné;

14° Tous les règlements, procès-verbaux, résolutions, contrats, actes et autres documents de même nature, demeureront en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été adoptés, approuvés ou passés, et ce, jusqu'à ce qu'ils aient été amendés ou abrogés par le conseil de la nouvelle ville.

Le maire ou, à son défaut, le maire-suppléant et le secrétaire-trésorier du conseil provisoire signent tous contrats ou actes dont la signature a été autorisée soit par le conseil de la cité d'Arvi-

3. The new city is governed by the provisions of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), except when incompatible with the terms and conditions of the amalgamation as stated herein;

4. The following legislative provisions shall apply to the new City of Arvida (Annex "B"):

(*a*) sections 43, 44, 48, 55, 57, 58, 59, 60, 66, 67 and 68 of chapter 78 of the Statutes of 1926;

(*b*) section 5 of chapter 99 of the Statutes of 1960;

5. Until the first general election, the interim council shall be composed of Messrs. Francis Dufour, Paul-Émile Lamirande, Georges-L. Potvin, Albert Tremblay, Gérard Pelletier and Alcide Théberge, all members of the council of the city of Arvida, and of one member of the council of the village of Saint-Jean-Eudes;

6. The mayor of the interim council of the new city shall be Mr. Francis Dufour, mayor of the city of Arvida;

7. At the first meeting in the month of December 1969 of the council of the village of Saint-Jean-Eudes, the persons forming the said municipal council elected among themselves a person to serve as councillor for the northeast ward until the first general election of the new city;

8. The first meeting of the interim council shall be held on the second juridical Monday following the coming into force of the letters patent. It will be held at the civil hall in the town Hall of the city of Arvida, at eight (8) o'clock p.m. and without further notice.

9. The electoral lists shall be prepared and drawn up in due time for the first general election and according to the provisions of the Cities and Towns Act;

10. The first general election shall be held on the first Sunday of November 1970 and the nomination of candidates will be made according to the provisions of the Cities and Towns Act;

11. Subsequent general elections shall be held every four (4) years, on the first Sunday of November;

12. From and after the first general election, the municipal council of the new city shall be composed of the mayor and six councillors elected, that is, one for each of the wards designated at section 13;

13. The territory of the new municipality of the city of Arvida shall be divided into six wards, named as follows:

Wards North, Northeast, Centre, West, South and East.

The technical description of each ward is the same as that prepared and signed by the land-surveyor, Mr. Jean-Marie Lamarre, from the city of Chicoutimi, dated October 14, 1969 and reference made to the said description is to be worth as if it were said at full length and it is an integrant part as Annex "C" of the abovementioned order;

14. All by-laws, minutes, resolutions, contracts, acts and other documents of the same kind shall remain in force within the territory for which they have been passed, approved or adopted, and such, until they are amended or abrogated by the council of the new city.

The mayor or, in his absence, the acting mayor and the secretary-treasurer of the interim council shall sign all contracts or acts the signing of which was authorized by either the council of the

da, soit par le conseil de la municipalité du village de Saint-Jean-Eudes mais qui n'ont pas encore été signés. Ces contrats ou actes peuvent se signer tels que préparés;

15° Pour des fins de votation sur des règlements assujettis à l'approbation des personnes majeures inscrites sur le rôle d'évaluation comme propriétaires d'immeubles imposables, le conseil provisoire de la nouvelle ville fera procéder, le plus tôt possible après l'entrée en vigueur des lettres patentes, à l'égalisation des rôles d'évaluation des biens imposables des deux municipalités qui fusionnent, en utilisant les facteurs déterminés par Évaluation Technique Inc., de la cité de Jonquière, et utilisés par la Commission Scolaire Régionale Lapointe; les normes d'évaluation seront celles qui étaient en vigueur dans la cité d'Arvida.

Les rôles de perception des deux municipalités qui fusionnent, en vigueur lors de l'octroi des lettres patentes, demeureront en vigueur, et les taxes seront perçues des contribuables et des payeurs de taxes conformément aux impositions dans lesdits rôles.

Le conseil de la nouvelle ville d'Arvida fera procéder pour l'année d'imposition 1971 à l'évaluation des biens-fonds de la municipalité conformément au paragraphe 1 de l'article 485 de la Loi des cités et villes;

16° Pour l'année financière 1970, le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes et autres redevances municipales est décrété par le conseil provisoire de la nouvelle ville;

17° Au chapitre de la taxation de toute nature, le conseil de la nouvelle ville d'Arvida traitera tous les contribuables sur un pied d'égalité et sans discrimination;

18° Le conseil de la nouvelle ville procédera, selon sa capacité financière, à l'installation et à l'amélioration normale et progressive des différents services qu'il aura à fournir aux résidents du territoire du village de Saint-Jean-Eudes, en tenant compte de ses obligations et exigences budgétaires et selon les normes établies et généralement suivies pour le développement des différents secteurs de la cité d'Arvida;

19° Sous réserve des pouvoirs de taxation conférés par l'article 522 de la Loi des cités et villes, et jusqu'à ce que le conseil de la nouvelle ville d'Arvida en décide autrement, le coût de l'installation d'égout sanitaire, y compris les raccordements entre cet égout et les égouts privés, de l'ouverture de nouvelles rues et de la construction de bordures de rues et de trottoirs en béton de ciment, doit être supporté par les propriétaires intéressés, et la taxe à prélever, pendant le terme de l'emprunt, doit être suffisante pour payer les intérêts chaque année et constituer le capital remboursable à l'échéance des obligations;

20° Les fonctionnaires et employés de la cité d'Arvida demeurent au service de la nouvelle ville, au même titre, sans diminution de traitement ou de salaire jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par le conseil.

Les quatre (4) employés et fonctionnaires permanents de la municipalité du village de Saint-Jean-Eudes demeurent au service de la nouvelle ville dans les fonctions qui leur seront attribuées par le conseil, sans diminution de traitement ou de salaire;

21° Tout l'actif et tout le passif des deux municipalités qui fusionnent feront partie de l'actif et du passif de la nouvelle ville d'Arvida;

city of Arvida or the council of the municipality of the village of Saint-Jean-Eudes but which have not yet been signed. These contracts or acts may be signed as prepared;

15. For voting purposes on by-laws subject to the approval of persons of full age entered on the valuation roll as owners of assessable immovables, the interim council of the new city shall proceed, as soon as possible after the coming into force of the letters patent, to standardize the valuation rolls of assessable immovables in the two amalgamating municipalities, by using the factors determined by "Évaluation Technique Inc." of the city of Jonquière, and used by the Lapointe Regional School Board; the valuation standards shall be those in force in the city of Arvida.

The collection rolls of the two amalgamating municipalities, in force at the date of the granting of the letters patent, shall remain in force, and taxes shall be collected from taxpayers in accordance with the impositions of the said rolls.

The council of the new city of Arvida shall proceed to have the landed property of the municipality assessed for the taxable year 1971, in accordance with paragraph 1 of section 485 of the Cities and Towns Act;

16. For the fiscal year 1970, the rate of interest on tax arrears and other municipal dues shall be decreed by the interim council of the new city;

17. On taxation matters, the council of the new city of Arvida shall deal with all taxpayers on equal terms and without discrimination.

18. The council of the new city shall proceed, according to its financial ability, to the normal and progressive installation and improvement of the different services which should be given the residents of the territory of the village of Saint-Jean-Eudes, taking into account its obligations and budget exigencies and according to the standards set up and usually applied for the development of the different sectors of the city of Arvida;

19. Subject to the power to tax conferred by section 522 of the Cities and Towns Act, and until the council of the new city of Arvida shall decide otherwise, the cost for the installation of a sanitary sewer, including connections between such sewer and the private drains, the opening of new streets and the construction of concrete street curbs and sidewalks, should be charged to the interested property-owners and the tax to be imposed during the duration of the loan should be sufficient to pay the interest each year and to make up a capital repayable at the maturity of the bonds;

20. The functionaries and employees of the city of Arvida shall remain in the service of the new city, with the same rights, and without decrease in wages or salary until they resign or until otherwise determined by the council;

The four (4) permanent employees and functionaries of the municipality of the village of Saint-Jean-Eudes shall remain in the service of the new city, with the duties assigned to them by the council, without decrease in wages or salary;

21. All the assets and liabilities of the two amalgating municipalities shall become part of the assets and liabilities of the new city of Arvida;

22° Les emprunts ou les parties d'emprunt qui étaient à la charge de tous les biens-fonds de la cité d'Arvida ou du village de Saint-Jean-Eudes seront à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville d'Arvida;

23° La Cour municipale régissant le territoire de la cité d'Arvida aura juridiction sur tout le territoire de la nouvelle ville, et ladite Cour devient la Cour municipale de la nouvelle municipalité.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
LUCIEN DARVEAU.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la fusion volontaire des municipalités.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
35810-o RICHARD BEAULIEU.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) tel qu'amendé par le chapitre 55 des lois du Québec pour l'année 1968, édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par la présente loi, octroyer des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la présente loi, ou retrancher de sa charte toute disposition pour laquelle aucune disposition correspondante n'existe dans la présente loi;

ATTENDU que le conseil de la cité de Lauzon, par sa requête en date du 20 mai 1970, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant l'article 68 *b*) de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité de Lauzon, par l'article 9 du chapitre 82 des lois de 1951-1952, les articles 10, 11, 13, 14, 16, 19, 20, 21, 22, 24 et 32 du chapitre 82 des lois de 1951-1952, les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 17 du chapitre 89 des lois de 1955-1956 par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes, et en

22. The loans or the portions of loans which were charged to the landed properties of the city of Arvida or the village of Saint-Jean-Eudes shall be charged to the taxable landed properties of the city of Arvida;

23. The Municipal Court governing the territory of the city of Arvida shall have jurisdiction over the whole territory of the new city, and the said Court shall become the Municipal Court of the new municipality.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C. Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fifth day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice of the granting of the above letters patent is given in accordance with the provisions of section 13 of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

RICHARD BEAULIEU,
35810 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) as amended by charter 55 of the Statutes of Québec of 1968, decrees that the Lieutenant-Governor in Council may, upon the request of a Council of any city or town corporation, even if it is not governed by this statute, issue letters patent to replace totally or in part the provisions of its charter by those of this statute, or strike from its charter any provision for which a corresponding provision does not exist in this statute;

WHEREAS the Council of the City of Lauzon, by its petition dated May 20, 1970, asks that letters patent be issued in its favor, in order to amend its charter by replacing section 68 *b*) of the Cities and Towns Act, decreed for the City of Lauzon, by section 9 of chapter 82 of the Statutes of 1951-1952, sections 10, 11, 13, 14, 16, 19, 20, 21, 22, 24 and 32 of chapter 82 of the Statutes of 1951-1952, sections 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 17 of chapter 89 of the Statutes of 1955-1956 by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, and

y retranchant l'article 15 du chapitre 89 des lois de 1955-1956 pour lequel aucune disposition correspondante n'existe dans la Loi des cités et villes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2633, en date du 8 juillet 1970, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Lauzon, datée du 20 mai 1970, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Lauzon soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, et que soit retranché, tel que ci-haut mentionné, l'article 15 du chapitre 89 des lois de 1955-1956 pour lequel aucune disposition correspondante n'existe dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), tel qu'amendé par le chapitre 55 des lois du Québec pour l'année 1968.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

35810-o LUCIEN DARVEAU.

by striking section 15 of chapter 89 of the Statutes of 1955-1956 for which a corresponding provision does not exist in the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 2633, dated July 8, 1970, We grant the petition of the Council of the City of Lauzon, dated May 20, 1970, and We hereby declare and order by these letters patent which will come into force from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the provisions hereabove mentioned of the charter of the City of Lauzon be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, and that, as hereabove mentioned, section 15 of chapter 89 of the Statutes of 1955-1956 for which a corresponding provision does not exist in the Cities and Towns Act be struck out, the whole in conformity with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), as amended by chapter 55 of the Statutes of Québec of 1968.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of July in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,

35810 *Assistant Deputy Attorney General.*

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2840

Québec, le 29 juillet 1970.

Présent: Le Lieusenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les pouvoirs de la Régie des Loteries et Courses en matière de systèmes de loteries et les modalités selon lesquelles des licences peuvent être délivrées.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 462, en date du 4 février 1970, le règlement numéro 1 relatif aux licences pour systèmes de loteries a été approuvé et décrété en vigueur pour une période provisoire de six mois, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur les Loteries et Courses (chapitre 28 des lois de 1969);

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre de la Justice:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2840

Québec, July 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the powers of the *Régie des loteries et courses* as regards lottery schemes and the conditions under which licences may be issued.

WHEREAS by order in council number 462, dated the 4th of February 1970, Regulation number 1 respecting licences for lottery schemes was approved and ordered in force for a provisional period of six months, in accordance with section 21 of the Lotteries and Races Act (Chapter 28 of the statutes of 1969);

IT IS ORDERED, upon motion of the Minister of Justice:

QUE ledit règlement numéro 1 relatif aux licences pour systèmes de loteries soit remplacé par le suivant, lequel est annexé au présent arrêté en conseil, à compter du 4 août 1970.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÉGIE DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Relatif aux licences pour systèmes de loteries

Le Lieutenant-gouverneur en conseil décrète et ordonne:

1° Outre les pouvoirs qui lui sont attribués par la Loi sur les loteries et courses (S.Q. 1969, chapitre 28), ci-après appelée « la loi », la Régie des loteries et courses du Québec, ci-après appelée « la Régie », a suivant le deuxième alinéa de l'article 21 de ladite loi, le pouvoir de délivrer des licences autorisant des personnes à conduire et administrer des systèmes de loteries et elle peut en conséquence délivrer des licences aux fins d'autoriser:

a) un organisme de charité ou un organisme religieux à conduire et administrer un système de loterie au Québec

et, à cette fin, toute personne, sous l'autorité de cette licence, à faire toute chose visée dans l'un des alinéas *a* à *g* du paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 179 du Code Criminel, sauf en ce qui concerne un jeu de dés, de bonneteau, de planche à trous (punch board) ou de table à sous,

(i) si le produit du système de loterie est utilisé pour des fins ou oeuvres charitables ou religieuses, et

(ii) si, dans le cas d'un système de loterie conduit par un organisme de charité ou un organisme religieux dans une vente de charité,

(A) le montant ou la valeur de chaque prix attribué ne dépasse pas cent dollars,

(B) et l'argent ou autre valeur payé pour obtenir une chance de gagner un prix ne dépasse pas cinquante cents,

(iii) aux fins du présent règlement un organisme signifie toute organisation qui accomplit une oeuvre sans but lucratif en vue:

1. de soulager la pauvreté
2. de l'éducation
3. de l'avancement de la religion
4. de tout autre dessein avantageux pour la collectivité

et comprend une organisation désignée comme telle par le ministre sur la recommandation de la Régie;

b) une foire ou exposition agricole, ou un exploitant d'une concession donnée à bail par le conseil d'une foire ou exposition agricole, à conduire et administrer un système de loterie au Québec,

et, à cette fin, toute personne, sous l'autorité de cette licence, à faire toute chose visée dans l'un des alinéas *a* à *f* du paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 179 du Code Criminel;

c) et toute personne, à conduire et administrer un système de loterie dans un lieu d'amusement public au Québec

et, à cette fin, toute personne, sous l'autorité de cette licence, à faire toute chose visée dans les alinéas *a* à *g* du paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 179 du Code Criminel, sauf en ce qui concerne un jeu de dés, de bonneteau, de planche à trous (punch board) ou de table à sous,

THAT from the 4th of August 1970 the said Regulation number 1 respecting licences for lottery schemes be replaced by the following, which is a schedule to this order in council.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

RÉGIE DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC

REGULATION NUMBER 1

Respecting licences for lottery schemes

The Lieutenant-Governor in Council orders:

1. In addition to the powers conferred upon it by the Lotteries and Races Act (S.Q. 1969, chapter 28), hereinafter called "the Act", the *Régie des loteries et courses du Québec*, hereinafter called "the Board", shall, in accordance with the second paragraph of section 21 of the said act, have the power to issue licences authorizing persons to conduct and manage lottery schemes and, accordingly, it may issue licences for the purposes of authorizing:

(*a*) *charitable or religious organizations* to conduct and manage a lottery scheme in Québec

and for such purpose, any person under the authority of such licence to do any thing contemplated in any of paragraph *a* to *g* of subsection 1 or in subsection 4 of section 179 of the Criminal Code, except as regards dice games, three card monte, punch board or coin table, if

(i) the proceeds from the lottery scheme are used for a charitable or religious object or purpose, and

(ii) in the case of a lottery scheme conducted by a charitable or religious organization at a bazaar,

(A) the amount or value of each prize awarded does not exceed one hundred dollars, and

(B) the money or other valuable consideration paid to secure a chance to win a prize does not exceed fifty cents,

(iii) for the purposes of this regulation, an organization means any body which does non-profit work with a view to:

1. relieving poverty
2. education
3. the advancement of religion
4. any other objective favourable to the population

and includes any body or organization designated as such by the Minister upon recommendation by the Board;

(*b*) *an agricultural fair or exhibition, or an operator of a concession leased* by an agricultural fair or exhibition board, to conduct and manage a lottery scheme in the province of Québec,

— and, for such purpose, any person under the authority of such license to do any thing contemplated in any of paragraphs *a* to *f* of subsection 1 or in subsection 4 of section 179 of the Criminal Code;

(*c*) *and any person* to conduct and manage a lottery scheme at a public place of amusement in the province of Québec.

— and for such purpose any person, under the authority of such licence to do any thing contemplated in paragraph *a* to *g* of subsection 1 or in subsection 4 of section 179 of the Criminal Code, except as regards dice games, three-card monte, punch board or coin table, if

(i) si le montant ou la valeur de chaque prix attribué ne dépasse pas cent dollars,

(ii) et si l'argent ou autre valeur payé pour obtenir une chance de gagner un prix ne dépasse pas cinquante cents.

2° En plus d'être soumis aux conditions édictées dans le présent règlement, le pouvoir d'émettre des licences conféré à la Régie aux termes de l'article 1 du présent règlement, est soumis *mutatis mutandis* aux dispositions des articles 22 à 25 de la Loi, ainsi qu'aux autres modalités ou conditions qui pourront être édictées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3° Sous réserve des dispositions du présent règlement, la Régie peut délivrer à tout requérant une licence pour conduire et administrer un ou des systèmes de loteries conformément aux modalités édictées au présent règlement ainsi qu'aux conditions additionnelles que la Régie peut spécifier en vertu des dispositions contenues au présent règlement.

4° *a*) Une licence peut être délivrée pour plus d'un système de loteries, s'ils sont de même catégorie et s'ils doivent être conduits en entier par le même détenteur de licence, au même lieu, durant le même jour ou la même période, et aux mêmes fins.

b) Si une licence est délivrée pour plus d'un système de loteries, elle doit contenir des indications suffisantes sur chaque système, et mentionner clairement qu'elle est valable pour chacun d'eux.

5° En outre des recours que possède le Procureur Général, la Régie, après avoir délivré une licence, peut, si elle juge dans l'intérêt public de le faire

a) retirer cette licence et ordonner la discontinuation du système de loterie,

b) confisquer les argents recueillis de même que la somme déposée en cautionnement, si elle en a exigé une,

c) procéder au tirage au sort des gagnants et leur attribuer les prix conformément au système en entier ou au prorata dans le cas où les deniers confisqués sont insuffisants.

6° Tout système de loterie doit être conduit et administré dans des lieux conformes à la loi et aménagés suivant les règlements de construction, de salubrité et de sécurité publiques décrétés par l'autorité municipale ou provinciale.

7° La Régie peut faire enquête pour déterminer si les profits réalisés dans la conduite et l'administration d'un système de loterie ont été effectivement utilisés en tout ou en partie aux fins ou oeuvres pour lesquelles une licence a été délivrée.

8° Sujette aux restrictions imposées dans le Code Criminel, la Régie peut fixer la somme ou valeur maximum de tous les lots à être attribués dans un système de loterie.

9° La Régie peut fixer le nombre maximum de toutes les chances de gagner un lot dans un système de loterie.

10° La Régie peut fixer le lieu, la date et l'heure qu'elle croit appropriés pour le tirage au sort des gagnants ou l'attribution des lots. *Tout tirage au sort doit être public et fait devant au moins trois témoins.*

11° La Régie peut limiter le nombre et la fréquence des licences et des systèmes de loteries, dans une région ou une municipalité.

12° La Régie peut déterminer toutes autres modalités et conditions propres à assurer la protection du public et l'ordre public.

(i) the amount or value of each prize awarded does not exceed one hundred dollars, and

(ii) the money or other valuable consideration paid to secure a chance to win does not exceed fifty cents.

2. The power to issue licences, conferred upon the Board by article 1 of this regulation, shall, besides being subject to the conditions herein ordered, be subject *mutatis mutandis* to sections 22 to 25 of the Act and to such other terms and conditions as may be ordered by the Lieutenant-Governor in Council.

3. Subject to this regulation, the Board may issue a licence to conduct and manage one or more lottery schemes to any applicant in accordance with the terms and conditions hereby ordered and with such other conditions as the Board may specify under this regulation

4. (*a*) A licence may be issued for several lottery schemes if they are of the same class and if they are to be conducted entirely by the same licensee, at the same place, on the same day or at the same time, and for the same purposes.

(*b*) If a licence is issued for several lottery schemes, it must contain sufficient information recpecting each scheme and clearly indicate that it is valid for each scheme.

5. In addition to the recourses which the Attorney-General has, the Board, after issuing a licence, may, if it deems it in the public interest to do so.

(*a*) withdraw such licence and order that the lottery scheme be discontinued,

(*b*) confiscate the moneys collected and the amount deposited as security, if such amount has been required,

(*c*) draw the winners by lots and award the prizes to them, in accordance with the scheme, in whole or prorata in cases where the moneys confiscated are insufficient.

6. Every lottery scheme must be conducted and managed in surroundings which comply with the law and are equipped in accordance with the building, health and public safety by-laws or regulations passed by provincial or municipal authority.

7. The Board may conduct an investigation to determine whether the profits realized in the conducting and management of a lottery scheme have been actually used, in whole or in part, for the purposes or objects for which a licence has been issued.

8. Subject to the restrictions imposed by the Criminal Code, the Board may fix the maximum total or value of all the prizes to be accorded in a lottery scheme.

9. The Board may fix the maximum number of all chances to win a prize in a lottery scheme.

10. The Board may fix such place, day and hour as it deems appropriate for the drawing of winners by lots or for the awarding of prizes. *Every drawing must be public and must be effected before at least three witnesses.*

11. The Board may restrict the number and frequency of licences and lottery schemes in any municipality.

12. The Board may determine any other terms and conditions necessary to ensure public order and the protection of the public.

13° Pour obtenir une licence de la Régie, il faut:

a) être citoyen canadien;

b) avoir 21 ans accomplis;

c) être exempt de toute condamnation pour acte criminel punissable par voie de mise en accusation;

d) produire le permis requis par toute loi réglementant l'occupation du domaine privé et public dans une municipalité de la province;

e) produire tout autre document que la Régie peut exiger.

14° Toute personne qui désire obtenir une licence doit en faire la demande à la Régie.

Elle doit répondre aux questions contenues dans une formule qui lui est fournie par la Régie.

Dans sa demande, en plus de tout autre renseignement que peut exiger la Régie, le requérant doit fournir:

a) ses nom, adresse et occupation, son numéro de téléphone et la date et lieu de sa naissance;

b) une description des règles du système de loterie pour lequel la licence est demandée;

c) s'il y a lieu, l'adresse et le nom de la salle où doit se tenir la réunion ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du propriétaire de l'immeuble où est située la salle;

d) le nombre approximatif de personnes qui participeront à la réunion, le cas échéant;

e) le nombre de systèmes de loteries auxquels les joueurs seront appelés à participer, le prix de vente de chaque chance de gagner un prix et la valeur de chaque prix devant être attribué aux gagnants de chaque système;

f) l'heure, la date et le lieu où commencera chaque système de loteries et la réunion à cette fin, le cas échéant, ainsi que l'heure, la date et le lieu de la clôture de chaque système et de la réunion, le cas échéant;

g) le nombre de chances de gagner un prix pour chaque système;

h) le lieu, la date et l'heure du tirage au sort des prix ou des lots à gagner;

i) s'il s'agit d'un sytème de loterie pour des fins ou oeuvres religieuses ou de charité, une description sommaire de ces fins ou oeuvres;

j) si les lots sont en nature, une description sommaire de ces lots avec indication de leur valeur respective.

15° Avec sa requête, le requérant doit payer en argent, par mandat ou chèque visé à la Régie un honoraire de $10 pour chaque licence.

Cependant, toute personne qui conduit et administre des systèmes de loterie en des endroits séparés et moyennant des honoraires est un organisateur professionnel. De ce fait, elle est astreinte à l'obtention d'une licence spéciale et pour ce faire doit verser un honoraire de $50 par événement.

16° Toute demande de licence doit être faite par une personne physique en son nom pesonnel ou au nom d'une corporation. Si plusieurs personnes font une demande conjointe, cette demande doit être signée par chacune d'elles. En outre, dans le cas d'une corporation, la demande doit être appuyée d'une copie certifiée de la résolution de la corporation autorisant les personnes requérantes à signer à cette fin; cette résolution doit indiquer le nom de la personne au nom de qui la licence doit être délivrée pour le bénéfice de la corporation.

17° Lors du dépôt de sa requête, le requérant, doit signer un engagement de faire par écrit à la Régie un rapport complet sur le système de loterie qu'il conduira, et cela dans les quinze jours après

13. In order to obtain a licence from the Board, a person must:

(*a*) be a Canadian citizen;

(*b*) be of the full age of 21 years;

(*c*) not have been convicted of any indictable offence;

(*d*) produce the permit required by any law governing occupation of the public and private domain in a municipality of the Province;

(*e*) produce any other document which the Board may require.

14. Every person who wishes to obtain a licence must apply therefor to the Board.

He must reply to the questions contained in a form furnished to him by the Board.

The applicant must state in his application, in addition to such other information as the Board may require:

(*a*) his name, adress, occupation and telephone number and the date and place of his birth;

(*b*) a description of the rules of the lottery scheme respecting which the licence is applied for;

(*c*) if necessary, the address and name of the hall where the meeting is to be held, and the name, address and telephone number of the owner of the immovable where the hall is located;

(*d*) if necessary, the approximate number of persons who will take part in the meeting;

(*e*) the number of lottery schemes in which players will be invited to participate, the sale price to paid for each chance to win a prize and the value of each prize to be awarded to the winners in each scheme;

(*f*) the date, time and place of the commencement of each lottery scheme and, if need be, of the meeting for such purpose, and the date, time and place of the closing of each schedule and of the meeting; if need be;

(*g*) the number of chances to win a prize in each scheme;

(*h*) the place, date and time of the drawing of the prizes to be won;

(*i*) in the case of a lottery scheme for religious or charitable purposes or objects, a summary description of such purposes or objects;

(*j*) if the prizes are in kind, a summary description of such prizes with an indication of their respective values.

15. With his application the applicant must pay in cash or by a money order or cheque payable to the Board, a fee of $10 for each licence.

However, any person who conducts and manages lottery schemes in separate places, for fees, is a professional organizer; he must therefore obtain a special licence and, to do so, must pay a fee of $50 per event.

16. Every application for a licence must be made by a physical person in his own name or in the name of a corporation, If several persons make a joint application, it must be signed by each of them. Also, in the case of a corporation, the application must be accompanied by a certified copy of the corporation's resolution authorizing the applicants to sign for such purpose; such resolution must indicate the name of the person to whom the licence is to be issued for the benefit of the corporation.

17. At the time of the filing of his application, the applicant shall sign an undertaking to make a complete written return to the Board on the lottery scheme which he will conduct, within

la date fixée pour l'attribution des lots au hasard; ce rapport doit entre autre indiquer:

a) les recettes et déboursés;
b) le nombre et la valeur des prix attribués aux gagnants;
c) le nom et l'adresse de ces derniers sous leur propre signature;
d) le nom et l'adresse d'au moins trois témoins du processus de collation des chances de gagner un prix et du tirage au sort qui suit;

e) le nombre de billets vendus et le nombre de billets non vendus.

18. Avant de délivrer une licence, la Régie peut à sa discrétion convoquer le requérant ou toute personne susceptible de lui donner des renseignements utiles et mener toute enquête qu'elle jugera nécessaire. Elle peut alors, si elle le juge à propos pour la protection du public, exiger un dépôt de cautionnement suffisant pour payer les prix que le système de loterie prévoit comme devant être attribués aux gagnants.

19° Lorsqu'une demande de licence est faite au nom d'une société, une copie certifiée de l'enregistrement de cette dernière doit être déposée à la Régie avec la demande; dans le cas d'une corporation, le requérant doit déposer une copie certifiée de son acte d'incorporation.

20° Dans le cas où le détenteur d'une licence fait défaut de soumettre à la Régie le rapport prévu à l'article 17, le dépôt du cautionnement, s'il en a été exigé un, est confisqué et aucune licence ne peut être accordée jusqu'à ce que le détenteur se soit conformé aux exigences du présent règlement ainsi qu'à celles que la Régie peut déterminer.

Il en sera de même dans le cas où il est établi à la satisfaction de la Régie que les conditions et modalités de la délivrance d'une licence n'ont pas été observées. La somme déposée en cautionnement peut être remise au détenteur d'une licence lorsque la Régie juge que ses prescriptions ont été remplies à sa satisfaction.

21° Le pourcentage minimum des recettes provenant d'un système de loterie qui doit être affecté à la distribution en lots au public participant par le détenteur d'une licence est fixé par la Régie mais il ne peut être inférieur à 10%.

22° Le pourcentage maximum des recettes d'un système de loterie qui doit être affecté à défrayer les frais d'administration, d'organisation et de conduite de ce système de loterie par le détenteur d'une licence est de:
15% pour le premier $1,000;
7½% pour le deuxième $1,000;
5% quant au reste.

23. La Régie demeure toujours propriétaire des licences. Les détenteurs ne peuvent les considérer ni les évaluer comme partie de leur patrimoine.

24. Toute licence doit être affichée à la vue du public, porter l'empreinte du sceau de la Régie et stipuler les renseignements suivants:

a) le nom et l'adresse de la personne en faveur de qui elle a été émise;
b) l'organisme au profit duquel seront versés les fonds perçus à l'occasion de l'événement autorisé;
c) le lieu, l'heure et la date de l'événement;
d) le numéro matricule de la licence;
e) le nom et l'adresse de l'organisateur professionnel dont les services ont été requis pour conduire et administrer tout système de loterie.

fifteen days after the date fixed for the awarding of the prizes by lot; such return shall indicate, *inter alia;*

(*a*) receipts and disbursements;
(*b*) the number and value of the prizes awarded to the winners;
(*c*) the names and addresses of the winners over their own signatures;
(*d*) the names and addresses of at least three persons who witnessed the method of granting chances to win a prize and the subsequent drawing by lots;
(*e*) the number of tickers sold and the number of tickets unsold.

18. Before issuing a licence, the Board, in its discretion, may convene the applicant or any person likely to give it useful information, and conduct any inquiry which it may deem useful.

It may then, if it so deems expedient for the protection of the public, require a deposit of security sufficient to pay the prizes which the lottery scheme foresees will be distributed to the winners.

19. Where an application for a licence is made on behalf of a partnership, a certified copy of the registration of such partnership must be filed with the Board along with the application; in the case of a corporation, the applicant must deposit a certified copy of its instrument of incorporation.

20. If a licensee fails to submit the return provided for in article 8 to the Board, the deposit of secutiry, if any has been required, shall be confiscated and no licence shall be issued until the holder has complied with the requirements of this regulation and with such requirements as the Board may determine.

The same shall apply in cases where it is established to the satisfaction of the Board that the terms and conditions for the issue of a licence have not been met. The amount deposited as security may be remitted to the licensee when the Board deems that its requirements have been complied with to its satisfaction.

21. The minimum percentage of the receipts derived from a lottery scheme which must be set aside for distribution as prizes to the participating public by a licensee shall be fixed by the Board but shall not be less than 10%.

22. The maximum percentage of the receipts from a lottery scheme which must be set aside for paying the costs of managing, organizing and conducting such lottery scheme by a licensee shall be:
15% for the first $1,000;
7½% for the second $1,000;
5% as regards the rest.

23. The Board shall always remain the owner of the licences. The licensees shall not consider nor evaluate such licences as part of their patrimony.

24. Every licence must be posted up where it can be seen, must bear the stamps of the seal of the Board and must provide the following information:

(*a*) the name and address of the person to whom it was issued;
(*b*) the organization to the profit of which the moneys collected at the authorized event will be paid;
(*c*) the place, hour and day of the event;
(*d*) the serial number of the licence;
(*e*) the name and address of the professional organizer whose services were required to conduct and manage any lottery scheme.

25° Aucune licence ne peut être émise dans un établissement où un permis de la Régie des Alcools du Québec a été accordé et où des boissons alcooliques sont servies.

35712-o

25. No licence shall be issued in an establishment where a Québec Liquor Board permit has been granted and alcoholic beverages are served.

35712-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

(*Erratum*)

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami et Lac St-Jean.

Une erreur typographique s'est glissée dans l'avis qui fut publié dans la *Gazette officielle* du 4 juillet 1970 à la page 3794. Dans le dernier paragraphe, version française, nous aurions dû lire: quarante-cinq (45) heures par semaine réparties comme suit: Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: 8 h du matin à 5 h 30 de l'après-midi au lieu de 5 h de l'après-midi.

35216-x

Order in Council
Executive Council Chamber

(*Erratum*)

CONCERNING amendments to the decree respecting the Hairdressing Trades in the electoral districts of Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami and Lac St-Jean.

A typographical error was found in the notice published in the *Official Gazette* of July 4, 1970, on page 3794. In the last paragraph, French version, one should have read: forty-five (45) hours per week, scheduled as follows: Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m., instead of 5:00 p.m.

35216-x

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2890

Québec, le 29 juillet 1970.

Présent Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gas à la compagnie Domtar ltée.

ATTENDU QUE demande a été faite le 15 mai 1970 au ministère des Richesses naturelles pour que les dispositions de la Loi du Québec 1969 chapitre 35, modifiant la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz s'appliquent à la compagnie Domtar ltée;

ATTENDU QUE les activités principales de la compagnie ont toujours été et sont encore la fabrication, la distribution et la vente de produits chimiques, de matériaux de construction et de produits dérivés des pâtes et papiers;

ATTENDU QUE la production, la vente ou la distribution d'énergie électrique par la compagnie n'a constitué et ne constitue encore qu'une activité accessoire de son entreprise;

ATTENDU QUE la Régie de l'Électricité et du Gaz a été consultée.

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QU'en vertu de la Loi du Québec 1969 chapitre 35, les dispositions du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 34 de la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz (Statuts refondus, 1964, chapitre 87) à l'exception de celles des sous-paragraphes *c* et dudit paragraphe 1, de même que toutes dispositions législatives au même effet ayant pu exister avant le 1er septembre 1945, ne se sont jamais appliquées et ne s'appliquent pas depuis le 17 janvier 1929 et ne s'appliqueront pas tant et aussi longtemps que la vente d'énergie électrique par la Compagnie Domtar ltée ne dépassera pas 5% de ses ventes totales;

QUE publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,

35713-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2890

Québec, July 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING enforcement of the Electricity and Gaz Board Act with regard to the Compagnie Domtar ltée.

WHEREAS on May 15, 1970 a request was made to the Natural Resources Department to ensure that the provisions of the Québec Statute of 1969, chapter 35 modifying the Electricity and Gas Board Act should apply to the Compagnie Domtar ltée;

WHEREAS the main activities of the company have always been and will always be the manufacturing, the distribution and the sale of chemical products, building materials and products derived from pulp and paper;

Whereas the production, sale or distribution of electric power by the company has been in the past and is but a sideline of the company;

WHEREAS the Electricity and Gas Board Act has been consulted.

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT, pursuant to the Québec Statute of 1969, chapter 35, the provisions of subsection of paragraph 1 of article 34 of the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87) with the exception of those provisions of subparagraphs "*c*" and "*d*" and of the said paragraph 1, as well as all legislative provisions to the same effect which might have been in force before September 1, 1945, were never enforced and have bot been enforced since January 17, 1929 and will not be enforced for as long as the sale of electric power by the Compagnie Domtar ltée does not surpass 5% of its total sales.

That publication be made to this effect in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,

35713 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2891

Québec, le 29 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz à la Compagnie Gulf, Pulp and Paper.

ATTENDU QUE demande a été faite le 20 mai 1970 au ministère des Richesses naturelles pour que les dispositions de la Loi du Québec 1969, chap. 35, modifiant la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz s'appliquent à la Compagnie Gulf, Pulp and Paper;

ATTENDU QUE l'activité principale de la compagnie a toujours été et est encore la fabrication de la pulpe;

ATTENDU QUE la production, la vente ou la distribution d'énergie électrique par la compagnie n'a constitué et ne constitue encore qu'une activité accessoire de son entreprise;

ATTENDU QUE la Régie de l'Électricité et du Gaz a été consultée.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QU'EN vertu de la Loi du Québec 1969, chap. 35, les dispositions du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 34 de la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz (Statuts refondus, 1964, chap. 87) à l'exception de celles des sous-paragraphes *c* et *d* dudit paragraphe 1, de même que toutes les dispositions législatives au même effet ayant pu exister avant le 1er septembre 1945, ne se sont jamais appliquées et ne s'appliquent pas à la Compagnie Gulf, Pulp and Paper depuis le 15 mai 1902 jusqu'au 31 décembre 1975;

QUE publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
35713-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2892

Québec, le 29 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

MODIFIANT l'arrêté en conseil numéro 2213 du 30 juillet 1969, concernant la réduction de droits de coupe à St-Raymond Paper Limited.

ATTENDU QUE pour les raisons mentionnées dans l'arrêté en conseil 2213 du 30 juillet 1969, le ministre des Terres et Forêts a été autorisé à accorder une réduction de droits de coupe à St-Raymond Paper Limited, jusqu'au 31 décembre 1969, pour les bois que cette société utilise à son usine de pâte cellulosique à Desbiens, district électoral du Lac-St-Jean;

ATTENDU QUE la situation financière de la société est demeurée inchangée et qu'il y a lieu de prolonger au 31 décembre 1970 la réduction de droits de coupe accordée à ladite société.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts:

QUE les mots « jusqu'au 31 décembre 1969 », dans le premier alinéa du dispositif de l'arrêté en conseil numéro 2213 du 30 juillet 1969, soient remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 1970 », et ce, à compter du 30 juillet 1969.

Le greffier du Conseil exécutif,
35753-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

NUMBER 2891

Québec, July 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING enforcement of the Electricity and Gas Act with regard to the Gulf, Pulp and Paper Company.

WHEREAS on May 20, 1970 a request was made to the Natural Resources Department to ensure that the provisions of the Québec Statute of 1969, chapter 35 modifying the Electricity and Gas Board Act should apply to the Gulf, Pulp and Paper Company;

WHEREAS the main activity of the company has always been and still is the manufacturing of pulp;

WHEREAS the production, sale or distribution of electric power by the company has been in the past and still is but a sideline of the company.

WHEREAS the Electricity and Gas Board Act has been consulted.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources.

THAT, pursuant to the Québec Statute of 1969, chapter 35, the provisions of the subsection of paragraph 1 of article 34 of the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87) with the exception of those provisions of subparagraphs "*c*" and "*d*" of the said paragraph 1, as well as all legislative provisions to the same effect which might have been in force before September 1, 1945 never applied and will not apply to the Gulf, Pulp and Paper Company from May 15, 1902 until December 31, 1975;

THAT publication be made to this effect in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
35713 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2892

Québec, July 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

AMENDING Order in Council Number 2213 of July 30, 1969, concerning the reduction in stumpage dues at St-Raymond Paper Limited.

WHEREAS for the reasons mentioned in Order in Council 2213 of July 30, 1969, the Minister of Lands and Forests is authorized to grant a reduction in stumpage dues at St-Raymond Paper Limited, until December 31, 1969, for the wood that this company uses at its cellulose pulp plant at Desbiens, electoral district of Lake St. John;

WHEREAS the financial situation of the company has remained unchanged and that it is expedient to extend to December 31, 1970, the reduction in stumpage dues granted to the said company.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the words "until December 31, 1969", in the first paragraph of the provisions of Order in Council Number 2213 of July 30, 1969, be replaced by the words "until December 31, 1970", and such, from and after July 30, 1969.

JULIEN CHOUINARD,
35753 *Clerk of the Executive Council.*

Syndicats professionnels

Les Cadres Infirmiers Unis inc. United Management Nurses Inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 juin 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Les Cadres Infirmiers Unis inc.— United Management Nurses Inc. », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35788-o 34-70

Association des camionneurs artisans du comté de Montmagny

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 juillet 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des camionneurs artisans du comté de Montmagny », avec siège social situé à Notre-Dame-du-Rosaire, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35789-o 41-70

Professional Syndicates

Les Cadres Infirmiers Unis inc. United Management Nurses Inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 12, 1970, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Les Cadres Infirmiers Unis inc.— United Management Nurses Inc.", with its head office situated in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35788 34-70

Association des camionneurs artisans du comté de Montmagny

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 3, 1970, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des camionneurs artisans du comté de Montmagny", with its head office situated in Notre-Dame-du-Rosaire, judicial district of Montmagny.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35789 41-70

Soumissions — Demandes de

Ville de Cowansville
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Leduc, greffier, Hôtel de ville, 220, Place municipale, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 31 août 1970, pour l'achat de $950,000 d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $950,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 25,000
1er septembre 1972	25,000
1er septembre 1973	26,000
1er septembre 1974	28,000
1er septembre 1975	30,000
1er septembre 1976	32,000
1er septembre 1977	35,000
1er septembre 1978	36,000

Tenders — Request for

Town of Cowansville
Contuy de Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Leduc, Town Clerk, Town Hall, 220 Place municipale, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q., up to 8:00 in the evening, Monday, August 31, 1970, for the purchase of an issue of $950,000 of bonds for the town of Cowansville, county of Missisquoi, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, and not more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount at each different rate must cover one or more of the entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $950,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 25,000
September 1, 1972	25,000
September 1, 1973	26,000
September 1, 1974	28,000
September 1, 1975	30,000
September 1, 1976	32,000
September 1, 1977	35,000
September 1, 1978	36,000

1er septembre 1979	$ 41,000
1er septembre 1980	31,000
1er septembre 1981	36,000
1er septembre 1982	38,000
1er septembre 1983	40,000
1er septembre 1984	42,000
1er septembre 1985	44,000
1er septembre 1986	50,000
1er septembre 1987	53,000
1er septembre 1988	56,000
1er septembre 1989	63,000
1er septembre 1990	219,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $18,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $219,000 comprend un solde de $141,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$11,000
1er septembre 1992	11,000
1er septembre 1993	12,000
1er septembre 1994	13,000
1er septembre 1995	14,000
1er septembre 1996	14,000
1er septembre 1997	15,000
1er septembre 1998	16,000
1er septembre 1999	17,000
1er septembre 2000	18,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

September 1, 1979	$ 41,000
September 1, 1980	31,000
September 1, 1981	36,000
September 1, 1982	38,000
September 1, 1983	40,000
September 1, 1984	42,000
September 1, 1985	44,000
September 1, 1986	50,000
September 1, 1987	53,000
September 1, 1988	56,000
September 1, 1989	63,000
September 1, 1990	219,000

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, ten-year or fifteen-year short-term serial bonds;

2. Ten-year serial bonds with the balance as twenty-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as five-year short term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as ten-year short term and partly as twenty-year fixed term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as five-year short term and partly as twenty-year fixed term bonds.

6. Five-year short term serial bonds for the one part and twenty-year fixed term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the twenty-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $18,000, and if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortization, bearing in mind the tables of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, five-year or ten-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting by the last years of the maturities excluding the twenty-year fixed term part.

However, tenders shall be sent of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $219,000 includes a balance of $141,000 renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$11,000
September 1, 1992	11,000
September 1, 1993	12,000
September 1, 1994	13,000
September 1, 1995	14,000
September 1, 1996	14,000
September 1, 1997	15,000
September 1, 1998	16,000
September 1, 1999	17,000
September 1, 2000	18,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cowansville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $219,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $219,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 343 — $33,600 — renouvellement d'emprunt; 345 — $6,400 — renouvellement d'emprunt; 346 — $30,000 — renouvellement d'emprunt; 473 — $266,000 — bâtisses et terrains; 487 — $60,000 — aqueduc, égouts; 490 — $3,000 — aqueduc, égouts; 492 — $130,000 — voirie; 504 — $16,000 — services récréatifs et communautaires; 512 — $85,000 — voirie; 526 — $30,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 541 — $11,500 — aqueduc, égouts; 547 — $78,500 — aqueduc, égouts, voirie etc.; 580 — $200,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 31 août 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville 220, Place municipale, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville (Comté de Missisquoi), ce 4 août 1970.

Le greffier,
JEAN LEDUC.

Hôtel de ville, 220, Place municipale,
Cowansville (Missisquoi), P.Q.
Téléphone: 263-0141, code 514. 35787-o

The said bonds will **not** be redeemable in advance if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed term bonds for an amount equal to or less than $219,000. However, if they are issued partly for a twenty-year fixed term for an amount higher than $219,000 the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 343 — $33,600 — renewable loan; 345 — $6,400 — renewable loan; 346 — $30,000 — renewable loan; 473 — $266,000 — buildings and lots; 487 — $60,000 — aqueduct, sewers; 490 — $3,000 — aqueducts, sewers; 492 — $130,000 — roads; 504 — $16,000 — recreational and community services; 512 — $85,000 — roads; 526 — $30,000 — aqueduct, sewers, roads etc.; 541 — $11,500 — aqueduct, sewers; 547 — $78,500 — aqueduct, sewers, roads etc.; 580 — $200,000 roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 31, 1970 at 8:00 p.m., Town Hall, 220 Place Municipale, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville (County of Missisquoi), August 4, 1970.

JEAN LEDUC,
Town Clerk.

Town Hall, 220 Place municipale,
Cowansville (Missisquoi), P.Q.
Telephone: 263-0141, code 514. 35787

Ville de Charlemagne
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Camille Hachey, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la Corporation, 62, rue Sacré-Coeur, Charlemagne, comté de L'Assomption, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Centre récréatif, 87, rue Sacré-Coeur, Charlemagne, comté de L'Assomption, P.Q., mercredi, le 2 septembre 1970, pour l'achat de $310,000 d'obligations de la ville de Charlemagne, comté de L'Assomption, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Town of Charlemagne
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-Camille Hachey, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the Corporation, 62 Sacré-Coeur Street, Charlemagne, county of L'Assomption, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the Recreational Centre, 87 Sacré-Coeur Street, Charlemagne, county of L'Assomption, P.Q., on Wednesday, September 2, 1970, for the purchase of an issue of $310,000 of bonds for the town of Charlemagne, county of L'Assomption, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Tableau d'amortissement — $310,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 6,000
1er septembre 1972	6,000
1er septembre 1973	6,000
1er septembre 1974	7,000
1er septembre 1975	7,000
1er septembre 1976	8,000
1er septembre 1977	8,000
1er septembre 1978	9,000
1er septembre 1979	10,000
1er septembre 1980	10,000
1er septembre 1981	10,000
1er septembre 1982	11,000
1er septembre 1983	11,000
1er septembre 1984	12,000
1er septembre 1985	12,000
1er septembre 1986	13,000
1er septembre 1987	13,000
1er septembre 1988	13,000
1er septembre 1989	15,000
1er septembre 1990	123,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $14,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $123,000 comprend un solde de $107,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$ 9,000
1er septembre 1992	9,000
1er septembre 1993	9,000
1er septembre 1994	9,000
1er septembre 1995	11,000
1er septembre 1996	11,000
1er septembre 1997	11,000
1er septembre 1998	11,000
1er septembre 1999	13,000
1er septembre 2000	14,000

Table of redemption — $310,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 6,000
September 1, 1972	6,000
September 1, 1973	6,000
September 1, 1974	7,000
September 1, 1975	7,000
September 1, 1976	8,000
September 1, 1977	8,000
September 1, 1978	9,000
September 1, 1979	10,000
September 1, 1980	10,000
September 1, 1981	10,000
September 1, 1982	11,000
September 1, 1983	11,000
September 1, 1984	12,000
September 1, 1985	12,000
September 1, 1986	13,000
September 1, 1987	13,000
September 1, 1988	13,000
September 1, 1989	15,000
September 1, 1990	123,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $14,000, and, if higher than the latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall include only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $123,000 includes a balance of $107,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$ 9,000
September 1, 1992	9,000
September 1, 1993	9,000
September 1, 1994	9,000
September 1, 1995	11,000
September 1, 1996	11,000
September 1, 1997	11,000
September 1, 1998	11,000
September 1, 1999	13,000
September 1, 2000	14,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $123,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $123,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 114 — $47,000 — voirie; 113 — $4,000 — aqueduc, égouts; 115 — $96,000 — aqueduc, égouts; 116 — $49,000 — voirie; 117 — $114,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 2 septembre 1970, à 8 heures du soir, Centre récréatif, 87, Sacré-Coeur, Charlemagne, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlemagne (Comté de L'Assomption), ce 6 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
J.-CAMILLE HACHEY.

Bureau de la corporation, 62, rue Sacré-Coeur,
Charlemagne (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 642-7411,
581-2540, code 514. 35797-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $123,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $123,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 114 — $47,000 — roads; 113 — $4,000 — aqueduct, sewers; 115 — $96,000 — aqueduct, sewers; 116 — $49,000 — roads; 117 — $114,000 — aqueduct, sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 2, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Recreational Centre, 87 Sacré-Coeur, Charlemagne, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charlemagne (County of L'Assomption), August 6, 1970.

J.-CAMILLE HACHEY,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 62 Sacré-Coeur Street,
Charlemagne (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 642-7411,
581-2540, code 514. 35797

Municipalité d'Ireland
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Odias Thibault, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, Ireland, comté de Mégantic, P.Q. jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 2 septembre 1970, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la municipalité d'Ireland, comté de Mégantic, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 500
1er septembre 1972	500

Municipality of Ireland
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Odias Thibault, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, Ireland, Mégantic County, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, September 2, 1970, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the municipality of Ireland, Mégantic County, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 500
September 1, 1972	500

1er septembre 1973	$ 500
1er septembre 1974	500
1er septembre 1975	500
1er septembre 1976	500
1er septembre 1977	1,000
1er septembre 1978	1,000
1er septembre 1979	1,000
1er septembre 1980	1,000
1er septembre 1981	1,000
1er septembre 1982	1,000
1er septembre 1983	1,500
1er septembre 1984	2,000
1er septembre 1985	2,000
1er septembre 1986	2,000
1er septembre 1987	2,500
1er septembre 1988	2,500
1er septembre 1989	2,500
1er septembre 1990	176,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $18,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $176,000 comprend un solde de $173,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$ 3,000
1er septembre 1992	3,500
1er septembre 1993	4,000
1er septembre 1994	4,500
1er septembre 1995	4,500
1er septembre 1996	5,000
1er septembre 1997	5,500
1er septembre 1998	6,000
1er septembre 1999	6,500
1er septembre 2000	7,000
1er septembre 2001	8,000
1er septembre 2002	8,500
1er septembre 2003	9,500
1er septembre 2004	10,500

September 1, 1973	$ 500
September 1, 1974	500
September 1, 1975	500
September 1, 1976	500
September 1, 1977	1,000
September 1, 1978	1,000
September 1, 1979	1,000
September 1, 1980	1,000
September 1, 1981	1,000
September 1, 1982	1,000
September 1, 1983	1,500
September 1, 1984	2,000
September 1, 1985	2,000
September 1, 1986	2,000
September 1, 1987	2,500
September 1, 1988	2,500
September 1, 1989	2,500
September 1, 1990	176,000

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, ten-year or fifteen-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as twenty-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as five-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as ten-year short-term bonds and partly as twenty-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as five-year short-term and partly as twenty-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and twenty-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the twenty-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $18,000 and if higher than the latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, five-year or ten-year short-term bonds shall include only annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the twenty-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $176,000 includes a balance of $173,000 renewable for an additional twenty-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$ 3,000
September 1, 1992	3,500
September 1, 1993	4,000
September 1, 1994	4,500
September 1, 1995	4,500
September 1, 1996	5,000
September 1, 1997	5,500
September 1, 1998	6,000
September 1, 1999	6,500
September 1, 2000	7,000
September 1, 2001	8,000
September 1, 2002	8,500
September 1, 2003	9,500
September 1, 2004	10,500

1er septembre 2005	$11,500
1er septembre 2006	12,500
1er septembre 2007	13,500
1er septembre 2008	15,000
1er septembre 2009	16,500
1er septembre 2010	18,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Ferdinand-d'Halifax.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $176,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $176,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 129 — $200,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 2 septembre 1970, à 8 heures du soir, Bureau de la corporation, Ireland, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ireland (Comté de Mégantic), ce 6 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ODIAS THIBAULT.

Bureau de la corporation,
Ireland (Comté de Mégantic), P.Q.
Téléphone: 423-4358, code 418. 35819-o

September 1, 2005	$11,500
September 1, 2006	12,500
September 1, 2007	13,500
September 1, 2008	15,000
September 1, 2009	16,500
September 1, 2010	18,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Ferdinand-d'Halifax.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $176,000. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount higher than $176,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-law: 129 — $200,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 2, 1970 at 8:00 o'clock p.m., Office of the Corporation, Ireland, county of Mégantic, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ireland (County of Mégantic), August 6, 1970.

ODIAS THIBAULT,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
Ireland (County of Mégantic), P.Q.
Telephone: 423-4358, code 418. 35819

Cité de Loretteville
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Martel, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 1er septembre 1970, pour l'achat de $747,000 d'obligations de la cité de Loretteville, comté de Chauveau, datées du 15 septembre 1970 et remboursables par séries du 15 septembre 1971 au 15 septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 627 — $75,000 — aqueduc, égouts, voirie; 632 — $34,000 — voirie; 637 — $45,000 — services récréatifs et communau-

City of Loretteville
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Martel, Secretary-Treasurer, City Hall, 236 Racine Street, Loretteville, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, September 1, 1970, for the purchase of an issue of $747,000 of bonds for the city of Loretteville, county of Chauveau, dated September 15, 1970, and redeemable serially from September 15, 1971 to September 15, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws numbers: 627 — $75,000 — aqueduct, sewers, roads; 632 — $34,000 — roads; 637 — $45,000 — recreational and community services;

taires; 639 — $122,000 — aqueduc, égouts, voirie; 641 — $105,000 — aqueduc, égouts, voirie; 645 — $366,000 — services récréatifs et communautaires.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $747,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 septembre 1971	$16,000
15 septembre 1972	17,000
15 septembre 1973	19,000
15 septembre 1974	20,000
15 septembre 1975	22,000
15 septembre 1976	23,000
15 septembre 1977	25,000
15 septembre 1978	27,000
15 septembre 1979	30,000
15 septembre 1980	33,000
15 septembre 1981	35,000
15 septembre 1982	38,000
15 septembre 1983	41,000
15 septembre 1984	45,000
15 septembre 1985	49,000
15 septembre 1986	52,000
15 septembre 1987	56,000
15 septembre 1988	61,000
15 septembre 1989	66,000
15 septembre 1990	72,000

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $72,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

639 — $122,000 — aqueduct, sewers, roads; 641 — $105,000 — aqueduct, sewers, roads; 645 — $366,000 — recreational and community services.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 15, 1970.

Table of redemption — $747,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 15, 1971	$16,000
September 15, 1972	17,000
September 15, 1973	19,000
September 15, 1974	20,000
September 15, 1975	22,000
September 15, 1976	23,000
September 15, 1977	25,000
September 15, 1978	27,000
September 15, 1979	30,000
September 15, 1980	33,000
September 15, 1981	35,000
September 15, 1982	38,000
September 15, 1983	41,000
September 15, 1984	45,000
September 15, 1985	49,000
September 15, 1986	52,000
September 15, 1987	56,000
September 15, 1988	61,000
September 15, 1989	66,000
September 15, 1990	72,000

Moreover, the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $72,000, and if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting by the last years of maturities. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations and starting by the last years of the maturities excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $72,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $72,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er septembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville (Comté de Chauveau), ce 11 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES MARTEL.

Hôtel de ville, 236, rue Racine,
Loretteville (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 842-1921, code 418. 35824-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $72,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $72,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on September 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 1, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 236 Racine Street, Loretteville, county of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville (County of Chauveau), August 11, 1970.

GILLES MARTEL,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 236 Racine Street,
Loretteville (Chauveau), P.Q.
Telephone: 842-1921, code 418. 35824

Paroisse de St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles-Émile Brodeur, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 350, de l'Église, Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, lundi, le 31 août 1970, pour l'achat de $355,500 d'obligations de la paroisse de St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $355,500 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 4,500
1er septembre 1972	5,000
1er septembre 1973	6,000
1er septembre 1974	6,000
1er septembre 1975	7,000
1er septembre 1976	8,000
1er septembre 1977	8,000
1er septembre 1978	9,000
1er septembre 1979	9,000
1er septembre 1980	10,000
1er septembre 1981	11,000
1er septembre 1982	13,000
1er septembre 1983	14,000
1er septembre 1984	16,000

Parish of St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Charles-Émile Brodeur, Secretary-Treasurer, Town Hall, 350 de l'Église, Ile-Bizard, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 9:00 p.m., Monday, August 31, 1970, for the purchase of an issue of $355,500, bonds of the parish of St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, county of Jacques-Cartier, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or more complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $355,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 4,500
September 1, 1972	5,000
September 1, 1973	6,000
September 1, 1974	6,000
September 1, 1975	7,000
September 1, 1976	8,000
September 1, 1977	8,000
September 1, 1978	9,000
September 1, 1979	9,000
September 1, 1980	10,000
September 1, 1981	11,000
September 1, 1982	13,000
September 1, 1983	14,000
September 1, 1984	16,000

1er septembre 1985	$ 17,000
1er septembre 1986	19,000
1er septembre 1987	21,000
1er septembre 1988	23,000
1er septembre 1989	26,000
1er septembre 1990	123,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $13,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et en devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $123,000 comprend un solde de $96,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$ 7,000
1er septembre 1992	8,000
1er septembre 1993	8,000
1er septembre 1994	9,000
1er septembre 1995	9,000
1er septembre 1996	10,000
1er septembre 1997	10,000
1er septembre 1998	10,000
1er septembre 1999	12,000
1er septembre 2000	13,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Geneviève.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à ou moindre de $123,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $123,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation,

September 1, 1985	$ 17,000
September 1, 1986	19,000
September 1, 1987	21,000
September 1, 1988	23,000
September 1, 1989	26,000
September 1, 1990	123,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $13,000, and if greater that the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the hereinafter renewable part. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $123,000 includes a balance of $96,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$ 7,000
September 1, 1992	8,000
September 1, 1993	8,000
September 1, 1994	9,000
September 1, 1995	9,000
September 1, 1996	10,000
September 1, 1997	10,000
September 1, 1998	10,000
September 1, 1999	12,000
September 1, 2000	13,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sainte-Geneviève.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $123,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $123,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation,

au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 55 — $8,800 — aqueduc, égouts; 56 — $9,500 — aqueduc, égouts; 57-A — $8,100 — égout collecteur; 58-A — $8,500 — égouts; 60 — $10,500 — aqueduc; 72-A — $41,000 — aqueduc, égouts; 73-A — $19,100 — aqueduc, égouts; 77 — $150,000 — aqueduc; 78 — $100,000 — égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 31 août 1970, à 9 heures du soir, Hôtel de ville, 350, de L'Église, Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ile-Bizard (Comté de Jacques-Cartier), ce 10 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
CHARLES-ÉMILE BRODEUR.

Hôtel de ville, 350, de l'Église,
Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier, P.Q.
Téléphone: 626-5005, code 514. 35820-o

Ville de Dollard-des-Ormeaux
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscripion « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Lillian L. Lamarche, greffier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 4139, boul. des Sources, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Poste de Police, 10, Sunnydale St., Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., mardi, le 1er septembre 1970, pour l'achat de $895,000 d'obligations de la ville de Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, datées du 15 septembre 1970 et remboursables par séries du 15 septembre 1971 au 15 septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 septembre et 15 mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $895,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 septembre 1971	$ 15,000
15 septembre 1972	17,000
15 septembre 1973	18,000
15 septembre 1974	19,000
15 septembre 1975	21,000
15 septembre 1976	22,000
15 septembre 1977	24,000
15 septembre 1978	26,000
15 septembre 1979	28,000
15 septembre 1980	30,000
15 septembre 1981	32,000

at par, on September 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds shall be issued under the following regulations: 55 — $8,800 — aqueduct, sewers; 56 — $9,500 — aqueduct, sewers; 57-A — $8,100 — main sewers; 58-A — $8,500 — sewers; 60 — $10,500 — aqueduct; 72-A — $41,000 — aqueduct, sewers; 73-A — $19,100 — aqueduct, sewers; 77 — $150,000 — aqueduct; 78 — $100,000 — sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, August 31, 1970, at 9:00 p.m., Town Hall, 350 de l'Église, Ile-Bizard, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ile-Bizard (County of Jacques-Cartier), August 10, 1970.

CHARLES-ÉMILE BRODEUR,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 350 de l'Église,
Ile-Bizard, county of Jacques-Cartier, P.Q.
Telephone: 626-5005, code 514. 35820

Town of Dollard-des-Ormeaux
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mrs. Lillian L. Lamarche, City-Clerk, until 4:30 p.m., at the Town Hall, 4139 des Sources Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., and thereafter until 8:00 p.m. at the Police Station, 10 Sunnydale Street, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., Tuesday, September 1, 1970, for the purchase of an issue of $895,000, bonds of the town of Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, dated September 15, 1970, and redeemable serially from September 15, 1971 to September 15, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on September 15th and March 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 15, 1970.

Table of redemption — $895,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 15, 1971	$ 15,000
September 15, 1972	17,000
September 15, 1973	18,000
September 15, 1974	19,000
September 15, 1975	21,000
September 15, 1976	22,000
September 15, 1977	24,000
September 15, 1978	26,000
September 15, 1979	28,000
September 15, 1980	30,000
September 15, 1981	32,000

15 septembre 1982	$ 34,000
15 septembre 1983	37,000
15 septembre 1984	40,000
15 septembre 1985	42,000
15 septembre 1986	46,000
15 septembre 1987	49,000
15 septembre 1988	53,000
15 septembre 1989	57,000
15 septembre 1990	285,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $31,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 septembre 1990 au montant de $285,000 comprend un solde de $224,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 septembre 1991	$16,000
15 septembre 1992	17,000
15 septembre 1993	18,000
15 septembre 1994	20,000
15 septembre 1995	21,000
15 septembre 1996	23,000
15 septembre 1997	24,000
15 septembre 1998	26,000
15 septembre 1999	28,000
15 septembre 2000	31,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dollard-des-Ormeaux.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant

September 15, 1982	$ 34,000
September 15, 1983	37,000
September 15, 1984	40,000
September 15, 1985	42,000
September 15, 1986	46,000
September 15, 1987	49,000
September 15, 1988	53,000
September 15, 1989	57,000
September 15, 1990	285,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and as 20-year fixe-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $31,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 15, 1990 maturity in the amount of $285,000 includes a balance of $224,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 15, 1991	$16,000
September 15, 1992	17,000
September 15, 1993	18,000
September 15, 1994	20,000
September 15, 1995	21,000
September 15, 1996	23,000
September 15, 1997	24,000
September 15, 1998	26,000
September 15, 1999	28,000
September 15, 2000	31,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dollard-des-Ormeaux.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as ta the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount

égal à ou moindre de $285,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $285,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 15 septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéance de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 291 — $23,000 — aqueduc, égouts, voirie; 302 — $11,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 326 — $375,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 337 — $17,000 — aqueduc, égouts, voirie; 339 — $38,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 340 — $400,000 — aqueduc, égouts, etc.; 353 — $31,000 — voirie, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 1er septembre 1970, à 8 heures du soir, Poste de Police, 10, Sunnydale St., Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dollard-des-Ormeaux (Comté de Robert Baldwin), ce 11 août 1970.

Le greffier,
MME LILLIAN L. LAMARCHE.

Hôtel de ville, 4139, boulevard des Sources,
Dollard-des-Ormeaux,
Comté de Robert Baldwin, P.Q.,
Téléphone: 684-1010, code 514. 35823-o

equal to or less than $285,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $285,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 15, each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds shall be issued under the following by-laws: 291 — $23,000 — aqueduct, sewers, roads; 302 — $11,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 326 — $375,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 337 — $17,000 — aqueduct, sewers, roads; 339 — $38,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 340 — $400,000 — aqueduct, sewers, etc.; 353 — $31,000 — roads, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, September 1, 1970 à 8:00 p.m., at the Police Station, 10 Sunnydale Street, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dollard-des-Ormeaux (County of Robert Baldwin, August 11, 1970.

City-Clerk.
MRS. LILLIAN L. LAMARCHE,

Town Hall, 4139 des Sources Boulevard,
Dollard-des-Ormeaux,
County of Robert Baldwin, P.Q.,
Telephone: 684-1010, code 514. 35823

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis d'abrogation de constitution et règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des Relations du Travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968) et à la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et règlements du Comité paritaire de l'industrie de la construction de Drummondville, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1211-E du 3 décembre 1958 et modifications, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 2807 du 29 juillet 1970.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 août 1970. 35821-o

Avis d'abrogation de statuts

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des Relations du Travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968) et à la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que les statuts du Comité paritaire

Department of Labour and Manpower

Notice of Abrogation of Constitution and By-Laws

The Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice, in pursuance of the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (Chapter 45, Q.S. 1968) and of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by chapter 49, Q.S. 1969), that the constitution and by-laws of the Building Trades Joint Committee of Drummondville, approved by Order in Council number 1211-E, dated December 3, 1958, have been abrogated by Order in Council number 2807 dated July 29, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 22, 1970. 35821-o

Notice of Abrogation of Statutes

The Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice, in pursuance of the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (Chapter 45, Q.S. 1968) and of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Chapter 49, Q.S. 1969), that the constitution and by-laws of the *Comité paritaire de la construc-*

de la construction, régions Granby, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1982 du 23 avril 1970, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 2800 du 29 juillet 1970.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 août 1970. 35821-o

Avis d'abrogation de constitution et règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte; donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des Relations du Travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968) et à la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et règlements du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3834 du 3 décembre 1969, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 2806 du 29 juillet 1970.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 août 1970. 35821-o

Avis d'abrogation de constitution et règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des Relations du Travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45, S.Q. 1968) et à la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et règlements du Comité conjoint de la construction de Rimouski, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3837 du 3 décembre 1969, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 2804 du 29 juillet 1970.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 août 1970. 35821-o

tion, régions de Granby, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, approved by Order in Council number 1982, dated April 23, 1970, have been abrogated by Order in Council number 2800, dated July 29, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 22, 1970. 35821-o

Notice of Abrogation of Constitution and By-Laws

The Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice, in pursuance of the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (Chapter 45, Q.S. 1968) and of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by chapter 49, Q.S. 1969), that the constitution and by-laws of the Parity Committee for the Building Trades of the district of Hull, approved by Order in Council number 3834 dated December 3, 1969, have been abrogated by Order in Council number 2806 dated July 29, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 22, 1970. 35821-o

Notice of Abrogation of Constitution and By-Laws

The Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice, in pursuance of the provisions of the Construction Industry Labour Relations Act (Chapter 45, Q.S. 1968) and of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by chapter 49, Q.S. 1969), that the constitution and by-laws of the Construction Joint Committee of Rimouski, approved by Order in Council number 3837 dated December 3, 1969, have been abrogated by Order in Council number 2804 dated July 29, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 22, 1970. 35821-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 41,204. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur-requérant, *vs* JEAN ROCH RACINE, cultivateur, St-Charles Borromée, comté de Jonquière-Kénogami, défendeur-intimé.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 41,204. THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Québec, petitioning plaintiff, *vs* JEAN ROCH RACINE, farmer of St-Charles Borromée, county of Jonquière-Kénogami, respondent defendant.

Une ferme étant et comprenant tous les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Bourget, sous les numéros vingt-sept et vingt-huit (Nos 27 et 28) dans le rang trois (Rg. III) dudit canton, avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Sujet ledit lot No vingt-sept (No 27) à un acte constitutif de servitude consenti par Ernest Racine en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, devant Me Daniel Langlois, le 15 juillet 1948, enregistré à Chicoutimi, le 7 octobre 1948, sous le No 92841.

Sujet ledit lot No vingt-huit (No 28) à un autre acte constitutif de servitude consenti par Émile Racine en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, devant Me Daniel Langlois, notaire, le 15 juillet 1948, enregistré à Chicoutimi, le 7 octobre 1948, sous le No 92840.

Pour être vendus en bloc au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 6 août 1970. 35790-o

A farm being and including all the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Bourget, under numbers twenty-seven and twenty-eight (Nos 27 and 28) in the third range (Rg. III) of the said township, together with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Said lot No. twenty-seven (No. 27) subject to a constitutive deed of servitude granted by Ernest Racine in favor of the Saguenay Electric Company, before Me Daniel Langlois, on July 15, 1948, registered at Chicoutimi, on October 7, 1948, under No. 92841.

Said ot No. twenty-eight (No. 28) subject to another constitutive deed of servitude granted by Émile Racine in favor of the Saguenay Electric Company, before Me Daniel Langlois, notary, on July 15, 1948, registered at Chicoutimi, on October 7, 1948, under No. 92840.

To be sold "en bloc" at the registrar's office of the registration division of Chicoutimi, at the Court House, in Chicoutimi, on the SIXTEENTH day of the month of SEPTEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, August 6, 1970. 35790

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 13,075. LA BANQUE TORONTO DOMINION, corps politique et constitué en corporation, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville de Toronto, province d'Ontario, et ayant une succursale à Glenwood Domaine Shopping Plaza, dans la municipalité de Lucerne, province de Québec, demanderesse, *contre* GUY DONAT COUTURE, résidant présentement au 443, de Nieul, Ville Laval, province de Québec, defendeur.

« Une propriété immobilière connue et décrite aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, dans le premier rang, comme étant la subdivision numéro cinq cent vingt-trois du lot originaire numéro dix-neuf (19-523, rg 1); avec toutes les bâtisses y érigées, en construction ou à construire, les membres et appartenances. »

Pour être vendue au bureau du shérif, à Hull, district de Hull, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint intérimaire,
JEAN-GUY ROCHON.

Bureau du Shérif,
Le 30 juillet 1970. 35791

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Superior Court, No. 13,075. THE TORONTO DOMINION BANK, a body coporate and politic having its head office and principal place of business in the city of Toronto, Province of Ontario, and having a branch office in the Glenwood Domaine Shopping Plaza, in the municipality of Lucerne, Province of Québec, plaintiff, *vs* GUY DONAT COUTURE, presently residing and domiciled at 443 De Nieul, Ville Laval, Province of Québec, defendant.

"An immovable property known and described on the official plan and book of reference of the township of Hull, in the first range, as being subdivision number five hundred and twenty-three of the original lot number nineteen (19-523, rge 1); with all buildings thereon erected, in course of erection or to be erected, members and appurtenances."

To be sold at the Sheriff's Office, in Hull, district of Hull, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-GUY ROCHON,
Acting Assistant Sheriff.

Sheriff's Office
July 30, 1970. 35791-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 775,739. TAGGART CONSTRUCTION LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans la ville d'Ottawa, province d'Ontario, au C.P. 415, R.R. no 4, Albion Road, et faisant

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 775,739. TAGGART CONSTRUCTION LIMITED, body politic and corporate, having its head office and its principal place of business in the city of Ottawa, province of Ontario, at P.O. Box 415, R.R. No. 4, Albion Road, and

affaires sous les nom et raison sociale d'Ottacon Products, demanderesse, *vs* ROLAND SPINO, de la ville et du district de Montréal, et résidant au 11828, rue Depoutrincourt, défendeur.

« Un lopin de terre à Saint-Calixte, de forme irrégulière, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt-sept A (Ptie 27A) du cinquième rang du canton de Kilkenny, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton, borné en front à l'est par le chemin public, au nord et au sud par d'autres partie dudit lot 27A, à l'ouest par un ruisseau, étant partie dudit lot 27A. Ledit terrain, mesure cent pieds de largeur, deux cent vingt-quatre pieds (224′) dans sa ligne sud, soixante pieds et cinq dixièmes de pied (60.5′) dans sa ligne nord; contenant une superficie d'environ seize mille cinq cents pieds carrés (16,500 p.c.) mesure anglaise.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, et tel que le tout se trouve présentement. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Ste-Julienne, VENDREDI, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à NEUF heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-MARC MARION.
Joliette, ce 4 août 1970. 35749-o

carrying on business under the name and style of Ottacon Products, plaintiff, *vs* ROLAND SPINO, of the city and district of Montreal, and residing at 11828 Depoutrincourt Street, defendant.

"A strip of land at Saint-Calixte, of an irregular form, known and designated as being part of lot number twenty-seven A (P. 27A) of the fifth range of the township of Kilkenny, according to the official plan and book of reference of the cadastre of the said township, bounded in front on the east by the public road, on the north and south by other parts of said lot 27A, on the west by a stream, being part of said lot 27A. The said piece of land measures one hundred feet in width, two hundred and twenty-four feet (224′) on its south line, sixty-feet and five tenths of a foot (60.5′) on its north line; containing an area of about sixteen thousand five hundred square feet (16,500 sq. ft.) English measure.

With all the buildings erected thereon, and as the whole is presently found."

To be sold at the registration division of Montcalm, at Ste-Julienne, on FRIDAY, the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at NINE o'clock in the morning.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, August 4, 1970. 35749

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 787,373. DAME BERTHA BRAININ SCHULLER, épouse séparée de biens de Oswald Schuller, de la ville et du district de Montréal et y résidant au 3500, avenue Atwater, appartement 202, demanderesse, *contre* LES TERRES LAURENTIENNES INC., corps politique et constitué en corporation, ayant son siège social et sa principale place d'affaires, au 585 ouest, Fleury, et NAPOLÉON ARES, du 52, Wicksteed, Ville Mont-Royal, Montréal, et MARCEL ST-ARNAUD, du 166 est, curé Poirier, cité de Jacques-Cartier, district de Montréal, défendeurs.

« Un emplacement sis et situé à Greenwich Village en la municipalité de la paroisse St-Henri de Mascouche, comté l'Assomption, ayant front sur la onzième avenue (cadastrée sous le numéro 809-138) connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro deux cent quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent neuf (P. N.-E. 809-243), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Henri de Mascouche, mesurant ladite partie deux cent trente et un pieds et quarante-cinq centièmes de pied (231.45′) de largeur en front, dans sa ligne sud-est, et deux cent trente-cinq pieds et soixante-cinq centièmes de pied (235.65′) de largeur en arrière, dans sa ligne nord-ouest, sur une profondeur de cent soixante et un pieds (161′) dans sa ligne nord-est et cent soixante-six pieds (166′) dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée ladite partie comme suit: en front au sud-est par ladite 11ième avenue (809-138) en arrière au nord-ouest, partie par une partie du lot 809-238 partie par une rue (809-239), et partie par le lot 809-242, d'un côté au nord-est, partie par le lot 809-244 et partie par une partie du lot originaire numéro 809, et de l'autre côté

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 787,373. DAME BERTHA BRAININ SCHULLER, wife separate as to property of Oswald Schuller, of the city and district of Montreal and therein residing at 3500 Atwater Avenue, Apartment 202, plaintiff, *vs* LES TERRES LAURENTIENNES INC., a body politic and corporate, having its head office and principal place of business at 585 Fleury West, and NAPOLÉON ARES, of 52 Wicksteed, town of Mount Royal, Montreal, and MARCEL ST-ARNAUD, of 166 East Curé Poirier, city of Jacques Cartier, district of Montreal, defendants.

"An emplacement situated and located in Greenwich Village in the municipality of the parish of Saint-Henri de Mascouche, county of L'Assomption, fronting on Eleventh Avenue (registered in the cadastre under number 809-138), known and designated as being the north-east part of lot number two hundred and forty-three of the official subdivision of the original lot number eight hundred and nine (N.E. P. 809-243) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Henri de Mascouche, measuring the said part two hundred and thirty-one feet and forty-five hundredths (231.45′) in width in front, on its southeast line and two hundred and thirty-five feet and sixty-five hundredths (235.65′) in width in rear, on its northwest line, with a depth of one hundred and sixty-one feet (161′) on its northeast line and one hundred and sixty-six feet (166′) on its southwest line, English measure and more or less, and bounded the said part as follows: in front on the southeast by the said 11th Avenue (809-138), at the rear on the northwest, partly by a part of lot 809-238, partly by a street (809-239), and partly by lot 809-242, on one side on the north-

au sud-ouest par le résidu dudit lot 809-243, tous auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse y érigée. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption, à l'Asomption, VENDREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1970 à NEUF heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-MARC MARION.
Joliette, ce 7 août 1970. 35807-o

east, partly by lot 809-244 and partly by a part of original lot number 809, and on the other side on the southwest by the remainder of said lot 809-243, both on the said official plan and book of reference.

With the building thereon erected."

To be sold at the office of the Registration Division of L'Assomption, at L'Assomption, FRIDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1970, at NINE o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, August 7, 1970. 35807

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 787 645. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Ottawa, province d'Ontario, et ayant une place d'affaires à ville Mont-Royal au numéro 2350 de la rue Manella, district de Montréal, demanderesse, *vs* K. P. ROCHFORD, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Sherwood, à Pierrefonds, et composé:

a) du lot soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent un (101-78) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève;

b) du lot vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent deux (102-21) aux plan et livre de renvoi officiels susdits;

Avec la maison dessus érigée et portant le numéro 13,082 avenue Sherwood;

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129 au vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 7 août 1970. 35798-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 787 645. THE CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation legally incorporated having its head office in Ottawa, Province of Ontario, and having a place of business in the town of Mount Royal, at 2350 Manella Street, district of Montreal, plaintiff, *vs* K. P. ROCHFORD, defendant.

"An emplacement fronting on Sherwood Street, at Pierrefonds, and composed:

a) of lot seventy-eight of the official subdivision of original lot number one hundred and one (101-78) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Geneviève;

b) lot twenty-one of the official subdivision of original lot number one hundred and two (102-21) on the official plan and book of reference abovementioned;

With the house erected thereon and bearing number 13,082 Sherwood Avenue;

With all servitudes, active and passive, apparent or occult attached thereto."

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN.
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, August 7, 1970. 35798

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

No 163,853. CITÉ DE POINTE-CLAIRE, corporation municipale légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 451, Montée St-Jean, en la cité de Pointe-Claire, district de Montréal, demanderesse, *vs* INTERNATIONAL CONSTRUCTION INC., corporation légalement constituée, ayant son siège et sa principale place d'affaires, au 3285 Cavendish Boul., suite 580 en les ville et district de Montréal, défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

L'immeuble connu et désigné comme étant la subdivision douze du lot originaire numéro cent trois (103-12) de la paroisse de Pointe-Claire, division d'enregistrement de Montréal, et situé dans la cité de Pointe-Claire.

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

No. 163,853. THE CITY OF POINTE-CLAIRE, a municipal corporation legally incorporated having its head office and its principal place of business at 451 Montée St-Jean, in the city of Pointe-Claire, district of Montreal, plaintiff, *vs* INTERNATIONAL CONSTRUCTION INC., a corporation legally incorporated having its head office and principal place of business at 3285 Cavendish Boulevard, suite 580, in the city and district of Montreal, defendant, and THE REGISTRAR of the registration division of Montreal, mis en cause.

The immovable known and designated as being subdivision twelve of original lot number one hundred and three (103-12) in the parish of Pointe-Claire, registration division of Montreal, and situated in the city of Pointe-Claire.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 7 août 1970. 35799-o

The be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, August 7, 1970. 35799

Fieri Facias de Terris
Cour supérieure — District de Montréal

No 784 959. LES PLACEMENTS FUTURA INC., demanderesse, *vs* VLADIMIR TOMCHISHEN et WALTER ROY TOMCHISHEN, co-défendeurs, et MARCEL BOILY INC. et TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue McVey en la cité de LaSalle, connu et désigné comme étant composé comme suit:

1) La resubdivision un de la subdivision douze du lot originaire numéro neuf cent dix-neuf (919-12-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

2) La resubdivision un de la subdivision dix-huit du lot originaire numéro neuf cent dix-huit (918-18-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

3) La subdivision onze du lot originaire numéro neuf cent dix-neuf (919-11) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et

4) La resubdivision un de la subdivision dix-neuf du lot originaire numéro neuf cent dix-huit (918-19-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec les bâtisses dessus érigées dont une maison portant les numéros civiques 119 et 212 de la rue McVey, dont le mur nord-est est mitoyen avec la propriété adjacente.

Ledit emplacement sujet à la servitude de vue créée en vertu dudit enregistrement à Montréal, sous le numéro 1984431. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, dans le vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 août 1970. 35801

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 784 959. LES PLACEMENTS FUTURA INC. plaintiff, *vs* VLADIMIR TOMCHISHEN and WALTER ROY TOMCHISHEN, co-defendants and MARCEL BOILY INC. and GENERAL TRUST OF CANADA, mis-en-cause.

"An emplacement fronting on McVey Street in the city of LaSalle, known and designated as being composed as follows:

(1) The resubdivision one of the subdivision twelve of the original lot number nine hundred and nineteen (919-12-1) upon the plan and book of reference of the parish of Lachine.

(2) The resubdivision one of the subdivision eighteen of original lot number nine hundred and eighteen (918-18-1), upon the official plan and book of reference of the parish of Lachine,

(3) The subdivision eleven of the original lot number nine hundred and nineteen (919-11) upon the official plan and book of reference of the parish of Lachine, and

(4) The resubdivision one of the subdivision nineteen of original lot number nine hundred and eighteen (918-19-1) upon the official plan and book of reference for the parish of Lachine.

With the buildings thereon erected whereof a house bearing the civic numbers 119 and 121 of McVey Street, whereof the northeast wall is mitoyen with the adjoining property.

Subject the said emplacement to the servitude of view as created in virtue of the said registered at Montreal under number 1984431."

To be sold at the Prothonotary's Office, room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, August 7, 1970. 35801-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 765 785. DAME FRIEDA (SALMON) FISH, demanderesse, *vs* SIDNEY SPINNER, défendeur.

« La partie nord-ouest du lot numéro neuf cent soixante-dix (ptie n.-o. 970) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, et mesurant d'après les titres de propriétés, quarante-trois pieds et cinq pouces de largeur en front, soixante-quatorze pieds et six pouces sur sa ligne nord-ouest et environ soixante-quatorze pieds sur sa ligne de côté sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, mais, conformément à un plan préparé par R. A. Lacroix, arpenteur-géomètre du Québec, en date du troisième jour de septembre dix-neuf cent cinquante-trois, mesurant quarante-trois pieds et six pouces et demi de largeur en front, quarante-trois pieds et trois pouces et demi de largeur en arrière sur une profondeur de soixante-treize pieds et neuf

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 765 785. DAME FRIEDA (SALMON) FISH, plaintiff, *vs* SIDNEY SPINNER, defendant.

"The northwest part of lot number nine hundred and seventy (970 N.W. Pt) on the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, measuring according to the title deeds, forty-three feet and five inches in width in front, seventy-four feet and six inches in its northwest line and about seventy-four feet in its southeast side line, English measure and more or less, but measuring according to a plan prepared by R. A. Lacroix, Québec Land Surveyer, dated the third day of September nineteen hundred and fifty-three, forty-three feet and six inches and a half in width in front, forty-three feet and three inches and a half in width in rear by a depth of seventy-three and nine inches and a half, English measure more or less, and bounded in front by

pouces et demi, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée en front par la partie dudit lot numéro 970 prise pour le redressement de l'avenue Coloniale; en arrière par les lots officiels numéros 979 et 980, d'un côté par le résidu dudit lot 970 et de l'autre côté par la partie du lot numéro 971-1 ci-après décrite, tous lesdits lots étant dans ledit quartier Saint-Louis.

Le lot de subdivision numéro un du lot originaire numéro neuf cent soixante-onze (971-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, l'entier dudit lot moins la partie prise pour le redressement de l'avenue Coloniale et mesurant d'après les titres de propriétés, vingt-six pieds de largeur en front sur une profondeur de soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, mais conformément au plan préparé par R. A. Lacroix, arpenteur-géomètre du Québec, en date du troisième jour de septembre dix-neuf cent cinquante-trois, mesurant vingt-cinq pieds et dix pouces et demi de largeur sur une profondeur de soixante-quatorze pieds et quatre pouces, mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné en front par le résidu dudit lot numéro 971-1 pris pour le redressement de l'avenue Coloniale, en arrière, par le lot 978, d'un côté, par la partie nord-ouest du lot 970 ci-après décrit et de l'autre côté, par le lot numéro 971-2 desdits lots étant dans ledit quartier Saint-Louis.

Avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 3722, 3724 et 3724A de ladite avenue Coloniale, avec toutes les circonstances et appartenances, les servitudes actives et passives y attachées, tous les poêles et refrigérateurs, comprenant le droit de vue et celui d'un passage en commun de huit pieds et cinquante pieds de profondeur, entre et sur ledit numéro 971-1 et le lot de terre portant le numéro 971-2 auxdits plan et livre de renvoi officiels, de l'avenue Coloniale, à l'arrière desdits lots, et plus amplement énoncé dans l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, sous le numéro 28402. »

Pour être vendus au bureau du protonotaire, chambre # 129, dans le vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, 7 août 1970.

35800

the part of said lot number 970 taken for the straightening of Colonial Avenue, in rear by official lots numbers 979 and 980, on one side by the residue of said lot number 970 and on the other side by the part of lot number 971-1 hereinafter described, all of said lots being in said Saint Louis Ward;

The subdivision lot number one of original lot number nine hundred and seventy-one (971-1) of the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, being all of said lot less the part taken for the straightening of Colonial Avenue and measuring according to the title deeds twenty-six feet in width in front by a depth of seventy-five feet, English masure and more or less, but measuring according to the plan prepared by P. A. Lacroix, Québec Land Surveyor, dated third day of September, nineteen hundred and fifty-three, twenty-five feet and ten inches and a half in width by a depth of seventy-four feet and four inches, English measure and more or less, and being bounded in front by the residue of said lot number 971-1 taken for the straightening of Colonial Avenue, in rear by lot number 978, on one side by the northwest part of lot number 970, hereinafter described and on the other side by lot number 971-2 of the said lots being in the said Saint-Louis Ward;

With the buildings thereon erected bearing civic numbers 3722, 3724 and 3724A of said Colonial Avenue, with all circumstances and appurtenances, active and passive servitudes attached thereto, all the stoves and the refrigerators including the right of passage upon and view over a common passage eight feet and fifty feet deep, between and over the said lot number 971-1 and the lot of land bearing the number 971-2 on the said official plan and book of reference, from Colonial Avenue, to the rear of said lots, and more fully set forth in the deed registered in the Registry Office of Montreal East, under the number 28402."

To be sold at the Prothonotary's Office, room #129 in the Old Court House, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, August 7, 1970.

35800-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 722,872. SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 385 est, rue Sherbrooke, dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* TRECO INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 1 Place Ville Marie, suite 2407, dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

« Un immeuble situé en la ville de Beaconsfield, et ayant front à la rue Bord-du-Lac, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit (No 198) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire.

Avec toutes les constructions dessus y érigées et notamment une maison portant le numéro civique 382, Bord-du-Lac.

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 722,872. SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, a corporation legally incorporated having its head office and its principal place of business at 385 Sherbrooke Street East, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* TRECO INC., a corporation legally incorporated, having its head office and its principal place of business at 1 Place Ville Marie, suite 2407, in the city and district of Montreal, defendant.

"An immovable situated in the town of Beaconsfield, and fronting on Bord-du-Lac Street, known and designated as being lot number one hundred and ninety-eight (No. 198) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-Claire.

With all constructions erected thereon and notably a house bearing civic number 382 Bord-du-Lac.

Mesurant ledit immeuble (150′) dans une de ses lignes nord le long de la ligne de division du lot 193-1 et 2, (20′) dans sa ligne ouest, (5′), dans une de ses lignes est, (181.6′) dans une ligne nord-est le long de la ligne de division du lot 192-4 et 192-167, (10′) dans une ligne sud-est, (263.5′) le long du Lac St-Louis, (87.2′) dans une ligne nord-ouest, (24′) dans une autre ligne ouest, et (66′) dans une autre ligne sud-ouest, (130.1′) dans sa ligne sud et ayant une superficie totale de 21,225 pieds carrés, mesures anglaises et plus ou moins.

Avec et sujet à une servitude en faveur de la propriété ci-dessus décrite créée aux termes d'un acte de vente par Alexander Taylor Guild à Henry C. Bercovitch, reçu devant Me G.-C. Bray, notaire, le vingt et un novembre mil neuf cent cinquante et un (1951) et dont copie fut enregistrée à Montréal, sous le numéro 928370.

Aussi sujet à une servitude en faveur de la Commission Hydro-Électrique du Québec, suivant acte sous seing privé, le vingt et un mai mil neuf cent cinquante-neuf (1959) et enregistré à Montréal, sous le numéro 1405993.

Le lot 198 remplace des parties de 12-170, 193-1 et 193-2, tous du même cadastre, qui ont été annulées. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire chambre #129, au vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 7 août 1970. 35802-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 786 416. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* CARL J. ZIDLE, C.A., syndic de faillite de Lucien Préfontaine, défendeur.

« Ledit emplacement situé dans la cité de Saint-Vincent-de-Paul, faisant front sur une rue connue sous le nom de rue Lacombe, portant le numéro civique 763, ledit emplacement étant connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro cent vingt-sept du lot originaire numéro quatre-vingt-douze (92-127) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant soixante-cinq pieds (65′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec les bâtisses y érigées, en construction, portant le numéro civique 763 de la rue mentionnée ci-dessus. ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, au 155, boulevard Je Me Souviens, dans la cité de Laval, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 août 1970. 35803

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 780,396. FRANCETA (FRANCIS) TEKAVEC, ingénieur, de Ljubljana Staniceva, Yougoslavie, héritier de la succession de feu Louis Korosec, demandeur, *vs* LOUIS ANDRE HAYS WATSON,

The said immovable measuring (150′) on one of its north lines along the division line of lot 193-1 and 2, (20′) on its west line, (5′) on one of its east lines, (181.6′) on a north-east line along the division line of lot 192-4 and 192-167, (10′) on a south-east line, (263.5′) along St-Louis Lake, (87.2′) on a north-west line, (24′) on another west line, and (66′) on another south-west line, (130.1′) on its south line and having a total area of 21,225 square feet, English measure and more or less.

With and subject to a servitude in favor of the property hereabove described created according to the terms of a deed of sale by Alexander Taylor Guild to Henry C. Bercovitch, received before Me G.-C. Bray, notary, on the twenty-first day of November one thousand nine hundred and fifty-one (1951) and a copy of which was registered in Montreal, under number 928370.

Also subject to a servitude in favor of the Québec Hydro-Electric Commission, according to a private agreement, on the twenty-first day of May, one thousand nine hundred and fifty-nine (1959) and registered in Montreal, under number 1405993.

Lot 198 replaces parts of 12-170, 193-1 and 193-2, all of the same cadastre which were annulled."

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, August 7, 1970. 35802

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 786 416. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* CARL J. ZIDLE, C.A., trustee in bankruptcy of Lucien Préfontaine, defendant.

"That said emplacement situate in the city of St-Vincent-de-Paul fronting on a street known as Lacombe Street bearing civic number 763 said emplacement being known and designated as subdivision lot number one hundred and twenty-seven of the original lot number ninety-two (92-127) upon the said official plan and book of reference measuring sixty-five feet (65′) in width by one hundred feet (100′) in depth, English measure, and more or less. With the buildings thereon erected, presently in way of construction, bearing civic number 763 of the above mentioned street."

To be sold at the registry office of the county of Laval, at 155 Je Me Souviens Boulevard in the city of Laval, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Associate Sheriff*.
Montreal, August 7, 1970. 35803-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 780,396. FRANCETA (FRANCIS) TEKAVEC, engineer, of Ljubljana Staniceva, Yugoslavia, successor at the estate of the late Louis Korosec, plaintiff, *vs* LOUIS ANDRE HAYS WATSON,

SON, de Roxboro, district de Montréal, défendeur, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

« Ce certain emplacement ayant front sur la huitième avenue à Roxboro, connu et composé de la subdivision soixante-neuf et soixante-dix du lot quarante-huit (48-69 et 70) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 54 sud, de ladite huitième avenue.

Ainsi que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, le tout sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129 dans le vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 août 1970. 35804

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 780-120. { ROBIN HOOD FLOUR MILLS LIMITED (maintenant ROBIN HOOD MULTIFOODS LIMITED), demanderesse, *vs* ANDREAS ZOLL, résidant et domicilié au 201, avenue Brien, Laval-des-Rapides, cité de Laval, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement faisant front sur la rue Brien dans la ville de Laval-des-Rapides, dans la province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot original numéro deux cent quarante-sept (247-78) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Martin.

Mesurant soixante pieds (60′) de largeur sur une profondeur de soixante-dix pieds (70′), mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse y érigée et spécialement une maison portant le numéro civique 201, rue Brien. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, dans la cité de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 7 août 1970. 35805

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 785 145. { VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD., demanderesse, *vs* FUNTOS CONSTRUCTION CO. LTD., défenderesse, et FRANÇOIS LAROSE, régistrateur pour la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

« Un certain emplacement faisant front sur la rue Keller dans la cité de Saint-Laurent, mesurant quatre-vingt-dix pieds (90′) de largeur en front et à l'arrière par une profondeur de cent dix pieds (110′) sur ses lignes de côté sud-ouest et nord-est, et comprenant une superficie totale de neuf mille neuf cents pieds carrés (9,900 pi. ca.) mesure anglaise et plus ou moins, et étant connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-onze de la subdivision du lot originaire numéro

of Roxboro district of Montreal, defendant, and THE REGISTRAR for the registration division of Montreal, mis en cause.

"That certain emplacement fronting on eighth Avenue in Roxboro, known and composed of subdivision sixty-nine and seventy of lot forty-eight (48-69 and 70) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Geneviève.

With the building thereon erected bearing civic number 54 of said eight Avenue South.

As the said property now subsists, with all its right, members and appurtenances, the whole without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Prothonotary's office, room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, August 7, 1970. 35804-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 780-120. { ROBIN HOOD FLOUR MILLS LIMITED (now ROBIN HOOD MULTIFOODS LIMITED), plaintiff, *vs* ANDREAS ZOLL, residing and domiciled at 201, Brien Avenue, Laval-des-Rapides, city of Laval, district of Montreal.

"An emplacement fronting on Brien Street in the town of Laval-des-Rapides, in the province of Québec, known and designatd as being lot number seventy-eight of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-78) on the official plan and book of reference for the parish of St. Martin.

Measuring sixty feet (60′) in width by a depth of seventy feet (70′), English measure and more or less.

With the building thereon erected and especially a house bearing civic number 201 Brien Street."

To be sold at the Registry Office for the county of Laval, in the city of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST. MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, August 7 1970. 35805-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 785 145. { VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD., plaintiff, *vs* FUNTOS CONSTRUCTION CO. LTD., defendant and FRANÇOIS LAROSE, registrar for the registration for the Division of Montreal, mis en cause.

"That certain emplacement fronting on Keller Street in the city of Saint-Laurent, measuring ninety feet (90′) in width in front and in rear by a depth of one hundred and ten feet (110′) in its southwest and northeast side lines, and containing a total superficial area of nine thousand nine hundred square feet (9,900 sq. ft.), English Measure and more or less, and being known and designated as lot number one hundred and ninety-one of the subdivision of original lot

quatre-vingt-deux (82-191) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Avec l'immeuble à appartements, semi-détaché et à trois étages, qui y est érigé, portant le numéro civique 2150 de ladite rue Keller, dans ladite cité de Saint-Laurent, et dont le mur du côté nord-est est mitoyen à la propriété voisine.

Avec et sujet à un droit réciproque de servitude de vue sur et en faveur de l'emplacement hypothéqué par la présente et sur et en faveur de l'emplacement voisin au nord-est, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix de la subdivision dudit lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-190) auxdits plan et livre de renvoi officiels avec l'immeuble à appartements y érigé, portant le numéro civique 2140 de ladite rue Keller, dans ladite cité de Saint-Laurent, dans le but de permettre que subsistent dans leur présent endroit tous les balcons construits sur les murs avant et arrière des immeubles mentionnés précédemment, bien qu'ils se trouvent à une distance de la ligne de division entre les deux emplacements respectifs moindre que celle permise par la loi, cette servitude réciproque de droit de vue se trouvant créée par la présente par destination de propriétaire.

La portion arrière de l'emplacement hypothéqué par la présente, qui était autrefois connue comme une partie du lot 82-160 dudit cadastre, est sujette à une servitude et à la défense d'y construire, le tout tel que créé et établi dans l'acte de vente de La Commission Hydroélectrique de Québec à Threesome Investment Corporation, passé devant Gérard Bourbonnière, notaire, le cinquième jour de juillet, dix-neuf cent soixante-deux et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 1612977.

L'emplacement décrit plus haut est sujet aux Règlements de zonage de l'aéroport de Cartierville, conformément au plan déposé au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 1674804. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 7 août 1970. 35806

number eighty-two (82-191) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent.

With the semi-detached three storey apartment building thereon erected bearing civic number 2150 of said Keller Street, in the said City of Saint-Laurent, the northeast side wall whereof is mitoyen with the adjoining property.

Together with and subject to a reciprocal right of servitude of view upon and in favour of the emplacement herein hypothecated and upon and in favour of the adjoining emplacement to the northeast known and designated as lot number one hundred and niniety of the subdivision of said original lot number eighty-two (82-190) on the said official plan and book of reference with the apartment building thereon erected bearing civic number 2140 of the said Keller Street, in the said City of Saint-Laurent, in order to permit the continued existence in their present location of all balconies constructed in the front and rear walls of the aforesaid buildings although at a lesser distance from the line of division between the respective two emplacements than that permitted by law, this present reciprocal servitude of right of view being hereby created by destination of proprietor.

The rear portion of the emplacement herein hypothecated which portion was formerly known as part of lot 82-160 of the said cadastre is subject to a servitude and prohibition to construct thereon, the whole as created and more fully setforth in the deed of sale by Québec-Hydro Electric Commission unto Threesome Investment Corporation executed before Gérard Bourbonnière, Notary, on the fifth day of July, nineteen hundred and sixty-two and duly registered at the Montreal Registry Office under number 1612977.

The above emplacement is subject to the Cartierville Airport Zoning Regulations in accordance with the plan deposited at the Montreal Registry Office under the number 1674804."

To be sold at the Prothonotary's Office, room #129, at the Old Court House, in the City of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, August 7, 1970. 35806-o

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 33 722 } RAYMOND DESILETS, opérateur, domicilié et résidant à 800, rue Williams,

en les cité et district de Trois-Rivières, demandeur, *vs* GASTON BÉLIVEAU, journalier, résidant à Ste-Angèle de Laval, district de Nicolet, défendeur.

Une terre étant la moitié nord-est du lot de terre connu désigné comme étant le lot numéro soixante-treize (½ N.E. de 73) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Angèle de Laval, contenant un quart d'arpent et deux pieds de largeur au front, par environ trente-trois arpents de profondeur, plus ou moins

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 33 722. } RAYMOND DESILETS, operator, domiciled and residing at 800 Williams

Street, in the city and district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* GASTON BÉLIVEAU, labourer, residing at Ste-Angèle de Laval, district of Nicolet, defendant.

A piece of land being the northeast half of the lot of land known and designated as being lot number seventy-three (½ N.E. of 73) on the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Ste-Angèle de Laval, containing one-fourth of an arpent and two feet in width in front, by about thirty-three arpents in depth,

et sans garantie de mesure précise, et borné comme suit: en front au nord-ouest, à l'emplacement de M. Eddy Blackburn qui est détaché du terrain présentement vendu; au sud-est, en profondeur, au terrain d'Armand Bourgeois ou représentant, au nord-est, au terrain de Henri Carignan et au sud-ouest, partie au terrain de Donat Pépin et partie au terrain de Édmond Pépin, Le tout avec la maison et le hangar dessus construits, circonstances et dépendances. Étant donné le fait que le terrain présentement vendu est enclavé, le présent vendeur déclare qu'il aurait un droit de passage gratuit sur le terrain en front appartenant audit Eddy Blackburn, reconnu en faveur du vendeur, en vertu de la vente par Edmond Carignan à Eddy Blackburn, reçue devant le notaire, R. Blondin, le 25 avril, 1960, copie enregistrée sous le No 76,074, B. 122;

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division No 1, à Bécancour, en la ville de Bécancour, district de Nicolet, MERCREDI, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGES DOUCET.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 7 août 1970. 35792-o

more or less and without guarantee of precise measurement, and bounded as follows: in front on the northwest by the emplacement of Mr. Eddy Blackburn, which is detached from the land presently sold; on the southeast in depth by the land of Armand Bourgeois or representative, on the northeast by the land of Henri Carignan and on the southwest, part by the land of Donat Pépin and part by the land of Édmond Pépin. The whole with the house and the shed built thereon, circumstances and dependencies. Due to the fact that the land presently sold is enclaved, the present vendor declares that he will have a right of way free of charge on the land in front belonging to the said Eddy Blackburn, recognized in favor of the vendor, pursuant to the sale by Edmond Carignan to Eddy Blackburn, received before R. Blondin, notary, on April 25, 1960, copy registered under No. 76,074, B. 122;

To be sold at the Registry Office of division No. 1, at Bécancour, in the town of Bécancour, district of Nicolet, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

GEORGES DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office
Nicolet, August 7, 1970. 35792

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 785.

COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE DE MONTRÉAL, corps politique et incorporé, ayant son siège social dans la ville de Montréal, dit district, *vs* GASTON TURGEON, agent de Lauzon, district de Québec.

« Une petite parcelle de terrain vacant de forme triangulaire située à l'extrémité sud-ouest de la propriété actuelle de ladite Dame McNicoll et formant partie de la subdivision soixante-trois du lot originaire mille quatre vingt-seize (1096-63 ptie) du cadastre officiel revisé du village de Lauzon, quartier Fafard, cette partie de terrain mesurant une largeur de sept pieds (7′) à sa base du côté sud-est pour venir à rien à son extrémité nord-ouest par une longueur de cinquante-deux pieds et cinq dixième (52.5′) à sa base du côté sud-ouest et étant bornée vers le nord-est par le résidu du lot 1096-73 demeurant propriété de Mme McNicoll, vers le sud-est par une partie du lot 1096-62-1-2;

La re-subdivision deux de la re-subdivision cinq de la subdivision soixante-quatorze du lot originaire numéro mille quatre-vingt-seize (1096-74-5-2) et la re-subdivision deux de la re-subdivision un de la subdivision soixante-deux du lot originaire numéro mille quatre-vingt-seize 1096-62-1-2) du cadastre officiel revisé du village incorporé de Lauzon, cité de Lauzon, quartier Fafard, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et portant le numéro civique 81-A boulevard Jacques-Cartier, cité de Lauzon, à distraire de cette dernière re-subdivision deux de la re-subdivision un de la subdivision soixante-deux du lot originaire numéro mille quatre-vingt-seize (1096-62-1-2);

Une petite parcelle de terrain vacant de forme triangulaire située à l'extrémité nord-est de la propriété actuelle de M. Turgeon et formant partie de la redivision un deux de la subdivision soixante-deux du lot originaire mille quatre-

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 785.

COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE DE MONTRÉAL, body politic and corporate having its head office in the city of Montreal, said district, *vs* GASTON TURGEON, agent from Lauzon, district of Québec.

"A small strip of vacant land of a triangular form situated at the southwest extremity of the present property of said Mrs. McNicoll and forming part of subdivision sixty-three of original lot one thousand ninety-six (1096-63 P.) of the official revised cadastre of the village of Lauzon, Fafard Ward, this piece of land measuring a width of seven feet (7′) on the base on the southeast side to end at its northwest extremity by a length of fifty-two feet and five tenths (52.5′) at its base on the southwest side and bounded on the northeast by the remainder of lot 1096-63 remaining the property of Mrs. McNicoll, on the southeast by a part of lot 1096-62-1-2;

Resubdivision two of resubdivision five of subdivision seventy-four of original lot number one thousand ninety-six (1096-74-5-2) and resubdivision two of resubdivision one of subdivision sixty-two of original lot number one thousand ninety-six (1096-62-1-2) of the official revised cadastre of the incorporated village of Lauzon, city of Lauzon, Fafard Ward, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, and bearing civic number 81-A Jacques Cartier Boulevard, city of Lauzon, to withdraw from the latter resubdivision two of the resubdivision one of subdivision sixty-two of original lot number one thousand ninety-six (1096-62-1-2);

A small strip of vacant land of a triangular form situated at the northeast extremity of the present property of Mr. Turgeon and forming part of redivision one two of subdivision sixty-two of original lot one thousand ninety-six (1096-62-1-2)

vingt-seize (1096-62-1-2) du cadastre officiel revisé du village de Lauzon, quartier Fafard, cette partie mesurant une largeur de sept pieds (7′) à sa base du côté nord-ouest pour venir à rien à son extrémité sud-est par une longueur de cinquante-deux pieds et cinq dixièmes (52.5′) à sa base du côté nord-est et étant bornée vers le nord-est par le lot 1096-63, propriété de Dame McNicoll, vers le sud-ouest par le résidu du lot 1096-62-1-2, demeurant propriété de M. Turgeon et vers le nord-ouest par le boulevard Jacques-Cartier. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113 rue St-Georges-ouest, Lévis, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 11 août 1970. 35808-o

of the official revised cadastre of the village of Lauzon, Fafard Ward, this part measuring a width of seven feet (7′) at its base on the northwest side ending at its southeast extremity by a length of fifty-two feet and five tenths (52.5′) at its base on the northeast side and bounded on the northeast by lot 1096-63, property of Mrs. McNicoll, on the southwest by the remainder of lot 1096-62-1-2, remaining the property of Mr. Turgeon and on the northwest by Jacques-Cartier Boulevard."

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St-Georges West Street, Lévis, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 11, 1970. 35808

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 34-721. { LIONEL TURBIDE CONSTRUCTION INC., corps politique légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires à Causapscal, district de Rimouski, demanderesse, *vs* BERTRAND « BILL » LEBLANC, résidant et domicilié au 4858, Côte des Neiges, app. 606-C, Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une étendue de terrain, située dans la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro cinquante-cinq-un (Pt. 55-1) du cadastre officiel du rang quatre (IV) du canton d'Humqui, ayant et mesurant mille quarante-huit pieds (1048) de largeur le long de la route Amqui-St-Léon le Grand, cent soixante-sept pieds (167) de profondeur à partir de la route dans la ligne du côté sud, quatre cent soixante-dix (470) pieds de profondeur à partir de la route dans la ligne du côté Nord, et de la largeur qu'il y a dans la ligne du côté ouest à partir de l'extrémité ouest de ladite ligne du côté nord et atteignant en ligne droite l'extrêmité ouest de ladite ligne du côté sud, le tout mesure anglaise, tel qu'acquis par ledit Bertrand « Bill » Leblanc de Gérard Castonguay, le 14 octobre 1966, par vente enregistrée à Amqui sous le numéro 62-429, bornée à l'est par la route Amqui-St-Léon Le Grand, vers le nord par la terre de Paul-Émile Couturier, vers le sud et vers l'ouest par le résidu de la terre de Gérard Castonguay; sauf cependant et à distraire de ladite étendue de terrain, un terrain ou emplacement appartenant à la Congrégation des Soeurs de la Sainte-Famille de Bordeau du Canada, d'une superficie totale de 43,860 pieds carrés, et acquise par cette dernière de Bertrand « Bill » Leblanc, suivant vente en date du 5 janvier 1967, enregistrée à Amqui, sous le numéro 62-731. Un terrain appartenant à Bertrand Bérubé, acquis par ce dernier de Bertrand « Bill » Leblanc, suivant vente devant le notaire soussigné, le 6 juin 1968.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 34-721. { LIONEL TURBIDE CONSTRUCTION INC., body politic legally incorporated having its principal place of business at Causapscal, district of Rimouski, plaintiff, *vs* BERTRAND "BILL" LEBLANC, residing and domiciled at 4858 Côte des Neiges, Apt. 606-C, Montreal, district of Montreal, defendant.

A strip of land situated in the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, being part of and to be withdrawn from the lot known and designated under number fifty-five-one (P. 55-1) of the official cadastre of the fourth range (IV) of the township of Humqui, having and measuring one thousand and forty-eight feet (1084) in width along the Amqui-St-Léon le Grand Route, one hundred and sixty-seven feet (167) in depth from the route to the line on the south side, four hundred and seventy (470) feet in depth from the route on the line of the north side and from the width existing from the line on the west side starting from the west extremity of the said line on the north side and reaching in a straight line the west extremity of the said line on the south side, the whole English measure, as acquired by the said Bertrand "Bill" Leblanc from Gérard Castonguay on October 14, 1966, by a deed registered in Amqui under number 62-429, bounded on the east by Amqui-St-Léon-le-Grand Route, on the north by the land of Paul-Émile Couturier, on the south and west by the remainder of the land of Gérard Castonguay; save however and to withdraw from the said strip of land, a strip of land or emplacement belonging to the "Congrégation des Soeurs de la Sainte-Famille de Bordeau du Canada", of a total area of 43,860 square feet, and acquired by the latter from Bertrand "Bill" Leblanc, according to a sale dated January 5, 1967, registered in Amqui under number 62-731. A piece of land belonging to Bertrand Bérubé, acquired by the latter from Bertrand "Bill" Leblanc, according to a sale before the undersigned notary, on June 6, 1968.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement d'Amqui, Palais de Justice, ville d'Amqui, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député Shérif,
Rimouski, 10 août 1970. 35750-o

To be sold at the Amqui Registry Office, at the Court House, town of Amqui, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, August 10, 1970. 35750

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 36,097. PAUL - ÉMILE D'ARCY, rentier, résidant et domicilié au numéro 351 rue Parc, Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* Dame MARIE AUBÉ, veuve d'Oliva Bolduc, résidant au numéro 967 rue Stanley, Sherbrooke, district de St-François, défenderesse.

« La moitié est de l'immeuble ci-après décrit: Le lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495) et parties des lots quatre cent quatre-vingt-quatorze (494) et quatre cent quatre-vingt-seize (496) sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le Quartier Nord de ladite cité de Sherbrooke, mesurant soixante-quinze pieds (75′) en front sur la rue London et soixante-quatorze pieds et huit pouces (74′8″) en largeur à l'arrière et s'étendant de la rue London à une profondeur de cent onze pieds (111′), borné à l'ouest par la rue London, à l'est par une ligne parallèle à la rue London et à une distance de cent onze pieds (111′), au nord par la ligne nord des lots numéros quatre cent quatre-vingt-quatorze (494) et quatre cent quatre-vingt-quinze (495) et au sud par la ruelle Qakefield, avec et sujet à un droit de passage en commun d'une largeur de dix pieds (10′) tel qu'établi aux termes d'un acte de conventions intervenu entre E. G. Pierce et Thomas M. Cowan, devant George E. Borlase, notaire, le 19 février 1916. Avec bâtisses dessus construites et dépendances y attenant ou en faisant partie. »

Pour être vendus en bloc au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, MERCREDI, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 5 août 1970. 35751-o

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District of St-François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 36,097. PAUL - ÉMILE D'ARCY, annuitant, residing and domiciled at 351 Parc Street, Sherbrooke, district of St-François, plaintiff, *vs* Dame MARIE AUBÉ, widow of Oliva Bolduc, residing at 967 Stanley Street, Sherbrooke, district of St-François, defendant.

"The eastern half of the building as hereafter described: Lot number four hundred and ninety-five (495) and parts of lots four hundred and ninety-four (494) and four hundred and ninety-six (496) on the official plan of the cadastre and in the book of reference for the North Ward of the said city of Sherbrooke, with a frontage on London Street measuring seventy-five feet (75′) and the back part of the building measuring seventy-four feet eight inches (74′8″) and extending in depth from London Street to a distance of one hundred and eleven feet (111′) bounded on the west by London Street, on the east by a line parallel to London Street and at a distance of one hundred and eleven feet (111′), on the north by the northern boundary of lots numbers four hundred and ninety-four (494) and four hundred and ninety-five (495) and on the south by Qakefield Lane, with and subject to a common right of way measuring ten feet in width (10′), as established under the provisions of a deed of agreement drawn up between E. G. Pierce and Thomas M. Cowan, before George E. Borlase, notary, on February 19, 1916. With buildings constructed thereon, and dependencies."

To be sold as a whole at the Sheriff's Office, Court House, at Sherbrooke, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER 1970, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff.
DONAT JACQUES,

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, August 5, 1970. 35751

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 36,087. RÉJEAN LAPIERRE INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au No 1951 rue Portland, à Sherbrooke, district judiciaire de St-François, demanderesse, *vs* LES ENTREPRISES GÉRARD ROBIDOUX INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au No 1175, rue Lavigerie, à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR DE SHERBROOKE, résidant au No 174, rue du Palais, à Sherbrooke, district de Saint-François, mis en cause.

« Un certain lot ou morceau de terrain connu et désigné comme étant le lot numéro 286 de la subdivision du lot originaire numéro 15A aux

Fieri Facias de Terris
District of Saint-François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 36,087. RÉJEAN LAPIERRE INC., a corporation legally constituted, having its principal place of business at No. 1951 Portland Street, in Sherbrooke, judicial district of Saint-François, plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES GÉRARD ROBIDOUX INC., a corporation legally constituted, having its principal place of business at No. 1175 Lavigerie Street, in Sherbrooke, judicial district of Saint-François, defendant, and THE REGISTRAR OF SHERBROOKE, residing at No. 174 du Palais Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François, mis en cause.

"A certain lot or piece of land known and designated as being lot number 286 of the subdivision of original lot number 15A on official plan and

plan et livre de renvoi officiels pour le rang VIII du canton d'Ascot.

Un certain lot ou morceau de terrain connu et désigné comme étant le lot numéro 36 de la subdivision du lot originaire numéro 268 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 15A aux plan et livre de renvoi officiels pour le rang VIII du canton d'Ascot. »

Pour être vendus en bloc au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, MARDI, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 6 août 1970. 35793-o

book of reference for Range VIII in Ascot township.

A certain lot or piece of land known and designated as being lot number 36 of the subdivision of original lot number 268 of the official subdivision of original lot number 15A on official plan and book of reference for Range VIII in Ascot township."

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office, at the Court House, in Sherbrooke, TUESDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, August 6, 1970. 35793

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Canada — Province de Québec

Cour Supérieure, Ville Marie, No. 2460. BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demandeur, *vs* GAÉTAN MATHIEU, de Béarn district de Témiscamingue, défendeur.

« Un morceau de terre à Béarn, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro six dans le septième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Duhamel (Ptie No 6, Rg. 7, Duhamel) mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, et borné en front, à l'est par la rue Léonard, en arrière à l'ouest par le résidu de ce lot, propriété de Louis Mayer, d'un côté au nord par une autre partie de ce lot propriété de Jules Gervais, et de l'autre côté au sud aussi par une autre partie de ce lot propriété d'Armand Manseau.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec la maison y érigée, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter. ».

Pour être vendu au Bureau du Régistrateur au Palais de Justice à Ville Marie, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JEAN-PAUL HALLÉE.
Ville Marie, le 3 août 1970. 35794-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue
Canada — Province of Québec

Superior Court, Ville Marie, No. 2460. NATIONAL CANADIAN BANK, a corporation legally constituted, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* GAÉTAN MATHIEU, of Béarn, district of Témiscamingue, defendant.

"A piece of land in Béarn, forming part of the lot known and designated under number six in the seventh range on official plan and book of reference for the Township of Duhamel (P. No. 6, R. 7, Duhamel) measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, more or less, and bounded in front, on the east by Léonard Street, in rear on the west by the residue of this lot, property of Louis Mayer, on a side on the north, by another part of this lot, property of Jules Gervais, and on the other side on the south also by another part of this lot, property of Armand Manseau.

As the whole now subsists, with the house thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes that may affect the same."

To be sold at the Registrar's Office, at the Court House, in Ville Marie, the TWENTY-FIRST day of the month of SEPTEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL HALLÉ,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Ville Marie, August 3, 1970. 35794

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 789,796. DAME SHIRLEY EDELSTEIN KLEIN, veuve de feu Hyman Klein, de la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, demanderesse, *vs* STE-THÉRÈSE WEST LAND CORP., un corps politique et incorporé, dûment constitué conformément à la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, défenderesse.

Les immeubles ci-après désignés et en la possession de la défenderesse Ste-Thérèse West Land Corp.

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 789,796. DAME SHIRLEY EDELSTEIN KLEIN, widow of the late Hyman Klein, of the city of Côte Saint-Luc, district of Montreal, plaintiff, *vs* STE-THÉRÈSE WEST LAND CORP., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

The immovables hereinafter designated and in the possession of the defendant Ste-Thérèse West Land Corp.

Le lot connu et désigné sous le numéro trente-sept (37) de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158; le lot connu et désigné sous le numéro quarante (40) de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 207 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 239 de la subdivision officielle du lot numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 248 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 257 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 193, 194, 195, 196 de la subdivision officielle du lot numéro 158; les lots connus et désignés sous les numéros 215, 216, 217 et 218 de la subdivision officielle du lot numéro 157, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 211 et 212 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 266 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157; les lots connus et désignés sous les numéros 216, 217, 218, 219 et 220 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les parties du lot connu et désigné sous les numéros 13 et 14 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 16 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 190, 191, 192, 193, 194 et 195 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 208 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157 et le lot connu et désigné sous le numéro 174 de la subdivision officielle du lot numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 230, 231, 232 et 233 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 254, 255, 256, 257, 258 et 259 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 267, 268 et 269 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157; les lots connus et désignés sous les numéros 213, 214 et 215 de la subdivision officielle du lot originaire numéro

The lot known and designated under number thirty-seven (37) of the official subdivision of original lot number one hundred fifty-eight (158); the lot known and designated under number forty (40) of the official subdivision of original lot number 157 on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 207 of the official subdivision of original lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 239 of the official subdivision of lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 248 of the official subdivision of the original lot number 158 on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 257 of the official subdivision of the original lot number 158 on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 193, 194, 195, 196 of the official subdivision of lot number 158; the lots known and designated under numbers 215, 216, 217 and 218 of the official subdivision of lot number 157, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 211 and 212 of the official subdivision of original lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 266 of the official subdivision of original lot number 157; the lots known and designated under numbers 216, 217, 218, 219 and 220 of the official subdivision of original lot number 158 on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The parts of the lot known and designated under numbers 13 and 14 of the official subdivision of original lot number 157, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 16 of the official subdivision of original lot number 157, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 190, 191, 192, 193, 194 and 195 of the official subdivision of the original lot number 157, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 208 of the official subdivision of original lot number 157 and the lot known and designated under number 174 of the official subdivision of lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 230, 231, 232 and 233 of the official subdivision of original lot number 157, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 254, 255, 256, 257, 258 and 259 of the official subdivision of original lot number 157, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 267, 268 and 269 of the official subdivision of original lot number 157; the lots known and designated under numbers 213, 214 and 215 of the official subdivision of original lot number

158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 301 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 157, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 310, 311, 312, 313 et 314 de la subdivision du lot originaire numéro 157; les lots connus et désignés sous les numéros 249, 250, 251, 252 et 253 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 16, 17, 18, 19 et 20 de la subdivision du lot originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 102 et 103 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Les lots connus et désignés sous les numéros 156 et 157 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Le lot connu et désigné sous le numéro 173 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 158 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse.

Pour être vendu en bloc, au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre #106, Palais de Justice, 400, rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 5 août 1970. 35752-o

153, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 301 of the official subdivision of original lot number 157, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 310, 311, 312, 313 and 314 of the official subdivision of original lot number 157; the lots known and designated under numbers 249, 250, 251, 252 and 253 of the official subdivision of the original lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 16, 17, 18, 19 and 20 of the subdivision of original lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 102 and 103 of the official subdivision of original lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lots known and designated under numbers 156 and 157 of the official subdivision of original lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

The lot known and designated under number 173 of the official subdivision of original lot number 158, on official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse.

To be sold "en bloc" at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated Room #106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
Saint-Jérôme, August 5, 1970. 35752

TROIS—RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 30701. BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée et ayant une place d'affaires en les cité et district de Trois-Rivières et son siège social en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* MONSIEUR GASTON BOUCHARD, contracteur, rang St-Jean-Baptiste, Pointe du Lac, district de Trois-Rivières, défendeur.

« Un terrain vacant en forme de trapèze connu comme partie du lot cent soixante-dix-huit (178) du cadastre officiel fait pour la paroisse de Pointe du Lac mesurant cent pieds (100′) de largeur à son fond au sud-est et cinq cent trente-neuf pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (539.85′) au nord-est et six cent soixante et un pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (661.85′) au sud-ouest, formant soixante mille soixante pieds carrés (60,060 p.c.) en superficie; le tout plus ou moins et à mesure anglaise, la ligne de côté sud-ouest passe à soixante pieds (60′) au nord-est du prolongement hypothétique de la ligne nord-est du lot de la subdivision No 178-1 et sa ligne de front sud-est se confond avec le prolongement hypothétique de la ligne nord-ouest du lot No 178-1, borné au sud-ouest et au sud-est par des

TROIS—RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 30701. THE BANK OF MONTREAL, a corporation legally incorporated and having a place of business in the city and district of Trois-Rivières and its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* MR. GASTON BOUCHARD, contractor, St-Jean-Baptiste Range, Pointe du Lac, district of Trois-Rivières, defendant.

"A vacant piece of land of a trapezoidal form known as part of lot one hundred and seventy-eight (178) of the official cadastre of the parish of Pointe du Lac measuring one hundred feet (100′) in width to its end on se southeast and five hundred and thirty-nine feet and eighty-five hundredths (539.85′) on the northeast and six hundred and sixty-one and eighty-five hundredths (661.85′) on the southwest, forming sixty thousand sixty square feet (60,060 sq. ft.) in area; the whole more or less and English measure, the line of the southwest side passes at sixty feet (60′) on the northeast of the hypothetical prolongation of the northeast line of the lot of subdivision No. 178-1 and the front southeast line intermingling with the hypothetical prolongation of the northwest line of lot No. 178-1, bounded

surplus du lot cent soixante-dix-huit (178) propriété de Liguori Guilbert et devant servir de rues publiques: au nord-est par un surplus du lot numéro cent soixante-dix-huit (178) appartenant à Liguori Guilbert; en profondeur, au nord-ouest par le lot numéro six cent soixante-treize (673) étant la voie ferrée du C.P.R. »

Pour être vendu au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, en la cité de Trois-Rivières, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
FERNANDE TURDEON.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 7 août 1970. 35809-o

on the southwest and southeast by the surpluses of lot one hundred and seventy-eight (178) property of Liguori Guilbert and used as public streets; on the northeast by a surplus of lot number one hundred and seventy-eight (178) belonging to Liguori Guilbert, in depth on the northwest by lot numbers six hundred and seventy-three (673) being the Canadian Pacific Railway track."

To be sold at the Registrar's Office of the registration division of Trois-Rivières, in the city of Trois-Rivières, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of SEPTEMBER, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

FERNANDE TURGEON,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, August 7, 1970. 35809

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2684

Québec, le 15 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte et la procédure d'arbitrage suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, chapitre 45 des lois de 1968.

ATTENDU QUE l'article 58 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire tout règlement jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer la rémunération de l'arbitre de plainte nommé par le ministre en vertu de l'article 42 de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer la rémunération de l'arbitre de grief nommé d'office par le ministre en vertu de l'article 30 de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir certains règlements tendant à accélérer la procédure d'arbitrage;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements dont copie est annexée, soient adoptés.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlements concernant la rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, chapitre 45 des Lois de 1968.

A) *Honoraires et frais de voyage de l'arbitre de grief ou de plainte*

1. Pour une journée complète de travail (une journée complète comprend trois (3) séances).
– L'arbitre de grief ou de plainte..... $125
– Si l'arbitre de grief ou de plainte est une personne touchant déjà un traitement du Gouvernement..... 105

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2684

Québec, July 15, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the remuneration of the grievance or complaint arbitrator and the arbitration procedure pursuant to the Construction Industry Labour Relations Act, chap. 45 of the statutes of 1968.

WHEREAS section 58 of the Construction Industry Labour Relations Act authorizes the Lieutenant-Governor in Council to make any regulation deemed necessary to give effect to the provisions of the said act;

WHEREAS it is necessary to determine the remuneration of the complaint arbitrator appointed by the Minister in pursuance of section 42 of the said act;

WHEREAS it is necessary to determine the remuneration of the grievance arbitrator officially appointed by the Minister in pursuance of section 30 of the said act;

WHEREAS it is necessary to establish certain regulations tending to accelerate arbitration procedure;

IT IS ORDAINED, consequently, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour and Manpower:

THAT the regulations of which copy is annexed, be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulations concerning the remuneration of the grievance of complaint arbitrator pursuant to the Construction Industry Labour Relations Act, Chapter 45 of the Statutes of 1968.

(A) *Fees and travel allowances of the grievance or complaint arbitrator*

1. For a full day of work (a full day includes three (3) sittings)
– The grievance or complaint arbitrator.. $125
– If the grievance or complaint arbitrator is a person who already receives a salary from the Government..... 105

2. Pour une séance d'une demi-journée, une soirée équivalant à une demi-journée:

- Pour l'arbitre de grief ou de plainte..... $ 60
- Si l'arbitre de grief ou de plainte est une personne touchant déjà un traitement du Gouvernement:..... 35

Lorsqu'une journée d'enquête ou de délibéré comprend trois (3) séances, les honoraires à être payés sont établis à l'alinéa 1 ci-dessus.

3. Les séances pour le délibéré et la rédaction de la sentence sont rémunérées selon les modalités des alinéas 1 et 2 ci-dessus.

Toutefois, il ne peut être versé à cette fin, des honoraires pour plus de trois (3) jours complets.

4. Dépenses encourues et allocations de déplacement pour tout trajet dépassant cinquante (50) milles à l'aller et au retour:

- L'arbitre de grief ou de plainte..... $ 25
- L'usage de l'automobile (du mille)..... 0.14

5. Tous les comptes d'honoraires et de dépenses doivent être fournis en duplicata, accompagnés des pièces justificatives et vérifiés par un fonctionnaire désigné à cette fin par le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

L'arbitre de grief est rémunéré et remboursé de ses frais selon le tarif prévu ci-dessus par les parties à la convention collective. Ces parties assument conjointement les honoraires et les frais de l'arbitre de grief ou de plainte.

B) *Témoins:* Les dépenses des témoins sont payées par la partie qui les a assignés.

C) *Procédure aux séances d'enquête.*

1. L'arbitre de grief ou de plainte est le maître de la procédure. Sauf en matière de grief, si des modalités différentes sont prévues à la convention collective, l'artitre de grief ou de plainte doit déterminer, notamment, le lieu des séances, refuser tout ajournement qu'il juge injustifié, fixer péremptoirement, lorsqu'il y a lieu, la date des séances et procéder, à moins de raisons particulièrement sérieuses laissées à son appréciation, en l'absence de l'arbitre ou de la partie qui, ayant reçu avis, fait défaut de comparaître.

2. Les procédures, une fois commencées, doivent, à moins de raisons particulièrement sérieuses laissées à l'appréciation de l'arbitre de grief ou de plainte, se continuer de jour en jour jusqu'au délibéré et celui-ci, une fois commencé, doit se poursuivre de la même manière.

3. À Québec et à Montréal, les séances d'audition et d'enquête doivent, autant que possible, être tenues dans des locaux que le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre met à la disposition de l'arbitre de grief ou de plainte.

35821-o

2. For a sitting of a half day's duration, an evening being considered as equivalent to a half day:

- For the grievance of complaint arbitrator $ 60
- If the grievance or complaint arbitrator is a person who already receives a salary from the Government..... 35

When a day of inquiry or private sittings includes three (3) sittings, the fees to be paid are established in the preceding paragraph 1.

3. The session for the private sittings and the wording of the award are remunerated according to the clauses of the preceding paragraphs 1 and 2.

However the fees for this particular work must not be paid for a duration exceeding three (3) full days.

4. Expenses incured and travelling allowances for any journey exceeding fifty (50) miles either going or coming:

- The grievance or complaint arbitrator.. $ 25
- Use of automobile (per mile)..... 0.14

5. All statements of fees and expenses must be submitted in duplicata, accompanied by vouchers and verified by a government employee appointed for this purpose by the Minister of Labour and Manpower.

The grievance arbitrator is remunerated and reimbursed for his expenses according to the preceding rates by the parties in the collective agreement. These parties assume conjointly the fees and expenses of the grievance or complaint arbitrator.

(B) *Witnesses:* The expenses of witnesses are paid by the party who has summoned them.

(C) *Procedure during the inquiry sittings*

1. The grievance or complaint arbitrator is the master of procedure. Except in the matter of grievances, if some different clauses are dealt with in the collective agreement, the grievance or complaint arbitrator must determine, in particular, the place where the sittings are to be held, refuse any adjournment he deems unwarranted fix peremptorily, when necessary, the date of the sittings and, except for particularly serious reasons left to his appreciation, proceed in the absence of the arbitration officer or the party who, having received notice, fails to appear.

2. Once started, the proceedings, except for particularly serious reasons left to the appreciation of the grievance or complaint arbitrator, must continue from day to day at least until the private sittings and such private sittings, once started, must continue likewise.

3. In Québec and Montreal, the inquiry and hearing sittings must be held, whenever possible, in the premises that the Department of Labour and Manpower keeps at the disposal of the grievance and complaint arbitrator.

35821-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2683

Québec, le 15 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la rémunération des membres de conseil d'arbitrage de différend, des membres de tribunal d'arbitrage de grief, de l'arbitre de grief et la procédure d'arbitrage suivant le Code du travail.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2683

Québec, July 15, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the remuneration of council of dispute arbitration and court of grievance arbitration members, of the grievance arbitrator and conciliation procedure pursuant to the Labour Code.

ATTENDU QUE l'article 91 du Code du travail permet au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer la rémunération des membres de conseil d'arbitrage de différend, de tribunal d'arbitrage de grief et de l'arbitre de grief;

ATTENDU QUE le même article autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à faire tout règlement jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions du chapitre IV du Code du travail intitulé « Du règlement des différends »;

ATTENDU QU'il y a lieu de préciser et de mettre à jour certaines modalités déterminées par l'arrêté en conseil No 1857 du 30 septembre 1964, modifié par l'arrêté en conseil No 2412 du 16 décembre 1964;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer la rémunération des membres de conseil d'arbitrage de différend, de tribunal d'arbitrage de grief et de l'arbitre de grief;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir certains règlements tendant à accélérer la procédure d'arbitrage;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil No 1857 du 30 septembre 1964, modifié par l'arrêté en conseil No 2412 du 16 décembre 1964, soit abrogé;

QUE les règlements dont copie est annexée soient adoptés.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlements concernant la rémunération des membres de conseil d'arbitrage de différend, des membres de tribunal d'arbitrage de grief, de l'arbitre de grief et la procédure d'arbitrage suivant le Code du travail.

A) *Honoraires et frais de voyage des membres d'un conseil d'arbitrage de différend, d'un tribunal d'arbitrage de grief et de l'arbitre de grief:*

1. Séance préliminaire des membres du conseil d'arbitrage de différend ou du tribunal d'arbitrage de grief pour le choix du président ..... $ 10

2. Pour une journée complète de travail (une journée complète comprend trois (3) séances):
- Pour le président du conseil d'arbitrage de différend ou du tribunal d'arbitrage de grief et l'arbitre de grief $125
- Si le président du conseil d'arbitrage de différend ou du tribunal d'arbitrage de grief ou l'arbitre de grief est une personne touchant déjà un traitement du Gouvernement 105
- Autres membres du conseil d'arbitrage de différend ou du tribunal d'arbitrage de grief 30

3. Pour une séance d'une demi-journée, une soirée équivalant à une demi-journée:
- Pour le président du conseil d'arbitrage de différend ou du tribunal d'arbitrage de grief et l'arbitre de grief ..... $ 60
- Si le président du conseil d'arbitrage de différend ou du tribunal d'arbitrage de grief ou l'arbitre de grief est une personne touchant déjà un traitement du Gouvernement 35

WHEREAS section 91 of the Labour Code authorizes the Lieutenant-Governor in Council to determine the remuneration of council of dispute arbitration and court of grievance arbitration members and of the grievance arbitrator;

WHEREAS the same section authorizes the Lieutenant-Governor in Council to make any regulation deemed necessary to give effect to the provisions of Chapter IV of the Labour Code entitled "Settlement of disputes";

WHEREAS it is necessary to specify and bring up to date some clauses determined by the Order in Council No. 1857 of September 30, 1964, amended by Order in Council No. 2412 of December 16, 1964;

WHEREAS it is necessary to determine the remuneration of the council of dispute arbitration and court of grievance arbitration members and of the grievance arbitrator;

WHEREAS it is necessary to establish certain regulations tending to accelerate arbitration procedure;

IT IS ORDAINED, consequently, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the Order in Council No. 1857 of September 30, 1964, amended by the Order in Council No. 2412 of December 16, 1964, be abrogated;

THAT the regulations of which copy is annexed, be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulations concerning the remuneration of the council of dispute arbitration members of the court of grievance arbitration members of the grievance arbitrator and the conciliation procedure pursuant to the Labour Code.

A) *Fees and travel allowances of the members of a council of dispute arbitration of a court of grievance arbitration and of the grievance arbitrator:*

1. Preliminary sitting of the members of the council of dispute arbitration, or of the court of grievance arbitration for the choice of president ..... $ 10

2. For a full day of work (a full day includes three (3) sittings):
- For the president of the council of dispute arbitration or of the court of grievance arbitration and the grievance arbitrator $125
- If the president of the council of dispute arbitration or of the court of grievance arbitration or the grievance arbitrator is a person who already receives a salary from the Government 105
- Other members of the council of dispute arbitration or of the court of grievance arbitration 30

3. For a sitting of a half day's duration, an evening being considered as equivalent to a half day:
- For the president of the council of dispute arbitration or of the court of grievance arbitration and the grievance arbitrator $ 60
- If the president of the council of dispute arbitration or of the court of grievance arbitration or the grievance arbitrator is a person who already receives a salary from the Government 35

– Autres membres du conseil d'arbitrage de différend ou du tribunal d'arbitrage de grief..... $ 10

Lorsqu'une journée d'enquête ou de délibéré comprend trois séances, les honoraires à être payés sont établis à l'alinéa 2 ci-dessus.

4. Les séances pour le délibéré et la rédaction de la sentence sont rémunérées selon les modalités des alinéas 2 et 3 ci-dessus.

Toutefois, il ne peut être versé à cette fin, des honoraires pour plus de trois jours complets.

5. Dépenses encourues et allocations de déplacement pour tout trajet dépassant cinquante (50) milles à l'aller et au retour:

– Président du conseil d'arbitrage de différend, du tribunal d'arbitrage de grief ou l'arbitre de grief..... $ 25
– Autres membres du conseil d'arbitrage de différend et du tribunal d'arbitrage de grief..... 20

– L'usage de l'automobile: $0.14 du mille.

6. Les honoraires et frais des membres du conseil d'arbitrage de différend sont à la charge du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

Tous les comptes d'honoraires et de dépenses doivent être fournis en duplicata, accompagnés des pièces justificatives et vérifiés par un fonctionnaire désigné à cette fin par le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

Les membres du tribunal d'arbitrage de grief et l'arbitre de grief sont rémunérés et remboursés de leurs frais selon le tarif prévu ci-dessus par les parties à la convention collective. Ces parties assument conjointement les honoraires et les frais du président du tribunal d'arbitrage de grief ou, selon le cas, de l'arbitre de grief.

B) *Témoins:* Les dépenses des témoins sont payées par la partie qui les a assignés.

C) *Procédure aux séances d'enquête:*

1. Le président du conseil d'arbitrage de différend, le président du tribunal d'arbitrage de grief ou, selon le cas, l'arbitre de grief, est le maître de la procédure. Il doit, en cas de silence de la convention collective, en matière de grief, notamment, déterminer le lieu des séances, refuser tout ajournement qu'il juge injustifié, fixer péremptoirement, lorsqu'il y a lieu, la date des séances et procéder, à moins de raisons particulièrement sérieuses laissées à son appréciation, en l'absence de l'arbitre ou de la partie qui, ayant reçu avis, fait défaut de comparaître.

2. Les procédures, une fois commencées, doivent, à moins de raisons particulièrement sérieuses laissées à l'appréciation du président ou de l'arbitre de grief, se continuer de jour en jour jusqu'au délibéré et celui-ci, une fois commencé, doit se poursuivre de la même manière.

3. À moins qu'un autre délai sont fixé à la convention collective, le tribunal d'arbitrage de grief ou l'arbitre de grief doit rendre sa décision dans les 30 jours de la fin de l'enquête.

4. À Québec et à Montréal, les séances d'audition et d'enquête doivent, autant que possible, être tenues dans des locaux que le ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre met à la disposition du conseil d'arbitrage de différend, du tribunal d'arbitrage de grief et de l'arbitre de grief.

35821-o

– Other members of the council of dispute arbitration or of the court of grievance arbitration..... $ 10

When a day of inquiry or private sitting includes three (3) sittings, the fees to be paid are established in the preceding paragraph 2.

4. The sessions for the private sittings and the working of the award are remunerated according to the clauses of the preceding paragraphs 2 and 3.

However, the fees for this particular work must not be paid for a duration exceeding three (3) full days.

5. Expenses incured and travelling allowances for any journey exceeding fifty (50) miles either going or coming:

– President of the council of dispute arbitration and of the court of grievance arbitration..... $ 25
– Other members of the council of dispute arbitration and of the court of grievance arbitration..... 20

– Use of automobile: $0.14 per mile.

6. The fees and expenses of the members of the Council of dispute arbitration are payable by the Department of Labour and Manpower.

All statements of fees and expenses must be submitted in duplicata, accompanied by vouchers, and verified by the government employee appointed for this purpose by the Minister of Labour and Manpower.

The members of the court of grievance arbitration and the grievance arbitrator are remunerated and reimbursed for their expenses according to the preceding rates by the parties in the collective agreement. These parties assume conjointly the fees and expenses of the president of the court of grievance arbitration or, as the case may be, of the grievance arbitrator.

(B) *Witdnesses:* The expenses of witdnesses are paid by the party who has summoned them.

(C) *Procedure at the inquiry sittings:*

1. The president of the council of dispute arbitration, the president of the court of grievance arbitration or, as the case may be, the grievance arbitrator, is the master of the procedure. He must, if no specified in the collective agreement, in the matter of grievance, in particular, determine the place where the sittings are to be held, refuse any adjournment he deems unwarranted, fix peremptorily, when necessary, the date of the sittings and, except for particularly serious reasons left to his appreciation, prodeed in the absence of the arbitration officer or of the party who, having received notice, fails to appear.

2. Once started, the proceedings, except for particularly serious reasons left to the appreciation of the president, must continue from day to day at least until the private sittings and such private sittings, once started, must continue likewise.

3. Unless another delay is fixed in the collective agreement, the court of grievance arbitration or the grievance arbitrator must render his decision whithin 30 days following the end of the enquiry.

4. In Québec and Montreal, the inquiry and hearing sittings must be held, wherever possible, in the premises that the Department of Labour and Manpower keeps at the disposal of the council of dispute arbitration, the court of grievance arbitration and the grievance arbitrator.

35821-o

Avis divers

Succession Sidney Smith

Dame Dorothy Blake veuve de Sydney Smith et Allan Smith, le fils dudit défunt et de ladite Dame Dorothy Blake (Smith), ont accepté en leur qualité de tutrice et de subrogé tuteur respectivement d'Angelina Maria Smith et de Gordon Ronald Smith, enfants mineurs dudit défunt, étant dûment autorisés en vertu d'une homologation par la Cour Supérieure de Montréal le 21 mai, 1970, du procès-verbal d'un conseil de famille, sous bénéfice d'inventaire de la part desdits enfants mineurs la succession dudit défunt, en son vivant domicilié à 872 avenue Querbes en la Cité d'Outremont, province de Québec, par acte exécuté devant D. Whitney, notaire, Suite 1200, 620 ouest, boulevard Dorchester, Montréal 101, le 10 juillet, 1970, enregistré à Montréal le 29 juillet, 1970, sous le numéro 2222065. Cet avis est publié conformément à l'article 676 du Code civil.

Les notaires,
35715-o McLEAN, MARLER, COMMON & TEES.

Conseil Chicoutimi, No 1989, des Chevaliers de Colomb

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Chicoutimi, No 1989, des Chevaliers de Colomb », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
35774-o 1106-54

Conseil Clarenceville No 3647 des Chevaliers de Colomb de Clarenceville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Clarenceville No 3647 des Chevaliers de Colomb de Clarenceville inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
35775-o 5-70

Conseil Ferme-Neuve No 3275 des Chevaliers de Colomb de Ferme-Neuve inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 juillet 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Ferme-Neuve No 3275 des Chevaliers de Colomb de Ferme-Neuve inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
35776-o 9-70

Miscellaneous Notices

Estate of Sidney Smith

Dame Dorothy Blake widow of the late Sydney Smith and Allan Smith, son of the said deceased and Dame Dorothy Blake (Smith), have, in their respective qualities of Tutrix and Subrogate Tutor to Angelina Maria Smith and Gordon Ronald Smith, minor children of the said deceased, being thereunto authorized in virtue of the homologation by the Montreal Superior Court on May 21, 1970, of Family Council proceedings, accepted under benefit of inventory on behalf of the said minors the estate of the said deceased, late of 872 Querbes Avenue in the City of Outremont, Province of Québec, by deed executed before D. Whitney, Notary, Suite 1200, 620 Dorchester Boulevard, West, Montreal 101, on July 20, 1970, registered at Montreal on July 29, 1970, under the number 2222065. This notice is published in accordance with Article 676 of the Civil Code.

McLEAN, MARLER, COMMON & TEES,
35715-o *Notaries.*

Council of Chicoutimi No. 1989 of the Knights of Columbus

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 7, 1970, he approved the general by-laws of "Council of Chicoutimi No. 1989 of the Knights of Columbus", and such, pursuant to section 9 of an Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
35774 1106-54

Council of Clarenceville No. 3647 of the Knights of Colombus of Clarenceville Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 13, 1970, he approved the general by-laws of "Council of Clarenceville No. 3647 of the Knights of Columbus of Clarenceville Inc.", and such, pursuant to section 9 of an Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
35775 5-70

Council of Ferme-Neuve No. 3275 of the Knights of Columbus of Ferme-Neuve Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 13, 1970, he approved the general by-laws of "Council of Ferme-Neuve No. 3275 of the Knights of Columbus of Ferme-Neuve Inc.", and such, pursuant to section 9 of an Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
35776 9-70

Conseil Touraine No 6006 des Chevaliers de Colomb de Limbourg inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Touraine No 6006 des Chevaliers de Colomb de Limbourg inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35777-o 8-68

Council of Touraine No. 6006 of the Knights of Columbus of Limbourg Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 18, 1970, he approved the general by-laws of "Council of Touraine No. 6006 of the Knights of Columbus of Limbourg Inc.", and such, pursuant to section 9 of an Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35777 8-68

Paroisse de St-Michel-Archange

« Ces règlements ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil le 15 juillet 1970, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2733 et sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec* suivant les exigences de l'article 6 du bill 167 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange. »

Règlement numéro 2A

RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION ET À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

La corporation Les Soeurs de la Charité de Québec, par son conseil général, ordonne et statue d'abroger son règlement numéro 2A suivant, à savoir:

Chapitre I

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Partout où tous les mots ci-dessous se rencontrent dans le présent règlement, ils sont censés avoir la signification suivante à moins que le contexte ne comporte une signification différente:

Bordure: Signifie le bord d'une chaussée.

Boulevard: Toute rue ou partie de rue ainsi désignée par un règlement de la paroisse.

Croisée: L'espace compris entre les prolongements des lignes latérales des bordures ou, s'il n'en existe pas, entre les prolongements des lignes limitatives et latérales de deux ou plusieurs rues ou autres voies publiques qui se joignent l'une à l'autre, que l'une de ces rues ou autres voies publiques, croise l'autre ou non.

Directeur de Police: Désigne le Directeur de Police de la Paroisse de St-Michel-Archange, ou son représentant autorisé.

Droit de Passage: Privilège de passer par priorité sur une rue ou autre voie publique.

Enseigne: Toute indication, y compris les signaux lumineux, qui, conformément au présent règlement, a pour but de guider, de diriger et d'avertir ceux qui circulent sur la voie publique.

Parade (Procession): Signifie un groupe de vingt personnes ou plus défilant dans une rue, ou un groupe de dix voitures ou plus se suivant sous une direction commune, non compris les convois funèbres et les mariages.

Rue: Signifie tout chemin, passage à l'usage du public, toute promenade, jardin public, y compris les trottoirs et ruelles publiques.

Rue à sens unique: Rue ou partie de rue où la circulation des véhicules n'est permise que dans un seul sens.

Parish of St-Michael the Archangel

"These by-laws have been approved by the Lieutenant-Governor in Council on July 15, 1970, under order in council number 2733, and are published in the *Québec Official Gazette*, in accordance with the requirements of section 6 of Bill 167 respecting the municipality of the parish of Saint Michael the Archangel."

By-law number 2A

BY-LAW RELATING TO TRAFFIC AND TO PUBLIC SECURITY

The Corporation of the Sisters of Charity of Québec, by its general council, orders and statutes to abrogate its By-Law number 2 relating to traffic and to public security and to replace it by the following By-Law number 2A, to wit:

Chapter I

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. Everywhere the words hereinafter mentioned are found in the present By-Law, they are supposed to have the following meaning unless the context indicates a different meaning:

Curb: Means the edge of a road.

Boulevard: All street or part of street so designated by a By-Law of the Parish.

Crossing: The space comprised between the prolongations of the lateral lines of the curbs or, if there is none, between the prolongations of limitative and lateral lines of two or many streets or other public roads which join each other, whether one of these streets or other public roads cross the other or not.

Police Director: Designates the Police Director of the Parish of St. Michael the Archangel or his authorized representative.

Right of way: Privilege to pass by priority on a street or other public road.

Sign: All indications including signal lights which, in conformity with the present By-Law have as their purpose to guide, direct and warn those who proceed on a public road.

Parade (Procession): Indicates a group of twenty or more people marching in a street, or a group of ten or more cars following each other in a common direction, excluding funeral processions and weddings.

Street: Means all roaeds, passages open to the public, all promenades, public gardens, including sidewalks and public alleys.

One-way street: Street or part of street where traffic of vehicles is allowed in only one direction.

Signal avertisseur: Tout signal donné avec la main par les constables et tout dispositif mécanique ou signal lumineux posé ou installé conformément au présent règlement dans le but de guider, de diriger et d'avertir ceux qui circulent sur la voie publique.

Signal d'arrêt: Enseigne ou dispositif spécial indiquant par un symbole ou des mots que les conducteurs de véhicules doivent effectuer un arrêt complet momentané.

Terrain de stationnement: Signifie un emplacement mis à la disposition des conducteurs pour y arrêter temporairement leurs véhicules.

Traverse: La partie d'une chaussée généralement comprise dans l'espace entre le prolongement de la bordure et le prolongement de la ligne des propriétés, aux croisées, ou autre partie d'une chaussée clairement indiquée par des lignes ou d'autres marques sur la surface comme passage où les piétons doivent traverser la rue.

Trottoirs: La partie d'une rue réservée exclusivement aux piétons.

Véhicule: Tout moyen de transport sur la voie publique.

Véhicules de secours: Les appareils du service des incendies, les véhicules de patrouille de la Police, les ambulances et tout véhicule préposé pour porter secours à des personnes dont la vie est en danger, ou répondant à un appel d'urgence pour la protection de la propriété.

Vélocipède: Bicycle, tricycle ou autre véhicule du même genre mû par les pieds.

Virage en U: Virage effectué pour changer de direction sur la même rue ou chaussée.

Zone de débarcadère: Emplacement sur une rue ou chaussée réservé à l'usage des conducteurs de certains véhicules pour le chargement et le déchargement des marchandises, ou pour y laisser monter et descendre des passagers, et marqué par des enseignes appropriées.

Zone d'hôpital: Zone de silence aux environs des hôpitaux.

Zone de sécurité: Espace ou emplacement officiellement réservé sur une chaussée ou dans une rue, à l'usage exclusif des piétons, et protégé par des enseignes appropriées pour le rendre facilement visible en tout temps tant qu'il continuera d'être une zone de sécurité.

Warning signal: All signals given with the hand by the constables and all mechanical devices or luminous signals placed or installed in conformity with the present By-Law for the purpose of guiding, directing or warning those who proceed on public roads.

Stop signal: Sign or special device indicating by a conventional sign or words that the drivers of vehicles must effect a complete momentary stop.

Parking lot: Means a lot placed at the disposal of drivers where they may temporarily stop their vehicles.

Cross-road: That part of the road generally incuded in the space between the prolongation of the curb and the prolongation of the line of properties, at intersections, or any other part of a road clearly indicated by lines or other marks on the surface as a pedestrian crossing.

Sidewalks: The part of the street exclusively reserved to pedestrians.

Vehicle: All means of transportation on a public road.

Emergency vehicles: The vehicles of the fire department, the patrol vehicles of the police, the ambulances and all vehicles used to bring help to persons whose life is in danger, or answering emergency calls for the protection of property.

Velocipede: Bicycle, tricycler or other vehicle of the same kind propelled by feet.

U-Turn: Turn effected to change direction on the same street or road.

Loading Zone: Place on a street or the road reserved for the use of drivers of certain vehicles for the loading and unloading of merchandise, or to let passengers get on and get off and marked by appropriate signs.

Hospital Zone: Silence zone in the surroundings of hospitals.

Safety Zone: Space or place officially reserved on a road or on a street for the exclusive use of pedestrians and protected by appropriate signs to render it easily visible at any time, as long as it shall continue to be a safety zone.

Chapitre II

DEVOIRS ET AUTORITÉ DU DIRECTEUR DE POLICE ET DES CONSTABLES

2. Il incombe au service de Police de la Paroisse de faire observer les dispositions du présent règlement, et le Directeur de Police est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour en assurer la stricte observance. Les constables sont, par les présentes, autorisés à diriger la circulation en général, en personne ou au moyen de signaux d'optique ou sonore, ou dans tout autre cas d'urgence ou afin d'accélérer la circulation ou de protéger les piétons. Les constables et/ou les membres de la brigade des incendies pourront diriger la circulation suivant ce qu'exigeront les circonstances nonobstant les dispositions du présent règlement.

3. Le Directeur de Police a le devoir de formuler au Comité Municipal, et/ou à la Corporation des Soeurs de la Charité de Québec, et/ou à son délégué, des recommandations sur les questions suivantes:

a) l'aménagement de nouvelles voies publiques et les améliorations et modifications à apporter aux voies existantes.

Chapter II

DUTIES AND AUTHORITY OF THE POLICE DIRECTOR AND OF THE CONSTABLES

2. It devolves upon the Police Department of the Parish to have the provisions of the present By-Law observed and the Police Director is authorized to take all necessary measures to assure the strict observance of said By-Law. The constables are, by these presents, authorized to direct traffic in general, personally or by means of optical or sonorous signs, or in any other emergency case or in view of accelerating traffic or of protecting pedestrians. The constables and/or the members of the fire department may direct traffic according to circumstances notwithstanding the provisions of the present By-Law.

3. The Police Director has the duty to formulate to the Municipal Committee and/or to the Corporation of the Sisters of Charity of Québec and/or to its delegate, recommendations on the following questions:

(*a*) the planning of new public roads and ameliorations and modifications to be brought to existing roads.

b) l'installation et le maintien en place, des signaux routiers; tels que les enseignes, les feux de circulation, les marques sur la chaussée, dans le but de faire respecter les règlements relatifs à la circulation et au stationnement.

c) l'aménagement de nouveaux parcs de stationnements.

d) l'établissement et le maintien, des traverses ou croisées, où les piétons sont plus exposés au danger qu'ailleurs, ainsi que des zones de sécurité du genre et du caractère qu'il jugera à propos. Ces traverses doivent être désignées par des dispositifs appropriées, ou par des marques ou des lignes peinturées sur la chaussée.

4. Des barrières mobiles et des lanternes devront être placées aux endroits où s'exécuteront des travaux. Si la rue est fermée pour cause de danger public, des avis imprimés doivent être affichés sur les barrières, indiquant la fermeture de la rue. Aucune personne non-autorisée ne devra enlever ou faire enlever ces barrières, lanternes ou avis.

5. Le Directeur de Police est autorisé à émettre les instructions qu'il jugera nécessaires pour appliquer les dispositions du présent règlement. Il est également autorisé à émettre des instructions ou ordonnances temporaires pour faire face aux circonstances imprévues qui pourront se présenter au sujet de la circulation des véhicules et du stationnement.

Chapitre III

NOMS ET DESCRIPTIONS DES RUES

6. Les noms, les descriptions et les directions des rues et avenues comprises dans le territoire de la municipalité de la Paroisse de St-Michel Archange sont les suivants:

Avenue St-Michel:

Comprend l'entrée principale de l'Hôpital St-Michel-Archange, située entre le point de rencontre des directions est et ouest de l'entrée principale d'une part et le chemin de la Canardière de l'autre. Cette rue est à deux voies séparées par un terre-plein, dont le côté est est à sens unique, direction nord, et le côté ouest à sens unique, direction sud.

Avenue St-Michel Est:

Comprend la voie publique située entre le point de rencontre des directions de l'entrée principale, et la rue principale, face à la porte numéro 6 de l'Hôpital, ainsi que la rue qui dessert le stationnement numéro 2; la circulation des véhicules-automobiles se fait dans les deux sens.

Avenue St-Michel Ouest:

Comprend la voie publique située entre le point de rencontre des directions de l'entrée principale, et la rue principale, face à la porte numéro 2, de l'Hôpital; la circulation des véhicules-automobiles se fait dans les deux sens.

Rue Roy-Rousseau:

Voie publique située sur la façade de la Clinique Roy-Rousseau. Cette rue est à sens unique, direction sud, entre la rue Principale et le point de rencontre de la rue Mastaï, pour se continuer à double voie, sens opposé, jusqu'au chemin de la Canardière. Autour du stationnement numéro 10, sur la façade de la Clinique Roy-Rousseau, cette rue a la forme d'un U, pour croiser ensuite la rue Principale, en deux parties que l'on définit: Rue Roy-Rousseau Est, pour la branche est, et Roy-Rouseau Ouest, pour la branche de l'ouest.

(*b*) the installation and keeping in place of road signals such as signs, traffic lights, marks on the road, which have as their purpose the observance of the rules relating to traffic and parking.

(*c*) the planning of new parking lots.

(*d*) the establishment and maintenance of cross-roads and intersections, where pedestrians are more exposed to danger than somewhere else, as well as of safety zones of the kind and character which he deems advisable. These cross-roads must be designated by appropriate devices or by marks or lines painted on the road.

4. Mobile gates and lanterns must be placed at the places where the works will be done. If the street is closed on account of public danger, printed notices must be posted on the gates, indicating the closing of the street. No unauthorized person shall remove or have these gates, lanterns or notices removed.

5. The Police Director is authorized to issue those instructions which he deems necessary for the application of the provisions of the present By-Law. He is also authorized to issue temporary instructions or orders to cope with unforeseen circumstances which may occur concerning traffic of vehicles and parking.

Chapter III

NAMES AND DESCRIPTIONS OF STREETS

6. The names, the descriptions and the directions of streets and avenues comprised in the territory of the municipality of the Parish of St. Michael the Archangel are the following:

St. Michael Avenue:

Includes the main entrance of St. Michael the Archangel Hospital, located between the point where the East and West directions of the main entrance meet and the Canardière road. This street has two lanes separated by a terreplein, the East side of which is a one-way, Northern direction, and the West side a one-way, Southern direction.

St. Michael Avenue East:

Includes the public road located between the point of meeting of the directions of the main entrance, and the main street, facing door No. 6 of the Hospital, as well as the street which serves parking No. 2; the traffic of motor-vehicles is done in both directions.

St. Michael Avenue West:

Includes the public road located between the point of meeting of the directions of the main entrance, and the main street, facing door No. 2 of the Hospital; the traffic of motor-vehicles is done in both directions.

Roy-Rousseau Street:

Public road located on the front of Roy-Rousseau Clinic. This street is a one-way, southern direction, between Main street and the point of meeting of Mastaï Street, to continue on double lane, opposite side, up to the Canardière Road. Around parking No. 10, on the front of Roy-Rousseau Clinic, this street has the form of an U, to then go across Main Street, in two parts which are designated: Roy-Rousseau Street East, for the east part, and Roy-Rousseau West, for the west part. It is to be noted that

À noter que ces deux branches sont à sens unique direction nord-sud, pour se rejoindre en un point ou rue qui est la continuation de la rue Roy-Rousseau.

Rue Mastaï:

Voie de circulation à double sens, qui débute à l'ouest du Sanatorium Mastaï, pour se terminer à la rue Roy-Rousseau. Sur la façade du Sanatorium, elle se divise en deux branches, dont l'une devient Rue Mastaï Est, puisqu'elle se sépare de la rue Mastaï, du côté est.

Rue Principale:

Voie publique située sur la façade de chacun des édifices suivants: Sanatorium Mastaï, École des Infirmières, Résidence des Religieuses, Clinique Roy-Rousseau et Hôpital St-Michel Archange. Cette rue commence à la rue Mastaï, côté ouest, pour longer les stationnements numéros 13, 12, 10, 1, et se terminer en avant de la porte numéro 7, au stationnement numéro 2.

3ème Rue:

Voie publique, située entre la résidence des Religieuses et la Clinique Roy-Rousseau, elle est comprise entre la rue Principale et la 4ième Rue, et longe le stationnement numéro 11. La circulation des véhicules-automobiles se fait dans les deux sens.

4ème Rue:

Voie publique, située à l'arrière des édifices suivants: Sanatorium Mastaï, École des Infirmières, Résidence des Religieuses et Clinique Roy-Rousseau. Elle débute à la rue Mastaï, côté ouest, longe le stationnement numéro 11, pour se terminer à la 6ème Rue. La circulation se fait dans les deux sens.

5ème Rue:

Voie publique, située entre le terrain de jeux à l'arrière de la Résidence des Religieuses, et le parc des patients de la Clinique Roy-Rousseau. Elle débute d'une part à la jonction des 3ème et 4ème Rue, pour se terminer au cimetière de la Paroisse.

6ème Rue:

Voie publique située à l'ouest de la section des Dames de l'Hôpital St-Michel Archange, entre la rue Principale et la 7ème Rue, longeant le stationement numéro 9. La partie comprise entre la rue Principale et la 4ème Rue est à sens unique, direction nord, tandis que le reste de la 6ème Rue est à circulation dans les deux sens.

7ème Rue:

Voie publique située au nord des ailes latérales de l'Hôpital St-Michel Archange et sur la façade de la Centrale-Thermo-Électro-Frigorifique; elle débute à la 6ème Rue, croise la 8ème Rue et se termine à la rue d'Estimauville Nord, en direction est-ouest, et ouest-est. La circulation des véhicules-automobiles se fait dans les deux sens.

8ème Rue:

Voie publique située à l'est de la Centrale-Thermo-Electro-Frigorifique, reliant la 7ème Rue à la 9ème Rue. Le centre de la rue est signalé par des pylônes, dont le côté est est à sens unique, direction sud-nord, et le côté ouest, à direction nord-sud.

these two parts are one-way Northern-Southern direction, and meet in one point or street which is the continuation of Roy-Rousseau Street.

Mastaï Street:

Traffic road with two ways, which starts west of Mastaï Sanatorium and terminates at Roy-Rousseau Street. On the front of the Sanatorium, it is divided in two parts, one of which becomes Mastaï Street East, as it is separated from Mastaï Street, on the east side.

Main Street:

Public road located on the front of each of the following buildings: Mastaï Sanatorium, The Nurses School, The Sisters Residence, Roy-Rousseau Clinic and St. Michael the Archangel Hospital. This street begins at Mastaï Street, west side, to go along parkings Number 13, 12, 10, 1, and terminates in front of door Number 7, at parking Number 2.

Third Street:

Public road located between the Sisters Residence and Roy-Rousseau Clinic, it is comprised between Main Street and Fourth Street, and goes along parking Number 11. The traffic of motor-vehicles is done in both directions.

Fourth Street:

Public road located at the rear of the following buildings: Mastaï Sanotorium, The Nurses School, the Sisters Residence, and Roy-Rousseau Clinic. It begins at Mastaï Street, west side, and goes along parking Number 11, to terminate at Sixth Street. Traffic is done in both directions.

Fifth Street:

Public road located between the playground at the rear of the Sisters residence and patients park of Roy-Rousseau Clinic. It begins at the jonction of Third and Fourth Streets and terminates at the Parish cemetary.

Sixth Street:

Public road located west of the Ladies section of St. Michael the Archangel Hospital, between Main Street and Seventh Street, going along parking Number 9. The part included between Main Street and the Fourth Street is a one-way, Northern direction, while the remainder of Sixth Street is open to traffic in both directions.

Seventh Street:

Public road located North of the lateral wings of St. Michael the Archangel Hospital and on the front of the Thermo-Electro-Frigorific Central; it begins at Sixth Street, goes across Eight Street and terminates at d'Estimauville Street North, East-West direction, and West-East. The traffic of motor-vehicles is done in both direction.

Eight Street:

Public road located East of the Thermo-Electro-Frigorific Central, joining Seventh and Ninth Street. The center of the road is indicated by pylons, the East side of which is a one-way, South-North direction, and the West side, North-South direction.

9ème Rue:

Voie publique, située au nord de l'édifice de la Buanderie, qui relie les rues 8 et 10 à la sortie sur la rue D'Estimauville-nord, et qui longe le stationnement numéro 7-A. La circulation sur cette rue se fait dans les deux sens.

10ème Rue:

Chemin de ceinture contournant l'édifice des ateliers, de l'Hôpital St-Michel Archange, qui dessert le stationnement numéro 7, la direction est à sens unique, du côté est de l'édifice, du sud vers le nord; au nord, de l'est vers l'ouest; et à l'ouest, du nord vers le sud, pour revenir au point de rencontre de la 8ème et de la 9ème Rue.

Rue de la Rivière:

Première rue située parallèlement, au nord du chemin de la Canardière, dont le pavé n'est pas asphalté, pour desservir 3 résidences privées.

Rue D'Estimauville Nord:

Voie publique comprise entre les rues Évangéline et le Chemin de la Canardière. La direction des véhicules-automobiles se fait du nord au sud et du sud vers le nord.

Rue de La Jemmerais:

Voie publique à double sens de circulation, comprise entre la rue d'Estimauville-Nord et la rue Dufrost.

Rue Dufrost:

Voie publique sur laquelle la circulation se fait dans les deux sens; elle est située entre la rue La Jemmerais et la barrière située à l'est du Pavillon Dufrost; elle dessert les stationnements numéros 15 et 16, comprend aussi le chemin de ceinture autour du terre-plein sur la façade du Pavillon.

11ème Rue:

Voie publique située entre les Pavillons La Jemmerais et Dufrost, qui relie la rue Dufrost à la 12ème Rue, et dont la circulation se fait dans les deux sens.

12ème Rue:

Voie publique reliant la rue d'Estimauville-Nord, par l'arrière des pavillons La Jemmerais et Dufrost, à la rue Dufrost, soit la barrière à l'est de ce Pavillon. La circulation des automobiles se fait dans les deux sens.

Chemin de la Maison Généralice:

Voie publique permettant l'accès à la Maison Généralice des Soeurs de la Charité de Québec en prolongement de la rue D'Estimauville-Nord, ou par le chemin du Petit Village. La circulation des véhicules s'y fait dans les deux sens.

Ninth Street:

Public road located North of the Laundry building which joins Eighth and Tenth streets to the exit of d'Estimauville Street North and which goes along parking Number 7-A. Traffic on this street is done in both directions.

Tenth Street:

Circle road going around the building of the shops, of St. Michael the Archangel Hospital, which serves parking Number 7, east direction is one-way, on the east side of the building, from the south towards the North; to the North, from the East towards the West; and to the West, from the North towards the South, to come back to the point of meeting of Eighth and Ninth Streets.

De la Rivière Street:

First street located in a parallel, North of de la Canardière Road, which pavement is not covered with asphalt, to serve three private residences.

D'Estimauville Street North:

Public road included between Evangeline Street and de la Canardière Road. The direction of motor-vehicles is done from the North to the South and from the South to the North.

La Jemmerais Street:

Public road with traffic in both directions, located between d'Estimauville Street North and Dufrost Street.

Dufrost Street:

Public road on which traffic is done in both directions; it is located between La Jemmerais Street and the gate located East of Dufrost Pavilion; it serves parkings Numbers 15 and 16, also includes the circle road around the terreplein on the front of the Pavilion.

Eleventh Street:

Public road located between La Jemmerais and Dufrost Pavilions, which joins Dufrost street to Twelfth Street and on which traffic is done in both directions.

Twelfth Street:

Public road joining d'Estimauville Street North, by the rear of La Jemmerais and Dufrost Pavilions, to Dufrost Street, that is the gate East of this Pavilion. The traffic of vehicles is done in both directions.

Road leading to the Mother House:

Public road having access to the Mother House of the Sisters of Charity of Québec by prolongation of d'Estimauville Street North, or by The Small Village Road. The traffic of vehicles is done in both directions.

Chapitre IV

CIRCULATION

7. Dans tous les cas non prévus par le présent règlement, la circulation dans les rues et avenues de la municipalité se fera dans les deux sens.

8. Sur toutes les rues, excepté sur celles où la circulation n'est permise qu'en un seul sens, tous les conducteurs de véhicules devront circuler sur la moitié de la chaussée à leur droite.

Il est défendu, à tout conducteur d'un véhicule qui approche d'une croisée ou d'un autre endroit

Chapter IV

TRAFFIC

7. In all cases which are not provided for in the present By-Law, the traffic in the streets and avenues of the municipality will be done in both directions.

8. On all streets, except on those where traffic is allowed in only one direction, all drivers of motor-vehicles shall proceed on the right hand half of the road.

It is forbidden, to any driver of a vehicle who nears an intersection or other place where traffic

où la circulation est contrôlée par in signal avertisseur, d'empiéter sur le côté gauche de la chaussée.

9. Aux lieux où des signaux lumineux sont installés les conducteurs de véhicules doivent

a) en face du feu vert, se mettre en marche;

b) en face du feu jaune, arrêter avant la croisée à moins qu'il n'y soient engagés ou en soient si près qu'il leur serait impossible de le faire sans danger;

c) en face du feu rouge, arrêter à la croisée;

d) en face d'un feu vert en forme de flèche, ils peuvent se mettre en marche dans la direction indiquée.

10. La vitesse des véhicules-automobiles dans le territoire de la Paroisse ne doit pas excéder 10 milles à l'heure sur toute rue ou chemin public, exception faite pour la rue d'Estimauville Nord où la vitesse permise est de 20 milles à l'heure, et le chemin conduisant à la Maison Généralice où une vitesse de 30 milles à l'heure est permise.

11. Toute personne doit conduire une automobile dans les rues de la Paroisse de façon à protéger les personnes et la propriété d'autrui.

12. Il est défendu de conduire en aucun temps un véhicule quelconque dans ou à travers une zone de sécurité, telle que définie dans le présent règlement. Il est aussi défendu de passer à gauche de telle zone ou îlot de circulation, à moins qu'une enseigne indique qu'il est permis de le faire.

13. Sauf s'il lui est enjoint par un agent de la paix d'ignorer un signal d'arrêt, tout conducteur de véhicule doit, en approchant d'une intersection où il y a un signal d'arrêt, immobiliser son véhicule et céder le passage à tout véhicule venant de l'autre chemin.

14. Quand il y a une double ligne blanche ou une ligne blanche ininterrompue à la gauche du conducteur, il est défendu de la franchir pour effectuer un dépassement sauf pour dépasser un tracteur de ferme, une voiture à traction animale, un bicycle ou un piéton.

15. Lorsque la chaussée est couverte d'eau, de boue ou de fange, la vitesse de tout véhicule doit être réduite de façon à n'éclabousser aucun piéton.

16. Personne ne montera ou conduira dans les limites de la paroisse un animal ou des animaux sans être pourvu des moyens nécesaires pour les diriger, et personne ne conduira dans les limites de cette même paroisse tel animal ou tels animaux à un train plus rapide qu'à un trot modéré.

17. Le chauffeur d'un véhicule de livraison doit arrêter son véhicule du côté droit et non au centre du chemin, pour y prendre ou laisser une cargaison.

18. Dans tout le territoire de la Paroisse de St-Michel Archange, il est défendu:

a) de conduire ou faire passer des voitures ou des animaux dans les jardins et lieux de promenade où il y a des embellissements, plantations d'arbres ou d'arbrisseaux, pelouses et parterres de gazon et de fleurs.

b) de faire des courses d'automobiles, de velocipèdes ou d'autres engins de locomotion pouvant gêner ou nuire à la circulation.

19. Sauf les exceptions prévues par le Code de la route ou par le Directeur du Bureau des véhicules-automobiles, personne n'a le droit d'utiliser sur les rues ou avenues de la Paroisse et sur les terrains en bordure de ces rues ou avenues un vehicule genre ski-doo ou go-kart ou autre véhicule à moteur du même genre ou de fabrication domestique.

is controlled by a warning signal, to encroach on the left side of the road.

9. At places where signal lights are installed, drivers of vehicles must

(*a*) when faced by a green light, proceed;

(*b*) when faced by an amber light, stop before the intersection unless already engaged therein or so close to it that it would be impossible to do so without danger;

(*c*) when faced by a red light, stop at the intersection;

(*d*) when faced by a green light in the shape of an arrow, they may proceed in the direction indicated.

10. The speed of motor-vehicles in the territory of the Parish shall not exceed 10 miles per hour on all street or public road, exception made for d'Estimauville Street North where the allowed speed is 20 miles per hour, and the road leading to the Mother House where a speed of 30 miles per hour is allowed.

11. All persons shall drive an automobile in the streets of the Parish in such a manner as to protect the persons and the property of other.

12. It is prohibited to drive, at any time, a vehicle in or across a safety zone, as defined in the present By-Law. It is also forbidden to pass left of such zone or traffic block, unless a sign indicates that it is allowed to do so.

13. Except when directed by a peace officer to ignore a stop sign, every driver of a vehicle must, while approaching an intersection where there is a stop sign, shall bring his vehicle to a stop, and yield the way to any vehicle coming from the other road.

14. When there is a double white line or a continuous white line on the driver's left, it is forbidden to cross the same in order to pass a vehicle except for passing a farm tractor, an animal-drawn vehicle, a bicycle or a pedestrian.

15. When the pavement is covered with water, mud or filth, the speed of all vehicle must be reduced so as not to splash any pedestrian.

16. Nobody shall ride nor drive within the limits of the parish an animal or animals without having the necessary means to direct them and nobody shall drive within the limits of this same parish such animal or animals at a speed faster than a moderate trot.

17. The driver of a delivery vehicle must stop his vehicle on the right side of the road and not in the centre to take on or deliver a load.

18. In all the territory of the Parish of St. Michael the Archangel, it is forbidden:

(*a*) to drive or allow to pass vehicles or animals in the gardens, or places of promenade embellished by trees or shrubs, lawns and areas of cutgrass and flowers.

(*b*) to conduct automobile races, velocipede races or races involving other types of engines which could obstruct or impede traffic.

19. Except for the exceptions provided for by the Highway Code or by the Director of the Motor-Vehicles Bureau, nobody is entitled to use on the streets or avenues of the Parish and on the grounds around these streets or avenues a vehicle like a ski-doo or go-kart or other vehicle of the same kind or of domestic making.

20. Pendant l'enlèvement de la neige, et en vue d'empêcher l'interruption des services publics tels que les services d'autobus, il est défendu de laisser stationner dans les rues où circulent tels services publics, un véhicule qui ne sera pas sous la garde ou sous la surveillance immédiate de quelqu'un.

21. Quand un véhicule arrête ou ralentit pour permettre à un piéton de traverser, le véhicule qui le suit n'a pas le droit de le dépasser.

22. 1) Sans réserve du paragraphe 2 du présent article, le conducteur du véhicule qui en dépasse un autre ne doit ramener son véhicule sur la droite qu'après s'être assuré qu'il le peut sans risque pour le véhicule dépassé.

Lorsque la personne conduisant un véhicule-automobile veut dépasser, elle doit, avant de se ranger à gauche, avertir de son intention et s'assurer qu'elle peut dépasser sans risquer une collision avec un véhicule ou un animal venant en sens inverse.

2) Le conducteur d'un véhicule ne peut en dépasser un autre par la droite, excepté quand l'autre véhicule s'apprête à tourner à gauche.

Dans aucun cas cependant il n'est permis de quitter le revêtement de la chaussée pour effectuer un dépassement.

23. Il est défendu, à tout conducteur d'un véhicule, de passer sur un boyau non protégé qui aura été étendu dans une rue ou dans une entrée charretière privée, pour être employé à éteindre un incendie, sans le consentement d'un fonctionnaire du service des incendies, sous les ordres duquel se trouvera la brigade des pompiers.

24. Le conducteur d'un véhicule qui s'apprête à sortir d'une voie ou d'une entrée privée pour traverser un chemin public ou s'y engager doit céder le passage à tout véhicule qui s'approche sur ce chemin public.

25. Dans une zone d'hôpital, tout véhicule devra être conduit prudemment et silencieusement afin de ne pas incommoder les malades.

26. Le conducteur d'un véhicule ne peut faire machine arrière sans s'être assuré que cette manoeuvre peut s'effectuer sans risque et sans gêner la circulation.

27. Il est défendu, à tout conducteur de véhicule, de faire un virage à droite ou à gauche aux croisées où sont posées des enseignes approuvées interdisant ces virages. Les virages en U sont interdits en tout temps à moins que, pour des raisons particulières, un constable ou une affiche ne le permette.

28. Il est défendu, à tout conducteur d'un véhicule, de passer sur un trottoir, sauf aux endroits où il existera une entrée charretière permanente ou temporaire.

29. Il est défendu de réparer aucun véhicule-automobile sur une rue à moins qu'il ne soit tout à fait impossible de le pousser ou d'agir autrement.

30. Il est défendu de laver sur la voie publique ou sur un lieu de stationnement public, aucun véhicule de quelque genre que ce soit.

31. Il est défendu, à toute personne montant un bicycle, une motocyclette ou un appareil de locomation similaire, ou chaussée de patins à glace, de patins à roulettes ou de skis, ou cheminant avec un traîneau, un tobaggan ou un autre appareil similaire, de s'accrocher à un appareil de locomotion ou véhicule, à un animal, à un autobus ou à tout autre véhicule en mouvement sur une rue ou autre voie publique.

32. Durant les mois d'hiver, lorsque le sol sera couvert de neige, les véhicules sur patins devront être pourvus d'au moins deux clochettes.

20. During the removal of snow, and in view of proventing the interruption of public services such as the bus service, it is forbidden to park in a street where such public services are in operation, a vehicle not under the guard or under the immediate supervision of someone.

21. When a vehicle stops or slows down to allow a pedestrian to cross, the vehicle behind it shall not have the right to pass it.

22. (1) Without reserve to subsection 2 of this section, the driver of a vehicle overtaking and passing another shall not bear to the right again until he has made sure that he can do so without risk to the vehicle passed.

When preparing to pass, the person driving a motor-vehicle shall, before bearing to the left, give warning of his intention to do so and make sure that it is possible to pass without any risk of a collision with a vehicle or an animal coming in an opposite direction.

(2) The driver of a vehicle shall not overtake and pass another on the right, except when the other vehicle is about to turn to left.

In no case however it is permitted to leave the paving of the roadway in order to overtake and pass.

23. It is prohibited to all drivers of vehicles to pass on an unprotected hose-pipe which would have been put on a street or in a private entrance to a cartway in order to extinguish a fire, without authorization of an official of the fire department, under the order of which the firemen brigade shall be.

24. The driver of a vehicle preparing to leave a road or private entrance to enter or cross a public road shall yield the way to any vehicle approaching on such public road.

25. In an hospital zone, all vehicles must be driven carefully and silently in order not to bother patients.

26. The driver of a vehicle shall not drive in reverse without having ascertained that this can be done without risk and without impeding traffic.

27. It is prohibited for vehicle drivers to effect a right turn or a left turn where there are approved signs forbidding such turns. The U-turns are prohibited at any time unless, for particular reasons, a constable or a sign allows it.

28. It is prohibited to all vehicle drivers to pass on a sidewalk, except at places where there will be a permanent or temporary entrance to a cartway.

29. It is prohibited to repair any motor-vehicle on a street unless it is completely impossible to push it or to act otherwise.

30. It is forbidden to wash on the public road or on the public parking area a vehicle of any kind whatsoever.

31. It is forbidden, to all persons riding bicycles, motorcycles or similar vehicles, or having skates, roller skates or skis, or proceeding with a sleigh, a tobaggan or other of the same kind, to be attached to a vehicle, to an animal, to a bus or to any other moving vehicle on a street or other public road.

32. During the Winter months, when the ground is covered with snow, vehicles on skates must be equipped with at least two bells.

33. Le conducteur d'un véhicule ne devra faire circuler tel véhicule sur aucune rue ou autre voie publique, lorsqu'il contiendra des voyageurs en si grand nombre qu'il sera impossible audit conducteur de voir distinctement en avant et sur les côtés ou d'avoir le plein contrôle du mécanisme de transmission de ce véhicule.

34. 1) L'occupation du siège avant d'un véhicule automobile par plus de trois personnes est interdite.

Il est également interdit à tout passager de se placer de façon à obstruer la vue du conducteur ou à gêner la manoeuvre du véhicule.

2) Il est défendu d'ouvrir une porte du véhicule du côté de la circulation avant que tout risque soit écarté; elle doit être refermée aussitôt que le ou les passagers sont montés ou descendus du véhicule et ne jamais être ouverte quand il est en marche.

3) Personne n'a le droit d'occuper une remorque à passagers, communément appelée roulotte, en mouvement sur un chemin public.

35. Il sera loisible à tout agent de la paix ou à toute autre personne autorisée de faire peser au bureau de pesage de la Paroisse, si on le juge nécessaire, tout véhicule portant une lourde charge et circulant dans les rues ou autres voies publiques de la Paroisse, afin de s'assurer si la pesanteur est conforme à la loi provinciale des véhicules moteurs.

36. La circulation est interdite dans toutes les rues de la Paroisse pour les véhicules dont la pesanteur excédera celle décrétée par le ou les arrêtés en conseil du Gouvernement de la Province de Québec, concernant la règlementation de la circulation lourde sur les chemins publics de ladite Province.

37. Le transport à travers les rues d'objets de gros volume ou de construction qui pourraient entraver la circulation est défendu à moins d'un permis spécial du Directeur de Police qui devra décréter l'heure où tel transport pourra se faire.

38. Les charges transportées par les véhicules doivent être disposées de manière à offrir toute garantie de sûreté de passage. Leur largeur, leur hauteur et leur longueur doivent toujours être telles qu'il n'en résulte sur le parcours aucun obstacle à la circulation.

39. Il est défendu de transporter sur aucune rue, du gravier, de la pierre, du sable, des ordures, du fumier, de la neige, de la glace, des déchets, de la chaux, de la sciure de bois ou d'autres matières ou substances éparses, dans un tombereau ou autre véhicule qui n'aura pas été construit de manière à empêcher que les matières dont il sera chargé ne tombent ou ne se répandent sur la chaussée. Il est également défendu de faire circuler sur une rue aucun véhicule contenant des matières ou substances de la nature de celles ci-haut mentionnées, lorsque celles-ci y auront été chargées ou placées de telle façon qu'elles soient susceptibles de tomber sur la chaussée. Dans tous les cas ci-haut mentionnés, il devra lorsque nécessaire, y avoir une couverture appropriée, afin que les matières ou substances transportées ne tombent sur la chaussée.

40. Les autobus devront procéder lentement et avec précaution en traversant les intersections des rues et surtout en tournant les coins de rues.

41. Nul autobus ne doit être arrêté dans une rue que le temps nécessaire pour permettre aux passagers de monter dans l'autobus ou d'en descendre avec toute la diligence possible. Il est défendu de monter dans un autobus ou d'en descendre à moins qu'il ne soit complètement arrêté.

33. The driver of a vehicle shall not have the vehicle proceed on any street or other public road, when said vehicle is crowded with such a great number of persons that it is impossible for said driver to see clearly ahead or on the sides or to have full control of the transmission of said vehicle.

34. (1) The occupation of the front seat of a motor-vehicle by more than three persons is prohibited.

It is also prohibited for any passenger to place himself so as to obstruct the driver's vision or impede the handling of the vehicle.

(2) It is forbidden to open any door of a vehicle on the side of the traffic until all danger is past; it must be closed again as soon as the passenger or passengers have boarded or left the vehicle, and must never be open when the vehicle is in motion.

(3) No one shall have the right to travel in passenger trailer, on a public highway.

35. It will be permissible to all peace officer or to any other person authorized to have weighed at the weighing bureau of the Parish, if it is deemed necessary, any vehicle bearing a heavy charge and proceeding in the streets or other public roads of the Parish, in view of verifying whether the weight is in conformity with the provincial law of motor-vehicles.

36. Traffic is forbidden in all the streets of the Parish for vehicle which weight exceeds the one enacted by the decree or decrees of the Government of the Province of Québec, concerning regulation of heavy traffic on public roads of the said province.

37. Transportation through the streets of large size things or of construction material, which could obstruct traffic, is prohibited unless a special permit is issued by the Police Director, and said permit shall indicate the hour at which such transportation can be effected.

38. The loads carried by vehicles must be placed in such a manner as to give all guarantee of surety of passing. Their width, their height and their length must always be such that they do not constitute an obstacle to traffic.

39. It is forbidden to effect the transportation on any street of gravel, stones, sand, rubbish, manure, snow, ice, lime, sawdust or other scattered substances, in a tip-cart or other vehicle which would not have been built in such a manner as to prevent the things charged on it to fall or spill out on the pavement. It is also forbidden to allow traffic on a street of any vehicle containing substances of the aforesaid natures, when same have been charged or placed in such a manner that they are susceptible of falling on the pavement. In all the abovementioned cases, there will have to be, when necessary, an appropriate cover, so that the carried substances do not fall on the pavement.

40. Buses shall proceed slowly and with care while going across intersections of the streets and especially while turning street corners.

41. No bus shall be stopped on the street only for the time necessary to allow passengers to get in or off with all the possible dispatch. It is forbidden to get into a bus or to get out of it unless same is completely stopped.

42. Lorsqu'un véhicule automobile rejoint un autobus affecté au transport d'écoliers, dûment identifié comme tel et qui est immobilisé pour laisser monter ou descendre des écoliers, le conducteur de ce véhicule ne doit pas dépasser ou croiser cet autobus tant que celui-ci ne s'est pas remis en marche; il ne peut le faire avant que les enfants soient montés dans l'autobus ou avant qu'ils en soient descendus et aient atteint le côté du chemin.

43. Il est défendu, à toute personne voyageant dans un autobus ou tout autre véhicule, de se placer sur le marche-pied ou sur une partie de tel autobus ou véhicule non destiné aux voyageurs lorsqu'il sera en mouvement. La présente disposition ne s'applique pas à un employé accomplissant un travail nécessaire ni à l'espace intérieur de la carosserie d'un camion réservé pour les marchandises.

44. Les dispositions du présent règlement, relatives au mouvement et à l'arrêt des véhicules, ne s'appliquent pas aux véhicules de secours tel que définis dans le présent règlement, pendant que les conducteurs de ces véhicules répondent à un appel d'urgence et accomplissent un devoir qui leur incombe.

45. Le conducteur d'un véhicule doit arrêter en serrant la bordure de droite à l'approche d'un véhicule de secours ou d'utilité publique ou d'autres véhicules autorisés par le Directeur de Police qui répondent à un appel, et il doit attendre qu'ils soient passés pour continuer sa route, à moins d'un ordre contraire d'un agent de la paix.

46. 1) Le conducteur d'une motocyclette doit circuler assis sur son siège et il ne peut transporter d'autres personnes à moins que son véhicule ne soit muni de sièges fixes permanents à cet usage.

2) Le conducteur d'un bicycle doit circuler assis sur son siège et ne peut y prendre aucun autre passager à moins que son bicycle ne soit pourvu d'un siège fixe additionnel.

3) Il est interdit au conducteur d'un bicycle ou de quelque autre véhicule de type analogue de s'accrocher à la remorque d'un véhicule automobile et au conducteur de ce dernier de permettre cette manoeuvre.

4) Le conducteur d'une motocyclette ou d'un bicycle sur un chemin public doit conduire son véhicule aussi près que possible de la bordure droite du chemin.

5) Plusieurs conducteurs de motocyclette ou de bicycles ne peuvent circuler de front; ils doivent le faire à la file indienne.

47. Il est défendu à tout cycliste ou motocycliste, lorsqu'il circulera sur une rue, de transporter aucune personne, et il est également défendu de se faire transporter ainsi sur une bicyclette ou motocyclette, à moins que telle bicyclette ou motocyclette ne soit construite de façon à ce que plus d'une personne puisse s'y asseoir.

48. Il est défendu de se livrer à des courses en motocyclettes ou en bicyclettes ou à tout autre genre de courses sur une rue ou place publique.

49. Lorsque plusieurs personnes montant sur des bicyclettes ou autres véhicules semblables circuleront dans les rues, elles ne devront jamais avancer de front, mais bien se suivre l'une après l'autre.

50. Toute personne

a) est tenue de se conformer aux signaux de circulation installés par l'autorité compétente;

42. When a motor vehicle overtakes or meets a bus used intransporting school children, duly identified as such, which is stationary to take on or discharge school children, the driver of such vehicle shall not pass or drive beyond such autobus until it is again put in motion; nor, shall he do so until the children have boarded the autobus, or have left it and reached the side of the road.

43. It is forbidden, to all person travelling in a bus or other vehicle, to stay on the step or on a part of such bus or vehicle which is not destined to travellers when said vehicle is in movement. The present provision does not apply to an employee doing a necessary work nor to the space inside the body of a truck reserved for merchandise.

44. The provisions of the present by-law, relating to the moving or stopping of vehicles, do not apply to emergency vehicles as specified in the present by-law, when the drivers of these vehicles answer an emergency call and fulfill one of their duties.

45. The driver of a vehicle must stop while keeping to the right at the drawing near of an emergency vehicle or of public utility vehicles or of other vehicles authorized by the Police Director to answer a call, and it must wait that they have passed to continue his path, unless a contrary order is given by a peace officer.

46. (1) The driver of a motorcycle shall drive seated on the seat and shall carry no other person unless his vehicle is equipped with seats permanently installed for such purpose.

(2) The rider of a bicycle shall ride seated on the seat and shall carry no other passenger unless his bicycle is equipped with an additional permanent seat.

(3) No driver of a bicycle or any other vehicle of similar type shall take, hold or cause himself to be drawn by a motor vehicle and so, no driver thereof shall permit such manoeuvre.

(4) The driver of a motor-cycle or a bicycle on a public highway shall travel as close as possible to the right hand side of the high way.

(5) Several drivers of motorcycles or bicycles shall not travel abreast; they shall do so in single file.

47. It is forbidden to all cyclists or motorcyclists when proceeding on a street, to transport any person, and it is also forbidden to have oneself transported on a bicycle or motorcycle, unless such bicycle or motorcycle is built in such a manner that more than one person can sit on it.

48. It is prohibited to conductor to participate in motorcycle, bicycle or other kinds of races on the streets or in public places.

49. When many persons riding on bicycles or other vehicles of the same kind proceed in streets, they shall not travel abreast but they shall follow each other.

50. Every person.

(*a*) shall obey the traffic signals installed by competent authority;

b) doit obéir aux ordres ou signaux d'un agent de la paix qui a été investi par l'autorité compétente du pouvoir de diriger la circulation.

51. Les piétons sont tenus d'obéir aux signaux luminaux comme les conducteurs de véhicules, sauf s'il y a pour eux des signaux spéciaux; ils doivent alors s'y conformer exclusivement.

52. 1) Quand il n'y a pas de signaux d'arrêt à une intersection ou qu'ils ne fonctionnent pas, le conducteur d'un véhicule doit, en arrêtant ou en ralentissant, céder le passage à un piéton qui s'y est engagé avant le véhicule en question et que celui-ci risque de heurter.

2) Un piéton n'a pas le droit de quitter le trottoir ou sa zone de sécurité pour traverser devant un véhicule en marche et rendu trop près de lui pour lui céder le passage.

Quand un véhicule arrête ou ralentit pour permettre à un piéton de traverser, le véhicule qui le suit n'a pas le droit de le dépasser.

Tout piéton qui traverse un chemin public ailleurs qu'à une intersection ou une zone de sécurité doit céder la priorité de passage à tous les véhicules circulant sur le chemin public.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, tout conducteur de véhicule doit user de prudence pour éviter de heurter un piéton et doit redoubler de prudence quand il s'agit d'un enfant ou d'une personne âgée ou infirme.

3) Quand il y a un trottoir à l'usage du piéton, celui-ci n'a pas le droit de circuler sur le chemin public.

Quand il n'y a pas de trottoir à l'usage du piéton, celui-ci doit emprunter l'extrême gauche du chemin public de façon à croiser la circulation automobile.

4) Aucun piéton ne doit se tenir sur la partie carrosable d'un chemin public dans le but de solliciter un conducteur de véhicule de le transporter dans sa voiture.

Chapitre V

STATIONNEMENT

53. Le conducteur d'un véhicule ne devra laisser stationner tel véhicule dans aucune des rues suivantes: Ave. St-Michel; Ave. St-Michel-Est; Ave. St-Michel-Ouest; Rue Mastaï; Rue Mastaï-Est; Rue Principale; 3ème rue; 4ème rue; 5ème rue; 6ème rue; 7ème rue; 8ème rue; 9ème rue; 10ème rue; 11ème rue; Rue La Jemmerais; Rue d'Estimauville-Nord; Chemin de la Maison Généralice.

54. Le conducteur d'un véhicule ne devra laisser stationner tel véhicule à tout endroit où une enseigne interdit tel stationnement. Il ne devra également laisser stationner tel véhicule à tout endroit où une enseigne indique qu'il s'agit d'un stationnement réservé.

55. Le conducteur d'un véhicule ne devra laisser stationner tel véhicule à aucun des endroits suivants:

a) en deçà de vingt (20) pieds de la bordure d'une rue transversale;

b) en deçà de quinze (15) pieds de chaque côté de l'entrée d'un poste de pompiers ou de police et en front de tel poste;

c) en deçà de huit (8) pieds de chaque côté d'une borne-fontaine;

d) en face d'une entrée charretière privée;

e) en deçà d'un rayon de dix (10) pieds d'une tranchée pratiquée dans une rue ou d'une obstruction;

(*b*) shall obey the orders or signals of a peace officer vested by competent authority with the power to direct traffic.

51. Pedestrians must obey signals lights in the same manner as drivers of vehicles unless there are special signals for them; in which case they must obey such signals only.

52. (1) When there are no stop signals at an intersection or when they are not operating, the driver of a venicle shall yield the right of way by stopping or slowing down, to a pedestrian who has begun to cross before the vehicle in question so that the latter is in danger of hitting him.

(2) No pedestrian shall have the right to leave a sidewalk or safety zone to cross in front of a moving vehicle which is too close to him to yield him the right of way.

When a vehicle stops or slows down to allow a pedestrian to cross, the vehicle behind it shall not have the right to pass it.

Any pedestrian crossing a public highway elsewhere that at an intersection or safety zone shall yield the right of way to all vehicles travelling on the public highway.

Notwithstanding the above provisions, every driver of a vehicle must be careful to avoid hitting a pedestrian and particularly in the case of a child or an aged or infirm person.

(3) When there is a sidewalk for the use of pedestrians, they shall not be entitled to travel on the public highway.

When there is no sidewalk for the use of pedestrians, they must use the extreme left side of the public highway so as to face the vehicular traffic.

(4) No pedestrian shall stand on the carriageable portion of a public highway to solicit from a driver of a vehicle transportation in his car.

Chapter V

PARKING

53. The driver of a vehicle shall not let such vehicle parked in the following streets: St. Michael Avenue; St. Michael Avenue East; St. Michael Avenue West; Mastaï Street; Mastaï Street; East; Main Street, Third Street; Fourth Street; Fifth Street; Sixth Street; Seventh Street; Eighth Street; Ninth Street; Tenth Street, Eleventh Street; La Jemmerais Street; d'Estimauville Street North; Road leading to the Mother House.

54. The driver of a vehicle shall not let any such vehicle parked in any place where a sign forbids such parking. He also shall not let such vehicle parked in any place where a sign indicates that it is a reserved parking.

55. The driver of a vehicle shall not let such vehicle parked at any of the following places:

(*a*) less than twenty (20) feet from the curb of a transversal street;

(*b*) less than fifteen (15) feet on each side of the entrance of a fire or police station and in front of such station;

(*c*) less than eight (8) feet on each side of a street fountain;

(*d*) in front of a private entrance to a cartway;

(*e*) less than in a radius of ten (10) feet from a trench made in a street or from an obstruction;

f) à la tête des rues en T, en deçà de cinquante (50) pieds de chaque côté du prolongement des lignes de bordure;

g) en deçà de trente (30) pieds de la bordure d'une rue transversale, aux endroits où existent des signaux lumineux;

h) dans les limites d'un croisement;

i) sur une traverse;

j) sur un trottoir;

k) sur le côté gauche de la voie publique;

l) aux alentours d'une construction; le stationnement en double est prohibé partout.

56. Pour faciliter le déblaiement des rues, il est défendu de laisser stationner un véhicule sur une rue ou place publique, ou terrain de stationnement de 12:00 a.m. à 6:00 a.m., entre le 1er novembre et le 1er avril, sauf aux endroits désignés à cette fin.

Il est défendu d'arrêter ou de laisser stationner aucun véhicule ou de le conduire de manière à obstruer ou à gêner le passage des autres véhicules.

57. Excepté lorsqu'il sera nécessaire de ce faire pour se conformer à des ordonnances relatives à la circulation ou à un signal, aucun conducteur ne devra arrêter ou laisser stationner un véhicule sur une rue autrement que parallèlement et à moins d'un pied du bord de la chaussée avec l'avant dans le sens de la circulation, à moins que des enseignes ou des lignes peinturées sur la chaussée n'en indiquent le contraire.

Dans un tel cas, les véhicules devront se placer entre lesdites lignes et non en travers.

Il est défendu de laisser stationner un véhicule sur une rue ou place publique dans le but de le vendre ou de l'échanger.

58. Le Directeur de Police désignera les rues où le stationnement à angle, à nez ou parallèle sera permis, et marquera ou fera marquer ces rues par des lignes sur la chaussée ou y posera ou y fera poser des enseignes appropriées.

Dans aucun cas, un camion traînant une remorque ne pourra stationner à angle, à nez ou parrallèle, ou de travers dans aucune rue, avenue ou place publique dans la Paroisse.

59. Sur tout terrain de stationnement en la Paroisse, à l'exception de ceux qui sont loués à des particuliers, et sauf aux endroits où le stationnement est décrété pour une plus courte durée, le stationnement des véhicules est limité à douze (12) heures consécutives et le propriétaire devra l'enlever après cette période et ne pas l'y replacer avant qu'il ne soit écoulé au moins trois (3) heures.

60. Le stationnement de tout camion ou de toute remorque est interdit sur toute place publique et sur tout terrain de stationnement dans les limites de la Paroisse, sauf aux endroits de stationnement reconnus et réservés à ce genre de véhicule. Le stationnement de tout camion ou de toute remorque est interdit pour une durée de plus de deux (2) heures dans toutes les rues et avenues de la Paroisse.

61. Il est défendu de laisser dans une rue ou place publique, un cheval attelé ou non sans qu'il soit sous la garde d'une personne, à moins que tel cheval ne soit retenu ou gêné de quelque façon.

62. Le conducteur d'un véhicule ne devra arrêter ou laisser stationner tel véhicule plus longtemps qu'il ne sera nécessaire pour laisser promptement monter ou descendre les voyageurs, dans une zone pour les voyageurs, ou pour le chargement ou le déchargement; en aucun cas, l'arrêt pour le chargement ou le déchargement de matériaux ne devra excéder deux (2) heures en durée.

(*f*) at the head of streets in the form of a T, less that fifty (50) feet on each side of the prolongation of the curb lines;

(*g*) less than thirty (30) feet from the curb of a transversal street, at places where there are signal lights;

(*h*) within the limits of an intersection;

(*i*) in an intersection;

(*j*) on a sidewalk;

(*k*) on the left side of a public road;

(*l*) in the vicinity of a construction; parking in double line is forbidden everywhere.

56. To ease the clearing of the streets, it is forbidden to let a vehicle parked on a street or public place, or parking lot, from 12:00 a.m. to 6:00 a.m.; between November 1st to April 1st, except at places designated for this purpose.

It is forbidden to stop or let any vehicle parked or to drive it in such a manner as to block passage to other vehicles.

57. Except when it is necessary to do so in order to abide by orders relating to traffic or to a signal, no driver shall stop or let a vehicle parked on a street otherwise than in a parallel and at less than one foot from the curb of the pavement with the front end in the direction of traffic, unless signs or painted lines indicate the contrary.

In such a case, vehicles must be placed between said lines and not across them.

It is forbidden to let a vehicle parked on a street or public place having as a purpose the sale or exchange of said vehicle.

58. The Police Director will designate the streets where parking at an angle, nose to nose or parallel will be allowed and will mark or have these streets marked by lines on the pavement or will place or have appropriate signs placed.

In no case, a truck pulling a trailer can park at an angle, nose to nose or parallel or cross-wise in any street, avenue or public place in the Parish.

59. On all the parking lots in the parish, except those who are rented to particulars, and except at the places where parking is decreed for a shorter duration, parking of vehicles is limited to twelve (12) consecutive hours and the owner shall remove it after this period and not place it here again before three (3) hours have elapsed.

60. The parking of all trucks or trailers is forbidden in all public places, and in all parking lots within the limits of the parish, except at parking places reserved for those kinds of vehicles. The parking of all trucks or trailers is forbidden for a duration of more that two (2) hours in all the streets and avenues of the parish.

61. It is prohibited to leave a harnessed or unharnessed horse in a street or public place if he is not under the guard of a person; unless the horse is being held back or attached in some way.

62. The driver of a vehicle shall not stop or let such vehicle parked longer than necessary to let travellers get on or off, in a zone for travellers, or for the loading or unloading; in no case, the stop for the loading or unloading of material shall exceed two (2) hours.

63. Le Directeur de Police et tout constable de la corporation ainsi que tout autre agent de la paix sont autorisés à déplacer ou à faire déplacer, aux frais du propriétaire, tout véhicule stationné en contravention du présent règlement ou en contravention à une ordonnance rendue par une autorité compétente, ou pour toute autre raison spéciale motivant un tel déplacement.

Chapitre VI

DISPOSITIONS DIVERSES

64. Il est défendu de poser, de garder en place ou de mettre en évidence sur une rue ou à un endroit qui soit visible d'une rue, aucun signal, enseigne ou dispositif qui soit une imitation d'un signal officiel ou y ressemble, ou qui est ostensiblement destiné à contrôler la circulation ou qui empêche de voir un signal officiel. Tout signal, enseigne ou dispositif ainsi prohibé est, par les présentes, déclaré être une nuisance et le Directeur de Police est autorisé à l'enlever ou à le faire enlever sans avis.

65. Il est défendu de défigurer, d'endommager, de déplacer, de masquer volontairement aucun signal avertisseur officiel ou aucune enseigne indicatrice officielle, ou de nuire à son efficacité. Aucun signal mécanique ne devra être employé à moins d'avoir été approuvé par une autorité compétente.

66. Il est défendu de jouer à la balle ou au palet ou au hockey, de pousser une trottinette avec le pied, ou de se livrer à aucun autre amusement quelconque sur une rue ou autre voie publique.

67. Il est défendu de patiner avec des patins à glace ou à roulettes, ou de glisser avec un traîneau, tobaggan ou autre appareil similaire, sur une chaussée ou un trottoir. Il est également défendu à toute personne chaussée de skis de traverser une chaussée ou un trottoir.

68. Nul ne devra, dans les rues de la Paroisse de St-Michel Archange, utiliser le sifflet-avertisseur d'un véhicule-moteur, bicycle, tricycle ou autre véhicule ou voiture de ce genre, si tel sifflet-avertisseur émet des sons, des sifflements ou cris semblables à ceux émis par les sifflets-avertisseurs placés sur les véhicules-moteurs dont se servent les employés de la brigade des pompiers, les ambulances et les voitures de police de la Paroisse de St-Michel Archange ou des autres municipalités.

69. Il est défendu de dérober une promenade, de monter sur un véhicule, ou de s'y accrocher.

70. Aucune parade ou procession ne doit être organisée sans un permis spécial du Directeur de Police qui devra désigner l'heure où aura lieu telle procession ou parade et la route qu'elle devra suivre. Cet article ne s'applique pas aux personnes hospitalisées dans les institutions de la Paroisse.

71. Il est défendu, à tout conducteur d'un véhicule ou d'un autobus, de passer à travers un cortège funèbre ou une procession autorisée pendant qu'ils seront en mouvement.

72. Toutes projections faisant saillie de plus de trois (3) pieds au-delà de la longueur normale d'un véhicule doivent être munies, durant le jour d'un pavillon rouge, et durant la nuit d'une lampe à feu rouge qui devra être allumée entre le coucher et le lever du soleil.

73. Aucune personne ne devra faire usage d'une clochette ou d'un porte-voix, d'un cor ou d'un autre instrument de ce genre dans aucune ue de la Paroisse, dans le but d'attirer l'atten-

63. The police director and all the constables of the corporation as well as all other peace officers are authorized to move or have moved, at the owner's costs, any vehicle parked in contravention with the present By-law or in contravention with an order rendered by competent authority, or for any other special reason motivating such moving.

Chapter VI

VARIOUS PROVISIONS

64. It is forbidden to place, keep in place or put into evidence on a street or at a visible place of a street, any signal, sign or device which is an imitation of an official signal or which looks like it, or which is openly destined to control traffic or which prevents people from seeing an official signal. All signals, signs or devices so prohibited are by the presents, declared as being a prejudice and the Police Director is authorized to remove them or to have them removed without notice.

65. It is forbidden to disfigure, damage, displace, voluntarily mask any official warning signal or any official indicating sign, or to affect its efficiency. No mechanical signal will be used unless it has been approved by a competent authority.

66. It is forbidden to play ball, or quoit or hockey, to push a scooter with the foot, or to amuse oneself in any other way on a street or other public road.

67. It is forbidden to skate with ice skates or roller skates, or to slide with a sleigh, tobaggan or other such thing, on the road or on the sidewalk. It is also prohibited to go across a road or sidewalk on skis.

68. Nodoby should use, in the streets of the Parish of St. Michael the Archangel, the horn of a motor-vehicle, bicycle, tricycle or other vehicle of any kind, if such horn makes sounds, whistles or shouts like those made by the warning whistles placed on the motor-vehicles used by the employees of the fire brigade, the ambulances and police vehicles of the Parish of St. Michael the Archangel or of other municipalities;

69. It is forbidden to steal a ride, to get on a véhicle or to hang onto it.

70. No parade nor procession shall be organized without a special permit from the Police Director who must designate the hour at which such procession or parade will take place and the road which it will take. This article does not apply to persons hospitalized in the institutions of the Parish.

71. It is prohibited to all drivers of vehicle or of buses, to cut through funeral or authorized processions when same are in movement.

72. All objects exceeding more than three (3) feet the normal length of a vehicle must be provided, during the day, of a red pavilion and, during the night, of a lamp with red light, which must be lighted between sunset and sunrise.

73. No person shall use a bell or a speaking-tube, or a horn or other instrument of that kind in any street of the Parish, in view of drawing attention on his trade or industry or on a show or

tion sur son commerce ou son industrie ou sur un spectacle ou sur une représentation quelconque, à moins d'avoir préalablement obtenu un permis à cet effet du Directeur de Police.

74. Il est défendu de jeter, de placer, de déposer ou de laisser dans aucune rue ou autre voie publique, des clous, des broquettes, des fragments de verre, des débris de poterie, de fer ou de fer-blanc, des fils métalliques, des bouteilles, des épines, des rognures ou autres objets ou choses quelconques susceptibles d'endommager les pneus d'un véhicule.

75. La vitesse, les arrêts, les stationnements, les interdictions de circuler dans certaines rues ou avenues ou les restrictions à ladite circulation, les rues à sens unique, les directions à observer, doivent être indiqués par des enseignes appropriées ou par des constables ou autres officiers de circulation.

76. Dans le cas où les versions française ou anglaise d'un article quelconque du présent règlement ne concorderaient pas, le texte français prévaudra.

Chapitre VII

PÉNALITÉS

77. 1) Le propriétaire d'un véhicule est responsable de toute infraction commise avec ce véhicule à l'encontre des dispositions du présent règlement, à moins qu'il ne prouve que, lors de l'infraction, le véhicule était, sans son consentement, en la possession d'un tiers autre que son chauffeur.

2) Sauf le cas visé au paragraphe 3, le propriétaire qui prouve ne pas être le conducteur du véhicule n'est cependant pas responsable d'une infraction aux articles 7 à 52 inclusivement du présent règlement.

3) Si celui qui emploie une personne pour conduire un véhicule-automobile, moyennant louage, paiement ou gain, se trouve présent dans le véhicule-automobile, au moment où une infraction est commise au présent règlement, cet employeur, de même que le conducteur ou chauffeur, est sujet à condamnation pour cette infraction et le tribunal peut, à sa discrétion, imposer la pénalité à l'un ou à l'autre, ou aux deux à la fois, suivant les circonstances dans chaque cas; mais, si le véhicule est conduit par le chauffeur, et non par le propriétaire, au moment de l'infraction, alors — que le propriétaire se trouve ou ne se trouve pas dans le véhicule à ce moment — le chauffeur et le propriétaire sont tous deux personnellement sujets à condamnation pour cette infraction, et le tribunal peut, à sa discrétion, condamner à la pénalité l'un ou l'autre des deux ou les deux à la fois, suivant les circonstances de la cause.

78. Quiconque contrevient aux articles 21 et 51 du présent règlement, ou aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 52 du présent règlement, est passible, sur conviction devant une Cour Municipale ou une Cour des Sessions de la Paix, d'une amende de $2 à $5 et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de vingt-quatre (24) heures.

79. Quiconque contrevient aux dispositions des articles 13, 14, 17, 22, 24, 26, 42, 46 et 50 du présent règlement, ou aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 48 du présent règlement, est passible, sur conviction devant une Cour Municipale ou une Cour des Sessions de la Paix, d'une amende de $10 à $25 et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de huit (8) jours.

representation unless having previously obtained a permit to this effect from the Police Director.

74. It is forbidden to throw, place, deposit or let in any street or other public road, nails, tacks, pieces of glass, wrecks of pottery, steel or tinplate, metal wires, bottles, thorn, clips or other things susceptible to damage tires of vehicles.

75. The speed, parking areas, stops, interdictions to proceed in certain streets or avenues or restrictions to traffic in one-way streets, the directions to be observed must be indicated by appropriate signs or by constables or other traffic officers.

76. Should the French and English versions of an article of the present By-law be contradictory, the French text shall prevail.

Chapter VII

PENALTIES

77. (1) The owner of a motor vehicle is responsible for any violation committed with such vehicle of the provisions of the present By-law, unless he proves that, at the time of the violation, the vehicle was, without his consent, in the possession of a third person other than his chauffeur.

(2) Except in the case referred to in subsection 3, the owner who proves that he is not the driver of the vehicle shall not, however be responsible for a violation of any of sections 7 to 52 inclusively of the present By-law.

(3) If the employer of a person driving a motor vehicle to hire, pay or gain, is present in the motor vehicle at the time of the commission at any offence, against the present by-law the operator or chauffeur shall be liable to conviction to such offence and it shall be in the discretion of the Court to impose the penalty either upon the one or the other, or upon both, according to the circumstances in each case; but if the vehicle is being driven by the chauffeur and not by the owner, at the time of the offence, then — that whether the owner be present in the vehicle or not at that time — both chauffeur and the owner shall be personally liable to conviction for the offence and it shall be in the discretion of the Court to impose the penalty the one or the other or upon both, according to the circumstances at the case.

78. Whosoever contravenes any provision of sections 21 to 51 of the present By-law, or of subsections 2, 3 and 4 of section 52, of the present By-law, shall be liable, upon conviction before a Municipal Court or a Court of the Sessions of the Peace, to a fine of $2.00 to $5.00 and to costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for twenty-four (24) hours.

79. Whosoever contravenes the provisions of sections 13, 14, 17, 22, 24, 26, 42, 46 and 50 of the present By-Law, or provisions of subsection 1 of section 48 of the present By-Law, shall be liable upon conviction before a Municipal Court or a Court of the Sessions of the Peace, to a fine of from $10 to $25 and costs, and in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for eight (8) days.

80. Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 34 du présent règlement, est passible, sur conviction devant une Cour Municipale ou une Cour des Sessions de la Paix, d'une amende de $5 à $10 et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de quarante-huit (48) heures.

81. Quiconque contrevient à toute autre disposition du présent règlement, est passible, sur conviction devant une Cour Municipale ou une Cour des Sessions de la Paix:

a) Pour la première infraction, d'une amende de $10 à $25 et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de huit (8) jours;

b) Pour une deuxième infraction au cours des douze mois subséquents, d'une amende de $20 à $40 et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de huit (8) jours.

Si l'infraction d'un règlement est continue, cette continuation constitue, jour par jour, s'il n'y a pas bonne foi, une offense séparée.

82. Tout agent de police ou constable, constatant une infraction à un règlement relatif à la circulation et au stationnement, peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police de la Paroisse de St-Michel Archange.

Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas l'agent de police ou le constable, s'il le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer de billet d'assignation.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau du département de police de la paroisse de St-Michel Archange et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder cinq dollars. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par la corporation Les Soeurs de la Charité de Québec libère le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai spécifié, l'officier de police ou le constable peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.

Chapitre VIII

APPLICATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT

83. Le présent règlement s'applique au territoire de la Paroisse de St-Michel Archange et à cette partie de la rue d'Estimauville qui se trouve dans les limites dudit territoire, y compris tous les immeubles privés situés dans ledit territoire et appartenant aux Soeurs de la Charité de Québec ou à des tiers.

84. Le présent règlement entrera en vigueur suivant les dispositions de la loi.

35818-o

80. Whosoever contravenes the provisions of section 34 of the present By-Law, shall be liable upon conviction before a Municipal Court or a Court of the Sessions of the Peace, to a fine of $5 to $10 and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for fourty-eight (48) hours.

81. Whosoever contravenes any other provision of the present By-Law, shall be liable upon conviction before a Municipal Court or a Court of the Sessions of the Peace:

(*a*) For the first offence, to a fine of $10 to $25 and costs and, upon default of payment of the fine and costs, to imprisonment for eight (8) days;

(*b*) For a second offence during the twelve (12) subsequent months, to a fine of $20 to $40 and costs and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for eight (8) days;

If the infraction to a By-Law is continuous, this continuation, constitutes, day by day, if there is no good faith, a separate offence.

82. All police officers or constables, finding out an infraction to a By-Law relating to traffic and to parking, may fill, on the scene of the infraction, a ticket which indicates the nature, give it to the driver of the vehicle or deposit it in an apparent place of this vehicle a copy of this ticket and bring the original to the police department of the Parish of St. Michael the Archangel.

The preceding provisions shall not prevent the police officer or constable, if he deems it expedient from lodging a complaint and causing the issue of a summons according to law, without issuing any notice of summons.

All person in possession of this notice can avoid that a complaint be made against her by going to the office of the police department of the Parish of St. Michael the Archangel and by paying, as a fine, the sum fixed by the By-Law, which shall not exceed five dollars. The payment of the fine and the receipt given by the person designated by the corporation of the Sisters of Charity of Québec liberates the infringer of all other penalty relating to this infraction.

If the person in possession of a ticket refuses or neglects to abide by it within the specified delay, the police officer or constable can file a complaint against her according to law.

Chapter VIII

APPLICATION AND COMING INTO FORCE OF THE BY-LAW

83. The present By-Law shall apply to the territory of the Parish of St. Michael the Archangel and to that part of d'Estimauville Street situated within the limits of the said territory, including the private buildings located in said territory and belonging to the Sisters of Charity of Québec or to third parties.

84. The present By-Law shall be effective according to the provisions of the Law.

35818-o

INDEX No 33

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

2472 — Coiffeurs pour hommes et dames, Chicoutimi, Dubuc, *et al* (*erratum*) 4648
2472 — Hairdressers (Men's and Ladies'), Chicoutimi, Dubuc *et al* (*erratum*) 4648

ARRÊTÉS en Conseil (*suite*) — ***ORDERS in Council*** (*continued*)

2683 — Rémunération des membres de conseil d'arbitrage de différend, des membres de tribunal d'arbitrage de grief, de l'arbitre de grief et la procédure d'arbitrage suivant le Code du travail ... 4679

2683 — Remuneration of council of dispute arbitration and court of grievance arbitration members of the grievance arbitrator and conciliation procedure pursuant to the Labour Code ... 4679

2684 — Rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte et la procédure d'arbitrage suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, chapitre 45 des lois de 1968 ... 4678

2684 — Remuneration of the grievance or complaint arbitrator and the arbitration procedure pursuant to the Construction Industry Labour Relations Act, Chapter 45 of the Statutes of 1968 ... 4678

2840 — Régie des loteries et courses en matière de système de loteries et les modalités selon lesquelles des licences peuvent être délivrées (*Pouvoirs de la régie*) ... 4643

2840 — Régie des loteries et courses respecting lotery schemes and the conditions upon which licenses may be issued (*Powers of the board*) ... 4643

2890 — Domtar ltée, application de la loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz ... 4648

2890 — Domtar ltée, enforcement of the Electricity and Gas Board Act ... 4648

2891 — Gulf, Pulp and paper Company, application de la loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz ... 4649

2891 — Gulf, Pulp and Paper Company, enforcement of the Electricity and Gas Board Act 4649

2892 — Réduction de droits de coupe à St-Raymond Paper Limited ... 4649

2892 — Reduction in stumpage dues at St-Raymond Paper Limited ... 4649

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Chevaliers de Colomb de Chicoutimi, Conseil No 1989 ... 4682

Chevaliers de Colomb de Clarenceville inc., Conseil Clarenceville No 3647 ... 4682

Chevaliers de Colomb de Ferme-Neuve inc., Conseil Ferme-Neuve No 3275 ... 4682

Chevaliers de Colomb de Limbourg inc., Conseil Touraine No 6006 ... 4683

Estate of Sidney Smith (*Benefit of Inventory*) ... 4682

Knights of Columbus of Chicoutimi, Council No. 1989 ... 4682

Knights of Columbus of Clarenceville Inc., Council Clarenceville No. 3647 ... 4682

Knights of Columbus of Ferme-Neuve Inc., Concil Ferme-Neuve No. 3275 ... 4682

Knights of Columbus of Limbourg Inc., Council Touraine No. 6006 ... 4683

St. Michael the Archangel, par. (*Traffic and public security*) ... 4683

St-Michel-Archange, par (*Circulation et sécurité publique*) ... 4683

Succession Sidney Smith (*Bénéfice d'inventaire*) ... 4682

Underberg and Boonekamp (*not medicated*) ... 4603

Underberg et Boonekamp (*non médicamenteux*) ... 4603

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demande: — *Application:*

Abromovitch, Abie ... 4633

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME Act***

Accordés: — *Granted:*

Brunet, Claudette ... 4633

Dréan, Jean-Pierre ... 4633

Hearn's, Jules ... 4633

Scott, Leonard ... 4633

Bill — ***Bill***

Sanctionnés ... 4635

Sanctionned ... 4635

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse populaire de St-Marcellin (La) (*Dissolution*) ... 4635

Caisse populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière (La) (*Dissolution*) ... 4635

Caisse populaire du séminaire de Trois-Rivières (La) (*Dissolution*) ... 4635

Caisse populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska (La) (*Dissolution*) ... 4636

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Chartes — demandes d'abandon de — ***Notices relative to the Act of Charters — Applications for Surrender of***

Berida Investment Corporation ... 4626

Centre civique de Victoriaville inc. ... 4627

Développements J.A. St-Louis & Fils ltée (Les) ... 4626

Entreprises Dalco ltée (Les) ... 4626

Joliette Motel Limited ... 4627

Motel Joliette limitée (Le) ... 4627

Motel Promotions Inc ... 4626

Racine (J. Roland) inc. ... 4627

Chartes — demandes d'abandon de (*suite*)
Charters — Applications for Surrender of (*continued*)

Restaurant Skyway (1963) inc. 4626
Skyway Restaurant (1963) Inc. 4626
State Richard Desmeules limitée 4626
Thuway Holdings Inc. 4625

Dissoutes ***Dissolved***

Automotive Associates Ltd 4597
Bel-Mo Ltd 4597
Bel-Mo ltée 4597
Canardière Estate Limited 4597
Cimon (Paul) Inc 4598
Comité d'Aide à l'Externat Classique de Sorel incorporé (Le) 4598
Continental Acceptance Corp 4598
Cummings Continental Cars Corporation 4598
Ell Clothing Contracting Inc 4598
Entreprises Beauharnois ltée (Les) 4598
Entreprises Ménard & Navarro ltée (Les) 4599
Garage J.M. Lortie, limitée 4599
Gelber Development Corp. 4599
Gleneldon Investment Corp 4599
Guertin (W.) Inc. 4599
Hersey (essentials) of Canada Inc 4599
Hôpital Ste-Claire inc. 4600
Institut de Recherches Appliquées en Thérapeutique 4600
Institute for Research in Applied Theraputics 4600
Kosher Salad Corp 4600
Lévesque (J.A.) inc. 4600
Logexpo 4600
Manchester Importers Limited 4600
Metropolitan Builders Development Corp. 4601
Monda Sales (1963) Inc. 4601
Penn Investment Corp 4601
Rialto Theatre Co. Ltd 4601
Riverview Gardens Inc. 4601
Rollon Cie ltée 4601
Rollon Co. Ltd. 4601
Rudberg Bros. Inc. 4602
Sarrazin (Ernest) ltée 4602
Téléphone St-Bonaventure-d'Upton (1966) inc 4602
Théâtre Rialto limitée (Le) 4601
Tri-Nol Inc. 4602
University Tower Corporation 4602
Victoria Clothing Limited 4602

Divers ***Miscellaneous***

Aliments RJR, ltée (*Nom-ch.*) 4618
Art Institute of Hairdressing Inc. (The) (*By-laws*) 4616
Association des loisirs du Lac Rond inc. (*Règl.-By-laws*) 4619
Association des moniteurs en conduite automobile de l'Estrie (A.M.C.A.E.) inc. (*Règl.-By-laws*) 4617
Association du hockey mineur de St-Hyacinthe inc. (*Règl.-By-laws*) 4616
Association of Catholic Principals of Montreal (*Règl.-By-laws*) 4619
Beaumanoir de Chicoutimi inc. (*Règl.-By-laws*) 4623
Belmont Park Co. Ltd. (The) (*Name ch.*) 4617
Bernard Speciality Shop Inc. (*Dir.*) ... 4619
Canadian Psychoanalytic Society (*By-laws*) 4619
Carina Hosiery Mills Ltd. (*Dir.*) 4622
Centre des ressources institutionnelles Côte Nord inc. (*Nom-Name ch.*) 4622
Centre Monchanin (*Règl.-By-laws*) 4617
Centre professionnel St-Jean inc. (*Dir.*) . 4619
Clarke Funeral Home Inc. (*Dir.*) 4623
Clinique Domrémy (Kénogami) (*Règl.-By-laws*) 4619
Club du chien rapporteur de Montréal inc. (*Règl.*) 4620
Copel Inc. (*Dir.*) 4620
Corporation de l'hôpital Champlain de Verdun (La) (*Règl.-By-laws*) 4625
Durand Hardware Limited ((*Dir.*) 4624
Eliosoff (J.) & Sons Co. (*Dir.*) 4623
Encore Incorporated (*Dir.*) 4623
Etienne Creative Inc. (*Dir.*) 4623
Foyer de Bromptonville inc. (*Règl.-By-*
Foyer Dorval (*Règl.-By-laws*) 4620
Geekaydee Corp (*Dir.*) 4623
Gleneagles Investment Company Limited (*Dir.*) 4623
Grégoire (Adrien) ltée (*Nom-Name ch.*) . 4617
Harmonie de Matane inc. (*Règl-By-laws*) 4617
Hôpital de l'Enfant-Jésus (*Règl.-By-laws*) 4625
Hôpital Notre-Dame de l'Espérance de St-Laurent (*Règl.-By-laws*) 4625
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus (*Règl.-By-laws*) 4617
Institut de l'Art de la coiffure inc. 4616
International Machinery (Québec) Limited (*Dir.*) 4623
KDI Mobilab Inc. (*Nom-Name ch.*) 4618
Lady Dundee Inc. (*Dir.*) 4624
Landreville automobiles inc. (*Dir.*) 4624
Luvline Communicators Inc. (*Nom-Name ch.*) 4622
Looms of Trico Inc. (*Dir.*) 4624
Macdonald College Faculty Club (The) (*Règl.-By-laws*) 4620
Maple Leaf Lodge No. 10250, Grand United Order of Odd Fellows, Incorporated (*Règl.-By-laws*) 4620
Mister Steakburger Inc. (*Dir.*) 4621
Montreal Motor Racing Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 4621
Montreal Newsdealers Supply Company Limited (*Dir.*) 4621
Montreal Retriever Club Inc. (The) (*By-laws*) 4620
Parc Belmont cie ltée (*Nom ch.*) 4617
Pavillons Laforest inc. (Les) (*Dir.*) 4624
Pièces d'auto Ranger inc. (*Nom ch.*) ... 4625
Produits de papier St-Jean ltée (Les) (*Règl.*) 4618
Quincaillerie Durand limitée (*Dir.*) 4624
Ranger Auto Parts Inc. (*Name ch.*) 4625
RJR Foods, Ltd. (*Name ch.*) 4618
Rousseau (Fernand) Sport inc. (*Dir.*) .. 4621
St. Johns Paper Products Co. Ltd. (*By-laws*) 4618
Sambo inc. (Dir.) 4621
Sanatorium Saint Georges (Le) (*Règl.-laws*) 4621
Service des loisirs de St-Bruno-de-Laval (*Règl.-By-laws*) 4621
Service des loisirs St-Philippe de Montréal (*Règl.-By-laws*) 4622
Société canadienne de psychanalyse (*Règl.*) 4619
Stansbury Advertising Limited (*Dir.*) 4622
Tioxide du Canada limitée (*Dir.*) 4624
Tioxide of Canada Limited (*Dir.*) 4624
Tremblay (J. E.) limitée (*Dir.*) 4622
Tricosport Inc. (*Dir.*) 4624

Divers (*suite*) — ***Miscellaneous*** (*continued*)

Waterloo TV Cable Inc. (*Nom-Name ch.*) 4618
Whitewear Mfg. Co. Ltd. (*Dir.*) 4624
Wong (Kenny) (South Shore) Inn Inc. (*Nom-Name ch.*) 4618
Wray-Walton-Wray Inc. (*Dir.*) 4622

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Agence de voyages Ville-Marie inc. 4550
Alimentation B.C.P. ltée 4551
Aliments Louis ltée 4580
Amafic inc. 4551
André Antiques Inc. 4550
Ameublements Métropole ltée (Les) 4551
Association de Chasse et Pêche de Ste-Agathe-des-Monts inc. 4552
Association d'escrime de l'Est du Québec inc. 4552
Association des résidents de Glenwood (L') 4573
Atelier Norive inc. 4553
Audiotronic ltée 4553
Autokeltic Inc. 4553
Aviation Gatineau inc. 4554
Aylmer Road Holdings Inc. 4554
Balam's Bakery & Fine Foods Inc. 4554
Beaudoin (M.) Electrical Installations Inc. 4575
Beaulieu (René) inc. 4555
Becoies inc. 4555
Benlef inc. 4555
Blanchard (Claude) construction inc. 4556
Bleher (H. G.) Co. Ltd. 4556
Bon Air sport ltée 4556
Boulangerie Champlain inc. 4557
Bourcier (Jean-Guy) inc. 4557
Boutique de lingerie Amour inc. 4557
CUOQ construction ltée 4558
Cadieux (G. T. C.) inc. 4558
Canadian Reynolds Metals Company, Limited 4627
Can-Am Equity Corporation 4558
Carré d'Art inc. (Le) 4559
Centaur Sales & Promotions Inc. 4559
Centre d'Accueil pour Alcooliques de Sherbrooke 4559
Centre de danse de Montréal inc. 4560
Centre de recherche et de médiation pour le développement inc. 4560
Chaudière Sportswear Inc. (La) 4560
Clinique médicale Adam & Charette inc. 4561
Club de l'Age d'Or de Weedon inc. 4561
Club des amateurs de golf de Plessisville inc. (Le) 4561
Club de ski Alpin de Malartic 4562
Club du chien Retriever de Québec inc. 4562
Club le Jacod inc. 4562
Club sportif Albo inc. 4563
Club sportif de St-Herménégilde 4563
Club vacances 2001 inc. 4563
Compagnie technique F.A.B.F. inc. 4564
Corporation de combustion générale électrique de Montréal (La) 4584
Cosmos Food & Poultry Distributors Inc. 4564
Côté (J. Léonard) & fils inc. 4565
Couvreurs de l'Est (Montréal) ltée 4565
D.I.P. inc. 4565
Delec inc. 4566
Dickson Holdings Inc. 4566
Distributeurs Juderton ltée (Les) 4577
Distributions Tony inc. (Les) 4566
Domaine Préfontaine inc. 4567
Dubuc & Lefebvre inc. 4567
E. & M. Promotion Sales Ltd. 4567
Eastern Roofers (Montreal) Ltd. 4565
Éditions Proga ltée (Les) 4568
Entreprises Claude Grégoire inc. (Les) 4568
Entreprises de villégiature J-P-R-S ltée. 4568
Entreprises Lynda Lopez ltée (Les) 4569
Équipements L.B.M. inc. (Les) 4569
F.A.B.F. Technical Company Inc. 4564
Fabricants de piscines et de vinyl Eau-Claire limitée (Les) 4569
Fédération nationale des anciens combattants volontaires alliés, section du Québec (La) 4570
Fermes Mathers inc. 4570
Festivals de Nicolet inc. 4570
Figaro Food Products Ltd 4588
Foisy & Roy limitée 4571
Frigon (C. A.) & associés inc. 4571
Garage Villeray inc. 4571
Garceau & Martel inc. 4572
Gariépy & Grenier inc. 4572
Gaspésie sports inc. 4572
Gatineau Aviation Inc. 4554
Gestion Dickson inc. 4566
Gilbert (G.) Service Stations Inc. 4593
Giroux (M.) tuiles et terrazzo inc. 4573
Glenwood Residents Association 4573
Gobast Investments Ltd. 4586
Golden Fried Chicken (Magog) Inc. 4573
Guillemey Construction Inc. 4574
Habitations Thibodo et associés inc. 4574
Immeubles Cinquante-Cinquante ltée (Les) 4574
Immeubles Hardell inc. (Les) 4575
Imprimerie Le Guide inc. 4575
Installations électriques M. Beaudoin inc. 4575
Institut de beauté Paulette Hiriart inc. 4576
J.P.J. Import Inc. 4576
Jamal inc. 4576
Jaric ltée 4577
Jeune chambre de Neuville inc. (La) 4577
Juderton Distributors Ltd 4577
Jyr inc. 4578
K.D. Kiosks Ltd. 4578
Kiosques K.D. ltée 4578
Kokiri inc. 4578
Lafontaine et Mantha inc. 4579
Lettrex inc. 4579
Ligue de balle-molle des Bois-Francs inc 4579
Line One Knits Inc. 4580
Louis Foods Ltd 4580
M J B litho inc. 4580
Maison mobile de Thetford inc. 4581
Maison mobile du Richelieu inc. 4581
Manex inc. 4581
Manic aviation inc. 4582
Manic sanitation inc. 4582
Marquis Mines Limited 4582
Mathers Farms Inc. 4570
Menuiserie Côte-Nord (Baie-Comeau) inc. 4583
Messageries nationales du Livre inc. 4583
Métallisation du Nord inc. 4583
Mines Marquis limitée (Les) 4582
Montreal General Combustion Electric Corporation 4584
Nu-Clo Ltd 4584
Oded Realty Ltd 4585
P.A.K. Packaging Films Ltd 4585
Papeterie sociale et commerciale inc. 4585
Pétroles Hotte & frères inc. (Les) 4586
Placements Gobast ltée 4586
Planiconcept inc. 4586

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Poirier (Jacques) et fils ltée 4587
Prestin inc. 4587
Productions Le Nordet inc. (Les) 4587
Produits alimentaires Figaro ltée 4588
Quepat inc. 4588
R.G.H. Industrial Linen Service Inc. .. 4588
R.J.B. Productions Ltd. 4589
Ray-Luc auto inc. 4589
Reliure Impériale inc. 4589
Rely Construction Inc. 4590
Revêtements Castor ltée 4590
Robot magique G.B. inc. 4590
Rouillard (Jean) inc. 4591
Royal Mining Corporation 4591
Saint Brigid's Home Inc. 4591
Senk Company Inc. 4592
Sidiac inc. 4592
Société canadienne de métaux Reynolds, limitée 4627
Société Venise inc. (La) 4592
Sorel Mfg Inc. 4593
Spera Foundation Inc. 4593
Stations de service G. Gilbert inc. 4593
Su-Ed Fabrics Inc. 4594
Surprenant (Jean-Luc) inc. 4594
Thetford Mobile Home Inc. 4581
Trefico inc. 4594
Unisteel Inc. 4595
V & C Decor Lighting Limited 4595
Valcide ltée 4595
Valcourt variétés inc. 4596
Variétés Jacques & Robert inc. 4596
Veptec Ltd. 4596
Veptec ltée 4596
Ville Marie Travel Bureau Inc. 4550
XL-Bec inc. 4597

Lettres patentes *Letters Patent*
avis d'annulation *notice of annulment*

Compagnie Olida limitée (La) 4632

Sièges sociaux *Head Offices*

Agence de sécurité de Montréal ltée 4628
Ameublements d'Aquila inc. 4632
Clinique Urologique du Nord inc. 4631
Auto Performance Sport Inc. 4628
Benlef Inc. 4628
Centres Citadelle limitée 4628
Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska 4629
Citadel Centres Limited 4628
CUOQ Construction ltée 4629
Clinique Urologique du Nord inc. 4631
Entreprises Yvon Fournier inc. (Les) 4631
Fourrures Lemieux inc. (Les) 4630
Galeries Jacques Cartier inc. (Les) 4631
Landreville automobiles inc. 4632
Lussier (Jean) Marine ltée 4629
Midway Industries Ltd. 4632
Montreal Security Agency Ltd. 4628
Park Lane Clothes Limited 4629
Publications Cousin-Poupart (Les) 4629
Seven-Up Trois-Rivières (1963) inc. 4631
Société d'édition et de production Iris Inc. (La) 4630
Stera Development Corpn. 4630
Thetfrod Diesel Inc. 4631
United Aviation Services Limited 4630
Wiskan Incorporated 4630

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*
Affaires municipales *Municipal Affairs*

Arvida, cité – city (*Amend.*) 4639
Lauzon, cité – city (*Amend.*) 4642

Éducation *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Clarke City (*Acc.– Grant.*) 4637
East Angus (Cath.) (*Acc.– Grant.*) 4637
Kénogami (*Dem. Appl.*) 4636
Maisonneuve, c.s.r.– r.s.b. (*Siège social– Head Office*) 4636
Manicouagan (*Acc.– Grant.*) 4637
Roberval (*Acc.– Grant.*) 4637
St-Cléophas (*Dem.-Appl.*) 4636
St-Élie-d'Orford (*Acc.– Grant.*) 4638
Sherbrooke, c.e.c.– c.s.c 4637
Vallée-de-la-Lièvre (*Acc.– Grant.*) 4638

Institutions financières, compagnies et coopératives *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*

Assurance: *Insurance:*

CIM Insurance Corporation (*Annul.*) .. 4633
Gamble Alden Life Insurance Company (*Permis-License*) 4634
Principale du Canada, compagnie d'assurance-vie (*Permis*) 4634
Principal Life Insurance Company of Canada (*License*) 4634

Travail et de la Main-d'oeuvre *Labour and Manpower*

Industrie ou métiers de: *Industry of Trades of:*

Comité paritaire de la construction, Drummondville (*Abrogation*) 4462
Comité paritaire de la construction, Granby, St-Hyacinthe, St-Jean (*Abrogation*) 4663
Comité paritaire de la construction, Hull (*Abrogation*) 4663
Comité paritaire de la construction, Rimouski (*Agrogation*) 4663
Construction Joint Committee, Drummondville (*Abrogation*) 4662
Construction Joint Committee, Granby, St-Hyacinthe, St-Jean (*Abrogation*) .. 4663
Construction Joint Committee, Hull (*Abrogation*) 4663
Construction Joint Committee, Rimouski (*Abrogation*) 4663

Société coopérative agricole *Cooperative Agricultural Association*

Société coopérative agricole de St-Narcisse (*Dissolution*) 4632

SOUMISSIONS — demande de *TENDERS — Request for*

Charlemagne, ville – town 4652
Cowansville, ville – town 4650
Dollard-des-Ormeaux, ville – town 4660
Ireland, munic. 4654
Loretteville, cité – city 4656
St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, par. 4658

SYNDICATS professionnels — ***PROFESSIONAL Syndicates***

Association des camionneurs artisans du comté de Montmagny (*Const.– Inc.*). 4650
Cadres infirmiers unis inc. (Les) (*Const.–Inc.*) 4650
United Management Nurses Inc. (*Const. – Inc.*) 4650

VENTES — ***SALES***

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Chicoutimi — ***Chicoutimi***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Racine 4663
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Racine 4663

Hull — ***Hull***

Banque Toronto Dominion *vs* Couture.. 4664
Toronto Dominion Bank *vs* Couture... 4664

Joliette — ***Joliette***

Schuller *vs* Terres Laurentiennes inc. (Les) *et al* 4665
Taggart Construction Limited *vs* Spino. 4664

Montréal — ***Montreal***

Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Rochford 4666
Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Zidle 4669
Cité de Pointe-Claire *vs* International Construction Inc 4666
City of Pointe-Claire *vs* International Construction Inc 4666
Fish, (Frieda) (Salmon) *vs* Spinner.... 4667
Placements Futura Inc (Les) *vs* Tomchishen *et al* 4667
Robin Hood Flour Mills Limited (now Robin Hood Multifoods Limited) *vs* Zoll 4670
Société centrale d'hypothèques et de logement *vs* Rochford 4666
Société centrale d'hypothèques et de logement *vs* Zidle 4669
Société nationale de fiducie *vs* Treco inc. 4668
Tekevac *vs* Hays Watson 4669
Val Royal Building Materials Ltd. *vs* Funtos Construction 4670

Nicolet — ***Nicolet***

Desilets *vs* Béliveau 4671

Québec — ***Québec***

Compagnie d'assurance-vie de Montréal *vs* Turgeon 4672

Rimouski — ***Rimouski***

Turbide (Lionel) Construction inc. *vs* Leblanc 4673

Saint-François — ***Saint-François***

D'Arcy *vs* Aubé 4674
Lapierre (Réjean) inc. *vs* Entreprises Robidoux inc. (Les) 4674

Témiscamingue — ***Témiscamingue***

Banque canadienne nationale *vs* Mathieu 4675
National Canadian Bank *vs* Mathieu.. 4675

Terrebonne — ***Terrebonne***

Klein *vs* Ste. Thérèse West Land Corp. 4676

Trois-Rivières — ***Trois-Rivières***

Bank of Montreal (The) *vs* Bouchard.. 4677
Banque de Montréal *vs* Bouchard..... 4677

Taxes — ***Taxes***

St-Eustache, ville-town 4603
Vaudreuil, ville-town 4603